

A dense crowd of people holding colorful umbrellas, likely at a festival or outdoor event. The umbrellas are in various colors including blue, green, red, yellow, and white. The people are mostly seen from the back or side, and the overall scene is very busy and colorful.

Retour à Etxarri-Aranatz

Javier Marrodán

Javier Marrodán

Retour à Etxarri-Aranatz



FUNDACIÓN **TOMÁS CABALLERO**



FUNDACIÓN
VÍCTIMAS
DEL
TERRORISMO

EMERCIEMENTS

*A la famille Ulayar,
qui m'a ouvert en grand les portes de son histoire.*

*À la Fondation Tomás Caballero,
qui m'a encouragé à raconter cette histoire sous forme de livre.*

*A Adriana Ollo, journaliste,
qui a contribué d'une manière décisive à la réalisation de ces
pages.*

*A José Luis Ollo,
qui est responsable de la bonne présentation du volume.*

*A ceux qui ont lu les versions successives et enrichi le texte de
leurs corrections et suggestions.*

A tous ceux qui étaient à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004.

Titre : *Retour à Etxarri-Aranatz*

Titre original de l'édition espagnole : *Regreso a Etxarri-Aranatz*

Auteur : Javier Marrodán Ciordia

Traduction : Séverine Vigneron

Édition : LScomunicación

(Conception et mise en page : Monchi Álvarez / Coordination éditoriale : Lidia Señarís).

Illustration : Photos anciennes : famille Ulayar et archives
du Diario de Navarra.

Photos du 24 janvier 2004 : José Antonio Goñi / Diario de Navarra

Imprimé par : Egondi Artes Gráficas

Cet ouvrage est une traduction en français de l'édition originale espagnole publiée en 2004.

© 2024 - Javier Marrodán Ciordia

© 2024 - Pour cette édition : Fundación Tomás Caballero et Fundación Víctimas del Terrorismo

Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite en totalité ou en partie sans l'autorisation écrite préalable des détenteurs des droits d'auteur.

Imprimé dans l'Union européenne

INDEX

PRÉSENTATION LE MIROIR	9
-------------------------------------	---

I. 27 JANVIER 1979

L'ÉCHO DES COUPS DE FEU

LA VALISE NOIRE DES ULAYAR	17
---	----

II. 24 JANVIER 2004

SUR LA SCÈNE DU CRIME

JESÚS ULAYAR

LE BATON DE COMMANDEMENT REVIENT À ETXARRI	41
--	----

JOSÉ IGNACIO ULAYAR

LA RENCONTRE AVEC LE TUEUR	51
----------------------------------	----

MARI NIEVES ULAYAR

QUELQUES MOTS SUR LE LIEU DU CRIME	63
--	----

SALVADOR ULAYAR

L'ÂME DANS QUELQUES FEUILLES DE PAPIER	71
--	----

ROSA MUNDIÑANO

DES LARMES INESTIMABLES	85
-------------------------------	----

LINA NAVARRO

AFFECTION AVEC 25 ANS DE RETARD	91
---------------------------------------	----

CONSEILLERS ET MAIRES

LA RELÈVE	99
-----------------	----

MAITE PAGAZAURTUNDUA

LA PAROLE D'UNE SŒUR	113
----------------------------	-----

JOSÉ JAVIER URANGA	
25 BALLES PLUS TARD	121
PILAR MARTÍNEZ	
LA VEUVE D'UN AUTRE HOMME BON	133
JOSÉ AGUILAR	
FACE À FACE AVEC LES TERRORISTES.....	159
JAVIER ALCALDE	
UNE PANCARTE ET BEAUCOUP DE SILENCE.....	167
MATILDE SÁEZ DE TEJADA	
PRIER POUR LES TERRORISTES.....	179
JOSÉ MIGUEL IRIBERRI	
CHRONIQUES POUR LA LIBERTÉ.....	187
BERRIOZAR	
LE CAS CONTRAIRE.....	197
REYES ZUBELDIA	
ÊTRE VEUVE À LEITZA	205
MARÍA CABALLERO	
L'ENGAGEMENT DES VICTIMES	215
IÑAKI ARTETA	
LES VICTIMES DANS L'OBJECTIF.....	223
AUTRES	
MILITAIRES, SYNDICALISTES, ENSEIGNANTS.....	231
VÍCTOR MANUEL ARBELOA	
UNE PROMENADE À ETXARRI.....	239
SOEURS SANZ BIURRUN	
25 ANS SANS CARLOS.....	247
INDICE ONOMASTIQUE	259

PRÉSENTATION LE MIROIR

L'histoire de la famille Ulayar est un miroir dans lequel tous les Navarrais et tous les Espagnols devraient essayer de se découvrir. C'est une histoire qui a commencé par un crime, celui de Jesús Ulayar Liciaga, qui s'est poursuivie pendant de nombreuses années de solitude et d'impuissance, et qui restera inachevée tant que les auteurs de l'attentat pourront continuer à se promener dans la rue avec le titre de citoyens d'honneur d'Etxarri Aranatz, la ville où ils ont vécu avec leur victime, la même ville où ils l'ont tué le 27 janvier 1979.

Jesús Ulayar était avant tout un homme bon. A ses rôles de père de famille ou de maire, les principaux, on pourrait ajouter ceux de basque, entrepreneur, sociable, agité d'esprit et généreux, mais même la somme de tous ceux-ci ne lui rendrait pas justice. Il fut conseiller municipal de sa ville à partir de 1967 et maire de 1969 à 1975. Il se souciait et prenait soin de ses concitoyens autant qu'il le pouvait. «Dans notre enfance, notre père n'a pas été très présent», ont parfois fait remarquer ses enfants, offrant en une seule phrase l'envers du grand dévouement de Jesús Ulayar au travail municipal. Il n'a pas ménagé son temps ni ses efforts, même lorsque certains de ses voisins lui ont collé les étiquettes de - «fasciste», «anti-basque» ... - qui a fini par le conduire à la mort.

Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis sa mort, mais les échos des coups de feu ne sont pas complètement éteints. À l'époque, la veuve et les quatre enfants de Jesús Ulayar assistèrent à ses funérailles et son enterrement avec une grande émotion et reçurent les condoléances et l'affection de quelques-uns. Ils ne pouvaient pas encore imaginer

que leur douleur, leurs larmes, leur impuissance et leur abandon allaient se poursuivre pendant très longtemps. Ils pouvaient encore moins se douter que les auteurs du crime, arrêtés en octobre 1979 et jugés en 1980 par la Cour d'assises spéciale de Madrid, seraient désignés comme citoyens d'honneur par le conseil municipal nationaliste d'Etxarri Aranatz, ou qu'ils lanceraient le "chupinazo", le coup d'envoi des fêtes patronales à leur sortie de prison. Ils l'ont fait depuis le balcon de la mairie, se vantant presque de leur statut de bourreaux dans le même bâtiment dans lequel leur prisonnier avait passé tant d'heures pour rendre leur existence plus confortable.

Comme cela s'est produit avec tant d'autres victimes, l'ETA a tué Jesús Ulyar trois fois: d'abord avec des calomnies, des insultes et des menaces ; ensuite, elle l'a tué physiquement avec des balles ; et enfin, elle l'a tué avec le communiqué qu'elle a publié pour justifier l'attentat et avec les mensonges posthumes qu'elle a continué à répandre sur sa tombe. Le deuil a pesé de façon permanente sur l'existence de sa veuve et de ses enfants.

Cependant, un tournant important dans le parcours de douleur et de solitude de la famille s'est produit le 24 janvier 2004. Ce jour-là, coïncidant avec le 25e anniversaire du crime, la plateforme citoyenne Libertad Ya (Liberté maintenant) organisa un hommage à Jesús Ulyar à Etxarri Aranatz.

Deux mille personnes soutinrent l'appel et se rassemblèrent pacifiquement dans le village pour entourer la veuve et ses quatre enfants de l'affection et la solidarité qu'ils n'avaient pas eues au cours des 25 années précédentes. En ce samedi pluvieux, la blessure qui était ouverte depuis tant d'années a finalement commencé à se cicatriser.

Ce livre est l'histoire de ce qui s'est passé à ces deux dates: le 27 janvier 1979 et le 24 janvier 2004. Mais c'est aussi un résumé improvisé du quart de siècle qui les sépare.

L'histoire est divisée en deux parties. La première partie est un reportage qui a été publié dans le *Diario de Navarra* le 3 décembre 2000, coïncidant avec la remise de la Médaille d'Or de Navarre aux victimes du terrorisme. Le texte résume la vie de la famille Ulyar avant et après le crime. C'était la première fois que les quatre enfants de l'ancien maire d'Etxarri révélaient publiquement les détails les plus durs de leur existence quotidienne. Le reportage est reproduit avec quelques changements mineurs.

La deuxième partie rassemble une poignée d'histoires et de profils individuels. Ils appartiennent à plusieurs des personnes qui se sont rendues à Etxarri Aranatz pour se souvenir de Jesús Ulyar en janvier 2004: les premiers sont ses quatre enfants, mais il y a d'autres victimes d'époques et de milieux différents, des conseillers municipaux, des maires, des vétérans des mobilisations contre l'ETA, des journalistes et même un réalisateur de films. Il s'agit de portraits apparemment indépendants, mais l'ensemble mène directement au sous-sol créé par le terrorisme. En retraçant les chemins qui ont convergé ce jour-là au cœur de La Barranca, il sera peut-être plus facile de découvrir ce qu'était la Navarre qui disait adieu au XXe siècle, la Navarre qui fut si souvent incapable de consoler les victimes, la Navarre qui prolongea peut-être la violence de l'ETA par son oubli, son confort, son silence. En ce sens, chaque chapitre est une pièce du puzzle du passé récent: tous offrent un aspect ou un épisode spécifique, mais tous se réfèrent à un équilibre plus large, à un panorama plus général. Les histoires individuelles des personnes rassemblées le 24 janvier 2004 nous aident également à comprendre pourquoi cet acte a été possible, tous les efforts qui ont apporté des

mots de paix, de solidarité et d'espoir dans des rues qui se souvenaient à peine des temps heureux.

Le résultat demeure toujours aussi dur car l'affaire Ulayar reste choquante malgré le temps et la distance. Mais il ne suffit pas d'être ému, il ne suffit pas d'imaginer la douleur de ces longues années d'injustice subies en silence, sans témoins. Nous devons tous nous regarder dans l'histoire de leur abandon pour découvrir comment nous étions à l'époque. On peut être ému par les photos en noir et blanc des funérailles ou ressentir un frisson de remords en lisant les affronts qu'ils ont subis à l'école, dans la rue, dans presque tous les moments de leur existence, mais nous devons chercher l'image de nous-mêmes à cette époque et nous demander où nous étions, ce que nous faisons, combien de temps il nous a fallu pour découvrir que le problème des Ulayar était aussi notre problème. En examinant leur histoire et celles qui y sont liées dans ces pages, peut-être trouverons-nous aussi la nôtre.

Le livre offre toutefois des raisons d'espérer. Le terrible héritage laissé par l'ETA au cours des 25 dernières années n'a pas empêché la frontière de la peur de reculer. L'engagement courageux de quelques personnes uniques est devenu aujourd'hui une clameur croissante. La société se réveille peu à peu, et nombreux sont ceux qui semblent prêts à défendre leur liberté partout où cela est nécessaire. Il est vrai qu'ils tuent encore quand ils le peuvent - et ils le peuvent de moins en moins, Dieu merci - et qu'ils ont encore des amis qui les encouragent, et des hommes politiques et des compatriotes qui sympathisent avec leurs amis et les excusent. Mais ce n'est plus comme avant. Avant, il y avait une majorité qui pensait que la violence n'avait pas de raison d'être, et aujourd'hui, il y a une majorité d'entre nous qui est prête à défendre cette approche

dans des manifestations et des événements comme celui qui a eu lieu à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004.

I. 27 JANVIER 1979
L'ÉCHO DES COUPS DE FEU

LA VALISE NOIRE DES ULAYAR

L'histoire des Ulayar est restée enfermée pendant des années dans une valise, une valise noire. Lorsqu'un commando de l'ETA assassina leur père en 1979, les quatre frères et sœurs conservèrent dans un dossier les nouvelles publiées sur le crime et les funérailles. Lorsque la Garde civile arrêta les auteurs de l'attentat peu après, ils ajoutèrent les coupures de presse à celles qu'ils possédaient déjà. Certaines des lettres qu'ils avaient reçues en ces jours «très durs» avaient également atterri dans le dossier, ainsi que les communiqués des uns et des autres qui avaient maintenu la plaie ouverte au cours des semaines et des mois suivants. Les interminables certificats et documents générés par l'affaire furent également classés, tout comme la sentence, les demandes d'aide et les diverses ordonnances du tribunal.

Le premier dossier fut rejoint par un deuxième dossier contenant des photographies et des souvenirs antérieurs à la mort et un troisième dossier contenant de nouvelles informations sur la libération et le retour au village des assassins, qui sortirent de prison entre 1996 et 1998, alors que le conseil municipal d'Etxarri Aranatz, la même ville où Jesús Ulayar fut maire entre 1969 et 1975, les avait déjà nommés citoyens d'honneur.

Tout ce matériel - les preuves documentaires du drame - est resté pendant des années au fond d'une simple valise, à l'abri des regards importuns ou intéressés, loin d'une atmosphère devenue irrespirable, protégé des événements qui renouvellent le deuil de la famille beaucoup, beaucoup trop souvent. Il n'y a jamais eu d'intention délibérée de cacher l'histoire, mais la tristesse, la solitude,

la distance et une certaine résignation ont contribué à la maintenir isolée pendant deux longues décennies.

La valise des Ulayar, forcément noire, est une métaphore des vicissitudes de la famille, mais c'est aussi une fenêtre privilégiée pour scruter l'histoire des 25 dernières années. L'ouvrir et examiner son contenu, c'est plonger dans la douleur que les crimes de l'ETA ont répandue dans la vie quotidienne de nombreuses personnes en Navarre et au Pays basque. La rage et l'impuissance se conjuguent à mesure que l'on réalise l'étendue des tentacles de la terreur, la pression permanente que les tireurs ont infligée à la société dans son ensemble. Non, il n'est pas agréable de regarder dans la valise noire des Ulayar. Mais c'est un exercice nécessaire: parmi les pages inégales, à côté des coupures de presse jaunies, peut-être au dos d'une photographie ou entre les lignes déchiquetées d'une lettre manuscrite, ceux qui s'y aventurent découvrent un miroir dans lequel ils peuvent se regarder et découvrir où ils étaient alors, comment ils étaient, ce qui les inquiétait, pourquoi ils sont surpris maintenant.

Une famille normale

Parmi les papiers les plus anciens qui composent les archives improvisées de la famille Ulayar, on trouve quelques documents à la dactylographie et police anachroniques relatifs à la filiation du père assassiné, Jesús Ulayar Liciaga, fils de José Miguel et Inès, né à Etxarri Aranzatz le 3 septembre 1924. Il s'agit des certificats que ses enfants ont dû ressortir après l'attentat, des procédures judiciaires qui ont suivi et du parcours bureaucratique tortueux qu'ils durent accomplir pour obtenir les aides accordées par l'État aux victimes du terrorisme. Les formulaires, délavés par le temps et la paperasserie sans fin, ne racontent rien de l'histoire d'un homme dont les plus lointains ancêtres

vivaient déjà dans la ville où il a trouvé la mort. «Nos noms de famille apparaissent déjà dans les registres paroissiaux du 17e siècle», expliquent les enfants. Il n'y a pas de noms de famille castillans dans la généalogie de la famille.

Les certificats ne nous disent pas non plus que Jesús Ulayar rencontra Rosa Mundiñano Ezcutori à Etxarri, ni qu'ils se marièrent dans l'église paroissiale du village, dédiée à Notre-Dame de l'Assomption, en février 1955. Le mariage, quant à lui, apparaît sur plusieurs photographies aux élégantes bordures blanches, premières images d'une série qui s'agrandit avec l'arrivée des enfants: Jesús en 1955, José Ignacio en 1959, María Nieves en 1963 et Salvador en 1965.

Aux clichés familiaux se mêlent d'autres, d'origine et de contenu hétérogènes, que les enfants, en contrepoint de l'absence que le meurtre a imposée à leur vie, sont capables de déchiffrer immédiatement. L'une de ces photographies montre Jesús Ulayar pédalant sur une vieille mobylette Guzzi dans le col de Lizarraga. La poussée mécanique de la machine exigeait l'aide d'une traction humaine de minute en minute. L'image fut prise lors d'un pari que le propriétaire du véhicule avait fait quelques jours auparavant avec «Paco le boulanger», qui venait d'acheter une moto dernier cri. «Notre père», raconte José Ignacio, «faisait des blagues sur les capacités de la nouvelle moto et ils finirent par se lancer un défi pour gravir le col. Le jour où ils l'ont fait, beaucoup de gens du village sont venus, même des journalistes de Pampelune. Pour compenser la différence entre les moteurs, le boulanger lui donna un peu d'avance. Notre père, qui avait fait beaucoup de vélo, gagna et n'arrêta pas de pédaler jusqu'à ce qu'il arriva au sommet».

Si l'anecdote révèle le tempérament ouvert et cordial de Jesús Ulayar, une autre des photographies révèle sa nature d'entrepreneur improvisé, un tempérament qui

l'a conduit à vendre des polices d'assurance et d'obsèques de maison en maison, dans des trajets minutieux dont il profitait également au fil du temps pour transporter des bouteilles de butane, une activité improvisée qui le conduit à créer une petite entreprise de vente de cuisinières et d'appareils électriques. La photo en question a été prise peu après le démarrage de l'entreprise, à l'occasion d'une course cycliste organisée à Etxarri Aranatz. L'amour inconconditionnel de Jesús Ulayar pour le vélo l'avait déjà conduit plus d'une fois à faire office de voiture-balai dans sa Citroën 2 CV, mais cette année-là, il décida de profiter de l'occasion pour faire de la publicité pour son magasin récemment inauguré: il fixa sur le toit de la voiture la cuisinière la plus moderne qu'il avait à vendre et plaça à côté, assise sur une chaise, une poupée géante déguisée en vieille femme, qui semblait s'en servir pour s'y réchauffer les mains. Avec une telle installation attachée à la galerie de la voiture, il termina le voyage tout souriant.

Il y a aussi des photographies qui révèlent son affection spontanée pour les traditions et la culture de son pays natal: l'une d'elles le montre en train de commencer le *dantzaki*, une danse typique qui marquait la plupart des fêtes locales. Ses enfants se souviennent aussi qu'il chantait la *Gernikako Arbola* à la fin du pèlerinage traditionnel de San Adrián, autour d'un chêne robuste qui ressemblait à l'original.

À côté des photos, jaunies et craquelées par les longs plis, se trouve une page du *Diario de Navarra* correspondant au 5 octobre 1977 qui donne un compte rendu des fêtes d'Etxarri, y compris une interview du maire par intérim, Javier Mauleón, qui se plaignait que de nombreux besoins de la ville ne pouvaient être satisfaits par manque d'argent. L'article est accompagné d'une douzaine de

petites annonces locales, dont une seule comprend une phrase en basque. On peut y lire:

Jesús Ulayar Liciaga Electrodomésticos vous souhaite de bonnes vacances. Festa on batzuek igaro ditzazutela.

La question de la langue, en tout cas, est un aspect qui ne nécessite pas de témoignages écrits: ses enfants se souviennent encore de leur père se plaignant de façon répétée car ils n'utilisaient pas le basque. «Il parlait toujours en basque à notre mère et à ses frères et sœurs», se souvient José Ignacio. «Quand il nous parlait, il le faisait aussi en basque, mais la plupart du temps, nous lui répondions en espagnol, qui était la langue que nous utilisions à l'école. Il n'aimait pas ça et il nous grondait, même si à un moment donné, il finit par désister.

Un maire à la maison

Il existe des épisodes de cette même période qui ne comportent aucune référence écrite ou graphique, mais que les enfants conservent comme de petits trésors. L'une d'entre elles, les expéditions familiales aux Sanfermines, qui consistaient en un repas dans le parc de la "Vuelta del Castillo" et un tour de manèges qui se terminaient toujours par l'exclamation paternelle familière: «C'est la dernière année que nous venons». Un autre, les parties de baby-foot avec l'argent des bouteilles de butane vides que leur père les avait envoyés récupérer. Un troisième, la construction de la crèche à Noël, où Jesús, le frère aîné, était chargé de «concevoir» le montage pendant que les autres parcouraient le village à la recherche de mousse et de pierres. Tous les frères et sœurs ont leur propre petite collection de souvenirs, parfois des anecdotes et des événements

anodins que l'attentat a laissés gravés de manière indélébile. María Nieves parle de la fois où son père lui a demandé de danser dans la cuisine pendant que la radio diffusait un pasodoble. «J'avais douze ans et je me sentais très importante, bien que je n'aie jamais pu le lui dire».

Quoi qu'il en soit, les quatre frères et sœurs s'accordent à dire que leur enfance a été marquée par «l'absence d'un père». La raison de ce manque n'est autre que le dévouement de Jesús Ulayar à la mairie d'Etxarri, qu'il rejoint en tant que conseiller en 1967 et dont il fut maire de 1969 à 1975. En parcourant certains des articles qui lui furent dédiés pendant cette période, également conservés dans la valise, ils évoquent ses nombreuses réunions et engagements, les déplacements incessants à Pampelune, les négociations dans les villages environnants et la conséquence ultime de cet énorme volume d'activité: les quelques heures qu'il passait chez lui.

José Ignacio et María Nieves, racontent avoir gravé dans leur mémoire la petite sieste habituelle que leur père faisait après avoir mangé dans l'un des fauteuils du salon. «Il se couvrait toujours le ventre avec un pull ou une petite couverture», une scène dont ils se souviennent, l'un des rares moments de tranquillité quotidienne que lui permettait son poste. «Quelque temps plus tard, nous avons découvert que sous la couverture, il cachait un chapelet avec lequel il priait en faisant semblant de dormir. Ce détail, ajoutent-ils, symbolise la raison du dévouement de leur père au travail municipal: «Il a toujours été très droit et très loyal, sa seule ambition était de servir sa ville et ses voisins, et il n'a jamais touché d'argent pour ça».

Cependant, certains habitants d'Etxarri ne l'ont pas compris et ont profité d'un épisode particulier - la division d'opinion qui s'est produite dans la ville sur ce qu'il fallait faire avec le site des anciennes écoles municipales

- pour commencer à étiqueter le maire, qui a même présenté sa démission, bien que le gouverneur civil ne l'ait pas acceptée. «Le gouverneur était convaincu qu'il était un bon gestionnaire», disent ses enfants, malgré le fait qu'il était toujours accueilli dans son bureau et dans d'autres du Conseil régional et de la Caisse d'épargne par une annonce affectueuse: «Ulayar est encore venu demander de l'argent pour sa ville ! «.

Jesús Ulayar continue d'insister et en septembre 1975, désabusé par les résultats obtenus après tant de travail et d'efforts, il parviendra finalement à quitter la mairie. Il se concentra ensuite sur son travail - le magasin d'électroménager et les pompes funèbres qu'il avait également créés quelques temps auparavant - et avait retrouvé une partie de la vie de famille dont le poste l'avait privé, mais il ne se débarrassa pas de tous les soucis qu'il lui avait causés. En outre, les premières étapes de la transition rendirent l'atmosphère d'Etxarri Aranatz très tendue, au point que l'ancien maire en vint à craindre pour sa propre vie. La peur régnait déjà dans une région qui servait déjà de base à l'ETA.

On accusait l'ancien maire d'être lié au régime franquiste qui venait de s'éteindre et, toujours de manière sournoise, d'être à l'origine de nombreux maux après quarante années de dictature, comme si la haine et l'amertume qui couvaient depuis des générations étaient la conséquence de son administration. Peu de gens semblaient se rendre compte, déplorent ses enfants, que son travail à la tête du conseil municipal n'avait été que cela, une gestion, et que les problèmes qui avaient accaparé son temps et ses efforts consistaient dans la plupart des cas en de petites tâches pratiques et quotidiennes, sans rapport avec les griefs historiques et les injustices séculaires invoqués par le nationalisme le plus radical. Cependant, les tensions et les craintes augmentèrent rapidement.

Il n'existe pas de documents ou de coupures de presse qui témoignent de cette préoccupation, mais les enfants de Jesús Ulayar ont découvert au fil des années le sens de certaines phrases, gestes et attitudes qui leur semblaient étranges à l'époque et qu'ils attribuaient à la nature extravertie de leur père, «ce qui rendait difficile de savoir avec certitude quand il était de mauvaise humeur et quand il ne l'était pas». Cependant, le père s'isola de plus en plus dans ses pensées, ce qui propagea progressivement l'inquiétude au reste de la famille. Salvador, qui avait douze ou treize ans à l'époque, se souvient encore de la réponse obtenue lorsqu'il s'intéressa à l'un de ces silences prolongés: «Un jour, ils me mettront quatre balles». Après avoir prononcé la phrase de son père, Salvador baisse la tête et résume les événements qui se sont déroulés peu après en six mots: «Il en reçut une de plus».

L'attentat

C'était le samedi 27 janvier 1979. Le journal du lendemain résuma ce qui s'était passé dans un titre qui reste choquant malgré le temps écoulé: «L'ancien maire d'Etxarri Aranatz assassiné en présence de son fils de treize ans». L'article contient les principaux détails de l'événement et reprend dans plusieurs paragraphes en caractères gras les explications données au journaliste José Miguel Iriberry par le fils cadet de la famille Ulayar. Ce dernier, de toute manière, n'a pas besoin des archives du journal pour décrire les détails d'une scène qui est restée gravée dans sa mémoire avec une étonnante clarté: «Il était presque huit heures du soir et j'étais à la maison, en train de regarder *Il était une fois l'homme* à la télévision. J'adorais ce programme. Mon père est arrivé de Lakuntza et quand il est entré dans le salon, je lui ai dit que nous n'avions plus de mazout. Il m'a alors demandé de l'accompagner pour remplir un jerrican. Nous

sommes allés dans le garage, qui est relié de l'intérieur, et à nous deux, nous avons pris un grand jerrican de 200 litres. Le van était garé dehors, devant la porte d'entrée, et c'est là que nous nous sommes dirigés. Ma mère est restée derrière pour fermer l'entrée du garage, qui était coulissante. Mon père allait saisir la poignée de la porte de la camionnette et j'étais à côté, avec le jerrican, quand j'ai vu un homme arriver, la tête couverte par une capuche.

Salvador Ulayar, qui raconte les événements avec une intensité que les années n'ont en rien atténuée, prend une profonde inspiration avant de poursuivre: «L'homme se tenait à environ trois mètres de mon père, les jambes écartées, et pointait sur lui un pistolet noir, mat et terne, je m'en souviens comme si je le regardais. Avant que les coups de feu ne retentissent, dans un dix-millionième de seconde, je me suis dit: «J'ai perdu mon père». Il y a d'abord eu trois tirs très rapprochés, puis deux autres. On aurait dit des pétards. Mon père est tombé par terre et je me suis enfui, je pensais que l'homme à la capuche allait me tirer dessus aussi.

Salvador Ulayar fit le tour de la maison familiale et rencontra sa mère: «Nous avons perdu notre père», dit-il à Rosa Mundiñano, qui avait entendu les coups de feu de l'endroit où elle se trouvait. «Ensuite, je ne sais pas pourquoi, j'ai couru vers l'endroit où l'homme qui avait tiré les coups de feu s'était enfui. Je les ai vus s'enfuir rapidement en voiture et je les ai suivis jusqu'à ce qu'ils tournent dans une rue. À ce moment-là, j'ai su que je ne pouvais plus rien faire. Les gens allaient à la messe à l'époque.

María Nieves, qui avait 16 ans et se trouvait dans la cuisine, où elle faisait frire des pommes de terre, garde elle aussi des souvenirs très précis de cette nuit-là: «J'ai entendu des coups de feu et, sentant le malheur, je suis sortie en courant dans la rue. J'ai vu mon père allongé sur le sol dans une

mare de sang, mais il me semblait que ce que je voyais ne pouvait pas être vrai, comme si c'était un cauchemar. A tel point que je l'ai attrapé par le bras et j'ai commencé à le secouer pour qu'il se réveille. «Aitá, réveille-toi, réveille-toi», j'ai crié désespérément. J'ai crié et hurlé de toutes mes forces comme si c'était le moyen de sortir de ce cauchemar.»

Ce qui s'est passé ensuite reste flou dans la mémoire des enfants de l'ancien maire assassiné. Le corps de Jesús Ulyar fut amené dans la maison, mais les tentatives de réanimation furent vaines. Lorsque le médecin certifia le décès, le corps fut déplacé à l'étage dans la chambre de l'un des fils. La maison était remplie de la famille et des amis, et quelques journalistes vinrent également, après avoir entendu ce qui s'était passé dans l'humble cuisine de la famille. Ils restèrent éveillés toute la nuit, bien qu'ils n'aient pas retenu trop de détails, «c'était comme un rêve». María Nieves sait qu'à un moment donné, au cours de cette veille prolongée, elle s'est éclipse des groupes qui s'étaient formés à l'intérieur de la maison pour dire un dernier adieu à son père: «Quand je suis montée, le cadavre avait été laissé seul. Je voulais l'embrasser et regarder ses blessures. Je n'ai pas eu le courage de les voir quand j'ai tiré sur le drap qui le recouvrait et quand je l'ai embrassé, j'ai remarqué qu'il avait déjà très froid. C'est alors que j'ai vraiment compris que notre *aitá* n'était plus avec nous, qu'il était parti pour toujours».

Tous les frères et sœurs se souviennent de leur chienne, *Chiqui*, qui pleurait «comme une folle» et grattait avec ses pattes la porte de la pièce où reposait la dépouille de son maître. «C'est incroyable comme les animaux ressentent tout», disent-ils, peut-être pour s'éloigner de ces heures qui ont été le prologue d'une histoire de douleur encore inachevée.

Certaines des coupures de presse qu'ils ont conservées relatent le déroulement des funérailles, qui eurent

lieu le lundi 29 janvier, alors que la dépouille de Jesús Ulyar était déjà revenue de Pampelune, où l'autopsie avait été pratiquée. L'un des rapports était accompagné d'une photographie où l'on voit le fils aîné, Jesús, s'adresser aux personnes qui se pressent dans l'église paroissiale pour les remercier de leur présence dans un moment aussi difficile. Le texte précise que Jesús avait 23 ans à l'époque et qu'il effectuait son service militaire à Ceuta, mais il ne dit pas comment il a appris la nouvelle là-bas. L'intéressé raconte maintenant comme si la scène s'était déroulée il y a quelques jours seulement: «Le capitaine m'a appelé dans son bureau et je suis entré sans savoir ce qu'il me voulait. J'ai redressé les épaules, je l'ai salué et il m'a dit: «Ulyar, ton père a eu un accident et est dans un état très grave. Je ne sais pas ce qui m'a traversé l'esprit à ce moment-là, mais je lui ai dit: «Capitaine, je préfère que vous me disiez la vérité". "Ils lui ont tiré dessus quatre fois et il est mort», dit-il.

José Ignacio a vécu une expérience similaire lorsqu'il est arrivé à la gare d'Etxarri en provenance de Pampelune, où il s'était rendu l'après-midi même. Lorsqu'il est descendu du train, il a vu une voiture à proximité et est allé voir le conducteur pour savoir s'il pouvait l'emmener au village. C'est un ami de la famille qui était venu l'attendre et qui l'a accueilli avec une phrase qui résonne encore dans ses oreilles: «Ils ont tué ton père».

María Nieves, pour sa part, conserve une image du moment de l'enterrement, lorsque le cercueil de son père a été descendu dans la tombe, «froide et argileuse « en raison de l'effet des récentes pluies: «Ce trou m'a donné une sensation de peine et d'abandon. Pendant longtemps, lorsqu'il pleuvait, je me pensais de manière irrationnelle qu'il se mouillait sous la terre».

Vivre dans la solitude

Ces explications et ces images brutales n'étaient qu'une annonce de ce qui allait arriver, un avertissement du vide irrémédiable causé par les cinq coups de feu qui ont retenti «comme des pétards», un aperçu du fossé irremplaçable qui commençait à se dessiner dans tous les domaines et dans tous les scènes de la vie familiale. Sur une autre des images publiées dans les journaux, on peut voir José Ignacio, alors âgé de 19 ans, aider à mettre le cercueil contenant la dépouille de son père dans le fourgon des pompes funèbres «Jesús Ulayar». Il n'est cependant pas expliqué que José Ignacio avait quitté ce jour-là son travail dans une entreprise de céramique à Etxarri et que le mardi, dès que le corps fut enterré, il se mit au volant du véhicule familial pour reprendre le travail que son père avait laissé inachevé la semaine précédente. Il était le seul à pouvoir le faire à l'époque, Salvador et María Nieves étant retournés à leurs classes à l'école et Jesús à son service militaire à Ceuta.

Les relevés bancaires demandés à l'époque démentissent les accusations infondées de ceux qui affirmaient que Jesús Ulayar s'était enrichi aux dépens du village, et révèlent en même temps l'ampleur du problème auquel la veuve et les quatre enfants de l'homme assassiné ont dû faire face: le solde total ne dépassait pas 500 000 pesetas. Avec cet argent et le travail d'un jeune homme de 19 ans, les cinq membres de la famille ont dû joindre les deux bouts.

Et bien que les chiffres n'aient aucun sens face à la douleur immense et continue, les premiers comme les seconds ont été rendus plus douloureux par certains épisodes. Parmi les papiers correspondant aux premiers jours après l'attentat, il y a un petit morceau de papier dactylographié vieilli par les années qui porte la signature

d'Andrés Fernández de Garayalde. Il s'agit d'une lettre que son auteur, un habitant de Bilbao, a envoyée aux Ulayars pour leur présenter ses condoléances et les informer qu'il avait envoyé 1 500 pesetas à la mairie d'Etxarri Aranzatz pour contribuer aux frais d'obsèques. Les frères et sœurs, comme ils nous le disent aujourd'hui, n'en avaient pas entendu parler: «Nous avons demandé à la mairie quelque temps plus tard et ils nous ont dit qu'ils n'avaient rien reçu. Lorsque nos tantes Martina et Petra ont parlé de la lettre au secrétaire, il les a fait passer pour des menteuses devant une grande assemblée qui s'était réunie pour discuter de l'arrestation des auteurs du crime. Ce n'est qu'au bout de dix mois, et sans que personne ne nous dise rien, que nous avons trouvé les 1 500 pesetas sur notre compte. Nous ne nous attendions pas à ce que le secrétaire se rétracte, et il ne l'a pas fait.

Ils ont vite découvert qu'ils devaient s'habituer à vivre avec de tels mensonges, des événements durs et «incompréhensibles» qui ont prolongé l'écho des coups de feu pendant des années. Ils en avaient déjà fait l'expérience avec le communiqué publié par l'ETA pour justifier l'assassinat, un texte de quelques lignes accusant Jesús Ulayar "d'activités fascistes et anti basques". La coupure de presse résonne encore comme une insulte, d'autant plus que, à côté d'elle, il y a une pile de papiers et de photographies qui prouvent le contraire de manière si flagrante et si forte.

Mais la vie quotidienne était encore pire: s'occuper de «gens qui avaient l'air d'acheter un sèche-cheveux pour laver leur conscience» dans le magasin d'électroménager, écouter furtivement le refrain formidable de «on aurait pu faire quelque chose», recevoir les encouragements de personnes qui ne les avaient jamais salués auparavant, même de ceux qui avaient injustement critiqué le travail municipal de son père et lui avaient collé les étiquettes qui ont

conduit à sa mort. «Ceux qui avaient désigné Jesús Ulayar, ceux qui avaient fourni les informations précises pour l'assassiner et, comme nous l'avons découvert plus tard, ceux qui étaient matériellement responsables de cet acte, vivaient encore à Etxarri», raconte José Ignacio en décrivant la vie dans le village après le crime.

Il y a cependant des voisins qui sont venus les soutenir dans ces moments difficiles et qui ont manifesté leur soutien d'une manière ou d'une autre, «et pourtant les gens là-bas, de par leur caractère, de par leur façon d'être, ne sont pas très enclins à exprimer leurs sentiments». «Certains venaient à la boutique pour acheter quelque chose», se souviennent-ils d'une époque où l'intérieur de la petite boutique devenait un thermomètre spontané de la situation.

Sur la base de cette référence et d'autres, ils affirment que le bilan des années qui ont suivi la mort de leur père était dans l'ensemble assez sombre: «C'était presque toujours la solitude la plus absolue», résume Jésus.

Arrestations et procès

Parmi les articles de presse contenus dans la valise des Ulayar, on en trouve une poignée datés entre le 10 et le 13 octobre 1979, soit dix mois après le crime. Les premiers expliquent que la Garde civile avait arrêté cinq jeunes gens de La Barranca à Arbizu qui venaient de mitrailler la caserne de Lekunberri. Dans les rapports qui avaient suivi, il était indiqué que les personnes arrêtées faisaient partie du commando militaire Sakana de l'ETA et qu'elles avaient été les auteurs du meurtre de Jesús Ulayar. Aucun des noms n'était inconnu des quatre orphelins: bien qu'ils aient quelques années d'écart, les frères Vicente et Juan Nazábal Auzmendi avaient partagé avec eux les mêmes rues du village, les mêmes fêtes, les mêmes pèlerinages, la même

école, des scènes de la vie quotidienne que l'identité des assassins a une fois de plus rempli de douleur. Parmi les personnes arrêtées, Eugenio Ulayar Huici, était le fils d'un cousin de Jesús Ulayar. En 1980, le jugement de la Cour d'assises spéciale de Madrid a établi qu'il avait participé au meurtre à son insu - il a rencontré les auteurs du crime après que celui-ci ait été commis. Salvador, en revanche, affirme l'avoir vu quelques minutes après la fusillade sur les lieux du crime.

Les arrestations, le procès et la condamnation firent également taire les commentaires que la famille du défunt avait dû entendre au cours des mois précédents sur l'origine des auteurs. «Tout le monde, y compris de nombreuses personnes de bonne volonté, soutenait qu'il était impossible que notre père ait été tué par quelqu'un du village», disait-on à l'époque. «Des années plus tard, ajoute Salvador, alors que je me rendais d'Etxarri à Pampelune en train, j'ai rencontré une dame du village dans un compartiment. Nous avons commencé à parler et à la fin elle m'a avoué qu'on lui avait dit qui étaient les personnes qui avaient tué mon père peu après l'attentat».

Dans la sentence, neuf pages photocopées reliées par une agrafe, on peut lire les peines que le tribunal a infligées aux quatre accusés: 27 ans et 22 ans respectivement pour les frères Vicente et Juan Nazábal, en tant qu'auteurs du meurtre ; douze ans pour Jesús María Repáraz Lizarraga, en tant que complice des deux précédents ; et six ans pour Eugenio Ulayar, en tant que complice du crime. Les deux premiers ont également été condamnés pour avoir volé la voiture qu'ils ont utilisée le jour de l'attentat.

L'ambiance au village

Quoi qu'il en soit, la veuve et les enfants de Jesús Ulayar n'ont pas suivi de près le processus judiciaire, non

pas parce qu'ils n'étaient pas intéressés, mais parce que personne ne les a jamais informés de quoi que ce soit. «Nous ne savions même pas que nous aurions pu nous constituer partie civile», se résignent-ils à dire alors que près de 25 ans se sont écoulés depuis que la Cour d'assises spéciale de Madrid a prononcé la sentence, datée du 26 juin 1980. D'autre part, ils n'ont eu d'autre choix que de subir les conséquences d'un autre procès ouvert après le crime, un procès parallèle qui a duré des années et qui s'est déroulé dans la salle plénière de la mairie, la même salle, paradoxalement, qui avait vu la consécration et les difficultés permanentes du maire Jesús Ulayar quelques années auparavant.

Parmi les différents matériaux contenus dans la valise de ses enfants figure une simple chemise de couleur crème contenant les brouillons successifs d'une lettre que José Ignacio Ulayar, «en son nom propre et au nom de sa mère, Doña Rosa Mundiñano Ezcutori», a envoyée à la mairie. La version définitive, en raison des innombrables modifications et nuances qui apparaissent corrigées dans les précédentes, porte la date du 8 mars 1995. Elle fut écrite quelque temps après que le conseil municipal ait désigné les auteurs du meurtre comme citoyens d'honneur et constitue un résumé du paysage dans lequel s'est déroulée la vie de la famille Ulayar après le 27 janvier 1979.

«Depuis le jour de l'arrestation des assassins de mon père et pendant ces seize années», dit l'un des paragraphes, «le comportement de la mairie a été, et je mesure mes mots, d'un manque total de respect pour la famille Ulayar-Mundiñano et pour nos droits en tant que citoyens d'Etxarri Aranatz».

«Nous avons dû supporter», lit-on plus loin, «que le conseil municipal aille jusqu'à l'indécence de nommer les assassins de mon père citoyens d'honneur d'Etxarri

Aranatz, ce qui constitue non seulement une insulte permanente à notre famille mais aussi une tache sans précédent dans l'histoire de notre commune». Et il ajoute un peu plus loin: «Des aides ont été versées sur le budget municipal - et donc aussi sur nos impôts - aux proches des condamnés, ou aux prisonniers eux-mêmes. Les bâtiments municipaux et la voie publique ont été utilisés pour offenser la mémoire de mon père en faisant l'apologie de son meurtre, comme, par exemple, le fait répété et systématiquement autorisé que, pendant les fêtes patronales, de grandes photographies des bourreaux de mon père soient placées sur la façade principale de la mairie sur une banderole, parfois installée par le maire lui-même. Il en va de même pour les programmes des fêtes, qui montrent une photo de la mairie avec la bannière susmentionnée sur la quatrième de couverture, et qui dédient le premier jour des fêtes aux assassins depuis de nombreuses années. Pour ne rien arranger, nous avons même reçu la visite du conseiller municipal qui nous demande une aide financière pour l'élaboration du programme».

Le document de José Ignacio Ulayar, qui demandait dans ses dernières lignes que le titre de citoyen d'honneur soit retiré aux assassins de son père, fut rejeté par le conseil municipal: les quatre conseillers HB votèrent contre et les six conseillers restants, de EA et PNV, prirent «connaissance du document mais participèrent pas au vote», selon le procès-verbal de la séance.

L'échec de l'initiative pourrait être ajouté aux faits et circonstances entre guillemets: comme eux, il donne un aperçu de la solitude prolongée de la famille, à peine soulagée par quelques amitiés restées fidèles malgré la terrible frontière établie après l'assassinat. En évoquant leur situation, le contraste saisissant que le temps a créé entre l'oubli des victimes et l'hommage rendu aux bourreaux, les frères

Ulayar mentionnent un détail précis qui, d'une certaine manière, symbolise tous les autres: «Il est significatif et indécent que les frères Nazábal aient été nommés citoyens d'honneur du village alors que trois poubelles ont été placées à l'endroit où notre père a été assassiné», déplorent María Nieves et Salvador.

Ces injustices se sont à leur tour manifestées dans la vie quotidienne des quatre frères et sœurs. María Nieves souffre encore des injustices qu'elle a subies à l'école, moins d'un an après l'attentat: «Le jour où les assassins ont été arrêtés, par exemple, j'ai entendu les nouvelles à la maison, pendant que nous mangions. Une demi-heure plus tard, l'école commençait. Je m'y suis rendue complètement dévastée, m'attendant à trouver ce que j'ai finalement trouvé: en entrant dans la classe, j'ai remarqué le regard inquisiteur de certaines de mes camarades de classe. J'ai fait semblant de ne rien remarquer, mais au bout d'un moment, comme elles persistaient dans leur attitude, je me suis tourné vers elles et leur ai demandé fermement s'elles avaient quelque chose à dire. Elles ont juste baissé la tête. Nous n'avions pas le choix, il fallait vivre dans cette atmosphère surréaliste dans laquelle la victime était la persécutée et les coupables et les assassins terroristes étaient les héros et les martyrs.

La sortie de prison

Cependant, le pire était encore à venir. Les longues années d'injustice et d'abandon mâchées en silence, sans témoins, ont habitué la famille à une coexistence étroite et inévitable avec la douleur, mais elles n'ont pas suffi à empêcher que les plaies de l'attentat ne se rouvrent brusquement en 1996, lorsque Vicente Nazábal Auzmendi, l'auteur matériel des coups de feu selon la sentence de la Cour d'assises spéciale de Madrid, est libéré de prison.

L'ancien prisonnier a reçu l'hommage d'une grande partie de la ville, avec un repas populaire et un défilé festif devant la maison de la famille Ulayar. Le 3 août, l'ex-prisonnier a d'ailleurs lancé le "chupinazo", depuis le balcon de la mairie pour ouvrir les fêtes patronales de cette année-là. Sur les photos publiées de l'événement, on le voit tenir le briquet de la fusée en compagnie de Francisco Javier Huici Mendiola, qui avait également été libéré de prison peu de temps auparavant.

Les journaux, en revanche, n'ont rien dit de l'incident qui s'est produit quelques jours plus tard, lorsque José Ignacio Ulayar, qui se promenait dans les rues d'Etxarri avec sa femme et son jeune fils, a vu l'individu qui avait tué son père venir vers lui. «Quand je me suis approché de lui, je lui ai dit que c'était un meurtrier, un vaurien et une crapule. Il a levé sa jambe et m'a donné un coup de pied dans la poitrine tout en me traitant de fils de pute. Les gens autour de lui l'ont repoussé pendant que nous étions malmenés. Après 17 ans, le premier mot que j'ai entendu de la part de l'assassin de mon père était «fils de pute».

Des épisodes similaires ont suivi, bien que les quatre frères et sœurs Ulayar affirment qu'ils n'ont jamais insulté les auteurs de l'attentat. «Je me suis limité à leur dire ce qu'ils sont», explique Jesús Ulayar, «je pense que si je ne le faisais pas, je déshonorerais mon père. Je ne les ai pas accusés de quelque chose qu'ils n'ont pas fait».

José Ignacio raconte que lors de la dernière confrontation qu'il a eue avec Vicente Nazábal, ce dernier, après s'être entendu dire une fois de plus qu'il était «un assassin, un effronté et un vaurien» - «Je lui ai toujours dit la même chose» -, l'a confronté et lui a demandé: «Tu vas répéter ça toute ta vie ? Et qu'il a répondu: «Oui, parce que tu seras un

meurtrier jusqu'à ta mort». Il m'a alors dit: «Garbitukoaut». En basque d'Etxarri, cela signifie 'Je vais te nettoyer'.

Les événements décrits ci-dessus, ainsi que d'autres événements similaires qui ont eu lieu dans certaines villes du Pays Basque, sont le prologue d'une situation qui va se multiplier dans les années à venir, lorsque les auteurs des centaines d'attentats perpétrés par l'ETA seront libérés de prison.

Dans le cas précis des Ulayar, le malaise provoqué par la libération - Juan Nazábal est sorti de prison en 1998 et a également lancé le chupinazo l'année suivante - s'est accentué ces dernières années, car les auteurs de la mort de son père n'ont pas montré le moindre remords pour ce qu'ils ont fait. De plus, à une occasion où ils se sont retrouvés aux urgences avec Jesús, et après que celui-ci leur ait rappelé une nouvelle fois ce qu'ils avaient fait, Juan l'a frappé à la tête et Vicente a pointé un parapluie sur lui, en prétendant que c'était une arme. Jesús les a dénoncés au tribunal et un procès pour délit a eu lieu. Bien que l'affaire ait été classée, l'audience contribua aux tensions et mit une fois de plus en évidence la différence de soutien entre les auteurs et les victimes: les premiers étaient entourés d'amis et de connaissances, tandis que les seconds ressentaient le poids de la solitude.

Quoi qu'il en soit, les Ulayars ont également bénéficié de l'aide et de l'affection de certaines personnes et de certains groupes. En examinant les documents qu'ils conservent, on découvre des lettres et des convocations de l'Association des Victimes du Terrorisme, aussi bien du bureau central de Madrid que de la délégation de Pamplune, ainsi que plusieurs lettres de Jaime Ignacio del Burgo, le seul homme politique, disent-ils, qui a traduit en actes concrets les paroles qu'il a prononcées publiquement sur le problème du terrorisme et de ceux qui en ont

souffert directement. Parmi les papiers qu'ils conservent, et c'en est un parmi tant d'autres, se trouve la coupure de l'article que Del Burgo a écrit sur le chupinazo lancé par Vicente Nazábal à Etxarri. «On peut dire qu'ils ont réglé leur dette envers la société», lit-on dans le texte, «même si le sang d'un innocent criera toujours contre eux». En leur accordant le privilège de lancer le chupinazo, HB a une fois de plus montré son engagement politique pour la violence criminelle».

Du reste de la classe politique et des institutions en général, ils n'ont guère obtenu que le silence, contrairement à la compréhension qu'ils ont reçue des «personnes de bonne volonté», même si certains d'entre eux ont gardé le silence en public sur ce qu'ils avaient dit en privé. Ils n'ont pas non plus toujours trouvé le soutien qu'ils auraient souhaité de la part de la paroisse, où ils reconnaissent avoir noué de magnifiques amitiés. En ce sens, on a entendu certains des prêtres qui sont passés par Etxarri ces dernières années déclarer que les membres de l'ETA ne pouvaient pas être qualifiés de terroristes. «Nous avons toujours entendu des prières pour les prisonniers et les réfugiés, alors que les prières pour les victimes n'étaient pas habituelles», se plaint José Ignacio.

L'avenir

Les Ulayar, en tout cas, croient avoir appris à vivre sans haine, sans rancune qui les consume de l'intérieur. «Je pense que nous avons eu de la chance à cet égard», déclare Jesús. «Il y a d'autres victimes qui doivent recevoir une aide psychologique, ou qui doivent prendre des médicaments. Nous avons été beaucoup aidés par la foi que notre père nous a transmise».

Aucune consolation ne suffira à combler le vide causé par les cinq balles, une absence que les quatre frères et

sœurs ont regrettée en de nombreuses circonstances dans leurs biographies, de María Nieves, qui aurait aimé voir son père descendre l'allée avec elle le jour de son mariage, elle l'imagine même se réjouissant de ses petits-enfants, à Salvador, qui «aujourd'hui plus que jamais» aurait apprécié sa conversation et ses conseils.

Mais cette disparition brutale, qui les a obligés à «grandir d'un coup», leur a laissé une approche ferme de la vie et de la violence. María Nieves l'exprime précisément: «Je peux ressentir de la colère, de l'impuissance, de l'injustice ou de l'incompréhension, mais grâce à la foi que mon père m'a enseignée, je ne ressens pas de haine. Cela me rendrait malheureuse, cela rendrait notre vie, la mienne et celle de mes enfants que j'aime, insupportable et j'espère les éduquer dans le respect de la vie et des autres, sans semer la rancœur dans leur cœur. Bien sûr, ils sauront un jour qui était leur grand-père et ce qu'il était, leur *aittuna*, et comment il est mort victime de la haine et de la terreur».

II. 24 JANVIER 2004

SUR LA SCÈNE DU CRIME

JESÚS ULAYAR LE BATON DE COMMANDEMENT REVIENT À ETXARRI

Jesús Ulayar Mundiñano n'aurait jamais imaginé se promener dans les rues d'Etxarri Aranatz avec le bâton de commandement qui appartenait à son père. L'occasion a été fournie par les événements organisés dans la ville pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de l'attentat. C'était le 24 janvier 2004: un samedi pluvieux et froid qui a fini par fournir un épilogue insoupçonné à l'histoire contenue dans la première partie de ce livre.

L'image du premier-né de la famille Ulayar marchant avec ses frères devant une foule hétéroclite et silencieuse ne s'est pas improvisée en quelques jours. Ce qui s'est passé à Etxarri ce samedi-là est étroitement lié aux pages précédentes, mais aussi à certains changements qui ont secoué la couche d'oubli, de silence et de résignation accumulée au fil des années.

Le programme réalisé dans les rues de la ville a dû sa conception et sa préparation au collectif de citoyens "Libertad Ya", un groupe qui est apparu en Navarre pour obtenir des espaces de liberté dans les rues, dans la presse, dans les consciences, dans la société. Les promoteurs ont compté sur l'enthousiasme de la famille elle-même, qui s'est impliquée de manière décisive dans les détails de l'évènement, apportant idées et suggestions. Une petite foule a répondu à l'appel et s'est rendue ce jour-là au village des Ulayar pour leur apporter l'affection et le soutien qu'ils n'ont pas eu lorsque l'ETA a perpétré le meurtre, ni lorsque l'opprobre et la solitude ont perpétué la douleur de la première heure pendant des décennies.

Le 24 janvier 2004 a marqué un tournant dans la trajectoire infâme d'une municipalité qui maintient comme citoyens d'honneur les assassins de l'un de ses maires. C'est pourquoi il était si important de voir l'aîné de la famille Ulayar marcher dans les rues d'Etxarri avec le même bâton que son père a tenu tant de fois sur des parcours similaires. À ses côtés, sous des parapluies, défilent des personnes connues et inconnues. Certains avaient parcouru des centaines de kilomètres pour être présents à Etxarri et d'autres n'avaient eu qu'à franchir la porte de leur maison pour rejoindre le cortège, mais il y avait une parenté qui les unissait, un lien invisible qui avait relié leurs biographies jusqu'à ce qu'ils se retrouvent, en ce samedi pluvieux de janvier, autour de la tombe d'un homme qui avait été abattu 25 ans auparavant.

Le 29 janvier 1979, sur le chemin du cimetière, le frère aîné est chargé de maintenir le rythme à côté du cercueil contenant la dépouille de son père. Offrant son épaule gauche à sa sœur María Nieves, Jesús Ulayar Mundiñano a traversé ce jour-là Etxarri Aranatz, entouré de couronnes de fleurs, de gestes d'affection, de mots de condoléances et de douleur, beaucoup de douleur. Il avait dit au revoir à son père quelques mois plus tôt, lorsqu'il était parti à Ceuta pour faire son service militaire, sans même se douter que cet adieu pouvait être définitif. Un capitaine lui donna les nouvelles en deux phrases télégraphiques et percutantes, et il les écouta debout, sa casquette à la main et une boule dans la gorge. Il arriva en ville après un très long voyage. L'angoisse qu'il a accumulée pendant la traversée de la péninsule s'ajoute lorsqu'il entre dans la maison à celle que partagent sa mère et ses frères et sœurs. Mais il trouve encore la force d'assumer son rôle de fils aîné. Il est même monté au presbytère de l'église paroissiale et a remercié de leur présence tous ceux qui avaient assisté

aux funérailles. Il a également conduit le cortège funèbre jusqu'au cimetière.

Les années qui ont suivi le crime ont été très ingrates pour tout le monde. Une seule anecdote reflète les détails de cette période dans le cas de Jesús. Il avait déjà 24 ans et étudiait pour devenir professeur lorsque son père a été tué. Pendant un certain temps, il a été professeur à l'école de Lekunberri. L'une de ses élèves était la fille d'un membre éminent de Herri Batasuna. La jeune fille a commencé à le calomnier auprès de ses camarades de classe et certains d'entre eux en ont parlé à Jesús, qui a raconté ce qui s'était passé au personnel enseignant. La possibilité d'expulser l'élève a été envisagée, mais le résultat le plus visible de l'incident a été le graffiti apparu sur un mur de l'école: «Ulayar, tu finiras comme ton père».

Le 24 janvier 2004, tout était très différent. Le cortège funéraire de 1979 était parti du village et s'était arrêté au cimetière, mais celui de 2004 a fait le chemin inverse, comme pour reprendre l'histoire là où les événements et les circonstances s'étaient arrêtés un quart de siècle plus tôt. Le jeune conscrit au visage tordu est revenu sur ses pas 25 ans plus tard, un large sourire sincère aux lèvres, saluant les membres de sa famille, les voisins d'Etxarri, les amis de Pampelune, compagnons improvisés de plusieurs décennies de deuil. Il était accompagné de sa femme, María José, qui était sa petite amie en janvier 1979. Ses frères et sœurs, ses belles-sœurs, son beau-frère et ses sept nièces et neveux se trouvaient également dans les premiers rangs. L'atmosphère était joyeuse, accueillante et amicale.

Les cérémonies ont commencé au cimetière, où le curé de la paroisse, Peio Etxabarri, a dirigé un chant funèbre. Mari Nieves Ulayar a ensuite déposé un bouquet de fleurs près de la dépouille de son père qui reposait là depuis quelques mois. Jesús Ulayar Liciaga a d'abord été

enterré dans une tombe, dans le trou «froid et argileux» qui a si souvent assailli la mémoire de la famille par la suite, mais ses enfants ont profité de quelques rénovations dans le cimetière pour le déplacer dans un nouveau bloc de niches funéraires. C'est à l'occasion de ce changement que José Ignacio a écrit en basque Etxarri le message qui figure maintenant sur la pierre tombale. En espagnol, il se lit comme suit:

Joxe Miguel et Inès étaient mes parents. Les 3 dépouilles reposent ici. Ils reposent dans cet ossuaire après avoir été extraits de leur tombe d'origine. Originaire d'Etxarri, ayant vécu toute ma vie à Etxarri et ayant travaillé sans relâche pendant des années pour les gens d'Etxarri, la nuit et par surprise, devant la porte de ma maison, que nous avons toujours connue à Etxarri sous le nom de «Txartxenekoa», au numéro 4 de la rue Maiza, une bête honteuse et sans cœur, avec la collaboration nécessaire de trois autres du même genre, m'a tiré la vie avec cinq coups de feu.

La seule phrase de l'épithaphe écrite en espagnol est une citation de la Passion de Jésus-Christ: «Ne pleurez pas sur moi, pleurez sur vous-mêmes et sur vos enfants». Plusieurs des personnes qui se sont pressées dans le cimetière le 24 janvier 2004 pour écouter les paroles du curé ont suivi à la lettre les conseils donnés entre guillemets.

Une manifestation a été organisée du cimetière au numéro 4 de la rue Maiza. La nuit avait commencé à tomber et les rues d'Etxarri étaient sombres et vides. Quelques jours auparavant, lorsque les événements ont été annoncés, un groupe du village avait encouragé les habitants à exprimer leur opposition à l'hommage en fermant portes et

fenêtres. Certains murs affichaient des affiches et des graffitis encore frais contre le fascisme et l'Espagne. Il y avait également des messages en faveur de l'ETA, de l'autodétermination et des prisonniers. Mais aucune des deux mille personnes présentes à la marche ne semblait se soucier des pancartes et des slogans que l'on pouvait distinguer dans la pénombre et Jesús Ulayar encore moins, fier de la marée humaine qui avançait docilement derrière lui et du bâton de commandement qu'il agitait sans cesse entre ses mains.

Le cortège arriva enfin à l'ancienne maison familiale et se resserra tant bien que mal autour des poubelles que la mairie avait placées il y a des années à l'endroit où celui qui avait été son maire de 1969 à 1975 fut abattu. Plusieurs membres de Libertad Ya avaient installé une petite plate-forme et un système de sonorisation simple devant la maison. Salvador Ulayar prend le micro et annonce que les conteneurs vont être retirés. Ses paroles ont été suivies d'une foule d'applaudissements émouvants, les premiers d'une longue série qui ont ponctué cette soirée inoubliable.

Mari Nieves prit la relève de son frère et raconta aux personnes présentes comment, le 27 janvier 1979, elle était sortie en courant de la maison et trouva son père gisant dans une mare de sang. Sa voix trembla et José Ignacio se mit à côté d'elle pour la soutenir.

Puis 25 bougies ont été allumées et placées sur une petite table. Jesús Ulayar a placé à côté des bougies le bâton qui symbolisait la responsabilité de son père dans la municipalité. La façade de la maison familiale avait été peinte en bleu quelques heures plus tôt et les personnes rassemblées ont été encouragées à apposer leurs mains à la peinture blanche sur le mur. Quelques minutes plus tard, le mur offrait un résumé très imagé des sentiments partagés par la foule émue: 25 ans après, les mains ouvertes à la paix ont en quelque sorte refermé la parenthèse d'ignominie ouverte

en ce même lieu par Vicente Nazábal et ses sbires. Il pleuvait doucement et la trajectoire des gouttes se dessinait au fur et à mesure qu'elles passaient devant les lampadaires et les projecteurs portables des caméras de télévision. Le violoncelle de Pau Casals a fourni une bande sonore magnifique à travers les haut-parleurs.

Mais le meilleur était encore à venir. Jesús Ulayar avait revu plusieurs fois le court discours qu'il allait lire depuis le kiosque au nom de la famille. Il était un peu nerveux lorsque les personnes rassemblées ont repris leur marche vers la place Etxarri, l'épicentre quotidien de la ville. Submergé par l'émotion, par le public, par les projecteurs, par le micro, l'aîné de la famille Ulayar n'a peut-être pas eu le temps de considérer que des dizaines de manifestations en faveur des prisonniers s'étaient tenues au même endroit, que ces escaliers qui le menaient au pupitre étaient couverts de centaines d'inscriptions *Gora ETA*, que ce kiosque festif de ses souvenirs d'enfance avait entendu les diffamations qui ont ouvert la voie aux assassins de son père, qu'il avait été le théâtre de la reconnaissance municipale des criminels. Les pages imprimées l'avaient aidé à surmonter l'intensité du moment. Sa première phrase n'aurait pas pu être plus éloquente: «Il y a vingt-cinq ans, nous n'aurions pas été capables de parler à cause de notre chagrin, et aujourd'hui nous ne serons peut-être pas capables de parler à cause de l'émotion.»

«Il n'est pas facile d'expliquer ce que signifie pour nous le fait d'être réunis ici aujourd'hui, à Etxarri Aranzatz, pour nous souvenir de Jesús Ulayar, de notre père, Francisco Berlanga, qui a également été assassiné en 1979, et de toutes les victimes du terrorisme de l'ETA», expliqua-t-il au micro. «Cela a été de nombreuses années de calomnie, de diffamation, de haine et de solitude. Pour la famille Ulayar Mundiñano - notre mère, les quatre frères et

sœurs, les deux sœurs de mon père qui vivent encore dans le village - cet acte est une sorte de réparation pour tout ce temps. Nous voudrions que ce soit un tournant dans l'histoire d'Etxarri et que la ville se distancie de l'orbite nationaliste, de ce groupe hermétique qui vit enfermé dans son idée exclusive d'Euskal Herria à n'importe quel prix, même de la vie de certains de ses semblables».

Les applaudissements fusent de partout sous les parapluies. La scène aurait été impensable quelques années plus tôt et tout simplement impossible en 1979. Ignorant le quart de siècle qui s'est écoulé depuis le crime, Jesús Ulayar Mundiñano a raconté à tout le monde comment était son père et pourquoi il avait été assassiné: «Jesús Ulayar était un homme généreux et entrepreneur. Il aimait les traditions de notre village, la culture, le folklore et la langue basque. C'était un homme d'une seule pièce qui vivait sa triple identité de Basque, de Navarrais et d'Espagnol avec naturel et conviction. La perspective de l'histoire et notre propre maturité nous ont montré que c'était probablement la raison pour laquelle ils l'ont tué: ses meurtriers ne pouvaient pas supporter que quelqu'un puisse réunir aussi spontanément ces trois conditions qu'ils considéraient comme incompatibles. Il était un exemple qui ne pouvait pas se répandre, et ils ont donc cassé le moule. Ses enfants se souviennent très bien de son dévouement au conseil municipal qu'il avait l'honneur de présider. Il était un maire ayant une véritable vocation de service à ses concitoyens. Certains d'entre vous pourraient dire comment il donnait de son temps pour s'occuper de n'importe lequel de ses voisins. Il se rendait à Pampelune dès qu'il pressentait la possibilité d'obtenir une aide ou une subvention pour sa ville. Il était également accessible et bavard, gai et enjoué. Comme on dit par ici, un vrai *jatorra*. Cependant, aucune de ces qualités ne l'a empêché d'être tué. Il y a d'abord eu

ceux qui ont créé un terrain propice à la haine et à la division. Puis d'autres ont sali son honneur et sa réputation. De salir les rues avec leurs insultes et leurs pamphlets à les tacher avec le sang de Jesús Ulayar, il n'y avait qu'un pas. Et ils l'ont fait. Il est probable qu'aucun de ceux qui ont participé à cet attentat ne soit présent aujourd'hui, mais tous, depuis ceux qui ont semé la haine à ceux qui ont appuyé sur la gâchette, sont ceux qui ont nourri la bête, le pire de cette ville, les responsables du meurtre de Jesús Ulayar».

Depuis la plate-forme du kiosque, les autres intervenants ont suivi ses propos avec attention: María Caballero, fille de Tomás Caballero, assassiné à Pampelune le 6 mai 1998 ; le journaliste José María Calleja, qui, il y a des années, a lié indissolublement sa plume à la cause de la paix et des victimes ; et Maite Pagazaurtundua, sœur de Joxeba, chef de la police municipale d'Andoain, tué dans un attentat le 9 février 2003. Fort de leurs encouragements, l'aîné des Ulayar a voulu profiter de l'occasion pour poser quelques questions aux habitants d'Etxarri qui l'écoutaient: «Que peut-on dire d'un conseil municipal qui a commis la bassesse de désigner les auteurs du crime comme citoyens d'honneur ? Et que peut-on dire des conseils municipaux successifs qui ont consenti ou maintenu cet accord ? Où trouvez-vous les mots pour décrire les conseillers qui ont élevé au rang de héros des individus à la moralité des plus répugnantes, des individus capables d'assassiner un homme sans défense à la porte de sa maison, devant son fils de treize ans ? Vous êtes-vous demandé, habitants d'Etxarri en général, ce que cela signifie de partager la rue avec des assassins qui, loin de se repentir ou de demander pardon, semblent jouir de leur condition misérable ? Nous savons que de nombreuses personnes pensent qu'il est plus confortable de laisser passer ces choses et d'éviter les complications. Nous avons trop vécu avec les silences

et les saluts vides de sens pour ne pas être conscients de la servitude que la peur a imposée à Etxarri».

Il a également eu des mots de remerciement pour tous ceux qui les ont accompagnés dans les moments difficiles, lorsqu'un simple salut dans la rue nécessitait parfois de franchir la frontière de la peur et de l'engagement: «Il y a des gens qui sont ici et qui, dans des circonstances difficiles et éprouvantes, nous ont aidés par leur amitié et leur soutien pour aller de l'avant. Certains d'entre eux ont été accueillis par Dieu dans sa gloire, mais ils occupent une place particulière dans notre mémoire. Beaucoup d'autres nous accompagnent désormais de loin. À eux tous, à vous tous, merci beaucoup. Nous aimerions également nous souvenir des habitants d'Etxarri qui souffrent depuis des années de l'imposition brutale du nationalisme obligatoire. Vous avez notre affection et notre compréhension. Vous méritez sans doute une liberté qui vous est refusée et une citoyenneté pleine et entière qui est aujourd'hui gravement mutilée».

Lorsque Jesús Ulayar a enlevé ses lunettes et plié les trois pages qu'il venait de lire, une ovation a fait le tour de la place Etxarri Aranatz. Ce sont les applaudissements qui n'ont pas été entendus en 1979, les applaudissements qui accompagneront toujours l'histoire de la famille.

JOSÉ IGNACIO ULAYAR LA RENCONTRE AVEC LE TUEUR

L'histoire récente d'Etxarri Aranatz offre tant de paradoxes incroyables que José Ignacio Ulayar n'a pas été trop surpris lorsqu'il s'est rendu à la mairie pour connaître les détails de l'hommage qui devait être rendu à son père quelques jours plus tard. La réunion avait été demandée par plusieurs membres de Libertad Ya qui travaillaient sur les détails du programme. Ils ont été reçus par le maire, Bautista Mariñelarena Garciandía, frère du militant de l'ETA qui, le 22 février 2000, a assassiné Fernando Buesa et son garde du corps, le policier Jorge Díaz Elorza. Luis Mariñelarena purge une peine de 109 ans de prison pour ce crime. Sa photo peut être trouvée avec un certain effort sur l'immense affiche qui ornait la salle plénière. On y trouvait, reproduits en format passeport, les portraits de tous les prisonniers du groupe terroriste. La réunion à l'hôtel de ville a également été suivie par cinq ou six conseillers de la candidature Herria, un groupement électoral créé après l'interdiction de HB. Depuis l'assassinat de Jesús Ulayar, les urnes d'Etxarri n'ont pratiquement pas vu de candidats non-nationalistes.

La réunion était assez tendue. José Ignacio, Pilar Aramburo et Chon Latienda s'étaient rendus à la mairie dans l'intention d'obtenir quelques facilités matérielles. Après tout, il s'agissait d'honorer la mémoire d'une personne qui avait présidé le conseil municipal, un prédécesseur de Bautista Mariñelarena. Ils ont évoqué la possibilité de projeter un documentaire dans le cinéma, mais on leur a répondu que les locaux étaient occupés depuis un certain temps. Ils ont évoqué l'option de le montrer sur le fronton,

mais on leur a répondu qu'il était également réservé. Ils ont parlé des conteneurs qui recouvrent depuis des années l'endroit où Jesús Ulayar a été tué, et les représentants municipaux ont expliqué qu'il était difficile de les déplacer de là, que la question dépendait de la communauté des communes. Ils ont indiqué qu'ils avaient pensé à peindre le mur en bleu et qu'on leur avait répondu que cela nécessitait une autorisation. Pilar Aramburo leur a alors rappelé, sans élever la voix, que le village était couvert de graffitis en faveur de l'ETA et des prisonniers, et qu'aucun des auteurs n'avait demandé la permission de les peindre. Ils avaient encore moins consulté les propriétaires des maisons attaquées au pinceau et à l'aérosol, celles des Ulayar par exemple.

La réunion n'a pas été concluante, comme il fallait s'y attendre. José Ignacio n'est pas du tout surpris du résultat: il avait accumulé tant de déceptions, avait été victime de tant d'injustices, avait vu tant de pelletées de fumier tomber sur la tombe de son père, que le désintérêt de trois jeunes conseillers qui, en 1979, portaient encore des culottes courtes, n'allait pas lui faire perdre son sang-froid.

Il ne l'a jamais vraiment perdu. José Ignacio, qui avait 19 ans lorsque l'attentat a eu lieu, est le seul des frères à être resté vivre à Etxarri. Il a conservé et maintient l'entreprise familiale de pompes funèbres. Il a épousé Blanca Echarri, originaire de Miranda de Arga, et ils ont eu trois enfants qui ont fait leurs premiers pas à quelques mètres de l'endroit où leur grand-père avait été tué, leur *aittuna*. Ce n'est qu'en 1996, lorsque les auteurs du crime ont été libérés de prison et sont revenus au village entourés de musique et de félicitations, qu'il a décidé de s'éloigner quelques temps. Pas longtemps, car son travail l'amène à Etxarri assez souvent. Ces voyages lui permettent de prendre le pouls de la

ville qui lui a donné ses origines et presque tous les désagrèments de sa biographie.

Par conséquent, José Ignacio Ulayar Mundiñano est l'une des personnes qui a le plus apprécié le 24 janvier 2004. Pendant les semaines et les mois qui ont précédé l'événement, il s'est impliqué dans les préparatifs: il a été à l'origine de certaines des idées qui ont fini par se refléter dans le programme, de dizaines d'appels, de suggestions, de courriels, d'une invitation à ce vieil ami d'Etxarri, d'une tentative de retrouver le notaire qui a écrit à la famille après le crime, d'une interview à la radio, du bouquet de fleurs pour la cérémonie au cimetière... Il ne s'est reposé que lorsqu'il est arrivé au cimetière et qu'il a découvert la petite foule qui avait déjà pris position près du portail. Un repos qu'il cherchait depuis 25 ans.

Le défilé dans les rues du village a apaisé en silence les cicatrices qui traversaient le centre-ville d'Etxarri et les 44 ans de son existence. Presque tous les participants à la manifestation étaient indifférents aux méandres et aux détails du parcours, mais José Ignacio était agité par tous les souvenirs qu'il revivait lorsqu'il passait devant les lieux de tant d'événements amers ou de tant de jours heureux plus tard aigris par le crime: les défilés festifs lorsque son père était maire et partageait la musique et la bouteille avec ses compagnons, les critiques de son administration criées sur la place, les silences indéchiffrables de ceux qu'il croisait sur le chemin de l'église ou de la boulangerie, ses tantes Martina et Petra tentant de défendre l'intégrité de leur frère décédé au milieu d'une foule qui les harcelait, les graffitis, l'atmosphère explosive de la ville lors de l'arrestation des assassins, l'accueil festif à leur sortie de prison...

C'est précisément pendant les fêtes qu'a lieu le premier affrontement entre José Ignacio et Vicente Nazábal. Le conseil municipal avait offert à ce dernier la possibilité

de travailler comme avocat pour la commune et lui avait également fait l'honneur de lancer le "chupinazo" qui donnait le coup d'envoi du calendrier des fêtes 1996. Le dénouement de l'épisode - déjà décrit dans les premières pages - lui a fait comprendre quelle était la disposition du meurtrier, récemment revenu à la vie civile. Il a été blessé autant par la réaction de Nazábal lui-même - entendre de sa bouche le mot «fils de pute», le premier et le seul mot après presque vingt ans - et par l'indifférence de ceux qui ont assisté à la scène sans lever le petit doigt pour les aider à sortir de leur situation difficile.

Mais même à Pampelune, il n'était pas à l'abri d'éventuels revers. Il a par exemple coïncidé avec Vicente Nazábal au printemps 1998, alors que se tenait devant la Cour d'assises de Pampelune le procès de Gabriel Urralburu et d'autres anciens dirigeants socialistes accusés d'avoir touché des commissions des entreprises de construction qu'ils avaient mandatées pour des travaux publics. Au cours de la très longue audience - qui débuta le 6 mars et prit fin le 30 juillet - plusieurs partis et institutions politiques se sont constituées partie civile. L'un des premiers était Herri Batasuna. La coalition nationaliste basque confie le travail à l'avocat Andrés Percaz, qui intègre à son tour Vicente Nazábal Auzmendi dans l'équipe. Ce dernier avait obtenu un diplôme de droit tout en purgeant sa peine dans diverses prisons. C'était un autre paradoxe de le voir sur le banc, en robe d'avocat, essayant de rendre justice dans l'un des procès les plus importants de l'histoire récente de la Navarre. Lui, qui n'a jamais exprimé - du moins publiquement - le moindre remords pour avoir criblé de balles un innocent, a cherché par ses questions et ses réflexions la peine la plus appropriée à l'affaire. José Ignacio devait se rendre fréquemment au Registre civil pour des raisons professionnelles, et comme les bureaux se trouvent

au rez-de-chaussée du Palais de justice, il a un jour croisé Vicente Nazábal, qui sortait prendre un café pendant une pause de l'audience. Le second Ulayar lui a dit les mêmes mots qu'il lui avait déjà adressés l'autre fois: «Assassin, canaille, effronté», et il a répondu très rageusement en basque. José Ignacio est passé à la même langue et a répondu. Cela n'a duré que quelques secondes, mais les quelques témoins ont été impressionnés par la tension.

Juan Nazábal, frère du premier, également membre du *commando Sakana*, a également fini par croiser la vie des enfants de sa victime. Ses petits-enfants, pour être plus précis. Après avoir obtenu un diplôme de psychologie alors qu'il était en prison, il a été engagé à titre intérimaire dans l'école où étudiaient les trois enfants de José Ignacio. En d'autres termes, si le petit Juan avait eu des problèmes nécessitant une aide psychologique, il aurait été pris en charge par l'un des assassins de son grand-père.

José Ignacio a été particulièrement blessé par le fait que, lorsque ses tantes sont allées voter au bureau de vote d'Etxarri le 25 mai 2003, elles ont trouvé Vicente Nazábal présidant l'un des bureaux de vote. C'était juste un de plus, un parmi tant d'autres.

Dès la première page de *Moby Dick*, Ishmael, le protagoniste de l'impressionnant roman d'Herman Melville, explique que lorsqu'il n'en peut plus, lorsque son irritation contre le monde est sur le point de déborder, il sait que le moment est venu d'embarquer. Fernando Savater a fait appel à ce passage pour résumer les raisons qui l'ont poussé à monter dans un bus avec un groupe de membres de Basta Ya et à parcourir l'Espagne pour expliquer à qui veut l'entendre ce qu'est la vie quotidienne au Pays basque. Quand José Ignacio Ulayar n'en peut plus, quand le poids de l'impuissance menace de l'écraser, il s'assoit et écrit. Il ne le fait pas à des fins éditoriales ou pour dénoncer: il se contente

de soulager ses peines et de répéter au monde ses raisons à travers une page blanche ou devant un écran d'ordinateur.

Lorsque le vaste reportage sur l'histoire de la famille Ulayar qui ouvre ce livre a été publié dans le *Diario de Navarra* en décembre 2000, un groupe qui s'est appelé «Etxarriko Ezker Abertzalea» a parsemé la ville de pages portant la croix gammée nazie et critiquant la présentation, l'approche et le contenu de l'article. «Nous ne tomberons pas dans les provocations», a déclaré l'un des paragraphes, «et nous orienterons notre travail politique vers la réalisation d'une paix véritable à Etxarri et en Euskal Herria, et cela ne viendra qu'avec la reconnaissance des droits de la nation d'Euskal Herria, avec la libération de tous les prisonniers politiques, avec le retour à la maison des réfugiés et avec l'expulsion des forces armées espagnoles». A un autre moment, il a été assuré que la «gauche abertzale» respectait la souffrance de la famille Ulayar. Le texte, entièrement rédigé en basque, se concluait par un appel à «faire face» au *Diario de Navarra*.

José Ignacio Ulayar rumina son mécontentement pendant des heures lorsque l'une de ces feuilles de papier lui parvint. Au même moment, il reçut la nouvelle que les fenêtres de l'établissement familial avaient été brisées à coups de pierres. Il rumina silencieusement ces deux circonstances et, à la nuit tombée, il se mit à écrire: six pages d'une écriture dense mais claire dans lesquelles il répond une à une à toutes les affirmations des tracts. «Il semble que l'intimidation provoquée par le bris des vitres», lit-on sur l'une de ces feuilles, «soit pour l'instant suffisante pour que vous continuiez à respecter notre douleur, comme vous l'avez fait pendant tant d'années «heureuses et paisibles» que nous, les patientes victimes, avons partagées avec leurs bourreaux magnanimes et leurs complices, en profitant des barricades, des coupures de l'éclairage public,

des magnifiques banderoles sur le balcon de la mairie. Sans parler des manifestations impressionnantes et pas toujours bien comprises dans les rues par les personnes les plus souffrantes de la ville [c'est-à-dire les prisonniers et les réfugiés]. En vérité, nous avons toujours compris que Jesús Ulayar, ou le tamis que vous avez fait de son corps, n'avait plus besoin de soutien. Nous devons vous remercier parce que vous l'avez laissé vivre pendant 54 ans et parce que vous nous avez permis de l'enterrer dans le cimetière de son village.»

Il eut également recours à la plume lorsque Vicente Nazábal fut nommé président du bureau de vote. Dans ce cas, il se plaint de l'apparente indifférence avec laquelle de nombreux électeurs accueillirent la contribution d'un meurtrier au fonctionnement des rouages les plus fondamentaux de la démocratie. C'est indigne, déplora-t-il, cela cache le fait qu'un tel personnage, ayant été au bureau de vote pendant toute une journée, exposé à toutes sortes d'imprécations possibles et compréhensibles, soit sorti indemne de la situation».

Ses épanchements littéraires ne sont pas seulement liés à son propre cas. Lorsque, le 30 mai 2003, l'ETA assassina les policiers nationaux Julián Embid Luna et Bonifacio Martín Hernández à Sangüesa, il remplit trois pages de ses réflexions sur le fait que le lycée de Zizur Mayor avait promu des activités scolaires, des banderoles et des autocollants contre la guerre en Irak et n'avait ensuite pas condamné la mort violente d'un habitant du quartier. Je pense que nos enfants, écrit-il, devraient ressentir de la même manière la campagne «Non à la guerre en Irak» mentionnée plus haut et le dégoût pour le meurtre d'un habitant de Zizur. Si les yeux de ces enfants et de ces jeunes voient passer avec indifférence leurs professeurs, leurs références éducatives et formatives, et s'ils vivent des

événements d'une telle gravité sans une réflexion claire sur le droit à la vie et sur le fait que tuer n'est pas bien, quel que soit le coupable, nous ne poserons pas une base solide de respect, de liberté et de démocratie pour les générations futures».

Le 20 novembre 2002, alors que l'hommage à son père avait encore un avenir indéterminé, José Ignacio eut l'occasion de présenter certaines de ses expériences en public. L'événement, organisé par les fondations Jaime Brunet et Tomás Caballero, s'est tenu dans le bâtiment Los Olivos de l'Université publique de Navarre. C'était la première fois qu'un des membres de la famille Ulayar apparaissait en tant qu'orateur lors d'un tel événement. Les organisateurs avaient approché Jesús, l'aîné des frères, mais il avait accepté que José Ignacio soit l'orateur. Étaient également présents José Javier Uranga, ancien directeur du *Diario de Navarra*, Natividad Rodríguez, veuve de Fernando Buesa, Agustín Ibarrola, artiste, membre éminent du Forum Ermua, et Eloy Artolazábal, beau-frère de José Luis López de la Calle, assassiné à Andoáin en mai 2000. Le modérateur était Alberto Pérez Calvo, professeur de droit constitutionnel à l'UPNA.

Lorsqu'il prit la parole, José Ignacio prit une photo de son père parmi les papiers et la plaça devant le micro en guise d'hommage filial symbolique à celui qui avait perdu la vie pour avoir défendu et exprimé ses idées avec courage et intégrité. Il raconta ensuite la dure histoire de la famille. Il raconta quelques détails du crime et essaya de décrire ce qu'était la vie dans le village à partir de ce moment-là: «Le meurtre, expliqua-t-il, a fini par rendre encore plus évidente la difficile coexistence à Etxarri Aranatz. D'un côté, il y avait une majorité silencieuse, des personnes pleines de bons sentiments, qui ne manifestaient leur soutien à notre égard qu'en privé, mais qui étaient incapables de se

manifester publiquement pour nous défendre et défendre la mémoire de Jesús Ulayar, notre père. Il y a également eu des personnes qui ont lavé leur conscience devant nous, de diverses manières, toutes dépourvues d'un quelconque engagement public». L'auditoire d'environ trois cents personnes écouta en retenant son souffle. Son message final était optimiste et plein d'espoir: «Nous sommes de plus en plus nombreux à croire en la coexistence pacifique et que la divergence politique ne sera jamais juste si nous ne bénéficions pas tous des mêmes possibilités d'espaces libres et ouverts, à l'abri des menaces des terroristes, de leurs amis et de ceux qui regardent avec indifférence tant que la liberté et la vie ne sont pas menacées».

Avec un tel contexte, ce qui se passa le 24 janvier 2004 était presque une promenade de santé. Quelques jours avant ce samedi, alors que le programme avait déjà été rendu public et qu'il avait lui-même été interviewé sur une station de radio, il eut l'occasion de constater que l'atmosphère à Etxarri était quelque peu différente de l'habitude. Un jour, il dut se rendre au village pour régler quelques affaires personnelles. Il croisa dans la rue une habitante qui était à vélo et la dame, voyant peut-être que José Ignacio était seul, s'arrêta, descendit de son vélo et lui avoua qu'elle l'avait entendu à la radio peu de temps auparavant et qu'elle regrettait que la famille n'ait pas eu plus de soutien dans le village dans les années qui suivirent l'attentat. On ne lui cacha pas, presque au même moment, un groupe d'habitants faisait le tour du quartier pour encourager la population à ne pas participer aux événements et à montrer son opposition en verrouillant les portes et les fenêtres.

Pendant la marche depuis le cimetière jusqu'au numéro 4 de la rue Maiza, José Ignacio marcha avec sa femme, ses enfants, ses frères et sœurs et ses neveux et nièces. Sur les lieux du crime, il soutint María Nieves sur

l'estrade puis, prit lui-même le micro pour expliquer au public plus éloigné les détails de ce qui se passait à la porte de la maison familiale. Pendant que les 25 bougies étaient allumées et que les personnes les plus participatives apposaient leurs mains blanches sur le mur, il lut les noms des 40 personnes assassinées par l'ETA en Navarre jusqu'à cette date, depuis le commandant Joaquín Imaz, tué aux abords des arènes de Pampelune le 26 novembre 1977, jusqu'aux policiers Bonifacio Martín et Julián Embid, tués à Sangüesa 26 ans plus tard.

Après la cérémonie au kiosque, José Ignacio Ulayar et tous les autres rendirent à l'église paroissiale de Nuestra Señora de la Asunción. L'église était presque pleine quand ils sont arrivés. La famille prit place sur les premiers bancs. Il était frappant de constater que les autorités qui s'étaient rendues à Etxarri Aranatz, dont le président Miguel Sanz et la mairesse Yolanda Barcina, assistèrent aux différentes manifestations dans la foule, en toute discrétion.

La messe à la fin du programme fut peut-être le moment le plus agréable pour José Ignacio. Dans la paroisse de son village, il trouva un soutien et des amitiés pendant des années, un réconfort dans les moments difficiles et l'aide de la foi que ses parents lui avaient transmise. Il dut également se résigner pendant des années au fait que les seules prières de la messe étaient destinées aux prisonniers et aux réfugiés.

Un quart de siècle plus tard, tous leurs proches sont à nouveau réunis dans l'église. Les bancs pleins à craquer le 24 janvier 2004 étaient les mêmes que ceux qui avaient été occupés par les invités au mariage de ses parents en 1955, ceux qui avaient été occupés lors des baptêmes, communions et confirmations successifs de la famille, ceux qui avaient écouté les prières de Jesús Ulayar Liciaga et ceux qui avaient été témoins de la façon dont il enseignait la

prière à ses enfants. La splendeur de la liturgie, la puissance du chœur, le retable illuminé..., tout a contribué à faire de cette Eucharistie un moment inoubliable. Javier Azpíroz, vicaire de la région de Mendialdea, a célébré, accompagné à l'autel par une vingtaine de prêtres. Parmi eux se trouvaient le vicaire du diocèse, Luis Oroz, et un ami irremplaçable de la famille: José Manuel Lasarte, originaire d'Etxarri-Larraun.

La fin était une idée de José Ignacio: une fois la communion distribuée, trois des sept petits-enfants de Jesús Ulayar se sont approchés de l'ambon et ont adressé quelques mots et un baiser d'adieu à "*l'aittuna*" qu'ils n'avaient jamais connu. Juan Ulayar Echarri l'a fait en basque, Daniel Ulayar Arroyo, en espagnol, et Adrià Roig Ulayar, en catalan. La petite Julia Roig Ulayar est également montée au presbytère, et lorsqu'elle s'est retrouvée seule devant le micro, elle n'a pu dire qu'un seul mot: « *Aittuna* ! ». Le public a souri avec émotion à son exclamation.

Enfin, José Ignacio lui-même a adressé quelques mots de remerciement au nom de la famille. Il a également expliqué pourquoi ils avaient voulu terminer l'hommage à l'intérieur de l'église: « Notre famille a toujours été étroitement liée à cette paroisse. Nous avons participé à l'association des parents catholiques, nous étions membres de divers groupes paroissiaux et nous avons noué des amitiés durables ici. Aujourd'hui, je peux affirmer haut et fort que notre vie aurait été insupportable pendant de nombreuses années sans ces relations qui se sont tissées autour de cette église. C'est pourquoi il était clair pour nous que les événements marquant le 25e anniversaire de la mort de Jesús Ulayar devaient se terminer ici, dans cette paroisse, où mon père a prié si souvent et où il nous a appris à prier. Il s'est ému à plusieurs reprises en lisant les

phrases ci-dessus, mais les applaudissements depuis la nef l'ont aidé à continuer.

Depuis l'ambon, le deuxième des frères Ulayar a exprimé un souhait qui était en même temps une proposition: «Aujourd'hui, en vous voyant tous ici, il me vient à l'esprit que s'il y a un endroit à Etxarri Aranatz où peut commencer le travail qui fera de nous un peuple libre et pacifique, ce devrait être la paroisse. Je pense que des personnes actives et enthousiastes comme vous sont nécessaires pour avancer sur cette voie, qui n'est autre que celle proposée par Jésus de Nazareth: une voie fondée sur l'amour de nos semblables».

Il a ajouté: «Cette messe nous a fait chaud au cœur. Vous n'imaginez pas à quel point nous sommes reconnaissants de voir tant de personnes de cette ville ici, tant de nos voisins qui nous ont toujours montré qu'ils étaient des gens bien. Entre tous ceux qui sont réunis ici - ceux qui appartiennent à la paroisse et ceux qui sont venus de loin - nous sommes déterminés à commencer une nouvelle ère.

MARI NIEVES ULAYAR QUELQUES MOTS SUR LE LIEU DU CRIME

Mari Nieves Ulayar se souvient parfaitement de la première fois où elle a entendu son père dire du mal de lui. Elle avait douze ans. De la musique était jouée sur la place, mais un groupe de personnes a soudainement interrompu la fête pour organiser un sit-in. «Qu'est-ce qui se passe?» demanda-t-elle à une amie qui se tenait à côté d'elle. «Ils protestent contre ton père», répondit naïvement cette dernière. Le prétendu conflit avait commencé à propos d'un terrain municipal qui avait divisé les opinions dans le village, mais en réalité, il s'agissait simplement d'une excuse pour continuer à ajouter des étiquettes à Jesús Ulayar, un argument aussi infondé que les précédents - fasciste, anti-basque, voleur... - pour le rapprocher de la ligne de mire des terroristes. Mari Nieves raconta ce qui s'était passé en rentrant chez elle et ses parents lui firent un résumé compréhensible de la situation. Elle réagit avec étonnement, avec indignation: cela la dépassait. Elle n'avait jamais nourri le «moindre soupçon» de doute sur l'honnêteté et l'intégrité de son père.

Le 24 janvier 2004, elle n'a même pas le temps de revenir sur cet événement lointain. La place est à nouveau pleine, mais cette fois, c'est son frère Jesús qui s'adresse à la foule. Il parle de son père, de la dignité qu'on a essayé de lui enlever avec des sit-in, des commentaires malveillants et des mensonges anonymes. Ils n'ont pas réussi avec des mots et ils n'ont pas non plus réussi avec des balles. Mari Nieves écoute avec émotion. Elle a son mari Manuel et ses enfants Adriá et Julia à ses côtés. Un jour, elle devra expliquer aux petits le sens de ce qu'ils ont vécu

ce samedi d'hiver, même si elle est obligée de leur révéler les passages amers de son enfance. Mais elle devra le faire. Peut-être que lorsque Julia aura douze ans, elle leur racontera comment elle a peu à peu perdu son père, comment le dévouement prolongé de Jesús Ulayar au conseil municipal, la solitude de sa fonction, les critiques, les amitiés qui se sont effondrées, l'ont progressivement éloigné de tous ceux qui l'entouraient. Mari Nieves a retenu une anecdote que son père lui a racontée. Un soir, après le dîner, Jesús Ulayar dit à toute la famille qu'il sortait prendre un verre avec un ami. Il revint quelques minutes plus tard, très triste. Il raconta ensuite à sa fille que la personne qu'il pensait être son ami n'était pas venu au rendez-vous sous prétexte qu'il était plus sage de ne pas être vu en sa compagnie. Cette distance qui grandissait de jour en jour devint infranchissable le 27 janvier 1979.

Un quart de siècle plus tard, Mari Nieves était à nouveau chargée de déposer des fleurs sur la tombe de son père. Elle est partie la veille de Barcelone, où elle vit depuis douze ans et où elle a trouvé un environnement normal, avec des voisins qui la saluent et s'intéressent à ses enfants, qui l'acceptent et l'aiment. Au bord de la Méditerranée, à 500 kilomètres de son village, elle peut s'offrir le luxe de partager des préoccupations quotidiennes et ordinaires avec d'autres citoyens, elle accepte facilement qu'on lui parle en catalan, une langue qu'elle a fait sienne et dont personne ne se sert comme d'une arme, elle peut profiter, en somme, de tout ce qu'elle aurait difficilement pu avoir à Etxarri. Elle est assaillie, malgré tout par la nostalgie de sa terre, du profil élégant de San Donato, des robustes maisons de La Barranca, des traditions que son père lui a appris à apprécier et à faire siennes, du pèlerinage à San Adrián, du *dantzaki*, de la musique des txistus, de l'Ange d'Aralar... Mais elle s'émeut aussi en écoutant une sardane.

Au cimetière, elle ne put retenir ses larmes. Combien l'acte était différent de cet enterrement froid et silencieux qui était si gravé dans sa mémoire, combien d'affection et combien de sourires pour amortir la douleur du passé. Mari Nieves salua tout le monde, reconnaissant des voisins d'Etxarri qu'elle n'avait pas vus depuis des années et des années, retrouvant son village à travers les visages âgés mais attachants de ceux qui ont offert leur amitié à la famille pendant les dures années après l'attentat. En d'autres circonstances, elle aurait pu remarquer que non loin de la tombe de son père se trouve celle de Peio Mariñelarena, qui était un de ses camarades de classe à l'école d'Etxarri et qui faisait partie d'un *commando de l'ETA* dans les années 1980. Il fut l'un de ceux qui prirent la relève des frères Nazábal, mais son addiction à l'héroïne finit par une infection du sida et il mourut en 1993 dans la prison parisienne de La Santé. Mari Nieves aurait presque pu deviner certains des ingrédients de cette trajectoire lorsqu'il y a des années, elle fut surprise par la haine et la colère de ce jeune homme, encore adolescent.

La haine est devenue dévastatrice au cours de ces années. Peu après le meurtre de Jesús Ulayar, une grève fut organisée après la mort d'un militant de l'ETA. Les élèves de l'école secondaire Etxarri Aranatz décidèrent de rejoindre la mobilisation et restèrent à l'extérieur de l'école, sans aller en classe. Lorsque Mari Nieves passa devant elles sans s'arrêter, l'une d'elles lui demanda si elle n'allait pas se joindre à la grève. Elle répondit que ce qui s'était passé n'avait rien à voir avec leurs études et que leur obligation était d'assister aux cours. Le groupe commença à lui crier dessus et à lui dire que ce qui s'était passé était une injustice. Elle répondit ensuite qu'il y avait eu d'autres meurtres et d'autres injustices encore plus près de chez elles et qu'elle n'avait jamais vu la moindre manifestation

de solidarité. Elles commencèrent toutes à l'insulter en même temps. «Salope» et «pute» furent les insultes les plus légères.

Cette confrontation «quatre-vingt-dix contre un» n'est pas le seul épisode de ce type. Un jour, en cours de religion, l'une de ses camarades de classe dit à haute voix que parfois tuer était justifié. L'adrénaline de Mari Nieves était si forte qu'elle répondit sans attendre que quelqu'un parle. Mais elle fut encore plus blessée par le fait que le professeur ne fit rien pour réorienter la situation. Elle trouvait également insupportables les manifestations qui passaient devant la maison familiale, acclamant l'ETA, alors qu'ils attendaient en silence à l'intérieur que le défilé se termine. Après un tel événement, une personne lui dit : «Ils disent que vous n'avez pas de couilles et que vous avez peur». Elle se souvient encore de sa réponse littérale : «Dis à ceux qui disent cela, qu'il ne faut pas de couilles pour insulter et blesser, mais qu'il en faut pour continuer à supporter avec dignité ce qui nous est arrivé».

Et ainsi de suite. Lors d'une autre occasion, lors d'une procession à San Adrián, un garçon du quartier avait passé une ikurriña au-dessus de sa tête en disant : «Espagnole, fasciste». Aucun jeune ne s'adressait à elle lorsqu'il y avait un bal pendant les fêtes du village et tout le monde essayait de lui foncer dessus lorsqu'elle montait dans les auto-tamponneuses avec Salvador.

Quand elle repense à tous ces événements, Mari Nieves est très claire : si elle a réussi à avancer, c'est parce qu'elle a toujours agi en suivant l'exemple de son père : «Je n'ai jamais hésité. Si j'avais peur ou si j'étais très stressée, je n'y faisais pas attention. Je me disais : 'Je ne leur montrerai pas de faiblesse et je me défendrai'».

Le 24 janvier 2004, tout cela était bien fini. Alors qu'elle marchait depuis le cimetière vers le village, sa fille

Julia lui tenant la main, les salutations, les sourires, les marques d'affection changeaient le goût désagréable du passé dès qu'un de ces épisodes lui revenait en mémoire.

Lorsque le cortège s'arrêta près de la maison familiale, Mari Nieves se retrouva à quelques mètres seulement de la fenêtre de la cuisine. Elle était à l'intérieur le 27 janvier 1979. Elle venait d'avoir 16 ans. Son père lui avait offert un bouquet d'œillets rouges et Salva avait pris une photo d'elle avec les fleurs. Elle faisait frire des pommes de terre quand elle entendit le moteur d'une voiture de l'autre côté de la fenêtre. Il lui semblait étrange qu'un véhicule soit garé dans cette partie de la rue et elle ouvrit les rideaux pour regarder. Elle put distinguer un taxi blanc, mais le reflet du néon dans la fenêtre l'empêcha de reconnaître les personnes à l'intérieur. Elle pouvait encore moins savoir qu'ils venaient de voler la voiture après avoir kidnappé son propriétaire et qu'une demi-minute plus tard, ils allaient tirer sur son père.

Dans les souvenirs de Mari Nieves, les coups de feu ont un son qui leur est propre. Elle sut dès le premier instant qu'il ne s'agissait pas de pétards. Elle sentit le malheur et se précipita dans la rue alors que les cris de sa mère et de son frère Salva lui parvenaient. «Ils ont tué Papa, ils ont tué Papa», lui dit-il.

Bientôt, un groupe se forma autour du corps criblé de balles. Personne ne semblait réagir. Tante Martina était arrivée. Elle demanda ce qui se passait et quelqu'un lui dit que c'était son frère. Elle se rapprocha du groupe et, brandissant le parapluie à la main, elle cria : «Voilà ce qu'apporte la haine de cette ville ! Elle le répéta plusieurs fois. Puis elle crut percevoir un léger mouvement dans les yeux de Jesús Ulayar et ordonna qu'on le ramène chez lui. Ils l'allongèrent sur le tapis du salon. Mari Nieves se réfugia vers sa mère et son frère Salva dans la cuisine. Elle pensa

plusieurs fois à ses grands frères: «Pauvre Jesús, pauvre José Ignacio, quel choc ils vont avoir». Un cousin ouvrit la porte et demanda où il pouvait trouver une feuille. «Il est mort ?» demanda sa mère. «Oui, ma tante», répondit-il.

Ce fut peut-être à cause de l'intensité et de la précision de tous ces souvenirs que Mari Nieves voulut dire quelques mots sur la scène du crime. Lorsqu'elle monta sur l'estrade, les gens remplissaient déjà la place devant la maison. «Vous me permettez, dit-elle aux personnes rassemblées, d'adresser ces mots à mon père, ici même, 25 ans après».

Et elle commença: «C'est ici même, papa, que je t'ai trouvé allongé sur le sol dans une mare de sang. Je criais pour que tu te réveilles mais malheureusement tu ne pouvais même plus me parler. Aujourd'hui, nous avons dû déplacer des poubelles pour nous rassembler autour de l'endroit où tu t'es écroulé, où ces assassins que nous connaissons tous, t'ont tué. Tu vois comment le conseil municipal de notre ville, que tu as tant servie et aimée, te rend hommage, en plaçant de sales ordures... mais, te connaissant, je suis sûre que tu n'es pas surpris. Ce qui aura été une surprise, après tant d'années, c'est le nombre de personnes qui se sont rassemblées aujourd'hui pour rendre justice à ta mémoire, et pour demander la liberté».

Les applaudissements et sa propre émotion ont interrompu ses paroles à plusieurs reprises, mais elle a pu lire tout ce qu'elle avait préparé: «Je veux te dire que je suis très fière que tu aies été mon père, comme ta Rosita, et Jesús et José Ignacio et Salva sont fiers de toi, et aussi tes 7 petits-enfants, et tes belles-filles et ton gendre. Ils t'ont refusé le droit de connaître tes petits-enfants ; c'est pourquoi nous sommes ceux qui leur transmettent qui et comment était leur grand-père. Tu étais, par-dessus tout, un homme bon. Puissent ces actes contribuer, de la même

manière, à transmettre ta mémoire avec justice et à dénoncer, enfin dans votre ville, le meurtre de l'ETA dont vous avez été, et dont nous sommes tous victimes. Papa, tu nous manques beaucoup. Je suis sûre que tu le sais déjà, mais laisse-moi te dire que même si le temps passe, tu es et tu seras toujours très présent dans nos cœurs».

Lorsque Mari Nieves descendit du podium, sa fille Julia se rapprocha d'elle rapidement. Du haut de ses six ans, elle était encore trop jeune pour saisir tout ce qu'elle venait d'entendre, et elle condense en une seule toutes les questions qui lui sont venues en écoutant le récit à la première personne de sa mère. «Maman, dit-elle sur le ton de la confiance, la mare de sang était-elle très grande ?»

SALVADOR ULAYAR L'ÂME DANS QUELQUES FEUILLES DE PAPIER

Le 24 janvier 2004, Salvador Ulayar retourne à Etxarri Aranatz pour récupérer le garçon de treize ans qui, le 27 janvier 1979, était resté abasourdi sur le trottoir de la rue Maiza après avoir vu son père recevoir quatre balles. Ce garçon, c'était lui et ce qui s'est passé entre ce moment et le présent a été un long et dur voyage qui l'a conduit dans les arcanes de la douleur, de l'impuissance et de la dépression.

Le Salvador Ulayar qui, un quart de siècle plus tard, est revenu dans son village, avait 38 ans. Sa femme Maribel et ses fils Daniel et Jaime ont vécu avec lui ce jour intense et passionnant, l'un des plus heureux de leur vie. «Tout était parfait», reconnut-il le soir même. Le plus jeune des quatre frères Ulayar se coucha ensuite avec la conviction d'avoir réussi à refermer une étape de sa vie, comme si l'écho des coups de feu s'était définitivement éteint.

Lorsque Salvador tente de situer le début de son parcours, de son histoire, ses souvenirs le ramènent aux années précédant le meurtre: il avait à peu près les neuf ans qu'a aujourd'hui son fils Daniel, et certains enfants de sa classe l'insultaient déjà parce qu'il était le fils du maire Jesús Ulayar. «Ton père est un voleur, un bâtard», disaient-ils. Et ils ajoutaient, en parlant de lui et du reste de sa famille, un adjectif devenu incontournable: «Espagnols !» Il ressentit la peur, de nombreuses fois, peur de ne pas savoir choisir le chemin le plus prudent pour rentrer chez lui, peur de certaines rencontres, peur de nouvelles insultes et agressions.

Dans la chaleur du foyer, il se sentait en sécurité, même si aujourd'hui, avec la perspective de sa propre

paternité, il est ému d'imaginer la rage et l'impuissance de ses parents après avoir entendu les histoires naïves de l'école. Il se souvient toutefois que la réaction indignée de son père à ses propos sur l'école l'avait aidé à sortir plusieurs fois dans la rue, la tête haute, «fier d'être son fils».

Le 24 janvier 2004, il a retrouvé cette fierté en marchant dans les rues d'Etxarri. Enfin. De l'autre côté des rideaux et des stores, embusqués dans la pénombre de leur maison et dans leur idée exclusive du monde, certains de ces enfants qui l'effrayaient, qui semblaient être des «démons» attendant la meilleure occasion de le tourmenter, et qu'il affrontait «avec plus de fierté que de courage», le regarderaient probablement, maintenant adultes, avec peut-être des responsabilités familiales comparables aux siennes.

Les coups de téléphone anonymes, les insultes et les cris dans les manifestations successives résonnent encore dans ses oreilles. L'une d'entre elles atteignit la porte de sa maison. Salvador avait dix ou onze ans et se souvient de lui, debout devant la maison, adossé au mur, à l'endroit où le crime serait commis peu après, observant les voisins qui criaient. En première ligne, criant les mêmes insultes que les autres, se trouvait un de ses oncles, le frère de sa mère.

Tant de pression avait fini par faire croire à la vulnérabilité de ses parents, et que quelque chose pouvait leur arriver. De plus, il y avait toujours un voisin qui était prêt à alimenter cette possibilité. «Ton père..., tu verras un jour», lui avait dit une fille de son âge. «Quoi?» lui avait-il répondu. «Tu verras, tu verras», avait-elle insisté.

C'est dans ce paysage qu'il passa son enfance. Lorsqu'il s'attarde sur les détails de cette époque, il a du mal à séparer certains événements de la signification que le crime leur a ajoutée par la suite. Un jour d'automne, alors qu'il quittait l'école, il passa devant la petite boutique de

son père et entra pour lui rendre visite. «Papa», l'avait-il salué, «Tu ne viens pas souvent tenir compagnie à ton père», avait-il souri, «Bon, je vais manger, au revoir», avait-il dit. Salvador ne pouvait guère sentir alors que le besoin d'affection et de compagnie de son père était directement lié au piège que ses ennemis lui tendaient. Son manque d'attentions involontaire est souvent revenu le hanter plus tard, alors qu'il n'y avait aucune possibilité d'y remédier. «Quand je pense à sa solitude», avait-il écrit sur un tas de feuilles qu'il a remplies avec ses souvenirs, «un grand malaise parcourt mon âme comme si, malgré l'impossible, j'essayais de comprendre cet homme et sa situation. Je ne peux pas. Cela me perturbe de savoir que j'étais là, si près de lui et si peu attentif à son malheur (...) Ni ma mère, ni ses enfants, ne pouvaient se douter du réel danger qu'il courait. Oui, mais... Mais je ne peux pas oublier le calvaire vécu par mon père. Ses silences, ses heures passées assis dans son magasin, sa solitude, son inquiétude, son quotidien semé d'angoisses que je ne peux ou ne veux pas imaginer. Je me demande à quoi il pensait lorsqu'il regardait ma mère, nous, ses quatre enfants, quelle était son inquiétude lorsqu'il me regardait jouer avec insouciance, où était son esprit lorsque nous mangions, que ressentait-il lorsqu'il quittait la maison et se dirigeait vers le magasin, lorsqu'il conduisait sa camionnette ou lorsqu'il tournait sa cuillère dans son thé».

Ce qui se passa par la suite et l'expérience de sa propre douleur l'aiderent à résumer sur papier la situation dans ces jours très difficiles, les jours précédant l'attentat: «Que savions-nous ! Que ressentait un homme bon, socialement meurtri, conscient du danger qu'il courait à la fin des années soixante-dix et avec une famille qui dépendait de sa modeste entreprise. Tant d'heures volées à son travail pour se consacrer à sa ville ! Peut-on imaginer ce que c'était

que d'être menacé dans les années soixante-dix ? *Gethsémani*. Pendant ce temps, les assassins aiguisaient leur cruauté avec la pierre de l'insulte, de la haine tellurique du nationalisme qui justifiait l'assassinat d'un homme de sang-froid. C'était une époque terrible où il n'y avait ni garde du corps ni protection. Cela arriva lorsque la quantité de sang versée devint intolérable pour cette société en transition. Jesús Ulayar, comme tant d'autres, but ce breuvage amer tout seul, sans l'aide des institutions, de l'État et de la société qu'il essayait de construire lorsqu'il défendait ses idées».

Le plus jeune des Ulayar affirme que la nuit du 27 janvier 1979 fut la dernière nuit de son père et la première nuit du reste de l'histoire familiale. Le 24 janvier 2004, il n'eut d'autre choix que de s'en souvenir lorsque, sous la pluie, il monta sur l'estrade et annonça au micro que les poubelles placées par la municipalité sur la scène du crime allaient être retirées. Deux mille personnes l'applaudirent avec un sentiment de complicité, mais 25 ans plus tôt, il fut le seul témoin. Il fut la seule personne présente lorsque Vicente Nazábal tua son père.

Les détails du crime sont restés intacts dans sa mémoire: lui en train de regarder la télévision - « Il était une fois l'homme « -, son père rentrant à la maison, le mazout qui s'épuise, lui et son père marchant vers la camionnette avec les jerricans, l'homme encapuchonné apparaît soudainement, s'arrête, écarte les jambes, vise... et tire. Le corps de Jesús Ulayar tombe lourdement sur le sol, touché par quatre balles. Cela me fait mal d'imaginer», a écrit son fils au fil des ans, «la souffrance du père qui perd irrémédiablement la vie, qui laisse sa femme et ses enfants, percevant impuissant ce moment où l'horreur plane sur la famille qu'il a fondée, soignée et protégée, et qu'il a irrémédiablement laissée sans défense».

Au moment du crime, il n'y avait pas de place pour la réflexion. Salvador Ulayar, âgé de treize ans, couru aussi vite qu'il le pouvait, de peur que le tireur ne l'abatte aussi. Plus d'une fois, il s'est reproché sa réaction: «Je ne suis pas venu à son secours, je n'ai pas pris sa main entre les miennes dans ce dernier instant. Je ne l'ai pas appelé "papa!" une dernière fois avec tout l'amour qui est contenu dans les mots les moins réfléchis et les plus sincères (...) Ces mots que l'on aurait dû dire mais que l'on n'a pas pu ou su dire et qui resteront suspendus (...) Je perdis quelques précieuses secondes pendant lesquelles j'aurais peut-être réussi à rejoindre mon père encore vivant, avec assez de lucidité pour savoir que son fils était avec lui pour lui dire au revoir».

Sa deuxième réaction fut de courir vers l'homme qui avait tiré les coups de feu, mais il s'éclipsa rapidement dans les ombres que les arbres accentuaient sur cette place, lieu privilégié des jeux de son enfance. Salvador aperçut seulement la Chrysler 180 que les assassins avaient volée, qui tournait au coin de la rue, avec ses feux de freinage allumés. Les deux phares rouges semblaient être une moquerie, un adieu sinistre. «Fils de putes !», leur avait-t-il crié. Des années plus tard, l'exclamation reviendrait plus d'une fois dans sa bouche lorsqu'il rencontra à Pampelune la même Chrysler que les terroristes avaient utilisée, désormais rendue à sa fonction de taxi.

Salvador Ulayar dit qu'une partie de lui est restée à jamais sur ce trottoir taché du sang de son père. Même le chaos qui suivit les coups de feu ne réussit pas à l'arracher de là. Il sait aujourd'hui que son professeur, Juan Mari Aguirre, le borda aux premières heures de la nuit sur les instructions de sa mère. Il se souvient même de lui avec une main posée sur son visage. Il sait que Don José Luis, le médecin, lui donna une pilule. Il sait qu'à un

moment donné, il répondit aux questions d'un journaliste du *Diario de Navarra*. Il ne connaissait pas son nom - José Miguel Iriberry - et ne pouvait pas non plus imaginer que cet entretien improvisé et dramatique aurait un épilogue insoupçonné et durable vingt ans plus tard. C'est peut-être ce qu'il a pensé le 24 janvier 2004 lorsqu'il a découvert José Miguel Iriberry parmi les participants à l'hommage rendu à son père. A cette époque, il était toujours journaliste et était aussi devenu un ami.

Salvador s'est parfois demandé ce qui se serait passé s'il n'avait pas dit à son père, ce jour-là, qu'il n'y avait plus de mazout. C'est une des questions de plus qui le taraudent inévitablement depuis lors.

Après les funérailles et l'enterrement, lorsque son frère Jesús retourna à Ceuta pour finir son service militaire et que José Ignacio reprit l'entreprise familiale, Salvador dû retourner à l'école. Seul un de ses camarades de classe lui dit quelque chose: «Toutes mes condoléances». Les autres feignaient une normalité qu'ils lui transmettaient presque. C'était un avertissement de ce qui allait arriver. Un jour, très peu de temps après l'attentat, alors qu'il marchait dans la rue, une femme lui demanda: «Bonjour, Salvador, comment vas-tu ? Il lui répondit sincèrement: «J'aurais aimé qu'ils nous tuent tous les deux». Et elle répondit: «Ne dites pas ça».

Ce n'est que plus tard qu'il put interpréter le sens ultime de tous ces événements, ces phrases d'engagement, ces regards compatissants, ces silences, ces réponses bien intentionnées. Celle qui a été transcrite n'était qu'une parmi tant d'autres: «De toute évidence, les mots de cette femme, comme ceux de nombreuses autres personnes à l'époque, étaient pleins de bonnes intentions. Des phrases toutes faites que nous prononçons sans réfléchir, sans tenir compte des effets qu'elles auront sur la personne à laquelle

elles s'adressent. La vérité est que j'ai écouté cette femme et que je n'ai jamais répété ces mots. Il est surprenant de voir comment la graine de ces mots a pris racine dans mon âme, mais elle a été opportunément fertilisée et arrosée par l'environnement qui m'entourait et qui regorgeait de la même chose. En réalité, je n'ai jamais dit quelque chose qui m'intéressait vraiment. Dans ces années-là, il n'y avait aucun moyen de soulager le désespoir et la douleur. Le monde des adultes restait lointain et celui de mes amis fut pratiquement un très long silence de 25 ans. Rien de plus. Entouré par ce paysage, j'ai fini par m'y intégrer. Je n'ai pas protesté, je n'ai pas demandé de comptes. J'ai accepté mon rôle: supporter, se taire, ne pas exister en tant que victime, être indifférent à la société et, ce qui n'est pas mieux, indifférent à moi-même. La rage et la douleur infinie ont été évitées et «le garçon», comme on m'appelait à la maison, a appris à les enfermer dans la chambre secrète de son âme et à jeter la clé de sa porte dans l'oubli. Je n'ai jamais connu l'étendue de ma solitude, de mon chagrin».

Salvador Ulayar s'étonne encore de la façon dont il a pu survivre à l'atmosphère «étouffante et oppressante» d'Etxarri Aranatz sans devenir fou. Le récit sans tabou qu'il a écrit pour lui-même, pour ses enfants, peut-être pour que d'autres puissent apprendre de ces pages ou s'y découvrir, est la meilleure source pour se faire une idée un tant soit peu approximative de ce qu'étaient ces années: «J'ai environ quatorze ou quinze ans, je suis assis avec mes amis devant l'école. Un garçon s'approche de moi et commence à dire quelque chose d'impertinent. J'essaie de ne pas m'en mêler, mais il finit par dire quelque chose sur ma famille: «Ce qui ne va pas chez vous, c'est que vous êtes aigris». Mon père n'avait pas été enterré depuis deux ans et cette machine à haine m'accusait d'être aigri. Un épisode inhabituel dans un monde normalisé, mais normal dans un

monde inhabituel. Le pire, l'infiniment douloureux, c'est que mes amis ne m'adressèrent aucun mot d'encouragement, ils ne firent aucun commentaire. Comme si cela n'était jamais arrivé. À vingt ou vingt-et-un ans, je marche sur le trottoir devant la mairie pour rentrer à la maison et je passe devant un petit groupe de "*Batasunos*". Si je les observe un par un, il n'y en a pas un pour racheter l'autre. Je ne les regarde pas, je les connais parfaitement. Soudain, une pierre de taille considérable tombe derrière moi et, heureusement, elle ne me frappe pas. Je n'ai pas bronché. Pendant ce temps, l'un d'eux cria: «Tu seras le prochain». Il était agacé que son ancien camarade de classe, en plus d'avoir survécu à l'épisode du meurtre de son père, se promène impunément dans son village».

Les choses ne s'améliorèrent guère lorsque Salvador déménagea à Pampelune pour poursuivre ses études. Au lycée Virgen del Camino, un de ses camarades de classe écrit «ETA, plus de mitrailleuse» sur son bureau lorsqu'il découvrit son histoire. Dans la résidence où il vivait, un religieux italien lui expliqua solennellement que la question dans «le conflit» était de savoir qui avait commencé le premier, Franco ou l'ETA: «Il était clair que Franco était venu avant l'ETA, donc il découlait de son affirmation que je devais supporter cette situation. Comme si ce gamin n'avait rien à faire de la justification politique que les assassins de son père voulaient mettre en avant. Comme si l'ETA se battait contre Franco et non contre un gouvernement ou un régime en Espagne, même s'il y avait une amnistie, une Constitution et une démocratie naissante. Je peux comprendre la confusion morale de ces années-là, ce que j'ai du mal à comprendre, c'est que cet homme m'ait dit cela si gratuitement. Pourquoi avait-il besoin de me blesser à ce point ?

Un soir, un de ses camarades de résidence lui a laissé une note anonyme sur son bureau, le traitant de «fasciste»

et d'«Espagnol». L'encre du stylo était très particulière et Salvador identifia rapidement l'auteur, un garçon de Durango connu pour ses proclamations nationalistes. «Je l'ai immédiatement dénoncé auprès de notre conseiller d'orientation. Il l'a admis et s'est excusé à contrecœur. Je me suis ensuite approché de notre conseiller d'orientation. Je ne comprenais pas pourquoi cet imbécile me taquinait et me traitait de "*fasciste*". Sa réponse fut une analyse calme et brève des idées politiques qu'il supposait que je pouvais avoir (à 14 ans !!), pour arriver à la conclusion que je correspondais à l'appellation de «fasciste». Ne pas être nationaliste et ne pas être de gauche, c'était la même chose que: 'un lieu où on pouvait cracher sur le «fasciste» du jour».

Il y a tant de souvenirs douloureux que lorsque Salvador Ulayar y revient, il le fait en diagonale: «La peur d'une lumière intensément douloureuse, qui me gêne et m'aveugle, m'oblige à être prudent et oblique».

La libération des assassins après 1996 rendit le poids de sa biographie encore plus lourd, même s'il vivait déjà loin d'Etxarri. Il souffrit de manière indicible lorsque son frère José Ignacio rencontra pour la première fois Vicente Nazábal et lorsque Jesús le rencontra aux urgences et que l'épisode qui s'y déroula se termina par un procès pour infraction mineure. Le jour J, Salvador se rendit au tribunal pour soutenir son frère. En s'approchant de la salle d'audience, il découvrit un sourire dirigé vers lui dans le groupe venu soutenir Vicente Nazábal. Il s'agissait d'une fille d'Etxarri Aranatz qui, des années auparavant, avait fait partie de son groupe d'amis et qui était actuellement la petite amie de l'assassin de son père.

Peu de temps après, Salvador lui-même rencontra dans la rue l'homme qui, le 27 janvier 1979, s'est arrêté à trois mètres de son père, jambes écartées, et lui tira dessus à cinq reprises. C'était dans la rue Arrieta à Pampelune. Le

jeune Ulayar marchait sur le trottoir avec une autre personne et vit Vicente Nazábal sortir d'un magasin. «Meurtrier», s'exclama-t-il dès qu'il le reconnut, encore à quelques mètres de lui. Il lui tint alors tête et lui dit que sans son «petit pistolet» il n'était personne, et où était-il. L'autre, «entre perplexité et défi», le traita de «fou» et de «croque-mort», en référence à l'entreprise familiale de pompes funèbres. Salvador lui rappela à nouveau que c'était un meurtrier, à ce moment son téléphone portable sonna et Nazábal en profita pour partir.

Ces années furent très difficiles. À partir de 1996, la tristesse et l'angoisse le conduisirent à la dépression, et la vie lui était devenue insupportable. Plus d'une fois, il a demandé à Dieu de la lui ôter. Maribel et les enfants étaient la principale raison pour continuer à vivre. J'ai le sentiment, écrit-il, d'avoir vécu pendant de nombreuses années, avant, pendant et après ma dépression, avec un gîte inconnu, avec un poids inquiétant. Après les moments difficiles qui ont suivi la mort monstrueuse de mon père, personne ne m'interrogea sur mon éventuel traumatisme, j'ai pensé que ce ne devait pas être un gros problème. Depuis que je suis enfant, j'ai supposé que le fait d'assister au meurtre de mon père, tout en craignant le mien, n'était pas une raison suffisante pour exploser de colère, pour pleurer de rage, pour demander justice, pour presque tout. Ma sensibilité a été bouleversée pendant ma jeunesse. En conséquence, je ne savais pas comment évaluer correctement le contre-poids dont ma douleur avait besoin, ce que je pouvais exiger de mon entourage pour compenser le traumatisme».

Ce gîte s'est parfois manifesté par un rejet convulsif de toute nouvelle, conversation ou commentaire lié au terrorisme. Ses réactions sont devenues disproportionnées, voire irrationnelles, et contenaient parfois une colère injustifiée qui finit par retomber sur sa propre famille. Ses notes

personnelles contiennent un passage qui illustre très bien cette situation: «Une nuit, alors qu'une manifestation de Batasuna avait été convoquée pour une raison dont je ne me souviens pas, ma tante Martina, la sœur de mon père, était chez ma mère à Etxarri. Elle avait l'intention de sortir sur le pas de la porte et, par sa présence, défier le cortège soutenant l'ETA qui défilait dans notre rue. Mon sang ne fit qu'un tour et je lui criai de ne pas le faire. Elle, une Ulayar comme moi, insista. Ma mère resta silencieuse, mais sa présence dans l'embrasement de la porte m'exaspéra encore plus. Ceci me bouleversa totalement. J'avais peur pour ceux qui vivaient encore dans cette maison d'Etxarri: ma mère, mon frère José Ignacio et sa famille. Ni la tante Martina (qui, comme moi, était soumise à sa propre histoire, celle de la sœur de l'homme assassiné) ni, surtout moi, n'avons su garder notre calme, réprimer notre caractère, nos émotions. Quelques minutes plus tard, nous étions tous deux en train de pleurer dans les bras l'un de l'autre».

Le trou était très profond, mais il réussit à en sortir. Sa femme fut le soutien stable, constant et inébranlable qui l'aida à remonter à la surface: «Sans la présence toujours sûre et aimante de ma chère Maribel, je ne sais pas ce que je serais devenu. Elle a été le moteur qui a fait tourner mon monde à une époque où je n'étais, trop souvent, pas beaucoup plus qu'un individu qui vivait chez elle et mangeait régulièrement à sa table».

Dans le processus de guérison de Salvador Ulayar, sa volonté d'ouvrir tous les recoins de son être fut un facteur déterminant, d'ouvrir la chambre secrète de son âme, pour ainsi dire, afin que l'air puisse circuler et que les nœuds du passé puissent être défaits. Il y a eu des séances de thérapie, des amis qui lui ont donné un coup de main dans différents domaines, les Pâques qu'il a passés en 2001 chez les Maristas à Lardero fut inoubliable, et Maribel était

toujours là. Mais ce qu'il appelait son rétablissement dans la vie civile était toujours en suspens.

Un dimanche de 2003, alors qu'il se promenait avec sa femme et ses enfants, Pilar Aramburo, ancienne mairesse socialiste de Burlada, ancienne députée provinciale et l'un des piliers de *Libertad Ya*, l'appela sur son téléphone portable. Elle lui expliqua que quelques jours plus tard, le procès contre les assassins de Tomás Caballero allait se tenir à la Cour d'assises spéciale de Madrid, et qu'ils avaient pensé à affréter un bus depuis Pampelune pour soutenir la famille. Il décida d'y aller sans hésiter. Le lendemain, le journaliste José María Calleja lui téléphona pour lui demander de participer à une table ronde sur les victimes du terrorisme qui devait se tenir à la Casa de América à Madrid. L'idée était qu'il parle de son expérience. Le rendez-vous était fixé le jour même et il accepta également.

Avec ces deux ingrédients, le 7 mai 2003 fut un jour important dans la biographie de Salvador Ulayar. A une heure du matin, il partit pour Madrid dans le bus de *Libertad Ya*. Le voyage fut long, mais il donna lieu à des discussions agréables et prolongées. Avant d'entrer dans la Cour d'assises spéciale de Madrid, il put saluer les frères et sœurs Caballero. Il vécut avec indignation ce qui se passa à l'intérieur de la salle d'audience blindée, où les accusés furent expulsés en tapant sur la vitre. Il se rappela à un moment donné que lorsque le procès contre les meurtriers de son père eu lieu, la famille n'en eu même pas connaissance. Et il n'y eu aucun bus pour aller nulle part.

À la fin de l'audience, à l'extérieur du bâtiment, certains membres de *Libertad Ya* déroulèrent une bannière et se placèrent devant la Cour d'assises spéciale de Madrid. Il y avait des photographes et des caméras de télévision. Salvador hésita un instant, mais prit le morceau de tissu et se plaça derrière. Quand il repense à ce moment, les images

défilent au ralenti dans sa mémoire. «Quelque chose a commencé à se réveiller en moi», écrira-t-il plus tard.

Le soir, il raconta son histoire lors de l'événement organisé par *Basta Ya* à la Casa de América. Il était à table avec José Javier Uranga, ancien rédacteur en chef du *Diario de Navarra*, criblé de balles en 1980 sur le parking du journal ; Pilar Elías, veuve de Ramón Baglieto, assassiné en 1980 par un membre de l'ETA à qui il avait sauvé la vie lorsqu'il était enfant ; Patxi Elola, ancien membre de l'ETA, conseiller municipal PSE-EE de Zarautz, jardinier de profession, obligé de porter des gardes du corps alors qu'il taillait une haie ou élaguait quelques acacias ; Vanesa Vélez, conseillère municipale du PP ; et Maite Pagazaurtundua, conseillère municipale socialiste d'Urdieta et sœur de Joxeba, tué par les terroristes trois mois plus tôt. Il fut frappé en son for intérieur par tous les témoignages. Le public écouta avec émotion chacun d'entre eux. À la fin, les intervenants partagèrent un dîner convivial.

Ce fut une journée magique. Salvador lui-même la résume dans ses mémoires improvisées: «Ce jour-là, avec le bus qui partait à l'aube pour Madrid, pour les familles des victimes, pour les Caballeros, pour moi-même ; le moment où j'ai tenu et fait mienne la banderole *Libertad Ya* sur le trottoir de la Cour d'assises spéciale de Madrid et mon intervention dans la Casa de América avec *Basta Ya*, s'est installé en moi comme le moment de mon départ définitif vers le soleil, la pluie et le froid. À l'extérieur qui rend les victimes visibles, en demandant justice. Rétabli en tant que citoyen, civilement ressuscité, j'ai décidé que je ne resterais plus silencieux. Les revendications des victimes, mes revendications, tout cela me guérit. Ce jour-là, la justice légale a commencé à être rendue pour Tomás, mais la justice a également été rendue pour Jesús Ulayar par le biais de son fils qui fut témoin de son meurtre dans la crainte de sa

propre mort. Celui qui, plus tard, avait souhaité être tué, commença à vivre avec une plus grande dignité, avec un grand épanouissement.

L'une des conséquences du rétablissement civil de Salvador fut son engagement croissant dans la plateforme citoyenne Libertad Ya (Liberté maintenant). Il participa à plusieurs des événements qui furent organisés, aida à la préparation de certains autres, trouva en très peu de temps la consolation et l'amitié qui lui avaient manqué pendant les 25 années précédentes, et vécu en première ligne les événements préliminaires qui conduisirent au 24 janvier 2004, jour qui marqua la fin définitive de son parcours tourmenté.

Comme il aima distribuer des baisers et des accolades aux portes du cimetière ou dans l'atrium de l'église. Comme il se sentit ému de déplacer les conteneurs à déchets. Comme il fut heureux d'apposer ses mains blanches sur le mur de la maison, juste à côté de celles de Gotzone Mora. Il fut ravi de voir tant d'amis et de connaissances dans son village. Personne mieux que lui ne peut dresser le bilan de ces heures intenses et inégalables à Etxarri Aranatz: «Quand je regarde les vidéos et les photos et que je vois tant de gens, sans une once de rancœur, je me dis: Où étiez-vous tous ? J'avais tellement besoin de vous ! Mais maintenant que vous êtes avec moi, je ne me souviens plus de cet hiver de la mort, je ne vois que ce printemps dans lequel je suis resté pour vivre. Le 24 janvier 2004, j'ai effectué le trajet le plus agréable de ma vie vers Etxarri Aranatz en moins d'une demi-heure. Cependant, l'autre voyage à Etxarri à la recherche du garçon sur le trottoir en 1979 m'a pris 25 ans et ce n'est pas ma voiture qui m'y a emmené. J'ai été aidé par tous ceux qui ont su être solidaires de cet enfant, me donner le réconfort et l'affection dont j'avais besoin».

ROSA MUNDIÑANO DES LARMES INESTIMABLES

Rosa Mundiñano Ezcutori ne se trouvait pas au cimetière d'Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004. Elle aurait aimé ressentir la chaleur que tant d'amis connus et inconnus avaient apportée sur la tombe de son mari, mais sa hanche l'en empêcha et elle dû à la maison. Elle imagina du mieux qu'elle put les événements qui avaient tenu ses enfants en haleine les jours et les semaines précédentes, et pria pour que tout se passe bien pendant que la foule marchait du cimetière vers le centre de la ville. Lorsque les participants arrivèrent sur les lieux du crime, elle quitta la vieille maison familiale, aidée par sa béquille, et alluma l'une des 25 bougies qui ont rendu sa dignité à l'espace occupé jusqu'alors par quelques poubelles. Jesús, José Ignacio, Mari Nieves et Salvador étaient là, émus et heureux. Salvador l'avait aidée à placer la bougie, mais il est possible que ni lui ni les autres n'aient pu deviner la portée de ce geste symbolique qui unissait sa mère aux autres participants à l'hommage. Il n'est pas facile de se faire une idée du chagrin d'une veuve, et encore moins à Etxarri Aranatz.

Rosa Mundiñano a aujourd'hui 78 ans et vit à Pamplune avec son fils José Ignacio, sa belle-fille Blanca et trois de ses sept petits-enfants. Elle vivait également avec eux à Etxarri Aranatz lorsque les assassins de son mari ont été libérés de prison en 1996. C'est l'épisode définitif qui l'a éloigné de son village, de l'endroit où ses ancêtres se sont perdus, de l'endroit taché à jamais du sang de Jesús Ulayar Liciaga.

Deux traits ont toujours distingué Rosa Mundiñano sans équivoque: sa dignité et sa discrétion. Sa seule intervention publique eu lieu quatre ou cinq jours après

l'attentat, alors qu'elle venait de devenir une victime. Avec l'aide de ses enfants et de quelques amis, elle écrit une lettre qu'elle envoya au journal local afin de faire cesser les calomnies que certains voisins continuaient à lancer contre Jesús Ulyar alors que la terre dans laquelle il avait été enterré était encore fraîche. Elle avait également l'intention de répondre aux accusations que les terroristes avaient formulées publiquement en revendiquant le crime. La missive était intitulée «En l'honneur de la vérité» et a été publiée dans le *Diario de Navarra* le 4 février 1979.

Elle commençait ainsi: « En tant qu'épouse de Jesús Ulyar, décédé à Etxarri Aranaz le 27 du mois dernier, et au nom de mes enfants, je tiens à remercier tous ceux qui m'ont exprimé leurs sentiments, leur affection et leurs encouragements ces derniers jours ; et je souhaite répondre à certaines informations tendancieuses de la presse qui déforment l'image réelle de ce qu'était mon mari ».

Elle ajouta: «La raison de son assassinat semble être, selon la revendication, que «pendant ses quatre années de mandat de maire, il a mené des activités anti-citoyennes et anti-basques». Il est vrai qu'il y a eu une division dans la ville (pas du peuple contre le maire, mais du peuple contre le peuple). La cause principale est la construction de logements dans les locaux des anciennes écoles. Après plusieurs jugements, les tribunaux se sont prononcés en faveur du défunt. Je ne sais pas si d'autres intentions ou intérêts étaient impliqués dans la promotion d'une telle division ; le juge suprême nous éclairera à ce sujet en temps voulu.»

Rosa poursuivit en évoquant le caractère de son mari et ses efforts pour Etxarri: «Je suis fière de l'honnêteté, du sens de la justice et du dévouement dont il a fait preuve (parfois au détriment de sa propre famille). Quant à l'étiquette d'«antivasquiste», nous connaissons tous son enthousiasme pour la langue ; à titre d'exemple: les subventions obtenues

pour les pro-ikastolas, les semaines culturelles basques, qui se sont tenues à l'époque sous sa responsabilité, l'offre de locaux municipaux pour l'ikastola locale, etc. Ces activités sont-elles antibasques ? Est-ce que penser d'une manière ou d'une autre donne le droit de tuer les uns, et le malheur de mourir aux autres ? Puissent ces lignes contribuer à remettre les pendules à l'heure. Je demande seulement que, étant donné que justice ne lui a pas été rendue de son vivant, sa réputation soit respectée après sa mort.

La lettre se terminait par un paragraphe admirable: «En tant que croyante, j'offre un pardon sincère, malgré la douleur, à tous ceux qui ont été impliqués dans le meurtre de mon mari, qu'ils soient informateurs ou bourreaux. Je leur dirais seulement de se souvenir de leurs mères et, que lorsqu'ils tuent un homme, ils pensent aux veuves et aux orphelins qu'ils laissent derrière eux».

Ses mots furent de peu d'utilité. Si, avant le 27 janvier 1979, Rosa avait été l'aimable giron que son mari et ses enfants trouvaient lorsqu'ils rentraient chez eux blessés par les calomnies ou les insultes, après cette date, elle devint le refuge dont ces derniers avaient besoin pour survivre. Salvador écrit que sa mère «avait tenu le coup» lorsqu'il en avait le plus besoin: «Je rentrais à la maison, je trouvais ma mère et je me sentais bien, en sécurité. Je lui racontais ma dernière histoire et elle était mon refuge. Ma mère parlait peu et elle gardait en son for intérieur ces incidents comme beaucoup d'autres qu'elle avait dû vivre avec mon père et après son assassinat. Je ressentais que ma mère dédramatisait la situation, et donc ça me suffisait».

Et on pourrait dire la même chose du reste. Cependant, Rosa dû vivre en même temps avec l'ombre très personnelle de sa propre douleur. «Nous les enfants», ajoute le plus jeune des Ulyars, «nous apportons de la compagnie, de l'affection, des encouragements, du travail... mais rien

qui puisse combler l'énorme vide que les balles avaient provoqué dans sa vie, le vide douloureux laissé par son mari». Quelques lignes plus loin, elle reconnaît que ses quatre enfants ont pris leur responsabilité dès qu'ils en ont eu l'âge et la capacité, et qu'ils ont tous fondé leur propre famille. Nous avons réalisé des projets de vie qui nous satisfont, conclut-elle, mais, à part les enfants et les petits-enfants, le projet de Rosa Mundiñano a disparu après les cinq coups de feu.

En réalité, le projet de Rosa Mundiñano, les illusions qu'elle avait sans doute nourries en épousant Jesús Ulayar en 1955, avaient été brisés bien avant le crime. Les histoires que racontaient ses enfants en rentrant de l'école, celles qu'elle devinait à la mine crispée de son mari, les commentaires furtifs qu'elle surprenait lorsqu'elle sortait faire les courses, les humiliations, les insultes, les silences, la solitude et la peur minaient toute aspiration au bonheur ou même toute aspiration à une vie normale. Même parmi ses proches, elle ne trouva pas le soutien qu'elle aurait souhaité. L'un de ses frères avait participé à plusieurs des manifestations et sit-in organisés dans le village pour critiquer le maire. Plus d'une fois, Rosa avait pu distinguer sa voix parmi les slogans des manifestations qui passaient sous sa fenêtre alors qu'elle s'affairait dans la cuisine. La nuit de l'assassinat, ce frère s'était présenté à la maison. Elle le regarda en larmes et l'invita à monter dans la pièce où le corps avait été placé: en lui disant qu'il pouvait dire ce qu'il voulait, qu'il pouvait se moquer de lui, qu'il était mort et qu'il ne pouvait plus lui répondre. Il sortit indigné, prétextant qu'il avait été jeté dehors.

Mais sa sœur avait d'autres choses à régler ce soir-là. Malgré la douleur qui la déchirait de l'intérieur et de l'extérieur, Rosa sut gérer toutes les situations qui se présentèrent. Elle dut réprimer ses larmes inconsolables dans la

cuisine pour chercher le drap blanc qu'ils avaient demandé pour recouvrir le corps, elle s'était assurée que quelqu'un aille attendre José Ignacio à la gare, elle suggéra au professeur de s'occuper de Salvador, elle reconforta Mari Nieves du mieux qu'elle put... L'avenir de leur mariage venait de s'évanouir en cinq coups de feu, oui, mais là, alors que la dépouille de son mari reposait dans la pièce voisine, elle mit un autre projet en marche: donner un avenir à ses enfants malgré l'absence de leur père.

C'est cette détermination qui a donné sens à toute sa vie depuis lors. Les jours et les semaines qui suivirent le meurtre n'en furent pas moins difficiles, mais elle était toujours sortie dans la rue la tête haute. Certains de ses voisins se sentaient obligés de le faire lorsqu'ils la croisaient dans le village.

Elle ne manqua jamais de respect à personne. Un jour, peu après l'arrestation des auteurs du crime, elle rencontra la mère des frères Nazábal à la messe. Alors qu'elle sortait de l'église, Rosa était restée dans l'atrium à discuter avec quelques dames du village. La mère des bourreaux était également partie, mais en évitant le groupe. Cependant la veuve de Jesús Ulayar l'appela affectueusement: «Venez, madame, on n'a rien contre vous ici».

Ce furent des années d'infamie, d'abandon et de résignation, mais elle sut les affronter avec force et élégance. Ce n'est que lorsque les meurtriers quittèrent la prison et retournèrent à Etxarri qu'elle accepta de partir comme l'avait proposé José Ignacio. Les terroristes ne lui avaient pas permis de vivre dans le village avec son mari et ne semblaient pas non plus disposés à la laisser y vivre avec ses petits-enfants.

À cette époque, un couple d'amis de José Ignacio et de Blanca, avait adressé à la famille un message touchant: «Nous avons un million de pesetas à la banque. Ce sont

nos économies. Prenez-les et partez très loin d'ici». Les Ulayars furent touchés par cette proposition, mais la décision était déjà prise.

Depuis leur départ, les relations de Rosa avec son village furent plutôt sporadiques. Ses voisines et amies la reconnurent - avec son inséparable béquille - sur l'une des photos publiées dans le journal du 4 décembre 2000, lorsque le gouvernement avait remis la médaille d'or de Navarre aux victimes du terrorisme. Sur la photo, on la voit s'approcher du président pour recevoir sa décoration, aidée par Salvador. Peut-être l'ont-elles également aperçue sur la photo de groupe que les victimes avaient prise le 6 novembre 2001 avec le prince des Asturies, lors de sa visite en Navarre. Ses enfants racontèrent ce jour-là à Don Felipe quelques détails de l'histoire de la famille et l'héritier, qui la connaissait déjà, reconnut que cela «donnait froid dans le dos». Rosa était à peine intervenue. Ce ne fut pas nécessaire. Elle était présente, en toute discrétion.

Comme la *Femme en rouge sur fond gris* de Miguel Delibes, elle aussi, par sa seule présence, atténuait la tristesse de la vie. C'est pourquoi l'événement du 24 janvier 2004 fut une reconnaissance à son abnégation, à son dévouement, à son courage, à ses 25 ans de veuve à Etxarri Aranz. L'événement était un hommage à Jesús Ulayar, mais les deux mille personnes présentes, même sans le savoir, lui rendaient également hommage.

Deux jours plus tard, lors d'une interview, on demanda à Salvador comment sa mère avait vécu les différents événements organisés dans le village. Il répondit: «Ma mère est forte. Mais elle est très touchée. Elle est manifestement heureuse et satisfaite. Lorsqu'elle était assise sur le premier banc de l'église et que les gens passaient pour nous dire au revoir, la satisfaction sur son visage, son sourire et ses larmes n'avaient pas de prix, c'était fantastique».

LINA NAVARRO AFFECTION AVEC 25 ANS DE RETARD

La première fois que Lina Navarro Florido s'était rendue à Pampelune, c'était pour récupérer le corps de son mari. C'était le 2 janvier 1979 et Francisco Berlanga Robles, un démineur de la police nationale, était mort lorsque l'engin qu'il tentait de désactiver avait explosé. Il allait retourner à Malaga et retrouver sa femme et ses trois enfants à peine un mois plus tard.

Le 24 janvier 2004, Lina Navarro se trouvait à nouveau dans la Communauté autonome de Navarre. Elle avait parcouru les 900 kilomètres qui séparaient Malaga de Pampelune pour assister à la cérémonie du souvenir organisée dans la caserne de Beloso par les collègues de son mari et pour recevoir l'hommage d'affection que les deux mille personnes d'Etxarri Aranz, répondant à l'appel de Libertad Ya, avaient voulu lui offrir à Etxarri Aranz. Le 24 janvier 2004, Francisco Berlanga fut le principal protagoniste de la journée, aux côtés de Jesús Ulayar.

Quelle différence entre les deux voyages ! La Lina de 1979 était une femme de 24 ans qui avait placé ses trois enfants - l'aîné âgé de cinq ans et le plus jeune de neuf mois - du mieux qu'elle avait pu, et avait traversé la péninsule totalement anéantie par la nouvelle qu'elle venait de recevoir. Elle ne connaissait pas encore le goût amer de la solitude qui allait suivre. La Lina de 2004 rencontra une veuve et ses quatre enfants qui la traitèrent comme si elle était de la famille et elle reçut, de manière concentrée, l'affection et la gratitude que la Navarre ne lui avait pas données au cours des 25 années précédentes.

En réalité, la première information qu'elle reçut le 2 janvier 1979 était une demi-vérité. «Votre mari a eu un accident», lui dit-on par téléphone depuis Pampelune. «Je craignais le pire, mais je ne croyais pas qu'il était mort», avait-elle déclaré lors d'une interview des années plus tard. Elle avait fait tout le voyage dans l'espoir de retrouver Paco vivant.

Ce n'est qu'à son arrivée dans la capitale de la Navarre qu'on lui avait annoncé le dénouement et les détails de ce qui s'était passé. Le caporal Berlanga avait été tué tôt ce matin-là sur la Place du Château. Un membre de l'ETA avait placé une bombe à côté de la porte de l'agence immobilière Jiménez Fuentes. L'explosif était dans un sac en plastique. La police avait été alertée et plusieurs techniciens avaient été appelés sur les lieux pour désactiver le dispositif. Francisco Berlanga avait prévenu les employés de la pharmacie voisine, mais il n'eut pas le temps de faire autre chose: la charge explosa sans qu'aucune des protections utilisées par les démineurs dans leur travail n'ait été mise en place. L'onde de choc lui avait sectionné les 4 membres et il était mort sur le coup.

Lina Navarro avait parlé à son mari plus d'une fois des risques du métier de policier en Navarre. Il ne s'agissait pas seulement de théories plus ou moins bien fondées. Dans les treize mois précédant l'explosion de la Place du Château, l'ETA avait tué trois agents des forces de sécurité en Navarre, ses trois premières victimes. Le premier à tomber fut Joaquín Imaz Martínez, commandant en chef de la police armée. Le 26 novembre 1977, les terroristes l'attendaient à côté de sa voiture, garée près des arènes, et l'abattirent alors qu'il s'approchait. Il avait 50 ans. La deuxième victime fut José Manuel Baena Martín, inspecteur de police, mort lors d'une fusillade dans le quartier de San Jorge le 11 janvier 1978. Les jours précédents, des arrestations avaient

eu lieu dans plusieurs endroits de Pampelune. Les agents avaient des soupçons sur un appartement qui pourrait être utilisé par des membres de l'ETA. Il était vide à leur arrivée et ils décidèrent d'attendre l'arrivée des militants. Ceux-ci, remarquant la présence de la police, n'avaient pas hésité à ouvrir le feu. L'inspecteur Baena et les deux membres de l'ETA avaient été abattus: Joaquín Pérez de Viñaspre et Ceferino Sarasola Arregui, tous deux originaires de Guipúzcoa. Le troisième attentat meurtrier eut lieu le 9 mai 1978. Les terroristes avaient placé une bombe sous le Portal Nuevo, à la sortie de Pampelune vers Saint Sébastien, et l'avaient fait exploser au passage d'une jeep de la Garde civile. Manuel López González, qui venait de terminer son service en tant que gardien à la gare, avait été tué. Il avait 23 ans, était originaire de Cáceres et était sur le point de se marier.

Les morts représentaient sans doute le bilan le plus lourd, la vitrine la plus noire de la situation, mais la vie quotidienne était également imprégnée de violence. Paco Berlanga avait peut-être minimisé la situation lorsqu'il l'avait racontée à Lina au téléphone, mais il était très difficile, presque impossible, pour un policier d'échapper à la tension. L'ordre public était un problème quotidien. Les événements après l'attentat de Portal Nuevo en furent un bon exemple. Les funérailles de Manuel López eurent lieu à midi, le 10 mai en l'église des Paúles, à La Milagrosa. Dans l'après-midi, alors que les esprits sont encore échauffés par le crime, un groupe d'extrême droite provoqua de graves heurts dans le Vieux Quartier. Il était composé de personnes armées de bâtons, de matraques, de chaînes et de pistolets. Certains ultras avaient tenté sans succès de prendre d'assaut le siège de LKI, situé au 31, rue Zapatería. Des affrontements avec les jeunes du camp nationaliste n'avaient pas tardé à éclater. Il y eut des barricades, des

vitres brisées, des voitures détruites et plusieurs blessés graves. Le blessé le plus grave fut Juan Antonio Eseverri Chávarri, 54 ans, garde civil de profession, qui portait des vêtements civils pendant la bagarre. Il reçut quatre coups de couteau qui le laisseront entre la vie et la mort dans la rue Chapitela. La police arrêta 52 personnes qui passèrent la nuit au poste de police. Juan Antonio Eseverri mourut une semaine plus tard, le mercredi 17 mai. La tension augmenta à nouveau. Certains des 52 détenus furent accusés d'être les auteurs des coups de couteau et le juge envoya cinq d'entre eux en prison. Leurs familles et amis, convaincus de leur innocence, avaient rendu visite au gouverneur civil et au président de la Cour d'assises spéciale pour leur demander d'accélérer l'enquête. Le 25 juin, à l'approche des Sanfermines, les représentants des *peñas* s'étaient enfermés dans l'hôtel de ville pour exiger la libération des détenus. Le *chupinazo* (coup d'envoi) de cette année-là avait été lancé depuis le premier étage. Une banderole traversait la façade de la mairie avec les mots «Para San Fermín todos en casa» («Tout le monde à la maison pour San Fermín»). Le 8 juillet, à la fin de la corrida, un groupe de jeunes avait déployé dans l'arène une autre banderole appelant à l'amnistie. Il y eut quelques bagarres dans les gradins et, soudain, la police nationale fit irruption dans les arènes en tirant des fumigènes, des balles en caoutchouc et, comme il s'est avéré plus tard, des balles réelles. Les heurts furent spectaculaires. Alors que certains tentaient de se frayer un chemin dans la confusion, d'autres lançaient des coussins et toutes sortes d'objets sur les officiers, qui durent battre en retraite. Les affrontements se poursuivirent dans la rue. Pampelune se convertit en une ville violente et dangereuse durant toute cette nuit-là. La musique des charangas avait été remplacée par une bande sonore de coups de feu et de sirènes, et le paysage traditionnel des fêtes de San Fermin

avait fait place à des bagarres, des poursuites, des barricades et des blessés. Plus de 150 personnes avaient été emmenées dans les différents centres de santé de la ville et 78 avaient été admises à l'hôpital. Au moins six personnes avaient été blessées par balle et une avait été tuée: Germán Rodríguez Sáiz, abattu à proximité des arènes entre 22h00 et 22h10. Un conducteur passant par l'Avenue de Roncesvalles l'avait emmené dans sa Renault 8 à l'hôpital de Navarre. Opéré à minuit, mais décéda vers deux heures du matin. Trois jours plus tard, les fêtes furent suspendues.

Telle était l'ambiance où travaillait Paco Berlanga et ses collègues en 1978, une année au cours de laquelle l'ETA avait assassiné 69 personnes, presque autant que dans toute son histoire antérieure. Le jeune caporal acceptait les risques en échange d'un transfert imminent à Malaga, où il pourrait enfin retrouver Lina et leurs trois enfants. Paradoxalement, les trois dernières interventions furent trois alertes à la bombe le 6 décembre, lors du référendum au cours duquel la Navarre et l'ensemble du pays avaient majoritairement dit oui à la Constitution. Ce jour-là, les Espagnols avaient décidé eux-mêmes comment ils voulaient vivre, alors que dans un coin de la capitale de Navarre, quelqu'un préparait déjà l'explosif qui, trois semaines plus tard, le priverait de son droit le plus fondamental.

Lina ne put s'empêcher de se remémorer certains des épisodes décrits alors qu'elle marchait dans les rues d'Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004. Elle portait la casquette qui appartenait à son mari et la déposa près des bougies allumées devant la maison des Ulayar, à côté du bâton de commandement de l'ancien maire. Elle semblait heureuse, peut-être un peu surprise par la chaleur humaine qui l'enveloppait, rien à voir avec les funérailles précipitées qui avaient eu lieu en 1979 avant qu'une camionnette n'emporte la dépouille de l'artificier Francisco Berlanga hors de

Navarre. Les photos de cette messe montrent également la casquette de l'officier, placée sur le cercueil. Le cercueil était entouré de plusieurs collègues du défunt qui tentent de garder leur sérénité dans une petite chapelle lugubre.

Beaucoup de ceux qui assistèrent aux événements d'Etxarri ne savaient pas qui était Lina. Ils ne connaissaient pas l'histoire de cette femme souriante qui se promenait au bras d'un des Ulayars. D'autres devinèrent son passé et son statut de victime grâce à la casquette de police qu'elle portait. Fernando Jiménez Fuentes n'avait jamais parlé à la veuve du caporal Berlanga, mais le 24 janvier 2004, il savait que le moment était venu de lui dire quelque chose.

Ses 83 ans le poussèrent en quelque sorte à franchir le pas. Il aurait pu être la première victime mortelle de l'ETA en Navarre si les terroristes avaient tiré avec la mitraillette qu'ils lui avaient posée sur la tempe le 19 octobre 1977. Mais les trois hommes cagoulés qui firent irruption ce jour-là dans sa maison de la Plaza Conde de Rodezno à Pampelune ne voulaient que de l'argent. Les militants avaient bâillonné sa femme, sa fille, sa femme de chambre et le portier avant de menacer Fernando Jiménez. Quatre jours plus tôt, le Congrès avait adopté la première loi d'amnistie, qui avait permis à de nombreux prisonniers politiques de retourner dans les rues, y compris un certain nombre de membres de l'ETA, mais la bande armée, loin de rejoindre le paysage démocratique, avait entamé une de ses campagnes d'extorsion pour collecter des fonds. Fernando Jiménez Fuentes avait déménagé à Madrid après le cambriolage, mais avait maintenu son entreprise à Pampelune: une agence immobilière sur la Place du Château. C'est là, le 2 janvier 1979, que les terroristes posèrent la bombe qui tua Francisco Berlanga.

Le 24 janvier 2004, il se rendit à Etxarri Aranatz en compagnie de sa fille et de son gendre. Il chercha le moment

le plus opportun pour approcher Lina Navarro à plusieurs reprises et y parvint après avoir allumé l'une des 25 bougies placées devant la maison des Ulayar. «La bombe qui a tué votre mari était pour moi», lui dit-il.

CONSEILLERS ET MAIRES LA RELÈVE

Depuis le 27 janvier 1979, il n'y a pratiquement plus de conseillers non-nationalistes à Etxarri Aranatz. Toutefois, le 24 janvier 2004, des conseillers et des maires de différents partis compensèrent symboliquement cette absence en manifestant silencieusement dans les rues de la ville. Ils ont tous connu de près les difficultés du travail municipal, les malentendus, les critiques infondées et la solitude de cette position, et ils purent ressentir plus précisément combien Jesús Ulayar avait dû souffrir avant son assassinat.

Il y avait des représentants de différentes localités. Mariano García Garrancho et Antonia Román Casasola n'eurent que quelques kilomètres à parcourir pour assister à l'hommage, puisqu'ils habitent tous deux à Alsasua. Ils sont mari et femme, tous deux appartiennent au conseil municipal et leur présence à un événement comme celui d'Etxarri était presque inévitable après les événements qu'ils étaient vécus au cours des mois et des années précédents. Il appartient au PSOE et elle, à l'UPN.

Contrairement à Jesús Ulayar, dont la généalogie est ancrée dans les fondations de La Barranca, Mariano et Antonia viennent de loin: lui est né à Alcántara, dans la province de Cáceres, et elle est originaire de Vélez-Málaga, au bord de la Méditerranée. Leurs deux familles émigrèrent en Navarre à la recherche des opportunités qui leur étaient refusées dans leur région d'origine. Ils se rencontrèrent à Alsasua et se marièrent à Alsasua en 1974. Aujourd'hui, ils ont deux fils âgés de 28 et 23 ans. Ils ont le même âge: 54 ans. Mariano travaille dans une usine d'Alava où il travaille du matin ou de l'après-midi, et Antonia est employée de la poste.

En 1979, quelques semaines après l'assassinat de Jesús Ulayar, au cours d'une réunion entre voisins, Mariano s'était plaint en public d'un discours que quelqu'un avait tenu auparavant sur «les habitants natifs du village et les autres», un thème récurrent depuis des années dans une ville à forte densité d'immigrants. À la suite de cette réunion, les socialistes s'intéressèrent à lui et il finit par se présenter aux élections avec eux, mais en tant qu'indépendant. Il obtint un siège lors de ces premières élections et l'a renouvelé périodiquement, à l'exception d'une législature. Aujourd'hui, il est conseiller municipal et cela, depuis près de vingt ans.

Quand il s'est présenté la première fois, sa femme était d'accord. «J'ai même aimé qu'il le fasse», déclara à cette occasion Antonia Román, *Toñi* pour la plupart des gens. «Ça me faisait plaisir de le voir si désireux de travailler pour le village et d'essayer d'améliorer la vie des villageois. Elle ne se doutait pas encore des désagréments que l'activité municipale leur apporterait, à elle et à son mari: les séances plénières tendues et crispées qui suivaient un attentat de l'ETA ou l'arrestation d'un habitant d'Alsasua, les commentaires furtifs que l'on devinait en marchant dans la rue, les affiches, les insultes, les graffitis, la photo encadrée dans une cible...

Antonia n'eut donc pas d'autre choix que d'apprendre à vivre avec les circonstances du paragraphe précédent et ses conséquences: s'habituer à la présence permanente d'un garde du corps, vérifier le dessous de la voiture ou prêter une attention particulière aux personnes qui se promènent dans la rue finirent par devenir des habitudes presque quotidiennes. Cependant, aucune de ces adversités ne l'empêchèrent de se faire sans cesse la même réflexion: «Si aux élections provinciales, un bon nombre d'habitants d'Alsasua votent pour l'UPN [767 aux

élections de 1999 et 934 aux élections de 2003], on peut supposer qu'ils seront nombreux à voter pour le même parti s'il se présente aux élections municipales». Afin de lever le doute, elle évoqua personnellement le sujet avec certains dirigeants du parti régionaliste. Elle leur annonça qu'elle était disposée à rechercher des candidats décidés à rejoindre la liste électorale. Ce n'était pas facile et elle finit par se présenter. Ses raisons étaient très claires: «Je n'aime pas que les gens soient obligés de chuchoter et baisser la voix dans la rue», a-t-elle expliqué quelques jours avant les élections. «Il y a des gens merveilleux dans cette ville. Presque tous le sont. Mais il y a ce groupe qui veut nous imposer ses idées par la force. Je pense que je peux faire avancer les choses au conseil municipal, surtout parce que je suis une démocrate».

UPN aurait aimé compléter la candidature avec des personnes d'Alsasua, mais la tâche était compliquée. Ils durent se tourner vers les jeunes qui s'étaient portés volontaires pour renforcer les listes des partis dans les municipalités où la pression du nationalisme radical était la plus forte. À cette époque, Eradio Ezpeleta, le coordinateur de la campagne, découvrit à la fois les difficultés liées au fait d'être candidat à Alsasua et la générosité de certaines personnes qui connaissaient à peine la ville et étaient prêtes à travailler pour elle. Malgré les réticences à l'égard de la politique, ou l'apathie attribuée aux jeunes, ou la pression du terrorisme, ou le simple confort que tant de gens déguisent sous une excuse ou une autre, la détermination de ces volontaires et de bien d'autres lui confirma qu'il existe encore des gens prêts à se rendre la vie difficile pour essayer d'améliorer un peu celle des autres.

La décision de l'UPN de se présenter dans la capitale de La Barranca trouva une réponse du secteur radical du village alors qu'il restait encore plusieurs jours avant

le rendez-vous avec les urnes. C'était le 17 mai 2003. Le parti convoqua un meeting électoral dans le bâtiment Gure Etxea et les principaux représentants du parti, à commencer par le président, assistèrent à la réunion. Devant un micro qui n'était guère nécessaire, Miguel Sanz rappela à tous qu'ils participaient à une réunion historique. Antonia Román prit également la parole pour décrire certains des problèmes de la ville et pour annoncer plusieurs projets qui étaient déjà sur la table. Une quarantaine de personnes assistèrent à la réunion. Il y avait des villageois dans le public, mais ils étaient en minorité. À la fin, un groupe de soixante jeunes gens qui s'étaient rassemblés à proximité lança toutes sortes d'insultes et d'imprécations à l'encontre des participants à la réunion. Beaucoup d'entre eux retournèrent à Pampelune accompagnés de leurs gardes du corps, mais la candidate resta sur place avec son mari.

À peu près au même moment, Antonia et Mariano reçurent des lettres qui indiquaient aussi clairement quel serait le paysage dans lequel ils allaient vivre à partir de ce moment-là. Les lettres firent leur apparition dans la boîte aux lettres de la maison familiale. Le texte des deux lettres était très similaire: «Nous n'avons rien contre votre façon de penser, vous êtes absolument libre de professer et d'exercer l'idéologie politique que vous voulez», disait la lettre adressée à Mariano. «Mais nous supposons que vous avez décidé de prendre la tête de la liste du PSOE tout en étant conscient que ce parti est impliqué dans la pratique d'une politique de génocide contre le peuple basque». Et d'ajouter quelques lignes plus loin: «Vous devez savoir que nous sommes nombreux, nous les Basques, à ne pas vouloir laisser se poursuivre cette politique d'attaque globale et structurelle contre les droits d'Euskal Herria et de ses citoyens. Nous allons exercer notre droit de nous défendre, nous allons nous battre avec tous les instruments à notre

disposition pour arrêter votre offensive fasciste. Et nous allons cibler de manière très particulière les personnes qui, comme vous, occupent des postes à responsabilité dans les partis qui mènent l'offensive fasciste contre notre peuple». Le contenu de la lettre de *Toñi* était le même et on la traitait également de nazi. Toutes les deux provenaient d'«Euskal Herria».

Les auteurs du texte ne sauront jamais qu'à la veille des élections de 2003, il y avait beaucoup de discussions politiques au domicile des García Román. Mais de la politique qui intéressait les habitants d'Alsasua: une rue mal indiquée, un banc cassé, un projet de piscine chauffée... Plus ou moins le genre de choses qui conduisirent à la mort de Jesús Ulayar.

Cependant, Mariano et Antonia ne baissèrent pas les bras. Le 24 janvier 2004, ils étaient ensemble à Etxarri Aranatz, représentant tous deux leurs partis respectifs à leur manière, mais unis sur l'essentiel. «Le point fondamental c'est l'identité de la Navarre et nous sommes tout à fait d'accord sur cette question», ont-ils déclaré lors d'une interview.

Luis María Iriarte, maire de Zizur Mayor, participa aussi à l'hommage rendu à Jesús Ulayar, et il subit également la dureté du monde *abertzale*. Le parcours et les motivations qui le conduisirent à présider le conseil municipal sont sûrement similaires à ceux qui encouragèrent son regretté collègue d'Etxarri Aranatz et tant d'autres. Il commença à travailler pendant le régime de Franco, dans un club social qui dépendait de la paroisse. Ce dernier organisait des activités culturelles et sportives. Lorsque la démocratie arriva, ses membres pensèrent: «Il va falloir faire quelque chose». Et ils l'ont fait: ils se présentèrent aux premières élections municipales, furent élus et finirent par développer tout l'urbanisme de Zizur Mayor, qui

multiplia en vingt ans ses deux mille habitants par cinq. Aujourd'hui, lorsqu'il se promène dans les zones les plus récentes de la localité, lorsqu'il voit la bibliothèque, les installations sportives, l'éclairage ou le nouveau bâtiment de la mairie, il se sent plus proche de la phrase qu'il aimerait prononcer lorsque ses responsabilités municipales auront pris fin: «J'ai collaboré à cela, j'y ai consacré mes efforts et mon travail».

Quand il pense à ces mots, il est toujours guidé par le conseil que son père lui avait donné lorsqu'il est devenu maire en 1996: «Fais attention à ce que tu fais», lui avait-il dit, «c'est un poste de grande responsabilité». Après avoir cité la phrase de son père, Luis María Iriarte s'arrête un instant, comme s'il la savourait, et ajoute: «voilà».

Le «voilà», ce sont les heures de travail après la journée de travail, les soucis qui le hantent lorsqu'il quitte la mairie, les blocages administratifs, les administrés qui ont des problèmes, les réunions qui l'obligent à quitter l'entreprise, les débats parfois houleux, une certaine solitude, les décisions difficiles, les pressions et la possibilité de trouver un bidon de camping-gaz imbibé d'essence lorsqu'il rentre chez lui.

C'est ce qui arriva le 3 octobre 1997, bien qu'avant cela, à l'occasion des fêtes patronales de la ville, quelqu'un avait distribué dans la ville des tracts avec sa photo, l'accusant d'être «coupable» de la dispersion des prisonniers basques. Il apporta lui-même un des tracts à la séance plénière suivante et expliqua la situation au conseil municipal.

À peu près au même moment, le maire d'Ansoáin, le socialiste Alfredo García, reçut par la poste un T-shirt taché de sang et vit apparaître dans sa ville des graffitis et des affiches l'accusant pratiquement d'être responsable de la politique pénitentiaire du pays.

Des épisodes similaires eurent lieu à Noáin, où un conseiller municipal de l'UPN qui s'était engagé en politique «pour améliorer la ville» vit deux bombes de camping-gaz exploser à côté de chez lui - en pleine trêve de l'ETA, soit dit en passant -, ou à Villava, où une conseillère municipale du même parti subit le même choc, sans dommages. Il est symptomatique que toutes ces personnes, généreusement engagées dans la construction de la démocratie, prêtes à consacrer leur temps et leur énergie au bénéfice des autres, aient été qualifiées d'«ennemis de la démocratie» par leurs agresseurs.

Miguel Ángel Ruiz Langarica put se trouver à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004 parce que quatre ans auparavant, le 21 novembre 2000, la police avait arrêté Iñaki Beaumont Etxeberria, qui l'attendait apparemment pour lui tirer dessus à deux reprises, sur le seuil de sa maison. Le jeune homme et son compère avaient éveillé les soupçons d'un agent qui effectuait un travail de contre-surveillance dans la région. Lorsqu'il s'approcha pour les identifier, le pistolet Sig Sauer que Beaumont cachait sous sa veste avait dissipé tous les doutes sur les intentions du duo. Le deuxième membre de l'ETA - Jorge Olaiz Rodríguez, selon la police de l'époque - réussit à s'enfuir. Beaumont, qui avait des antécédents de violence de rue, admit au poste de police qu'il ne connaissait pas le nom de sa victime, qu'il savait seulement qu'elle était de l'UPN.

Miguel Ángel Ruiz Langarica n'était plus conseiller municipal pour l'UPN à la mairie de Pampelune lorsque l'ETA tenta de l'éliminer, mais il aurait pu l'être car les dispositions qui l'avaient conduit à la politique municipale avaient complètement dépassé le cadre chronologique de chacune des législatures. «Je veux laisser à mes enfants un monde meilleur, et pour l'instant cela signifie lutter

résolument contre le terrorisme», avait-t-il déclaré un jour pour expliquer l'origine de son dévouement.

Il ne put éviter que la tentative d'attentat ne lui laisse en héritage des cauchemars récurrents - «Je rêvais que je laissais ma porte d'entrée ouverte» - et des graffitis menaçants dans l'usine où il avait passé toute sa vie professionnelle. «Langarica, fils de pute, tu es un cadavre vivant», avait-il lu un jour au début de sa journée de travail. Finalement, il choisit de prendre sa retraite à l'âge de soixante ans pour échapper à la pression.

Mais il lui restait encore de la force et des convictions, et il proposa à son parti de travailler partout où cela était nécessaire. Lors des élections municipales de 2003, il se présenta comme candidat à Burlada. Aujourd'hui, il est conseiller municipal de Burlada, l'une des localités les plus peuplées de Navarre. L'UPN remporte les élections, mais un accord entre les autres forces politiques (PSN, IU, Aralar et Batzarre) permis aux socialistes d'accéder à la mairie. Depuis lors, Miguel Ángel et ses collègues travaillent dur pour marquer clairement la frontière de la liberté, ce qui, selon lui, implique de garder ses distances avec le nationalisme. Au cours de l'été 2004, il écrit une lettre à la presse pour dénoncer le fait que les autorités municipales avaient inclus dans le programme de la fête patronale certains actes à la mémoire des prisonniers. Pour de nombreux lecteurs, cette lettre pouvait sembler n'être qu'un épisode de plus des différends politiques qui surgissent dans les conseils municipaux, mais pour son auteur, il s'agissait de quelque chose d'élémentaire, d'une question de dignité: il ne pouvait pas permettre que le conseil municipal dont il était membre apporte son soutien à un événement destiné à rendre hommage au membre de l'ETA qui avait essayé de l'abattre deux fois et à tous ceux qui purgent des peines dans les prisons espagnoles pour des actes similaires.

Le 24 janvier 2004, Yolanda Barcina, maire de Pampelune depuis le 3 juillet 1999, se trouvait également à Etxarri Aranzat. Lors de la même séance au cours de laquelle elle reçut officiellement le bâton de commandement, Juan María Etxabarri Garro, membre du commando Burugogor de l'ETA, condamné à six ans de prison pour appartenance à une bande armée, prit ses fonctions de conseiller municipal. Cependant, lorsque Yolanda Barcina reprit le pouvoir quatre ans plus tard, il n'y avait plus aucun représentant de Herri Batasuna ou des marques électorales successives sous lesquelles ils avaient essayé de se cacher. C'est l'une des circonstances qu'il a soulignées dans son discours d'investiture: «Dans cette salle plénière où ne siègent plus les conseillers qui ne condamnent pas les crimes de l'ETA, dit-il, tous les partis politiques qui composent le nouveau conseil municipal doivent faire de la défense de la liberté contre le terrorisme une priorité. En maintenant cette position ferme, je suis convaincu que nous serons en mesure d'établir les principales règles du dialogue en ce qui concerne le reste des questions que nous devons traiter à partir de maintenant, au cours des quatre prochaines années».

Cependant, Yolanda Barcina dû vivre des moments très difficiles pendant son mandat de maire. En juin 2001, Euskal Herritarrok remplit les rues de Pampelune d'affiches montrant la mairesse en uniforme militaire et faisant un salut de style fasciste. Le texte l'accusait d'être une ennemie du peuple, de la démocratie, de la langue basque et des quartiers. Les porte-parole de la mairie condamnèrent la campagne avec différents arguments, mais la raison ultime de ces tracts fut formulée par le journaliste José Miguel Iriberry dans l'une de ses chroniques "*Plazas consistoriales*". Le titre - «Ennemie de l'ETA» - était déjà révélateur. «Maintenant, ils s'en prennent à Yolanda Barcina», peut-on

lire dans le texte. «La mairesse ne va pas se soumettre. Et cela se paie par une affiche de photomontage. Ils l'ont placée dans ce que les membres de l'ETA ont appelé «la première ligne du combat». Dans tous les cas, les fabricants d'affiches pourront toujours dire qu'ils se tiennent à l'écart et que l'ETA a suffisamment d'affiches. C'est vrai. EH est là pour autre chose: justifier les attentats et excuser les auteurs dans la « lutte armée » contre les « ennemis ». Yolanda Barcina s'est déclarée ennemie de l'ETA depuis le jour où elle a pris ses fonctions en tant que personne la plus votée par les habitants de Pampelune. Cependant, cette inimitié, manifeste et répétée pendant deux ans, ne figurait évidemment pas sur les affiches. Ce n'était pas non plus nécessaire. La dérive de EH l'amène à avancer, de plus en plus loin de la réalité».

En réalité, lors des élections municipales suivantes, la société, la démocratie et les quartiers de Pampelune, les ennemis supposés de la mairesse, ont apporté à Yolanda Barcina un soutien proche de la majorité absolue, ce qui ne s'était jamais produit avec aucun candidat dans l'histoire de la ville.

Mais les contrariétés continuèrent à être nombreuses avant et après le changement de législature. L'une des plus fortes fut la mort de José Javier Múgica à Leizaola. La maire le connaissait personnellement et à l'époque, elle ressentit la menace du terrorisme «de très près». Le jour de l'attentat - le 14 juillet 2001 - était le dernier jour des Sanfermines. Le conseil municipal avait assisté à l'Octave dans l'église de San Lorenzo et à la fin de l'Octave, il s'était rassemblé en signe de protestation à côté de l'Hôtel de Ville. De nombreux citoyens passant dans la rue s'étaient spontanément joints. À la fin des cinq minutes de silence, certains journalistes ont voulu obtenir un bilan de la part du responsable de la mairie: «Ils ont voulu nous enlever notre joie

et ils pensent qu'ainsi ils vont nous intimider», avait-elle déclaré. «Mais ils ont tort, ils ne vont pas du tout réussir. Tous les habitants de Pampelune, tous les habitants de Navarre et le peuple espagnol en général vont se dresser contre les assassins et ce que nous allons faire, c'est isoler ceux qui soutiennent le terrorisme et ceux qui agissent comme des terroristes». Elle ajouta: «Ils disent qu'ils sont des défenseurs, mais je me demande ce qu'ils défendent. Tout ce qu'ils font, c'est attaquer un peuple d'une manière ignoble. À l'exception des nazis, je ne connais pas de personnes aussi cruelles dans l'histoire de l'humanité».

Sept mois après ce rassemblement, les forces de sécurité ont démantelé deux commandos de l'ETA en Navarre: *Ekaitza* et *Urbasa*. Ce dernier avait recueilli des informations sur la mairesse et l'avait suivie à plusieurs reprises dans le but prévisible de l'éliminer. «Nous vivons à une époque où beaucoup d'entre nous pourraient être la cible du groupe terroriste ETA», avait-elle déclaré publiquement à l'époque. Et elle avait demandé à ceux qui l'avaient interrogé: «Comment vous sentiriez-vous tous si vous étiez menacés par le groupe terroriste ETA ? C'est le sentiment que j'ai en ce moment».

La pression ne l'a dissuadée à aucun moment. En outre, Yolanda Barcina entrera dans l'histoire de la ville pour avoir pris des décisions difficiles qui ont contribué à créer de nouveaux espaces de liberté dans les rues de Pampelune. La plus emblématique est sans doute celle qui a consisté à interdire l'installation de ce que l'on appelle les baraquements politiques, en réalité un ghetto radical qui imposait ses conditions au paysage des Sanfermines et alimentait les caisses des partis et groupes liés à HB et à l'ETA. Dans le même ordre d'idées, elle refusa des subventions à tous les groupes et associations qui incluaient dans leurs programmes des actes d'hommage aux prisonniers.

Elle n'a pas reculé d'un pas lorsque certains ont tenté d'utiliser diverses initiatives urbanistiques pour l'attaquer férocement, ni lorsque d'autres ont semé dans le centre-ville des affiches pleines d'insultes et de menaces.

Le coût émotionnel de son attitude est difficile à imaginer. Elle raconta un jour dans une interview que son fils, âgé d'à peine trois ans, se baissait pour regarder sous les chaises à la maison parce qu'il avait vu les gardes du corps accompagnant sa mère faire de même. Yolanda Barcina n'a jamais pu emmener tranquillement son petit garçon dans les parcs ou sur les balançoires qu'elle avait elle-même fait installer en divers endroits de la capitale.

La mairesse avait déjà rencontré les Ulayars à plusieurs reprises avant le 24 janvier 2004. Le 20 novembre 2002, elle assista à une table ronde sur les victimes du terrorisme à l'Université publique de Navarre, à laquelle José Ignacio participa. Elle y eut l'occasion d'écouter directement la dure histoire de la famille et put saluer l'orateur et certains de ses frères. Pendant les Sanfermines de 2003, elle trouva du temps dans l'agenda municipal très chargé et le 14 juillet, elle les invita tous les quatre à assister à la course de taureaux depuis l'hôtel de ville. Ils étaient tous venus avec leurs conjoints et leurs enfants - une quinzaine de personnes en tout - et lorsque le troupeau était déjà dans les arènes, ils prirent le traditionnel petit-déjeuner: du chocolat chaud avec des churros.

Elle retourna à Etxarri Aranatz pour saluer les habitants. Elle se mêla à la population lorsque le cortège avait quitté le cimetière pour se rendre au village, comme l'avaient fait les autres autorités. Et lorsque les personnes présentes avaient été invitées à apposer leurs mains blanches sur la façade de la maison familiale, la mairesse de Pampelune s'approcha, enfila l'une des paires de gants qui avaient été distribuées à cet effet, les trempa dans la

peinture et s'appuya fermement contre le mur. C'était son hommage à un homme bon qu'elle n'a jamais connu, à un collègue qui a souffert par anticipation de problèmes similaires à ceux qui la tourmentent aujourd'hui et l'empêchent de se promener tranquillement dans la rue. C'est comme si Yolanda Barcina - et avec elle les autres conseillers et maires réunis ce jour-là à Etxarri - avait pris le bâton de commandement de Jesús Ulayar pour l'emmener sur le territoire de la paix et de la liberté que lui et tant d'autres n'ont pu atteindre.

MAITE PAGAZAURTUNDUA LA PAROLE D'UNE SŒUR

Alors que les participants à l'hommage à Jesús Ulayar s'approchaient du cimetière d'Etxarri Aranatz, Maite Pagazaurtundua resta un moment avec Salvador Ulayar pour lui lire ce qu'elle allait dire depuis le kiosque quelques minutes plus tard. Salvador l'écouta avec affection, émotion, mais sans y prêter trop d'attention: "Je savais que tout ce que cette femme allait dire serait à la hauteur." expliquera-t-il plus tard.

Tous deux s'étaient rencontrés pour la première fois le 7 mai 2003, en ce jour si important pour le plus jeune des Ulayar, à Madrid. L'événement organisé par Basta Ya les avait réunis autour d'une table avec d'autres victimes du terrorisme, et les uns et les autres avaient livré leurs témoignages à un public composé principalement de personnes du monde de la culture. Cela faisait seulement trois mois que l'ETA avait assassiné Joxeba Pagazaurtundua, chef de la police municipale d'Andoáin, et sa sœur Maite tenait déjà la parole qu'elle lui avait donnée alors qu'il était mourant à l'hôpital. Ce 9 février, il lui avait dit qu'elle serait chargée de perpétuer la voix que les terroristes avaient essayé de faire taire, et c'est cet engagement qui l'a conduit à Madrid, qui l'a ensuite conduit à Etxarri Aranatz et qui l'a poussé et continue de la pousser dans tant d'endroits où il y a quelqu'un prêt à écouter ce qui se passe dans le sous-sol du Pays basque.

Maite comprit rapidement la douloureuse histoire de la famille Ulayar, car la sienne comportait des ingrédients similaires. Aujourd'hui, elle est mariée, mère de deux filles et âgée de 39 ans, le même âge que Salvador, mais lorsqu'elle

n'avait que treize ans, elle a vécu à l'école une situation très similaire à celle qu'il a connue à l'école d'Etxarri et au collège de Pampelune. Elle étudia à l'ikastola d'Hernani et était une enfant «très idéologique», comme tant d'autres à l'époque. Un jour, elle se disputa avec une camarade de classe sur des questions politiques et lorsque l'autre fille se sentit acculée, elle lui dit: «Tu penses cela parce que tu n'es pas vraiment basque». C'était la première fois, mais cette phrase lui a été répétée d'innombrables fois depuis lors. Même avec une formulation plus radicale: «Vous n'êtes pas basque et tous les Espagnols devraient être tués».

Mais ils étaient basques, et fiers de l'être. Son frère aîné, Iñaki, appartenait à la CNT et rejoignit ensuite le parti socialiste. Joxeba rejoint l'ETA et passa quelques années dans l'organisation armée alors qu'il n'était qu'un adolescent. Il passa ensuite par des formations radicales et finit par rejoindre Euskadiko Ezkerra, qui à son tour finit par rejoindre le Parti socialiste d'Euskadi. Maite prit rapidement conscience des fissures dans les fondations de sa patrie, et alors qu'elle avait 15, 16, 17 ans et qu'elle découvrait l'amitié, la littérature et l'autonomie personnelle, elle se rendait compte avec un malaise croissant qu'elle vivait dans une société malade dans laquelle beaucoup de gens détournent le regard lorsque des êtres humains étaient assassinés. «J'ai eu très tôt une conscience civique engagée contre le terrorisme», expliqua-t-elle à la journaliste de *La Vanguardia*, Ima Sanchís lors d'une interview.

Elle dû apprendre à se débrouiller dans ce scénario, le même dans lequel ses frères avaient vécu quelques années plus tôt malgré les difficultés et leurs propres découagements. Lorsqu'elle raconta l'histoire de sa famille lors de cette réunion à la Casa de América, Maite s'était attardée sur certains aspects du professionnalisme de son frère Iñaki: «En tant que policier, il était brillant. Il découvrit

la piste qui avait conduit à l'arrestation d'un groupe d'extrême-droite qui avait assassiné des citoyens d'Hernani et d'Andoáin. Il passa de nombreuses nuits blanches pour aider les femmes battues et éviter d'autres agressions, bien des années avant qu'il n'y ait une réelle sensibilité à ces horribles délits. Il collabora avec d'autres forces de police pour poursuivre les membres et les jeunes proches de l'ETA. Il consacra de nombreuses heures à aider les personnes modestes, car l'administration publique, pour les personnes qui en ont le plus besoin, peut être un véritable labyrinthe. Lorsque la situation politique était devenue particulièrement dangereuse à Andoáin pour tous les constitutionnalistes, il résista à la peur et ouvrit le bureau du parti socialiste jusqu'au jour où il fut tué».

Elle révéla également que «le premier enfer» avait commencé «fin 1994 ou début 1995», soit huit ans avant le crime, lorsque Joxeba avait appris qu'il avait échappé à un attentat «imminent». Par l'intermédiaire de Ramón Jáuregui, la famille demanda de l'aide au Ministère de l'Intérieur du gouvernement basque, qui l'a envoyé en détachement dans un village d'Alava, dans une zone «à faible risque». Il y était resté pendant trois ans. C'était une période de calme, une parenthèse insoupçonnée de normalité, et Joxeba décida d'y rester et d'y vivre. Mais le jour même où il allait acheter un petit terrain dans l'idée de construire une maison, on l'appela de Vitoria pour lui annoncer qu'il devait retourner à Andoáin. L'ETA avait déclaré une trêve, lui avait-t-on dit.

Il retourna dans son village lorsque la *kale borroka*, la violence urbaine était à son apogée et subit des graffitis, des insultes, des attaques au cocktail Molotov sur sa maison et des incendies dans sa voiture. «Je vous assure que c'est l'une des expériences les plus horribles au quotidien

que vous puissiez imaginer», expliqua Maite aux personnes qui l'écoutaient à Madrid le 7 mai 2003.

Joxeba Pagazaurtundua savait que ses jours étaient comptés, surtout depuis mai 2000, lorsque l'ETA avait tué son ami José Luis López de Lacalle, qui habitait Andoáin comme lui, et qui était également membre de Basta Ya. Convaincu du sort qui l'attendait, il écrit au ministre basque de l'Intérieur pour lui indiquer qu'il avait «de nombreuses raisons» de croire que les terroristes étaient sur ses traces. «Ce citoyen basque», avait-il ajouté, «estime que le ministère de l'intérieur de votre gouvernement devrait être préoccupé et inquiet de sa situation». Quelques mois plus tard, il envoya une deuxième lettre: «Chaque jour, je vois ma fin aux mains de l'ETA se rapprocher», dit-il. Aucune des deux n'eurent d'effet.

Maite raconta à la Casa de América que son frère vivait avec la possibilité de la mort avec un naturel qui passait inaperçu, même pour eux: «Quelques jours après son assassinat, nous avons trouvé son témoignage dans des lettres, dans des poèmes, où il expliquait avec une lucidité bouleversante la nécessité de ne pas céder malgré la peur, malgré la certitude qu'ils finiraient par le tuer».

Son pressentiment se confirma le 9 février 2003. Joxeba prenait son petit-déjeuner et lisait les journaux dans un bar d'Andoáin lorsqu'un tireur de l'ETA, après avoir attendu le départ de quelques clients, s'approcha de lui et l'abattit de trois balles.

Dès lors, la frontière tracée par la violence sur l'ensemble des citoyens finit par diviser en deux la famille Pagaza, comme cela s'était produit à l'époque dans la famille Ulyar et avec tant d'autres familles du Pays basque et de Navarre. Même le meurtre de Joxeba ne fit pas bouger la ligne invisible qui séparait les uns des autres: une bonne partie de la famille maternelle faisait passer ses

idées politiques avant le réconfort ou l'aide qu'elle aurait pu apporter à la personne endeuillée. «Mes tantes ont vu la persécution et l'angoisse de ma mère pour ses enfants pendant huit ans, mais elles ont continué à faire passer leurs idées et leurs préjugés avant la vie ou la mort de ces enfants qu'elles ont nourris, aimés et abrités tant de fois», a déclaré Maite à certaines occasions.

Les perspectives ne sont pas plus encourageantes dans la sphère professionnelle: «Dans le milieu professionnel, je n'ai jamais reçu de condoléances et on ne m'a jamais demandé quoi que ce soit à propos de ce qui s'était passé. Pas un seul mot, pas même un «Je suis désolé pour votre frère». Je trouve surprenant qu'ils aient été incapables de m'approcher dans les pires moments, lorsque la douleur était inscrite sur mon visage.

Il fut un temps, avant l'attentat, où Maite envisageait sérieusement de quitter le Pays basque. Elle avait très peur pour Joxeba, mais elle n'a pas réussi à le convaincre. «C'était quelqu'un d'extrêmement lucide et il savait que nous ne pourrions avancer en tant que société que si nous étions capables de secouer les consciences et de parvenir à une rébellion citoyenne active. Pour que les gens cessent d'être aveugles, sourds et muets. De plus, il ne voulait pas abandonner ses amis ni toute l'opposition démocratique du Pays basque qui était obligée d'avoir des gardes du corps».

Après le crime, elle n'a plus jamais pensé «sérieusement» à partir. Aujourd'hui, elle est conseillère municipale socialiste à Urnieta, une commune de 5 500 habitants du Guipúzcoa, et vit en permanence accompagnée de deux gardes du corps: «C'est très gênant, car votre vie privée est inscrite dans leurs carnets. C'est terrible qu'il y ait des gens qui savent mieux que vous quelles sont vos habitudes. Vous devez apprendre à vivre vos propres émotions naturellement quand il y a des gens qui regardent. Si vous

devez embrasser votre mari ou gronder vos enfants, vous devez le faire comme s'ils n'étaient pas là. Mais ils sont là. C'est un défi pour les relations humaines, on apprend à être très poli».

Mais ni cette situation ni les autres circonstances qui l'oppressent de manière quasi permanente n'ont réduit son engagement. Elle a de bonnes raisons de continuer: «Si vous regardez l'histoire d'un être humain, il ne fait aucun doute que cette situation vous prive d'une partie de votre vie. Mais si vous regardez l'histoire de l'Humanité, vous vous rendez compte que les libertés ont été conquises parce que des gens se sont engagés. Et cela ne signifie pas que certains sont meilleurs que d'autres, mais qu'il y a ceux qui n'ont pas fait un pas».

À Etxarri Aranatz, depuis le kiosque, Maite Pagazaurtundua parla en espagnol et en basque des «personnes au cœur de glace» qui ont préféré «détourner le regard» lorsque l'ETA tua Jesús Ulayar et que sa famille dût affronter seule de longues années d'opprobre. «Nous sommes ici pour leur faire savoir qu'il leur sera impossible de dormir paisiblement pendant encore 25 ans», déclara-t-elle.

Le 24 janvier 2004, Estíbaliz Garmendia, la veuve de Joxeba Pagazaurtundua, se trouvait également à Etxarri. Sa présence passa largement inaperçue, mais Salvador Ulayar savait l'estimer à sa juste valeur. Quelques semaines après l'événement, chez lui, dans l'obscurité et avec un certain sens de l'histoire, il écrit les réflexions et les sentiments suscités par sa rencontre avec elle dans les rues de sa ville. En voici quelques-uns: « Pendant le parcours de la manifestation silencieuse qui traversait la promenade d'Etxarri, Maite m'a présenté sa belle-sœur Estíbaliz. Nous nous sommes embrassés et l'émotion a humidifié mes yeux pleins de bonheur et de gratitude. Ses larmes pouvaient difficilement être heureuses, comme les miennes. Dans ce

bref contact, je crois avoir lu la souffrance sur son visage. Elle pleurait son immense douleur alors que cela ne faisait pas encore un an que les assassins lui avaient enlevé Joxeba, achevant ainsi le travail que le monde nationaliste faisait contre lui depuis des années. Un homme qui s'est battu pour la liberté, pour les nationalistes comme pour les non-nationalistes. Les malheureux l'ont surpris dangereusement armé: sa parole, un café et quelques journaux. Alors ils l'ont tué. Estíbaliz a surmonté sa douleur pour être avec nous, les Ulayar, en cette occasion spéciale. Elle a rejeté la mort civile à laquelle ils ont toujours voulu condamner les veuves, les orphelins... comme si nous étions des pestiférés, et elle est venue à Etxarri. Quand je me rappelle sa présence, j'ai une boule dans la gorge qui étouffe mes mots. Parce que je ne peux m'empêcher de penser que, ce jour-là aussi, un vide profond et douloureux l'a accompagné là où nous sommes tous inévitablement seuls, dans la pièce la plus profonde de notre âme. Blessée là où cela fait le plus mal, cette femme était à nos côtés, pour nous soutenir. Votre présence a été d'une grande valeur pour moi, Estíbaliz, et je vous en suis particulièrement reconnaissant».

Dans l'interview de *La Vanguardia*, Maite Pagazaurtundua fut interrogée sur sa belle-sœur Estíbaliz. Sa réponse fut aussi brève que bouleversante: «Sa famille est originaire de Batasuna ou d'Elkarri. Estíbaliz ne trouve pas de réconfort, même auprès de sa propre mère».

Deux semaines plus tard, le 24 janvier 2004, c'était la date anniversaire, un an après le meurtre de Joxeba. Le conseil municipal d'Andoain convoqua une séance plénière extraordinaire pour reconnaître le dévouement du défunt à la ville et invita les habitants à assister à l'inauguration d'une sculpture commémorative réalisée par Agustín Ibarrola. Libertad Ya organisa un bus depuis Pampelune et Salvador participa à l'expédition. Son frère José Ignacio en

fit également partie. À Andoáin, dans un village qui, par trop d'aspects, rappelle Etxarri Aranatz, les deux familles renforcèrent leurs liens et apaisèrent mutuellement leur douloureuse histoire.

JOSÉ JAVIER URANGA 25 BALLEES PLUS TARD

José Javier Uranga se trouvait à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004 parce que, 24 ans plus tôt, la terroriste Mercedes Galdós manqua le coup de grâce dans le parking du *Diario de Navarra*. Le journaliste chevronné n'était qu'un participant de plus dans l'hommage rendu à Jesús Ulayar, mais son statut de victime lui avait donné un point de vue privilégié pour comprendre le très long parcours de douleur et de solitude de la famille Ulayar, et pour savourer avec elle la consolation qu'elle n'avait pas eue au cours des 25 années précédentes. Il avait lui-même partagé une grande partie du chemin parcouru par la veuve et les quatre enfants de l'ancien maire avant de sentir la compagnie et l'affection de ses concitoyens. Lors d'une table ronde organisée à l'Université publique de Navarre le 20 novembre 2002, il résuma sans détour son expérience et celle des autres intervenants qui l'accompagnaient à la tribune, dont José Ignacio Ulayar: «Il est clair que pour les victimes du terrorisme, la souffrance ne s'arrête pas aux coups de feu, ni au traitement hospitalier ou à la longue convalescence. Quelques jours plus tard aussi bien les morts que les survivants sont diffamés et calomniés dans les médias porte-paroles des terroristes». Et il raconta quelques détails qui permettent de comprendre l'ampleur de cette affirmation dans la vie quotidienne: «Les survivants doivent supporter des menaces, des graffitis, des appels téléphoniques et même des moqueries. J'ai dû changer mon numéro de téléphone pour que la famille puisse vivre plus paisiblement, mais les habitudes changent totalement».

L'ETA avait déjà attaqué d'autres journalistes avant de s'en prendre à lui. Le cas le plus tragique fut celui de

José María Portell, qui travaillait pour *La Gaceta del Norte* et *La Hoja del lunes* à Bilbao, assassiné à Portugalete, devant son domicile, le 28 juin 1978. Portell, auteur de certains des premiers livres publiés sur le groupe terroriste - *Los hombres de ETA* et *Euskadi, amnistía arrancada* - avait dépassé son travail de journaliste pour collaborer avec le ministère de l'Intérieur. Il avait de bons contacts parmi certains réfugiés dans le sud de la France et proposa d'organiser une éventuelle rencontre entre des représentants de l'ETA et de l'État. Sa manœuvre ne fut pas bien accueillie par un secteur du groupe terroriste, qui décida de l'éliminer. L'expert Florencio Domínguez, également journaliste, écrit que le gouvernement renonça à toute nouvelle tentative de dialogue après le crime. Cependant, le 2 juillet 1978, soit quatre jours plus tard, un commando du Bataillon basque espagnol mitrailla la voiture de Juan José Etxabe Orobenkoa, dirigeant historique de l'ETA et interlocuteur régulier de Portell, à San Juan de Luz. Etxabe fut blessé et sa femme, Rosario Arregui Letamendía, mourut.

L'attentat contre José Javier Uranga eut lieu deux ans plus tard, le 22 août 1980, pendant la période la plus active et la plus sanglante du groupe terroriste, où la terreur atteignait le rythme d'un mort toutes les soixante heures. Le contexte et l'arrière-plan de l'attentat furent expliqués par l'intéressé à plusieurs reprises: «Nous vivions dans une situation tendue, dans laquelle l'avenir de la Navarre, entre autres, était en jeu. Les pressions pour l'intégration de l'ancien Royaume dans Euzcadi étaient très fortes, non seulement de la part du PNV, qui avait déclenché une campagne féroce qui coïncidait logiquement dans ses objectifs - jamais dans ses méthodes - avec l'ETA elle-même. Mais aussi le PSE (Parti socialiste d'Euzcadi), lors des premières élections, le PSOE et le PNV étaient même en coalition pour le Sénat, et leurs votes ont fait élire M. Manuel Irujo».

Le Diario de Navarra, fidèle à son histoire et à ses statuts fondateurs, maintient le principe selon lequel la Navarre a une personnalité propre et originale, la même approche qu'il avait défendue en 1934 face à l'initiative du statut basque-navarrais. «La prise de position du journal en faveur d'une Navarre forale et espagnole», ajoute souvent José Javier Uranga, «était le reflet fidèle de ce que la majorité des Navarrais pensait et pense», ce qui pouvait et peut être constaté quotidiennement dans les chiffres de vente extrêmement élevés du journal et son taux de pénétration élevé, le plus élevé d'Espagne.

Cependant, les «éléments nationalistes» développèrent une campagne féroce contre les solides positions du journal, et il y avait des menaces constantes de l'ETA: lettres, appels téléphoniques et même une visite personnelle. Comme ils l'avaient fait quelques années auparavant avec Jesús Ulayar, les terroristes créaient le terreau nécessaire pour rendre l'attentat plus digeste parmi leurs partisans et dans la société en général.

Curieusement, au moment où le *commando Nafarroa* surveillait les moindres faits et gestes du directeur pour mettre ses menaces à exécution, un groupe d'extrême droite projetait de poser une bombe dans l'imprimerie du journal. L'initiative fut contrecarrée par la police et le gouverneur civil de l'époque en informa José Javier Uranga. Lors de cette difficile transition vers la démocratie», déclara Uranga à l'Association mondiale des journaux à Bilbao en septembre 2001, «même pour certains de nos actionnaires, nous étions des rouges, entre guillemets. La référence était un autre journal [*El Pensamiento Navarro*], plus à droite. Nous avons depuis longtemps ouvert nos pages à la démocratisation de la société et du pays. La série de dossiers ouverts par le Ministère de l'Information le prouve».

C'est dans ce paysage agité que l'attentat eut lieu. Le rédacteur en chef du *Diario de Navarra* était rentré de vacances une semaine auparavant. Ce mois d'août semblait destiné à valider la traditionnelle sécheresse de l'actualité estivale, mais le général Sáenz de Santamaría anima l'actualité avec quelques déclarations faisant référence à la Navarre: l'ETA, dit-il, cherche en Navarre le territoire et le garde-manger dont elle a besoin pour subsister. José Javier Uranga reprit cette phrase dans sa chronique *Desd'el gallo de San Cernin*: il affirma dans son style direct que le diagnostic du général était sombre, mais qu'encore plus graves étaient les arguments proclamés par le lehendakari Garaikoetxea, qui prétendait priver le peuple navarrais de la capacité de décider lui-même de son annexion au Pays basque.

Le 20, coïncidant avec les déclarations de Sáenz de Santamaría, trois engins explosèrent à Arive, Zubiri et Ochagavía. Les deux premiers visaient les chacune des casernes de la Garde civile, mais ne firent pas de victimes. Le troisième détruit un élément architectural du 16ème siècle. «L'ETA ne tolérait pas que quiconque en Navarre s'exprime librement et franchement et ne permettait pas non plus aux professionnels de l'information d'effectuer leur travail de manière indépendante», écrit Uranga, en référence à cette époque.

Le 22 août était tombé un vendredi. Alors que les membres de l'ETA terminaient les préparatifs de leur plan, le ministre de l'Intérieur, Juan José Rosón, déclara à Bilbao que la disparition du terrorisme devait être traitée par la police, et exclut toute forme de négociation. «L'intégrité des personnes n'est pas négociable», déclara-t-il.

José Javier Uranga arriva au journal vers quatre heures de l'après-midi. Il gara sa voiture et se dirigea vers la porte du bâtiment. Il décrit lui-même comment les événements se déroulèrent: «Un jeune homme s'est avancé

vers moi, a ouvert son anorak et a tiré quelques rafales de mitraillette sur moi. Je suis tombé avec mes jambes repliées à cause des coups de feu. Puis une jeune femme s'est approchée de moi et m'a tiré dessus à plusieurs reprises à la poitrine et à la tête, je suppose qu'elle a vidé tout le chargeur de son pistolet. Je me suis protégé du mieux que j'ai pu avec mes bras et mes mains”.

Les deux terroristes laissèrent leur victime dans une mare de sang grandissante, sûrement convaincus qu'elle était morte. Le portier du journal était sorti lorsqu'il avait entendu les coups de feu, mais les membres de l'ETA avaient pointé leur arme sur lui et lui avaient ordonné de ne pas bouger alors qu'ils se dirigeaient vers une Dyanne 6 qui les attendait avec le moteur en marche. Le véhicule avait été volé à Berriozar et son propriétaire se trouvait à ce moment-là dans le cimetière de Berrioplano, attaché à un arbre. Ils filèrent sur la rocade ouest. Un témoin les avait poursuivis jusqu'au quartier d'Iturrama, mais les avait perdus après avoir changé de voiture.

Pendant ce temps, trois des collègues de José Javier Uranga l'embarquèrent dans un véhicule lorsqu'ils réalisèrent qu'il était vivant et le conduisirent à toute vitesse à la Clinique Universitaire. L'homme blessé saignait de partout, mais restait conscient. Une fois à l'hôpital, les médecins comptèrent jusqu'à 25 impacts de balles. «C'était une femme, je lui pardonne», l'avaient-ils entendu dire depuis le brancard. La première opération dura cinq heures, mais ce n'était que le prologue d'une convalescence qui l'obligea à passer onze mois à l'hôpital et plus de dix fois en salle d'opération.

L'attentat déclencha une avalanche de réactions, de communiqués de condamnation et d'éditoriaux. *El País* se risquait à dire que l'action terroriste ne faisait que confirmer que la Navarre allait devenir «le champ d'opération

privilegié de l'ETA», toujours dans l'intention d'empêcher le peuple navarrais de décider librement de son avenir. L'ETA «veut leur imposer un destin unique par la violence». Le *Diario 16*, alors dirigé par Pedro J. Ramírez, encouragea les journalistes et les Espagnols en général à aller au-delà de la simple condamnation des attentats, et s'engagea publiquement à animer une table ronde sur la contribution de la presse à la lutte contre le terrorisme. Le *Diario de Navarra* lui-même affirmait dans son éditorial que «les terroristes ne renonceront à leurs méthodes que lorsque la société civile les répudiera au point de couper la spirale à sa base: lorsque les citoyens seront enfin convaincus que les balles ne visent pas telle ou telle personne, mais l'ensemble de la communauté, qu'ils veulent voir domestiquée, grégaire et sans cervelle».

Parmi les dizaines de réactions, citons celle du secrétaire d'État aux Communautés autonomes, Manuel Broseta Pont, qui condamna «avec toute son énergie» l'attentat «contre la liberté d'expression si courageusement maintenue par José Javier Uranga» et indiqua que seul le peuple de Navarre pouvait décider «de son propre destin politique au sein de l'État des régions autonomes». Les assassinats, les attentats ou les actes de violence, avait-il ajouté, ne doivent jamais faire fléchir «l'amour» des Navarrais pour leur «tradition historique». L'ETA ne lui pardonna pas ces déclarations parmi tant d'autres, ni sa période ultérieure en tant que juriste et universitaire, et mit fin à ses jours douze ans plus tard, le 15 janvier 1992.

Des séances plénières et des réunions au sein des institutions régionales furent organisées pour condamner la tentative d'assassinat, mais les partis nationalistes n'avaient pas tardé à exprimer leurs désaccords. Le premier désaccord eut lieu lors d'une session plénière extraordinaire du Conseil provincial, alors présidé par Juan

Manuel Arza de l'UCD. La session approuva un accord visant à encourager et à guider les habitants de Navarre «dans l'objectif de résister et de vaincre le terrorisme». Le projet stipulait que ceux qui n'étaient pas capables de condamner les attentats de l'ETA ne méritaient pas le nom de Navarrais et ne devaient pas avoir de place dans les institutions régionales. Le texte reçut le soutien des groupes, à l'exception d'Amaiur, représenté par Jesús Bueno Asín - qui s'était abstenu car il n'était pas d'accord avec certains paragraphes du communiqué - et de Herri Batasuna, dont le député, Ángel García de Dios, n'avait même pas assisté à la réunion.

Pour leur part, plusieurs forces politiques et syndicales (UPN, UCD, PNV, PSOE, PCE, Partido Carlista, CC.OO., UGT et USO) décidèrent d'organiser une grande manifestation pour mobiliser les citoyens «contre l'assassinat et le terrorisme, pour la liberté d'expression et la démocratie, et pour le droit du peuple navarrais à décider librement de son avenir». Jamais auparavant un rassemblement de masse contre le terrorisme n'avait été organisé en Navarre.

Les conseils municipaux et les groupes de toute la région se joignirent officiellement à l'appel, bien que dans certaines localités, les conseillers eurent eu des positions contradictoires. A Pampelune, les représentants de HB et de LAIA, un autre parti nationaliste de l'époque, votèrent contre.

Le rassemblement avait été prévu pour le 2 septembre, mais les jours précédents furent si agités qu'il était difficile de les imaginer des années plus tard. L'adhésion du parti d'extrême droite Fuerza Nueva à l'événement fut une surprise pour les organisateurs: cette initiative suscita de nombreuses critiques de leur part et le retrait du PNV de la liste des participants. Parallèlement, plusieurs

groupes et coalitions - PTE, HB, Gestoras Pro-Amnesty...-organisèrent une autre marche le même jour et à la même heure avec le slogan suivant: «Contre la répression, le terrorisme et le chômage, pour la liberté d'expression et les libertés démocratiques pour tous, pour le droit à l'autodétermination». Pour compliquer encore les choses, la police arrêta le député Herri Batasuna José Antonio Urbiola - qui rejoindra plus tard le PNV - pour ses liens présumés avec l'ETA militaire.

Mais aucune de ces circonstances n'empêcha une grande foule de se rassembler le jour prévu devant la gare routière. Víctor Manuel Arbeloa, alors président du Parlement, résumé en quelques vers les sentiments partagés par la foule hétérogène:

Nous descendons dans la rue
pour défendre la vie,
pour briser les tentacules de la peur
pour battre les raisins de la colère,
pour avoir l'impression de vivre à l'air libre
sans les fantômes de la mort à chaque coin de rue,
pour lever des bannières d'espoir
qu'ils ne cèdent pas à la terreur.

La presse annonça un chiffre de 50 000 personnes. La marche débuta à 19h30, emprunta la rue Conde Oliveto, traversa la Place Príncipe de Viana et continua le long de la rue San Ignacio, Cortes de Navarra et Carlos III avant de se terminer sur la Plaza del Castillo. Lorsque la tête du cortège se retira après la lecture du communiqué final, les retardataires étaient encore à la gare routière.

José Joaquín Pérez de Obanos, de l'Union des agriculteurs et éleveurs de Navarre (UAGN), fut chargé de lire depuis le kiosque le texte qui signalait l'événement. Le

terrorisme», cria-t-il dans les haut-parleurs, «loin de promouvoir la participation active des citoyens, loin de faciliter le développement des droits et des libertés des hommes et des peuples, conquis après de nombreuses années de lutte, produit la peur, l'inhibition, la passivité et rend possible toutes sortes de positions anti-démocratiques». Le communiqué appelait à ce que la manifestation se traduise par une répudiation partagée de ceux qui cherchent à s'imposer et à supplanter le libre arbitre d'hommes et de femmes libres, au point de parvenir à l'isolement social des terroristes.

La marche fut un grand succès. La centaine d'individus qui crièrent sur les manifestants et scandèrent «vive l'ETA» ne réussirent pas à ternir l'ambiance. La police dû intervenir à plusieurs reprises avec des équipements anti-émeutes. Suite aux charges et aux affrontements qui suivirent, 25 personnes furent soignées dans des centres de santé pour des blessures légères. Parmi les blessés se trouvaient quatre policiers et deux porteurs de pancartes: l'un avait été touché à la poitrine par une pierre et l'autre par une pièce de monnaie au front.

José Javier Uranga reprit son travail au Diario de Navarra un an après l'attentat: «Je respecte et partage la décision de ceux qui ne peuvent pas supporter le stress du risque et des menaces et vont travailler en dehors de notre triste pays», a-t-il parfois expliqué. «J'ai aussi été tenté. Ils m'ont proposé un logement, un travail et la possibilité de vivre en dehors de la Navarre, mais je me suis dit: si je partais, l'ETA aurait atteint son but ; c'était comme s'ils m'avaient tué. Et je suis retourné au journal pour continuer à défendre les mêmes idées et sentiments pour lesquels les terroristes m'avaient condamné».

Son premier *gallico* s'intitula «La seca» et fut publié le 6 septembre 1981. «Je suis revenu à la campagne, au paysage», commençait le texte. «Avec mes yeux d'avant - il n'y

a pas de nouveaux yeux - j'ai revécu de vieilles histoires de chemins, de paysages et de gens sympathiques. Ce qui vous prend et vous conquiert, ce n'est pas le présent, mais la terre, la géologie plutôt que la géographie, bien qu'humanisée et avec son impondérable poids d'histoire». Il s'était ensuite attardé sur la sécheresse qu'il avait observée lors de ses déplacements en Navarre et qu'il croyait deviner chez les représentants politiques de la région, et conclut par quelques phrases que le temps a rendues prémonitoires: «Nous avons besoin d'eau, l'eau des nuages et l'eau de l'espoir. Qu'il pleuve pour que les raisins grossissent, que les prés verdissent et que les déchets et les odeurs coulent dans les rivières ; qu'il pleuve aussi - un arrosage de responsabilité - pour que les personnes qui haussent les épaules et critiquent, et ne veulent pas participer aux intérêts de la communauté, prennent conscience et fassent quelque chose pour tout le monde».

Il a conservé ses convictions et la même détermination à les défendre, mais certaines circonstances de sa vie ont considérablement changé depuis l'attentat. Il déclara lors d'une conférence: «Il faut être vigilant et toujours accompagné. Il est ingrat et coercitif de vivre vingt ans avec une escorte policière: la police à la porte de la chambre de la clinique, sur le palier à la maison, dans la rue, au bar et au cinéma, même à l'hôtel de la ville où vous vous êtes rendu. Avec toute la reconnaissance aux forces de sécurité de l'État, elles conditionnent inévitablement la vie et la liberté de l'individu. Entre-temps, les menaces peuvent continuer, parfois exprimées dans la rue, parfois indirectement, car vous recevez la nouvelle que votre nom figure sur une liste trouvée dans un appartement appartenant à des membres de l'ETA ou à leurs collaborateurs ; un autre jour, une enveloppe portant votre nom et contenant une balle, trouvée par une petite fille, est déposée sur le pas de votre porte. Et

les lettres anonymes continuent. On pense qu'il est temps d'être oublié. Les terroristes ont agi, mais la souffrance, plus ou moins grande, ne s'arrête pas».

Salvador Ulayar rencontra José Javier Uranga plusieurs années après 1980, mais il s'est toujours souvenu du réconfort que lui procurait la découverte de son nom, jour après jour, au bas de l'entête du journal. «Parfois, je pense que nous ne sommes pas pleinement conscients de ce que cet homme a fait pour la société navarraise», écrit-il un jour. Il se fit cette réflexion à nouveau lorsqu'il le trouva au milieu de la foule qui remplissait l'église paroissiale d'Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004. Et quelques jours après l'hommage, il alla au-delà de son «respect humain» et l'appela pour le remercier pour tout, parce qu'en ce lointain jour d'août, il ne s'était pas laissé tuer «ni physiquement ni civilement».

PILAR MARTÍNEZ LA VEUVE D'UN AUTRE HOMME BON

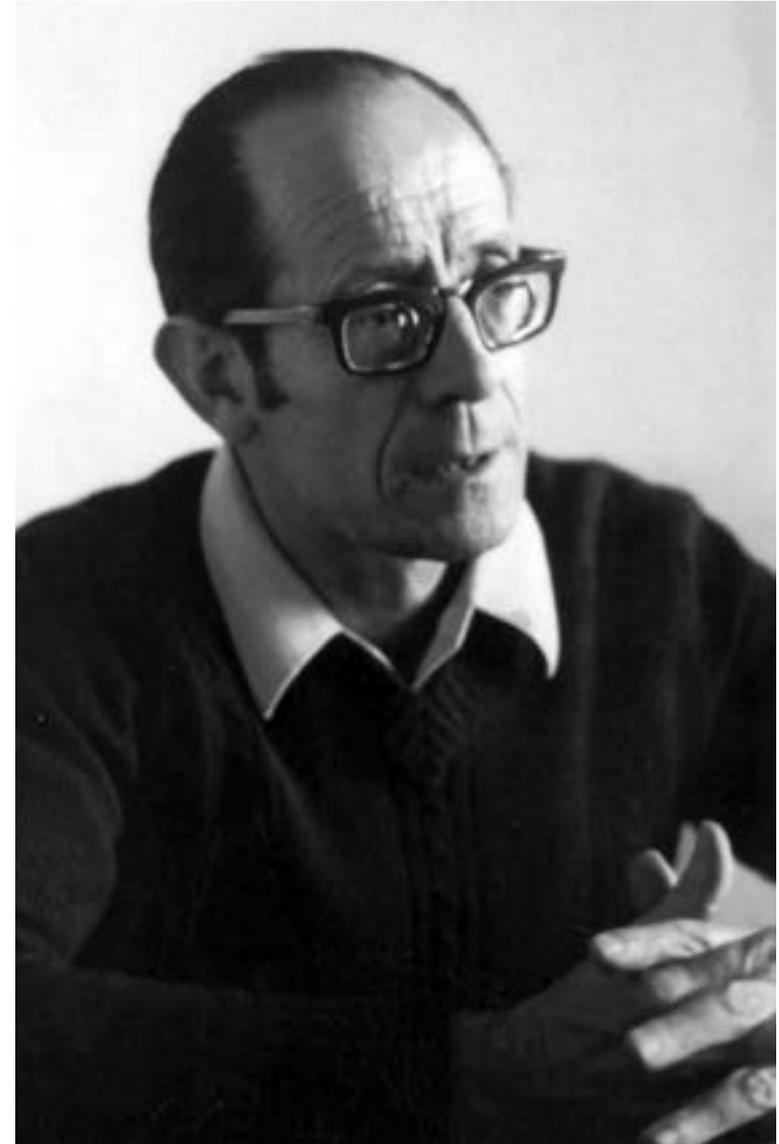
En écoutant les frères Ulayar lors des différentes manifestations organisées à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004, Pilar Martínez Oroz, Pili, réalisa probablement les nombreuses similitudes entre la vie de l'ancien maire assassiné et celle de son mari, également tué par des terroristes le 6 mai 1998. Jesús Ulayar et Tomás Caballero furent tous deux d'abord conseillers municipaux puis maires de leurs localités respectives - dans ce dernier cas de manière accidentelle - l'un et l'autre se consacrèrent aux problèmes de leurs concitoyens pendant les années difficiles du régime franquiste, et tous deux furent éliminés par l'ETA pour leur dévouement désintéressé. Aujourd'hui, Pili Martínez partage le statut de veuve tout comme Rosa Mundiñano. C'est-à-dire les absences laissées par les balles dans tous les coins de leur existence.

Elle fut accompagnée à Etxarri Aranatz par ses cinq enfants: Javier, ministre de la Présidence, de la Justice et de l'Intérieur du gouvernement de Navarre, Ana, María, Tomás et José Carlos, tous engagés dans la cause de la liberté à travers diverses initiatives, de la fondation qui porte le nom du conseiller défunt au conseil d'Oberena ou à la plateforme Libertad Ya (Liberté maintenant). María était chargée de présenter l'événement organisé sur la place de la ville. Comme son père aurait été fier de la voir parler de liberté dans un endroit au passé et au présent si sombres.

Tomás Caballero Pastor fit ses débuts en tant que conseiller municipal de Pampelune en 1971, alors que Jesús Ulayar avait déjà été conseiller pendant quatre ans à Etxarri, deux en tant que conseiller et deux autres en tant

que maire. Tomás entra au conseil par le biais du tercio sindical, et il accumulait déjà de nombreuses années de travail en faveur de la justice sociale. «Les droits de l'homme sont mon catéchisme quotidien», avait-il coutume de dire, et c'était bien là la principale boussole de son engagement politique, celle qui permet aujourd'hui de revenir sur ses pas sans craindre de mal les interpréter.

Sa vie professionnelle fut liée aux Fuerzas Eléctricas de Navarra: il accéda par concours à un poste d'assistant administratif et obtint ensuite le diplôme d'ingénieur industriel. Sa sensibilité à détecter les problèmes des employés et sa générosité pour leur venir en aide l'amènèrent à présider le Conseil des travailleurs en 1967, un organe qui, à l'époque franquiste, rassemblait différentes tendances politiques qui survivaient dans le plus grand secret derrière des portes closes. La liberté était encore un horizon flou et une simple revendication conduisait parfois à la prison. Lorsqu'il arriva au conseil municipal de Pampelune, il s'aligna avec les conseillers dits sociaux, qu'il définit lui-même comme: «Des personnes préoccupées qui voulaient participer à la transformation de la société pour parvenir à la démocratie». Le régime franquiste rendait ses derniers soupirs et la rue devint un paysage politiquement effervescent. De nombreux conseils municipaux, dont celui de Pampelune, se tournèrent vers le territoire qui se trouvait au-delà de la dictature. C'était une époque de grands espoirs, la liberté était presque à portée de main, même s'il y avait encore des dossiers, des arrestations, des grèves féroce-ment réprimées et des exécutions que la pression internationale ne pouvait empêcher. Tomás Caballero se déplaçait dans cette atmosphère comme un poisson dans l'eau. Francisco Ruiz Romero, le membre de l'ETA qui, bien plus tard, lui tira dessus à deux reprises, n'était pas encore né.



Jesús Ulyar Liciaga est né à Etxarri-Aranatz le 3 septembre 1924. Maire de 1969 à 1975, il a été assassiné le 27 janvier 1979..



Jesús Ulayar Liciaga et Rosa Mundiñano Ezcutori le jour de leur mariage. Ils se sont mariés en février 1955 dans l'église paroissiale de Nuestra Señora de la Asunción, à Etxarri-Aranatz.



La famille au complet: Jesús Ulayar et Rosa Mundiñano, et dans leurs bras, María Nieves et Salador. À gauche, José Ignacio et à droite Jesús.



La famille devant la porte de la maison familiale, au numéro 4 de la Calle Maiza où Jesús Ulayar a été assassiné quelques années plus tard.



Jesús Ulyar, à droite sur l'image, à côté du curé et des txistularis, lors du pèlerinage d'Etxarri-Aranatz à San Adrián.



Rosa Mundiñano et sa fille María Nieves aux funérailles de Jesús Ulyar.



Le maire Jesús Ulyar boit au goulot de la bouteille que viennent de lui passer ses compagnons d'Etxarri.



Jesús et María Nieves marchent dans les rues d'Etxarri-Aranatz derrière le cercueil contenant la dépouille de leur père.



Le curé d'Etxarri-Aranatz, Peio Etxabarri, commence à réciter une prière au cimetière. Au premier rang, plusieurs des enfants et petits-enfants de Jesús Ulayar. À côté d'eux, avec son long manteau, se trouve Lina Navarro, veuve du policier Francisco Berlanga.



María Nieves Ulayar serre dans ses bras une voisine d'Etxarri-Aranatz. À droite, ses enfants Adriá et Julia.



Sous la pluie, la foule se dirige du cimetière vers le centre-ville d'Etxarri-Aranatz.



Le cortège avance sur la place d'Etxarri. Lina Navarro et plusieurs enfants et petits-enfants de Jesús Ulayar sont au premier rang.



Salvador Ulayar alors qu'il s'apprêtait à déplacer l'un des conteneurs placés par la municipalité à l'endroit où son père a été assassiné.



Rosa Mundiñano vient déposer une bougie à la mémoire de son mari. A ses côtés, son fils Salvador et son petit-fils Daniel.



María Nieves Ulayar lit quelques mots sur le lieu du crime. Son frère José Ignacio tient le micro.



Reyes Zubeldia, veuve de José Javier Múgica, suivie par Javier Gómara, ancien président du Parlement de Navarre, originaire d'Etxarri-Aranatz.



Pilar Martínez, veuve de Tomás Caballero, dépose l'une des bougies.



Pilar Aramburu appose sa main blanche sur le mur de la maison de la famille Ulyar.



Jesús Ulyar place le bâton de commandement qui appartenait à son père à côté des 25 bougies déposées en souvenir. Lina Navarro attend pour faire de même avec la casquette de son mari.



Eduardo Prieto, du Grupo Universitario, ajoute ses empreintes à celles qui ornent déjà le mur.



Salvador Ulayar laisse l'empreinte de sa main à l'endroit où il a vu son père assassiné le 27 janvier 1979.



La mairesse Yolanda Barcina et Jesús Ulayar apposent leurs mains blanches sur le mur. À leurs côtés, Miguel Ángel Ruiz Langarica.



María Caballero s'adresse aux participants à l'hommage à Jesús Ulayar depuis le kiosque d'Etxarri-Aranatz.



Maite Pagazaurtundua lors de l'événement organisé sur la place.



Le journaliste José María Calleja, lors de son discours.



Jesús Ulyar parle depuis le kiosque d'Etxarri-Aranatz, 25 ans après l'assassinat de son père. Derrière lui, son frère Salvador et María Caballero.



Épitaphe de Jesús Ulayar. Le texte est le suivant:
 Joxe Miguel et Inés étaient mes parents. Leurs dépouilles se trouvent ici. Ils reposent dans cet ossuaire après avoir été extraits de leurs tombes d'origine. Natif d'Etxarri, ayant vécu toute sa vie à Etxarri et ayant travaillé sans relâche pendant des années pour les habitants d'Etxarri, une nuit et par surprise, devant la porte de sa maison, toujours connue comme la maison Txartxenekoa, au numéro 4 de la rue Maiza, une bête honteuse et sans âme, avec la collaboration nécessaire de trois autres personnes du même genre, a volé ma vie en m'abattant de cinq coups de feu.

La révocation de Javier Erice en 1976 lui permit d'accéder au poste de maire par intérim. C'est lui qui accrocha l'ikurriña, récemment légalisée, à l'un des balcons de l'hôtel de ville. Quelques mois plus tard, il quitta ses fonctions pour se présenter aux élections du 15 juin 1977, les premières élections de la démocratie à laquelle il aspirait tant. Tomás Caballero fut candidat au Congrès des députés pour le Frente Navarro Independiente, une nouvelle coalition qui optait pour des références personnelles par opposition à l'accent que d'autres acronymes mettaient sur les programmes politiques. Il était accompagné sur la liste par Jesús María Lander Azcona, un agriculteur d'Erául, président de l'Unión Territorial de Cooperativas del Campo, et Jesús Malón, qui allait devenir président du PSN-PSOE. Les candidats au Sénat étaient Víctor Manuel Arbeloa, Florencio Goñi et Ramiro Layana. De nombreux pronostics populaires et journalistiques leur prédisaient la victoire, mais la candidature de Tomás Caballero obtint 10 606 voix, soit un septième des 75 036 voix de l'UCD de Jesús Aizpún, Jesús Ignacio Astráin et Pedro Pegenaute, et la moitié de celles de l'Alianza Foral Navarra d'Albito Viguria, Félix Antonio Recasens et Francisco José de Saralegui, l'option la plus clairement à droite de tous ceux qui se rendirent aux urnes. Le deuxième parti le plus voté fut le PSOE, qui réussit à faire entrer au parlement régional le jeune Gabriel Urralburu et l'avocat de Tudela, Julio García Pérez.

Il resta conseiller municipal jusqu'en 1978 et soutint fortement l'organisation des premières élections municipales. Celles-ci eurent lieu en 1979 et finirent par attribuer la mairie au socialiste Julián Balduz lors d'une séance plénière tumultueuse. Son élection fut possible car les conseillers d'Herri Batasuna préférèrent soutenir le candidat du PSOE plutôt que de laisser le conseil municipal aux mains de l'UCD, le parti ayant obtenu le plus de voix. Lorsque

tout cela se produisit, Jesús Ulyar venait d'être assassiné à peine deux mois plus tôt. Il n'eut même pas la possibilité de se présenter aux élections dans sa ville. Peut-être l'histoire d'Etxarri Aranatz eût-elle été très différente aujourd'hui si tel avait été le cas.

Une fois le premier conseil municipal de l'ère démocratique constitué, Tomás Caballero disparut de la scène politique pour se consacrer entièrement à son travail au sein des Fuerzas Eléctricas de Navarra. En 1984, cependant, il fut nommé président de la Sociedad Deportiva Cultural Oberena, une autre des références irremplaçables de sa biographie. L'entité connut une croissance importante au cours des dix années de son mandat.

En 1995, il revint au conseil municipal de Pampelune sur la liste de l'UPN. Il fut numéro 3 sur la liste, mais le départ de Santiago Cervera au Ministère de la santé du gouvernement de Navarre fit de lui le porte-parole de la municipalité. C'était sa fonction quand il fut assassiné.

Si Tomás Caballero n'avait jamais caché ses convictions pendant les années difficiles de la dictature et de la première transition, il allait encore moins le faire face aux terroristes de l'ETA. Le 9 janvier 1998 à Zarauz, la bande armée assassina José Ignacio Iruretagoyena Larrañaga, conseiller municipal PP de la ville de Zarauz. A Pampelune, une séance plénière de condamnation eut lieu le même jour. Les trois conseillers de Herri Batasuna - Alberto Petri, Santi Kiroga et Koldo Lacasta - écoutèrent avec désintérêt les arguments des porte-parole des autres partis, jusqu'à ce que ce fut le tour de Tomás Caballero: «Ce que vous voulez, leur dit-il, c'est tuer et continuer à tuer, pour continuer à nous terroriser. Et par tuer, je ne veux pas dire simplement appuyer sur la gâchette, mais tuer en incitant les gens à tuer. Ils veulent nous terroriser et que nous parlions, mais ils n'y arriveront pas».

Les conseillers estimèrent que ces propos avaient porté atteinte à leur «honneur personnel» et déposèrent une plainte contre le conseiller de l'UPN. Ils l'accusèrent de diffamation et de calomnie. L'initiative leur permit de faire les gros titres et eut pour effet - intentionnel ou non - de concentrer les critiques du monde radical sur Tomás Caballero. En avril 1998, le tribunal d'instruction numéro 3 de Pampelune décida de rejeter la plainte au motif que les déclarations de ce dernier ne dépassaient pas le principe constitutionnel de la liberté d'expression et ne portaient pas atteinte à l'honneur des membres de HB. Mais d'autres avaient déjà rendu leur propre jugement à ce moment-là.

Le 6 mai 1998, les journaux publièrent qu'un commando de l'ETA démantelé quelques jours plus tôt à Guipúzcoa avait en sa possession des informations sur Miguel González Fontana, également conseiller de l'UPN à la mairie de Pampelune, et d'autres politiciens régionalistes. À 7 h 45, Tomás Caballero téléphona de chez lui à Eradio Ezpeleta, un autre membre du groupe municipal, pour discuter de la nouvelle. Ils n'en parlèrent que quelques minutes. Il alla ensuite chercher des cravates et des foulards qu'il avait achetés quelques jours plus tôt au Japon pour ses collègues d'UPN. Il avait fait le voyage avec plusieurs membres du conseil. La destination principale avait été la ville de Yamaguchi, jumelée avec Pampelune grâce aux relations établies par Saint François Xavier au XVIe siècle. Ne trouvant pas les cadeaux, il choisit d'appeler sa femme, qui était partie quelques minutes plus tôt pour Oberena, à son cours de gym. La conversation fut brève, presque télégraphique, mais elle finira par être cruciale dans les souvenirs de Pilar Martínez. «J'ai toujours voulu me souvenir de cet appel comme d'une conversation d'adieu», a expliqué à une occasion la veuve de Tomás Caballero.

Il sortit de chez lui à 9 h 30. Il rencontra une voisine et, fidèle à son habitude de donner un coup de main à tout le monde, il lui proposa de la conduire au centre-ville. Ils venaient à peine de s'installer dans la Ford Mondeo que deux jeunes hommes s'approchèrent de la voiture. L'un d'eux pointa son arme sur la vitre côté conducteur et tira deux fois: les balles transpercèrent le visage de Tomás Caballero, qui resta foudroyé sur le siège. Les deux terroristes s'enfuirent dans des directions différentes. La voiture, sans conducteur, glissa sur la pente douce du parking jusqu'à entrer en collision avec une Seat Ibiza. José Carlos, le plus jeune fils du conseiller, avait entendu les coups de feu depuis la maison et se précipita dans la rue, où il vit que son père avait un pouls très faible. Une personne se trouvant à proximité avait déjà alerté SOS Navarra avec un téléphone portable.

L'ambulance qui transportait Tomás Caballero arriva à l'hôpital de Navarra à 10 h 05. Le conseiller de l'UPN était dans un état très grave: ses blessures avaient provoqué un arrêt cardio-respiratoire. Les médecins du service des urgences tentèrent de le réanimer pendant quarante minutes, mais leurs efforts furent vains. A 10h45, on le déclara mort. Il devint le premier conseiller du parti régionaliste assassiné par l'ETA, bien que la bande ait déjà éliminé cinq représentants municipaux du PP à cette époque.

La mort de Tomás Caballero transforma Pampelune en une gigantesque manifestation de deuil. Des milliers de personnes se recueillirent devant la chapelle ardente installée dans l'hôtel de ville. Les funérailles eurent lieu dans la cathédrale remplie de fidèles. La messe fut célébrée par l'archevêque de Pampelune, Fernando Sebastián. Quatre ministres du gouvernement dirigé par José María Aznar suivirent la cérémonie depuis les premiers bancs, où l'ensemble du gouvernement régional était également présent. À la fin de la messe, Javier Caballero Martínez, l'aîné des

frères, monta au presbytère et adressa quelques mots à Dieu, à son père et aux personnes présentes: «Seigneur, je veux te remercier car mon père a pu nous apprendre que la mort n'est pas une fin. Il a pu nous apprendre que les valeurs les plus importantes de la vie restent en nous, que nous croyons encore à la liberté, que nous croyons encore à la justice sociale, que nous croyons encore à la générosité, au travail désintéressé pour les autres, que nous croyons encore à la vie. Et ce n'est pas un meurtre qui tue. Je veux vous remercier, Seigneur, parce que la mort de mon père a montré que les idées demeurent, qu'il est absurde de causer tant de douleur à une famille, qu'il est absurde de frustrer tant d'illusions, de priver ceux qui le méritent, ceux qui l'ont mérité, de la jouissance de leurs proches et d'une retraite bien méritée après 42 ans de travail, cela ne fait que réaffirmer précisément les idées qu'il a toujours défendues, et nous ne sommes que plus nombreux. Nous sommes beaucoup plus nombreux”.

Des milliers de personnes l'écoutèrent avec une émotion contenue: «Seigneur, en ce moment, je veux te remercier parce que la mort de mon père a montré qu'il n'y a rien de plus inutile, rien de plus futile, rien de plus absurde que de prendre la vie de quelqu'un. Elle a montré à quel point ceux qui pensent que la violence est le moyen de trouver la solution à tout problème ont tort. Elle a montré à quel point ceux qui pensent que la douleur des familles résout quelque chose ont tort. Ils ont tort... Le deuil sert à nous rappeler nos proches, mais il sert surtout à nous réaffirmer dans les idées et les convictions de ceux qui sont partis et à nous obliger à porter leur drapeau. Merci, Seigneur. Merci. Merci beaucoup pour la vie que mon père nous a donnée et pour la vie que, malheureusement pour certains, il continue à nous donner et continuera à nous donner». Dans les allées de la cathédrale, un vibrant applaudissement retentit.

Les réactions sociales et institutionnelles qui suivirent la mort de Tomás Caballero et de Jesús Ulayar constituèrent un thermomètre intéressant pour mesurer les changements intervenus au cours des presque vingt années qui séparaient les deux crimes, et aussi pour constater à quel point la condition de victime pouvait varier à quarante kilomètres de distance. Le conseil municipal d'Etxarri Aranatz ne fit rien pour soulager la douleur de la veuve et des quatre orphelins laissés par le meurtre. Il ne s'intéressa pas à eux, et ne les aida pas, ni moralement ni financièrement. Il finit par faire des bourreaux les citoyens d'honneur de la ville et accrocha leurs portraits sur le balcon de la mairie. Le conseil municipal de Pampelune décréta trois jours de deuil pour la mort de son conseiller municipal lors d'une séance plénière au cours de laquelle le maire Javier Chourraut indiqua clairement que le 6 mai 1998 resterait un jour noir dans l'histoire de la ville. Quelques mois plus tard, il lui décerna à titre posthume la médaille d'or, qui fut remise à sa veuve lors de la fête de San Saturnino, patron de la capitale navarroise. Le maire expliqua que ce prix représentait «la résistance tenace de la civilisation face à la barbarie».

Les différences étaient également importantes dans le domaine judiciaire. Les frères Ulayar n'eurent pas l'occasion d'assister au procès contre les meurtriers de leur père, car ils n'en furent même pas informés. Ils se rendirent toutefois à la Cour d'assises spéciale de Madrid alors que les auteurs de la mort de Tomás Caballero étaient sur le banc des accusés. Les membres du commando furent arrêtés en février 2002 et le procès eut lieu en mai de l'année suivante. José Ignacio et Salvador Ulayar se déplacèrent grâce au bus affrété par la plateforme Libertad Ya. L'initiative fut lancée pour soutenir la famille dans un scénario traditionnellement colonisé par les amis et sympathisants des accusés. Le groupe se réunit à Madrid avec les cinq

frères et sœur Caballero. Ils occupèrent la première rangée de sièges dans la zone réservée au public, à l'exception de Javier, avocat de profession, qui s'assit sur l'estrade en tant que partie civile.

Le moment où deux policiers en uniforme introduisirent l'auteur des coups de feu dans le «bocal à poissons» blindé fut impressionnant. Francisco Ruiz Romero se frotta instinctivement les poignets lorsque l'un des officiers lui enleva ses menottes. Il portait un polaire rouge et noir et des baskets. Il regarda mal à l'aise dans plusieurs directions et s'assit sur l'un des quatre bancs sans dossier qui constituaient le seul mobilier de la pièce. De sa place, l'accusé regarda autour de la table en forme de U où les juges et les avocats étaient assis. Ils portaient tous les robes requises et la plupart d'entre eux parcouraient quelques pages du dossier en attendant le début officiel de la session. En arrivant dans la zone occupée par le procureur et les avocats de la partie civile, Francisco Ruiz découvrit deux yeux qui le fixaient: c'était ceux de Javier Caballero Martínez. Le membre de l'ETA dû sentir que le visage tendu mais serene appartenait au fils de l'homme qu'il avait tué, et souleva son regard avec un certain air de défi. Cependant, il se détourna peu après lorsqu'il découvrit de l'autre côté de la vitre blindée un groupe compact de personnes qui l'observaient en silence. Il y avait les autres enfants de sa victime, certains de ses collègues conseillers municipaux, la mairesse Yolanda Barcina, des amis de différentes époques et les membres de Libertad Ya, qui suivaient avec attention malgré les cernes sous les yeux qui s'étaient accumulées après une nuit dans le bus. Le membre de l'ETA baissa sans doute les yeux pour ne pas avoir à se demander pourquoi ces gens étaient là, pour ne pas affronter les ombres de sa propre biographie. Assis dans le public, José Ignacio Ulayar se souvint sûrement de la différence de sa première

rencontre avec Vicente Nazábal, lorsque le meurtrier de son père le traita de «fils de pute» et lui donna un coup de pied dans la poitrine, entouré par la réjouissance ou l'indifférence des habitants d'Etxarri qui assistèrent à la scène.

Lors d'une interview accordée à l'occasion de la remise par le gouvernement de la médaille d'or de Navarre aux victimes du terrorisme, Pilar Martínez expliqua que ni elles ni leurs enfants n'en voulaient à personne. Et elle avoua, peut-être avec une certaine fierté maternelle, qu'elle aimait que ses enfants gardent leur cœur propre, «comme Tomás l'aurait voulu». En les regardant marcher dans les rues d'Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004, il était facile de voir à quel point elle avait raison.

Ce jour-là, les liens entre les familles Caballero et Ulayar se renforcèrent encore. Peu de temps après, la Fondation Tomás Caballero proposa à Salvador Ulayar de présenter l'oratrice lors de l'événement qui se tiendrait à Pampelune le 6 mai, date du sixième anniversaire de la mort du conseiller municipal. L'oratrice était Maite Pagazaurtundua, qui s'était également rendue à Etxarri Aranatz. Salvador accepta avec plaisir et, le moment venu, il résuma l'ampleur des liens créés malgré eux par les terroristes: «Les histoires des Ulayar, des Caballero, des Pagaza et de tant d'autres familles se sont rencontrées, se sont croisées et ont établi des liens particuliers. Nous appartenons à une famille de familles dont nous pouvons être très fiers. Tant de ceux qui nous ont été enlevés que de nous-mêmes. Nous sommes certainement meilleurs que les meurtriers, ceux qui les soutiennent, ceux qui se taisent, ceux qui les comprennent, ceux qui les abritent dans les institutions. Et nous ne sommes plus invisibles comme nous l'étions il y a quelques années. Maintenant, nous sommes visibles, même si cela dérange certaines personnes».

JOSÉ AGUILAR FACE À FACE AVEC LES TERRORISTES

Sous la pluie, le petit kilomètre qui séparait le cimetière du centre-ville d'Etxarri Aranatz fut un parcours particulièrement difficile pour José Aguilar García, l'une des deux mille personnes présentes à l'hommage à Jesús Ulayar. Alors que les autres marchaient en s'accrochant à leurs parapluies, il était aidé par deux béquilles. C'était la partie la plus visible de l'héritage que lui avait laissé l'explosion d'une bombe de l'ETA en 1988.

C'était alors un jeune garde civil stationné à Alsasua, à peine à dix kilomètres d'Etxarri. Il avait obtenu le grade de caporal, aimait les motos et appréciait son travail dans la Barranca. Il savait que la zone était un vivier de militants de l'ETA et la profusion de graffitis, d'affiches et d'ikurriñas lui rappelait chaque jour qu'il se trouvait en territoire hostile, mais les difficultés du travail étaient en quelque sorte compensées par ses projets pour l'avenir immédiat, parmi lesquels figurait son mariage. Il devait épouser sa petite amie de longue date, Mari Carmen Abril, le 7 janvier 1989. Ils avaient choisi la chapelle de Nuestra Señora de los Ángeles, dans la ville de San Mateo à Castellón, pour le mariage.

Le 26 décembre 1988 était le dernier jour de José Aguilar en Navarre. Il était heureux de son mariage imminent et avait invité un collègue à dîner dans son appartement de la caserne d'Alsasua. Ils parlèrent sans doute de l'année difficile qui s'achevait. Il n'y avait pas eu d'attentats graves à Alsasua et dans La Barranca, mais trois agents de la Garde civile avaient été tués à Estella et à Pampelune. L'attentat d'Estella fut particulièrement dramatique. Des

terroristes avaient stationné une voiture piégée le 21 août sur le Paseo de la Inmaculada et l'avaient fait exploser au passage d'une patrouille de la circulation. José Ferri Pérez et Antonio Fernández Álvarez moururent sur le coup. Il était 7h30 du matin et toute la ville fut secouée par l'explosion. L'onde de choc brisa des centaines de fenêtres dans les environs. Plusieurs personnes furent blessées dans les maisons voisines et des dizaines de véhicules furent endommagés. Des morceaux de la Talbot Horizon des officiers furent retrouvés 500 mètres plus loin.

L'autre agent fut tué dans la rue Larraina à Pampelune le 16 octobre. Les membres de l'ETA avaient garé une voiture piégée le long du trottoir et avaient déclenché l'explosif au passage d'un véhicule blindé léger de la Garde civile. Les gardiens qui venaient de terminer leur service dans la prison de Pampelune, à 300 mètres de là, étaient à l'intérieur. Le conducteur, Julio Gangoso Otero, fut tué par un gros morceau de métal enfoncé dans la tête. Ses sept compagnons subirent des blessures de divers degrés, mais survécurent. L'explosion détruisit complètement huit voitures, en endommagea vingt autres et fit éclater les fenêtres de dizaines de maisons. La chapelle ardente fut installée à la mairie de Pampelune. La veuve de Julio Gangoso, Ana María Fidalgo, reçut les condoléances du directeur général de la Garde civile, Luis Roldán, du président du gouvernement de Navarre, Gabriel Urralburu, et du délégué du gouvernement dans la région, Jesús García Villoslada. «S'il vous plaît, ne nous oubliez pas, moi et mes enfants, comme cela est arrivé à d'autres», les avait-elle suppliés, se rappelant peut-être la situation de Rosa Mundiñano et de ses quatre enfants, ou celle de certaines veuves des forces armées également confrontées à la solitude et à l'abandon. La femme inconsolable ne pouvait pas savoir que deux de ses interlocuteurs, Luis Roldán et Gabriel Urralburu, étaient

déjà occupés à cacher les commissions qui les conduiraient au banc des accusés et en prison.

Peu après les attentats, les forces de sécurité publièrent les noms et les photographies de deux suspects. L'un d'eux était Juan María Lizarralde Urreta, alias *Heavy*, originaire d'Andoáin, qui, quelques années auparavant, avait fait partie d'un commando de l'ETA en Navarre et qui avait réussi à s'enfuir en France lorsque ses compagnons - Mercedes Galdós et Juan José Legorburu - avaient été arrêtés.

En somme, le dernier dîner de célibataire de José Aguilar à la caserne d'Alsasua fût plutôt joyeux. Ni lui ni son invité ne pouvaient imaginer que, quelques heures plus tôt, sur le versant du mont Ameztia, en face du détachement de la Garde civile, *Heavy* et ses acolytes avaient placé plusieurs tubes de lance-grenades reliés à une minuterie.

Le premier projectile fut tiré à 2h45 du matin et toucha la clôture extérieure de la caserne. José Aguilar sut dès le premier instant qu'il s'agissait d'un attentat. Il avait dit au revoir à son ami peu de temps auparavant et portait encore son uniforme. Il se rendit dans le bureau où étaient entreposées les armes, mais il était fermé à clé. Il l'ouvrit d'un coup de pied et attrapa un cétme avant de rejoindre dehors plusieurs officiers qui s'étaient déjà rassemblés. Une deuxième grenade sortit des entrailles de la brousse et atterrit à quelques mètres de la caserne. Certains des gardes tirèrent sur l'endroit d'où elle venait, bien que cela ne semblait pas être une solution très appropriée. José et deux autres camarades coururent vers la pente de l'Ameztia, prêts à arrêter la pluie de projectiles, bien qu'il ne sembla pas prudent de le faire. Un lieutenant derrière eux donna l'ordre de faire demi-tour, mais José, parti devant, ne l'entendit pas. Il continua à avancer, seul, vers l'emplacement du mortier.

Il s'arrêta de courir quand il atteignit un réservoir d'eau. Il était conscient qu'il pouvait y avoir un piège et prit toutes les précautions possibles. En même temps, il dut faire preuve de diligence, car deux autres grenades - qui manquèrent également la maison de la caserne - volaient dans le ciel alors qu'il gravissait la colline. A un moment, il entendit des bruits dans les buissons. Il appela, mais rien. Il cria à nouveau plusieurs fois, mais personne ne répondit. Les buissons bougèrent encore et, sans y réfléchir à deux fois, il tira une rafale de son cetme. Il entendit un meuglement et sentit quelque chose de lourd frapper le sol. Il avança dans le fourré et distingua bientôt le contour des tuyaux. Il commença à s'approcher lentement, réfléchissant à la meilleure façon de neutraliser le mécanisme des engins. C'est alors qu'il marcha sur la bombe.

Il fut projeté en arrière par la violence de l'explosion. Il était entouré de fumée et ne pouvait rien entendre, mais il était vivant. Il constata que la déflagration avait brisé une de ses jambes et avait assez grièvement endommagé l'autre. Il saignait de toute part et était complètement hébété. Des éclats d'obus s'étaient incrustés dans ses mains. Ne sachant pas quoi faire il commença à prier. Après quelques minutes sans nouvelles de ses camarades, il comprit qu'il devait sortir de là par ses propres moyens s'il voulait rester en vie. Il perdait beaucoup de sang. Saisi par la douleur, il commença à ramper le long de la pente. Il ne se sentait pas assez fort pour atteindre la route, mais il devait essayer. Utilisant les buissons et les pierres pour avancer, il réussit finalement à atteindre la route d'accès à la caserne. C'est là que les autres gardes le découvrirent.

Cinq minutes plus tard, José Aguilar était en route pour Pampelune dans une ambulance de la Croix-Rouge. L'un des volontaires lui fit un garrot pour arrêter l'hémorragie. Malgré la gravité de ses blessures, il réussit à rester

conscient. Il avait peur de céder au sommeil et à la lourdeur: il pensait que s'il le faisait, sa situation pourrait se compliquer davantage. Ce n'est qu'à l'intérieur de la clinique universitaire, lorsqu'il vit la blouse blanche d'un médecin à côté de lui, qu'il se sentit soulagé. L'opération dura huit heures. Les médecins réussirent à sauver sa jambe gauche, mais durent amputer sa jambe droite. D'où sa difficulté à marcher du cimetière au domicile de la famille Ulayar le 24 janvier 2004.

Encore en convalescence à la clinique, José Aguilar accepta une interview avec un journaliste. Il raconta avec une grande sérénité les détails de ce qui s'était passé, parla avec regret de son mariage frustré et fit part de quelques projets pour l'avenir. Le titre du lendemain reprit l'une de ces intentions encore vagues: «J'aimerais étudier le droit pour devenir avocat et combattre le terrorisme avec la loi en main». Il ne pouvait alors pas deviner que son souhait se réaliserait et que son avenir finirait par être étroitement lié à l'histoire des Ulayars et des autres victimes de l'ETA en Navarre. Ce qui se passa à Etxarri Aranatz en janvier 2004 était probablement dû d'une certaine manière à la décision que José Aguilar avait prise alors qu'il était encore à l'hôpital et aux innombrables efforts qui la rendirent possible dans les années qui suivirent.

Lorsque l'ETA tua Jesús Ulayar en 1979, il n'y avait pas de collectif pour réunir les familles des assassinés. Il n'était pas possible de s'adresser à qui que ce soit pour obtenir des conseils, une aide juridique, des informations ou de la consolation. Lorsque José Aguilar survécut à la bombe en 1988, l'Association des Victimes du Terrorisme (AVT) avait déjà été créée et offrait un soutien important aux victimes de la violence de l'ETA.

Lui-même, une fois ses études de droit terminées, se chargea de constituer la délégation de Navarre: il rassembla

des informations, dressa une liste laborieuse de noms et chercha autant de personnes que possible pour leur expliquer son intention. Les premières réunions eurent lieu dans une salle discrète de l'hôtel Sancho Ramírez. C'était un bâtiment sans barrières architecturales où José María Izquierdo, lieutenant de la police nationale, qui perdit ses deux jambes et un bras lorsque la bombe que les terroristes avaient fixée sous sa voiture dans la rue Monasterio de Fitero à Pampelune explosa le 7 mai 1985, pouvait se déplacer dans son fauteuil roulant. María Luisa Ayuso, veuve du général Juan Atarés, qui laissa une image pour la postérité lorsqu'elle s'agenouilla pour prier à côté du corps de son mari à la Vuelta del Castillo le 23 décembre 1985, participa également dès le début.

Les frères Ulayar assistèrent à la plupart de ces réunions. Ils y trouvèrent des personnes capables de comprendre leur douleur et leur impuissance, car elles en souffraient également. L'association organisa plusieurs voyages, une fête de Noël pour les jeunes enfants des victimes, des indemnisations et des aides et permit de partager les drames subis dans l'isolement depuis si longtemps.

José Aguilar travaillait également comme avocat dans un cabinet de Pampelune. En 1993, il eut l'occasion de se porter partie civile contre les militants qui, cinq ans plus tôt, avaient posé la bombe qui avait détruit ses jambes. En réalité, seuls trois des responsables furent jugés: les deux autres - le précité *Heavy* et Susana Arregui - se suicidèrent à la Foz de Lumbier le 25 juin 1990. Ce jour-là, Germán Rubenach, le troisième des *libérés*, fut arrêté, et quelque temps plus tard, Juan José Zubieta et Javier Goldáraz, deux de ses assistants dans l'attentat d'Alsasua.

José Aguilar avait particulièrement envie de les voir, il avait même demandé la permission de les rencontrer dans les cellules de la Cour d'assises spéciale, mais

il n'obtint pas gain de cause. Lors du procès, il participa d'abord en tant que témoin, puis revêtit sa robe d'avocat pour représenter la partie civile. Les accusés étaient à environ huit ou dix mètres. Il les regarda droit dans les yeux à plusieurs reprises, mais aucun d'entre eux ne soutint son regard. Il n'obtint pas non plus de réponse de leur part.

Un journaliste lui demanda plus tard ce qu'il leur aurait dit s'il en avait eu l'occasion. «Je leur aurais demandé si cela valait la peine de créer autant de souffrance», avait répondu José Aguilar.

Dans un jugement rendu le 18 juin 1994, la Cour d'assises spéciale condamna les trois militants de l'ETA à 60 ans de réclusion pour deux délits d'attentat et un pour délit de destruction. José Aguilar fit appel du jugement, en faisant valoir, entre autres, que les terroristes avaient essayé de tuer tous les officiers de la caserne, et qu'ils avaient donc commis autant de meurtres frustrés qu'il y avait de personnes vivant dans le bâtiment. Les personnes présentes à la procédure d'appel - hommes, femmes, enfants - étaient les mêmes que celles qui, six ans plus tôt, l'avaient vu gravir la pente du mont Ameztia avec le cetme. La chambre criminelle de la Cour suprême accepta partiellement ses arguments et, dans un jugement rendu le 6 novembre 1995, étendit les peines de Rubenach, Goldáraz et Zubieta à trois autres délits d'attentat, ajoutant ainsi 80 ans de prison à la peine qu'ils avaient déjà reçue.

Sa responsabilité au sein de la délégation de Navarre de l'AVT lui permit d'observer de près la souffrance des victimes. Il rencontra des blessés qui préféraient dire à leurs connaissances que leurs blessures étaient dues à un accident de la route, de jeunes veuves qui avaient élevé leurs enfants en exerçant mille métiers et des orphelins qui avaient grandi sans savoir quelles étaient les options juridiques ou administratives à leur disposition. Lorsqu'en

décembre 2000, le gouvernement de Navarre décerna au collectif la médaille d'or de Navarre, il résuma une partie de ce qu'il avait vu dans une déclaration à la presse: «Pendant longtemps, nous, les victimes du terrorisme, avons vécu dans la clandestinité, sans sortir au grand jour (...) En de nombreuses occasions, on parle des victimes avec beaucoup de légèreté: il y a des personnes qui semblent s'intéresser à n'importe quel attentat mais qui n'ont jamais pris la peine de rencontrer quelqu'un ou de rendre visite à la famille ou d'avoir le moindre contact. Il est paradoxal que certains hommes politiques parlent du mot victime alors qu'ils n'ont jamais essayé de se rapprocher des personnes qui ont subi un attentat. Certaines victimes ont reçu au début la visite de représentants institutionnels qui leur ont promis de les aider, mais le temps a passé et elles ne les ont jamais revus. Il y a eu une négligence, un oubli. Au moment de l'attentat, vous devenez un personnage public, mais ensuite vous ressentez une totale indifférence».

On pourrait dire que ce qui se passa le 24 janvier 2004 fit définitivement oublier les phrases énoncées ci-dessus. Ce jour-là, à Etxarri Aranatz, José Aguilar put saluer plusieurs des personnes qu'il avait rencontrées les années précédentes à l'hôtel Sancho Ramírez. Presque tous étaient rayonnants, ressentant la joie des Ulayar comme la leur et voyant comment les années sombres s'éloignaient dans le passé.

JAVIER ALCALDE UNE PANCARTE ET BEAUCOUP DE SILENCE

Javier Alcalde opta pour la txapela pour se protéger de la pluie qui tombait sur Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004. Mais son sourire était encore plus perceptible: il était probablement lié à l'engagement personnel qui l'avait conduit là, un itinéraire qui commença presque spontanément en 1986 et qui permit depuis à de nombreux citoyens de descendre dans la rue pour condamner la violence de l'ETA.

Parmi les deux mille personnes présentes à l'hommage à Jesús Ulayar, certaines étaient venues à la Barranca ce jour-là après des années de participation aux rassemblements silencieux de Gesto por la Paz sur la Plaza Consistorial de Pampelune, à la Chantrea, à Zizur Mayor, à Tafalla ou à Peralta. Javier Alcalde et d'autres vétérans de la première heure jouèrent un rôle important dans l'origine et la continuité des réunions, qui furent peut-être le premier moyen, peu organisé, d'exprimer publiquement son opposition au terrorisme. Gesto por la Paz connut ensuite des hauts et des bas politiques et plusieurs membres éminents de Navarre quittèrent l'organisme de coordination. Mais la graine qu'ils avaient plantée est aujourd'hui un arbre feuillu.

Un article dans le journal fut à l'origine du premier élan. Publié au printemps 1986, il parlait de Cristina Cuesta, fille d'un cadre de Telefónica assassiné par l'ETA quatre ans plus tôt, et de son intention d'étendre à la Navarre une association qui avait déjà commencé à fonctionner au Pays basque. Cette initiative avait deux objectifs principaux: soutenir les victimes de la violence et œuvrer activement pour la paix. Le texte comportait un numéro de téléphone

afin que les personnes intéressées par l'idée puissent contacter le promoteur.

Javier Alcalde faisait partie de ceux qui lurent la nouvelle. Il travaillait dans une pharmacie et collaborait avec Caritas par le biais d'un programme radio consacré à la marginalisation sociale. Il trouva l'approche intéressante et téléphona à Cristina Cuesta, qui le convoqua à une réunion dans une salle mise à disposition par les Reparadoras.

En fait, la Navarre avait déjà vu naître quelques initiatives citoyennes contre la violence. La plus cohérente était celle des Artesanos de Paz, un groupe d'inspiration chrétienne et de composition hétérogène qui se réunissait chaque semaine sur la Plaza de San Francisco. Ils furent les premiers à manifester en silence, bien qu'ils aient également lu différents textes, accroché des affiches avec des réflexions sur la paix et même chanté et mimé. Parmi les Artisans de la paix se trouvaient des chrétiens, des pacifistes, des écologistes et des personnes d'horizons divers. José Ignacio Meijide, qui s'intéressa lui aussi au projet de Cristina Cuesta au printemps 1986, racontait parfois que les rassemblements sur la place de San Francisco avaient servi à éveiller plus d'une conscience, la sienne par exemple: «Un jour, je passais par là et j'ai vu plusieurs personnes avec une banderole. Que font-ils ?», avais-je demandé à une dame. Ils prient pour la paix», avait-elle répondu. Je suis resté là-dessus. Je pense que c'était une époque où nous étions tous un peu narcotisés».

Les membres de la communauté El Arca à Arguiñáriz faisaient également partie d'Artesanos de Paz. Ils vivaient dans une sorte de commune engagée, artisanale et bucolique. L'Arche avait été fondée par l'écrivain français d'origine italienne Lanza del Vasto, naturaliste et pacifiste, disciple de Gandhi. La communauté de Navarre était née sous l'impulsion de Miguel Ángel Mediavilla, originaire

de Bilbao. Certaines de ses explications sur le sens de ces rassemblements pour la paix sont conservées dans les archives: «Ils ont une dimension sociale, nous voulons être un laboratoire de la non-violence qui nous permette de trouver de nouvelles façons de résoudre les conflits, quelque chose de différent de la règle œil pour œil et dent pour dent qui est appliquée en Occident», avait-il déclaré à un journaliste en janvier 1984.

La réunion dans le local des Reparadoras eut lieu à la mi-1986 et rassembla une vingtaine de personnes. Les Artisans de la Paix étaient bien représentés. Garbiñe Gárate, mère de Mikel Zabalza, y participa également. Son fils avait été arrêté par la Garde civile le 26 novembre 1985. Trois semaines plus tard, son corps était apparu dans la rivière Bidassoa, menotté. Les autorités expliquèrent qu'il s'était noyé après s'être débarrassé des agents qui le gardaient et qu'il avait sauté dans la rivière avec l'intention de fuir. Mais les pièces de la version officielle ne collaient pas. L'affaire fut rouverte en 1995, lorsque des personnes liées aux forces de sécurité révélèrent que le jeune homme - qui n'avait aucun lien avec l'ETA - était mort des suites des tortures qu'il avait subies dans la caserne d'Inchaurrondo.

Toutes les personnes qui répondirent à l'«appel» de Cristina Cuesta avaient convenu de la nécessité d'agir. Après avoir envisagé diverses options, ils optèrent finalement pour une initiative simple mais d'une certaine portée publique: manifester en silence pendant trente minutes dans un lieu central et fréquenté de Pampelune chaque fois qu'une mort violente se produirait. Ils hésitèrent entre la Plaza del Castillo et la Plaza Consistorial, et conclurent que la taille de la première allait rendre un peu terne une assemblée qui ne s'attendait pas à être nombreuse.

Les participants à la réunion se donnèrent le nom d'Asociación por la Paz de Euskal Herria (Association

pour la paix en Euskal Herria) car c'est ainsi qu'ils pouvaient se présenter unis aux groupes de San Sebastián et de Vitoria. Il leur semblait que l'étiquette «d'Euskal Herria» faisait appel à une référence culturelle qui ne pouvait gêner personne. Le terme qui avait alors une forte connotation politique était Euskadi.

Après s'être mis d'accord sur la méthode et le nom, les participants à la réunion des Reparadoras convinrent de se réunir sur la Plaza Consistorial à 20 heures le lendemain du premier attentat. Les Artisanos de Paz décidèrent de porter une de leurs bannières.

C'était encore les années de plomb, et la fréquence des assassinats de l'ETA - 49 en 1985 et 42 en 1986 - signifiait que le rassemblement initiatique du groupe ne tarderait pas: le 18 juillet 1986, l'ETA assassinait le colonel d'artillerie José Picatoste González dans la ville de Villarreal en Alava. Dès qu'ils apprirent ce qui s'était passé, les membres de l'association naissante improvisèrent un appel à la manifestation dactylographié, le distribuèrent aux différents médias de Navarre et, le lendemain, ils postèrent avec leur banderole devant l'hôtel de ville. Javier Alcalde se souvient encore des réflexions qui l'accompagnaient lors du rassemblement: «Ce que nous allons faire me semblait tellement logique que j'étais convaincu que nous allons l'emporter en un rien de temps. Nous allons rassembler des milliers de personnes, l'ETA va se rendre compte qu'elle n'a pas le soutien populaire dont elle se vante et elle va s'arrêter», m'étais-je dit. Je n'avais aucune idée qu'au XXI^e siècle, nous continuerions à nous réunir au même endroit».

20 à 30 personnes assistèrent à ce premier rassemblement. Les gens qui passaient dans la rue les regardaient avec étonnement: ils ne criaient pas, ne scandaient pas de slogans et ne cassaient rien. Mais la surprise n'était pas la seule réaction des passants: déjà à cette époque,

les manifestants entendirent les premières insultes, qui n'étaient qu'un prologue au déluge d'injures et de menaces qui allaient les accompagner à partir de ce moment-là. L'un des articles de presse publiés le lendemain parlait d'un groupe de personnes qui s'étaient rassemblées en silence pour la paix et qui avaient reçu des insultes et des pièces de monnaie de la part de «plusieurs centaines de jeunes» qui avaient fait irruption sur la place.

Mais le processus était déjà en cours et l'esprit de ses promoteurs semblait prêt à surmonter ces difficultés et d'autres qui pourraient survenir. «Nous avons une naïveté étonnante», explique Javier Alcalde dans une interview, en faisant référence à cette époque. «On y allait tous pour des raisons différentes. Certaines personnes venaient pour des motivations chrétiennes, d'autres avaient des préoccupations plus sociales, mais nous étions tous très convaincus de ce que nous faisons». La référence historique la plus présente chez les pacifistes de Pampelune était celle de Mohandas Karamchand Gandhi: il leur semblait que le succès obtenu par les campagnes successives du *Mahatma* en Inde britannique rendait possible la paix en Navarre et au Pays Basque de la même manière. Les chiffres ne confirmaient pas tout à fait leurs attentes, mais le fait est que les rassemblements n'ont jamais cessé après cette première occasion.

Quelques mois seulement après la première, l'Association pour la paix au Pays basque fusionna avec le collectif Gesto por la Paz, qui avait été créé presque au même moment à Bilbao avec un objectif similaire. La fusion des deux groupes donna lieu à un nouveau nom - Coordinadora Gesto por la Paz de Euskal Herria - et l'objectif d'étendre les rassemblements des capitales aux quartiers et villes plus petites.

L'expansion ne fut pas difficile en Navarre car les premiers rassemblements avaient déjà suscité l'intérêt de

personnes d'origines géographiques différentes. Maite Mur, qui allait devenir conseillère municipale de Pampelune, découvrit l'initiative dans le journal. Habitante de la Chantrea, elle repéra une catéchiste de sa paroisse sur la photo et décida de lui poser des questions à ce sujet. Elle fut convoquée à une réunion à la cafétéria Florida de Carlos III, où le programme lui fut présenté. Son premier rassemblement fut celui qui fit suite à l'assassinat du député de Herri Batasuna, Josu Muguruza, tué à Madrid le 20 novembre 1989, alors qu'il dînait avec d'autres membres de la coalition nationaliste. Ils étaient très peu nombreux et un grand groupe de personnes se planta devant eux et les insulta. «Manifestez pour vos morts, pas pour les nôtres», leur crièrent-ils. Ils jetèrent leur bannière. Les choses ne s'améliorèrent guère lorsque Maite Mur et une poignée d'autres personnes, dont Asun Apesteguía et son mari, commencèrent à se rassembler à côté de l'ancien centre de santé de la Chantrea. À une occasion, les radicaux, en surnombre, se placèrent devant les sept manifestants, à cinquante centimètres de distance, et ne cessèrent de les insulter pendant les dix minutes - ce jour-là, ils ne purent atteindre le quart d'heure prévu - que dura le rassemblement. Lorsqu'ils se penchèrent pour replier la bannière, ils furent ensevelis sous une pluie de tomates et d'œufs. Maite eut peut-être le temps de se souvenir de tous ces épisodes alors qu'elle marchait dans les rues d'Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004.

Le groupe de Cizur était le fruit des efforts de deux amis: Enrique Pena et Gerardo Díaz de Cerio. Ils participèrent tous les deux aux rassemblements de Pampelune jusqu'en décembre 1989, date à laquelle ils décidèrent de créer leur propre groupe. Ils trouvèrent un slogan qui invitait à la réflexion - «Ne cachez pas votre tête sous l'aile de l'indifférence» -, ils l'estampillèrent à la main sur une

bannière et commencèrent leur propre histoire. À plusieurs reprises, seules deux personnes étaient présentes.

Et ainsi de suite jusqu'aux 27 groupes d'aujourd'hui, qui comprennent autant d'histoires uniques, de Peralta, où le promoteur de Gesto, dans la solitude la plus absolue, attachait une extrémité de la bannière à sa Vespa et tenait l'autre côté lui-même, à Berriozar, où la ténacité des sœurs Tellechea fut récompensée au fil des années par des rassemblements de centaines de personnes. Des événements furent organisés pour les écoliers et des groupes virent le jour dans les deux universités de Navarre. Pendant que José Antonio Ortega Lara était retenu en otage - 532 jours - des rassemblements hebdomadaires eurent lieu devant la prison de Pampelune.

La période dite des «doubles rassemblements» fut particulièrement dure, lors de l'enlèvement de l'industriel guipuzcoan José María Aldaya. Les terroristes l'avaient retenu dans une cachette infâme du 8 mai 1995 au 14 avril 1996. Gesto por la Paz annonça qu'il allait organiser des rassemblements hebdomadaires tant que la captivité se poursuivrait, et les groupes pro-amnistie de Gestoras, voyant que la rue qu'ils croyaient leur appartenir commençait à échapper à leur contrôle, convoquèrent des manifestations le même jour de la semaine, à la même heure et au même endroit. Ces rencontres conflictuelles étaient une représentation à petite échelle de presque tout le reste: une poignée de personnes debout derrière une banderole, en silence, et à dix mètres de là, un groupe d'individus qui leur criaient dessus, les insultaient, se moquaient d'eux et leur attribuaient les étiquettes de - fascistes, terroristes, tortionnaires... - qu'ils auraient eux-mêmes méritées s'ils avaient prêté attention à leurs attitudes, leurs parcours et le dictionnaire. Il y avait même des membres de la même famille dans chacun des deux rassemblements, une mère

pro-paix qui se retrouva un jour en face de son fils, qui la traitait de tous les noms. Bientôt, les mots firent place à des agressions plus sérieuses. Gerardo Díaz de Cerio conserve dans sa maison une petite collection d'écrous, de boulons, de roulements à billes, de pierres et de briquets qu'ils avaient reçus de la part de l'autre groupe.

Sur la Plaza Consistorial, la pression était devenue insupportable et les dirigeants de Gesto décidèrent de se rassembler sur la Plaza de la Cruz. Cependant, des partisans de Gestoras Pro-Amnistía les y avaient également suivis. Il arrivait qu'ils lisent dans un mégaphone des slogans sur la situation «dramatique» des prisonniers de l'ETA dans telle ou telle prison: la réduction du nombre d'heures de cour, la limitation des stylos et du papier, les restrictions dans l'économat... Il était inévitable que les pacifistes comparent ces références avec la situation que l'on pouvait imaginer dans le cas de José María Aldaya.

Un jour, Gerardo Díaz de Cerio résuma ses impressions à un journaliste: «Nous avons passé un quart d'heure à les écouter nous traiter de tortionnaires, comment ils acclamaient l'ETA, comment ils demandaient à Aldaya de payer et de se taire... C'était brutal. Lorsque le rassemblement s'est terminé, je suis allé me promener avec ma femme et lorsque j'ai vu que les gens étaient encore dans la rue, si calmes, discutant, mangeant leur glace, j'ai éprouvé la même sensation que celle que l'on éprouve en sortant du cinéma après avoir vu un film violent». Paradoxalement, les doubles rassemblements ajoutèrent de nouveaux sympathisants aux réunions de Gesto por la Paz. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais cessé d'y assister.

Un groupe émergea même à Etxarri Aranatz. Il était composé de vingt personnes. Il était si inhabituel que quelqu'un appelle à la libération de José María Aldaya dans une ville assiégée par la peur que les membres et les

sympathisants de Gestoras ne tardèrent pas à réagir: ils appelèrent à leur propre rassemblement, à la même heure et au même endroit. Ils rendaient hommage aux criminels depuis tant d'années, collectant de l'argent pour leur caution ou accrochant leurs portraits sur le kiosque de la place, que cela ne dut pas leur plaire qu'une poignée de d'habitant ait l'*audace de* se rallier à la cause opposée. Ils n'eurent jamais de mal à diriger leurs manifestations vers le numéro 4 de la Calle Maiza, à crier leurs slogans et leurs insultes devant les fenêtres du rez-de-chaussée - la cuisine où Mari Nieves faisait frire des pommes de terre le 27 janvier 1979 - ou à déverser leurs injures calomnieuses sur la tombe de l'homme bon qu'ils avaient auparavant condamné à mort et exécuté. Mais cela les ennuyait que quelqu'un veuille dire quelque chose de différent dans les rues qu'ils pensaient être les leurs.

Si, à Pampelune, on avait du mérite à se taire face à deux cents personnes qui criaient «goras» à l'ETA et qualifiaient leurs «voisins» de place de terroristes, on avait beaucoup plus de mérite à se tenir derrière la banderole à Etxarri, où la différence de nombre était écrasante et où il n'y avait pas de police pour garantir la sécurité, ni de passants ou de circulation pour diluer un peu la pression ambiante. Le 11 mars 1996, quatre journalistes du *Diario de Navarra* se sont rendirent dans la localité pour assister au rassemblement et en rendre compte dans les pages du journal. L'un d'entre eux, originaire de La Barranca, fut reconnu par plusieurs des contre-manifestants dès qu'il mit un pied sur la place. Ceux qui l'avaient identifié, lui et ses deux cents compagnons, commencèrent à crier: «Diario de Navarra, manipulation», et la bande sonore ne cessa pas jusqu'à ce que les reporters quittèrent la ville. Les radicaux portaient des portraits de prisonniers de l'ETA et dédiaient toutes sortes d'insultes et d'imprécations aux 16 courageux

de Gesto. Ils portaient deux bannières. On pouvait lire sur l'une d'elles: «Euskalherria askatu», et sur l'autre: «Zenbat denbora bahiturik noizko herri honen askatasuna?», c'est-à-dire «Depuis combien de temps est-il enlevé, quand ce village sera-t-il libre?», une question qui s'adaptait parfaitement aux aspirations de ceux qui se tenaient à dix mètres de là. Des contre-manifestants déguisés en prisonniers avaient mis en scène une simulation de torture. Le lendemain, tout le monde se rencontrait à nouveau en achetant du pain ou dans le couloir d'une usine. Malgré l'intensité et la violence contenue de ces quinze minutes, l'un des manifestants répondit aux questions des journalistes: «Pourquoi faisons-nous cela? Je ne saurais pas quoi dire. Certains camarades le font en raison de leur engagement envers leur foi en tant que croyants chrétiens. Nous sortons en solidarité avec les otages et pour le droit à la vie. Rentrer chez vous serait leur donner raison, perdre votre dignité. La société y perdrait.»

Malheureusement, c'est ce qui se passa. Lorsque le courage commença à exiger des doses croissantes de témérité, les volontaires d'Etxarri acceptèrent d'abandonner les manifestations. Huit ans plus tard, ils étaient presque tous présents à l'hommage rendu à Jesús Ulayar. Une partie de ce qui se passa ce jour-là avait une relation importante avec la graine qu'ils avaient si durement réussi à planter.

Le ruban bleu fait partie des contributions de Gesto por la Paz. L'idée naquit durant l'été 1993, lorsque l'ETA enleva l'industriel guipuzcoan Julio Iglesias Zamora. Ce petit morceau de tissu devait symboliser le refus des enlèvements et de la violence en général. Quelques années auparavant, le ruban rouge s'était répandu en Espagne pour montrer son soutien aux malades du sida. Le ruban bleu s'était rapidement répandu: des milliers d'entre eux furent distribués et certains, de proportions gigantesques, furent

conçus pour les plages, les collines et les manifestations. Plusieurs journaux l'ajoutèrent à leur entête. Il revint au premier plan en 1995, avec l'enlèvement de José María Aldaya, puis avec les enlèvements de José Antonio Ortega Lara et Cosme Delclaux.

Au cours de sa longue histoire, Gesto por la Paz réussit à rassembler des personnes de différentes affiliations politiques et idéologies en Navarre. L'historien et écrivain Víctor Manuel Arbeloa, lui-même participant aux rassemblements silencieux depuis des années, expliqua dans une interview que la variété des affiliations politiques révélait que la voie ouverte par l'organisation était valable pour tous. «C'était le premier signe de réflexion publique, de rébellion contenue face à ce qui se passait», déclara-t-il. Mais il ajouta que cette initiative aux mérites incontestables commença à exiger de nouvelles formules à partir de juillet 1997, lorsque l'enlèvement et l'assassinat de Miguel Ángel Blanco marqua un tournant dans les manifestations contre le terrorisme.

Les manifestations organisées par Libertad Ya à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004 ouvrirent un nouveau chapitre dans l'histoire des initiatives populaires contre le terrorisme. L'objectif était de réclamer la paix et la liberté, comme lors des précédentes, mais en même temps d'honorer la mémoire d'un homme bon et d'entourer sa famille du soutien et de l'affection qu'elle n'avait pas eus au cours des 25 années précédentes. C'était un rassemblement avec un certain caractère rétroactif: lorsque Jesús Ulayar fut tué, il faudrait encore sept ans pour que Gesto por la Paz apparaisse, mais les mains blanches que les participants à l'hommage apposèrent sur le mur de sa maison lui rendirent symboliquement les mobilisations citoyennes qui n'avaient pas été organisées à sa mort.

MATILDE SÁEZ DE TEJADA PRIER POUR LES TERRORISTES

Matilde Sáez de Tejada fut incapable d'entendre un pétard pendant des années. Toute détonation lui rappelait la mort de son mari, José Luis Prieto García, assassiné dans le quartier de San Juan à Pampelune le 21 mars 1981. Ce jour-là, elle débuta sa condition de victime, celle-là même qui, le 24 janvier 2004, la conduisit au cimetière d'Etxarri Aranatz. Sa présence à l'hommage à Jesús Ulayar pouvait être motivée par de nombreuses raisons, mais la principale était sans aucun doute de montrer sa solidarité avec Rosa Mundiñano et ses quatre enfants, d'entourer de son affection la douleur de tant d'années, qu'elle connaissait aussi très bien.

Le 21 mars 1981 était un samedi. Matilde Sáez de Tejada et son mari quittèrent leur domicile avec l'intention de se rendre à pied à l'église paroissiale de Nuestra Señora del Huerto, où ils comptaient assister à la messe de 20 heures. José Luis Prieto allait avoir 62 ans et sa biographie combinait une longue carrière dans l'armée - il était lieutenant-colonel d'artillerie à la retraite et diplômé d'état-major - et un important dévouement à la police forale, dont il avait été le chef entre 1966 et 1979. Le couple eut sept enfants et deux petits-enfants.

Cette année-là, l'ETA ne commit aucun attentat meurtrier en Navarre, bien qu'elle ait disposé de militants formés et armés pour le faire. En août 1979, un groupe *commando* avait été créé en France et était chargé d'agir en Navarre. Mercedes Galdós Arsuaga, José María Zaldúa Corta, José Martín Sagardía, José Ramón Martínez de la Fuente Intxaurregi et Pedro María Gorospe Lertxundi rejoignirent le

groupe. Ils reçurent leurs dernières instructions de Juan Lorenzo Lasa Mitxelena, *Txikierdi*, l'un des membres de la direction de l'ETA à l'époque, et José Miguel Lujúa Gorostiola, *Mikel*, responsable du passage des armes et des explosifs à la frontière, leur expliqua comment alimenter leur poudrière.

Ce *commando Nafarroa* commença sa sanglante histoire par l'assassinat de l'inspecteur de police Carlos Sanz Biurrun, tué sur la Cuesta del Labrit le 8 octobre 1979. En 1980, il y eut quatre morts en Navarre, mais deux d'entre eux étaient dus à d'autres cellules terroristes. Le 8 janvier, l'ancien garde civil Sebastián Arroyo González fut abattu à Alsasua. Il était marié, père de quatre enfants, vivait à La Barranca depuis trente ans et, au moment du crime, il quittait son travail dans l'entreprise Igartex. Quatre mois plus tard, Francisco Ruiz Hernández et Francisco Puig Mestre furent tués à Goizueta. Tous deux avaient le même âge - 26 ans - et le même métier: ils étaient gardes civils. Ils furent criblés de balles à l'intérieur du bar Huici. Ils y dinaient parce que la femme de Francisco Ruiz venait d'accoucher et était encore à l'hôpital. Le crime qui coûta la vie au policier national Ángel Postigo Mejías le 15 juin 1980 fut l'œuvre du *commando Nafarroa*. Les terroristes l'assassinèrent devant son domicile dans le quartier de la Rochapea à Pampelune. Ils lui tirèrent dessus à cinq reprises avec un pistolet. Il était marié et père d'un fils de cinq ans.

José Luis Prieto était plus ou moins au courant des détails ci-dessus, mais il ne put empêcher les membres de l'ETA d'exécuter la sentence de mort qu'ils lui avaient infligée. Le couple se trouvait à une trentaine de mètres de la porte de l'église paroissiale, dans la rue Monasterio de Urdax, lorsqu'un homme s'approcha d'eux par derrière et tira une balle dans la tête du lieutenant-colonel. Matilde Sáez de Tejada eut le réflexe de crier et d'arrêter l'assassin, mais un

de ses acolytes l'en empêcha. Le premier membre de l'ETA acheva José Luis Prieto, qui était déjà allongé sur le sol.

Le corps resta sur le trottoir pendant une heure. Cinq des enfants - les deux autres vivaient à l'extérieur - se rendirent sur les lieux du crime dès qu'ils apprirent la nouvelle, et accompagnèrent leur mère jusqu'à ce que le juge ordonna la levée du corps. L'une des filles eut assez de courage pour répondre à certains journalistes. Elle expliqua que son père menait une vie normale et reconnut qu'un an auparavant, il avait reçu des menaces de mort par téléphone. Le lieutenant-colonel Prieto n'avait pas attaché d'importance à cet avertissement.

De telles attentes dramatiques avec les cadavres des morts mal couverts par une couverture étaient courantes à l'époque. Le photographe Jorge Nagore raconte souvent un cas qui reflète de façon éloquente cette situation. Le 13 avril 1984, Jesús Alcocer Jiménez, commerçant de 65 ans, fut assassiné à Mercairuña, sur l'un des quais de chargement. Le journal demanda à Jorge de s'y rendre pour prendre des photos, mais on lui dit de le faire bien longtemps après l'attentat. Il était assez éloigné de la scène de crime, de sorte qu'il estimait n'avoir aucune chance d'obtenir une photographie ayant une quelconque valeur informative. Mais il s'y rendit néanmoins. Sa surprise fut grande en arrivant à Mercairuña, il découvrit que le corps de Jesús Alcocer s'y trouvait toujours. L'une des images qu'il obtint montre le corps du marchand recouvert d'un châle à carreaux qui cachait tout juste la tête et le torse. Tout autour de lui, il y a un peu de sciure, trois ou quatre paniers et plusieurs piles de caisses de bananes. Un homme charge des marchandises dans sa camionnette et quelques personnes discutent distraitement. Un autre s'éloigne le long du quai avec un carton de fruits dans chaque main. Une femme essuyant ses larmes à l'arrière de la scène lui confère sa seule trace de

vraisemblance. La solitude du cadavre était probablement un avant-goût de la solitude qui attendait ses proches. Le même jour, l'ETA tua deux autres personnes en Navarre: Tomás Palacín Pellejero et Juan José Visiedo Calero. Tous deux étaient des officiers de la police nationale. Ils perdirent la vie lorsque la bombe que les terroristes avaient placée dans la voiture qu'ils avaient utilisée pour s'échapper après le meurtre de Jesús Alcocer explosa.

José Luis Prieto était un homme bien connu en Navarre et sa mort provoqua une onde de choc. Le 3 janvier 1966, il prit ses fonctions de chef de la police forale. Cette dernière venait de subir une profonde réorganisation qui, sous la protection de la singularité historique inscrite dans un décret-loi, avait transformé l'ancienne «patrouille de la route» du Conseil provincial en un modèle plus professionnel et mieux équipé. Dans son discours inaugural, il déclara vouloir travailler «avec l'amour de la responsabilité» et demanda à saint François Xavier de veiller sur les déplacements des officiers sur les routes de Navarre. Pendant les quatorze années où il resta à ce poste, il créa et promut de nouvelles sections, et l'organisation passa de 17 agents à 80. Des patrouilles de surveillance et de secours furent créées, des équipes de sauvetage furent mises en place, les anciens postes de péage devinrent des bureaux d'information et un hélicoptère fut même acquis pour les sauvetages en montagne. José Luis Prieto ne se doutait pas que tous ses efforts en faveur de ses concitoyens le rapprochaient de la ligne de mire des terroristes, que son travail de tant d'années serait payé d'une balle dans la nuque.

Sa mort survint à un moment particulièrement délicat dans l'histoire de l'Espagne. Un mois à peine s'était écoulé depuis la tentative de coup d'État du 23 février et l'atmosphère était très tendue. Le lendemain de l'attentat, le ministère de la Défense et les chefs d'état-major interarmées

publièrent un communiqué confirmant un soupçon déjà annoncé: l'ETA essayait de profiter de l'agitation provoquée par l'irruption de Tejero au Congrès pour intensifier son activité terroriste. Deux jours avant la mort de Prieto, le lieutenant-colonel d'artillerie Ramón Romeo Rotaeché avait été assassiné à Bilbao. Il venait de quitter une église.

Au vu de ces événements, le gouvernement présidé par Leopoldo Calvo Sotelo décida que l'armée devait collaborer avec les forces de sécurité de l'État pour la surveillance des frontières et des limites maritimes dans les zones les plus touchées par l'activité de l'ETA. En outre, l'exécutif accepta de traiter en urgence un projet de loi visant à réformer le Code pénal dans le domaine du terrorisme.

À Pampelune, le Conseil des porte-parole du Parlement approuva une déclaration affirmant que l'ETA était «le pire ennemi de la démocratie et de l'avenir libre et pacifique de la Navarre» et que ses «complices et collaborateurs» étaient «politiquement aussi responsables que les terroristes en action». Le communiqué prenait fin en appelant le peuple de Navarre à manifester en faveur de la paix et de la liberté.

HB et Amaiur ne soutinrent pas l'initiative. Lorsque la commission des finances de la chambre se réunit deux jours plus tard, certains parlementaires critiquèrent les abertzales pour leur attitude et soulignèrent que leur présence dans les institutions était «indigne».

Il n'est pas facile de se faire une idée de la tension de l'époque. Le 29 janvier, José Ricardo Barros Ferreira, militant de l'ETA, était mort à Tudela lors de l'explosion d'un engin qu'il avait apparemment l'intention de placer dans une centrale électrique. Le même jour, l'ETA enleva José María Ryan, l'un des ingénieurs de la centrale nucléaire de Lemóniz - alors en construction - et annonça qu'elle le tuerait si les travaux n'étaient pas interrompus. La menace

fut mise à exécution le 6 février. Le corps fut retrouvé dans une zone feuillue près de Galdácano, les mains liées et une balle derrière de la tête. Vingt-quatre heures plus tôt, le Roi et la Reine avaient terminé leur voyage au Pays basque, dont une séance houleuse à la Casa de Juntas de Guernica. Le 13 février, Joseba Arregui Izaguirre, membre de l'ETA, mourut à l'hôpital pénitentiaire de Carabanchel. Sa mort était due aux tortures subies après son arrestation treize jours plus tôt. Le regretté Joaquín Pascal, qui avait été membre du PCE puis conseiller municipal socialiste, se souvenait qu'il avait retrouvé des personnes lors des manifestations organisées pour demander la libération de Ryan et lors de celles organisées pour condamner la mort d'Arregui. Certaines de ces dernières s'étaient terminées par des affrontements avec la police.

Mais aucun rassemblement ne fut autant fréquenté que ceux qui suivirent l'assassinat de José Luis Prieto. Plus de 20 000 personnes se rendirent à la chapelle ardente, installée dans la salle du trône du palais de Navarre, et près de 4 000 assistèrent aux funérailles qui déroulèrent dans l'église paroissiale de San Miguel. Les ministres de l'Intérieur et de l'Administration territoriale, Juan José Rosón et Rodolfo Martín Villa, respectivement, et le chef d'état-major de l'armée, le lieutenant général Gabeiras Montero, étaient présents à l'église. Le général Sáenz de Santamaría, l'un des hommes clés dans la neutralisation de la tentative de coup d'État du 23-F, était également présent.

Cependant, la plus grande réaction publique eut lieu le 25 mars. Six mois après l'imposant cortège qui avait défilé dans le centre de Pampelune pour condamner l'attentat contre José Javier Uranga, les habitants de Navarre avaient répondu en masse à l'appel des institutions et descendirent à nouveau dans la rue pour exiger que l'ETA cesse de tuer. Les personnes présentes ne pouvaient pas imaginer qu'il y

aurait encore des dizaines de manifestations comme celle-là, quelque 25 ans plus tard, comme celle d'Etxarri Aranzat le 24 janvier 2004.

Le slogan de la marche était «Pour la paix et contre le terrorisme de l'ETA». Plus de 50 000 personnes avaient suivi la marche depuis la Calle Yanguas y Miranda, où elle avait commencé, jusqu'au Paseo de Sarasate, où elle s'était terminée. La manifestation était menée par les représentants des partis politiques et des centrales syndicales qui l'avaient organisée. Depuis le balcon du Conseil provincial, le président, Juan Manuel Arza, lut un communiqué appelant les terroristes à cesser de tuer. «Ici, à Pampelune, des dizaines de milliers de démocrates de Navarre appellent à la paix et, proclamant notre foi en la démocratie, nous nous déclarons ennemis publics de l'ETA», avait-il crié dans les haut-parleurs.

Matilde Sáez de Tejada menait une vie discrète depuis que les réactions au meurtre de son mari s'étaient apaisées. Le 3 décembre 2000, elle assista à la cérémonie de remise de la médaille d'or de Navarre aux victimes du terrorisme. Elle y rencontra Rosa Mundiñano et les quatre frères et sœurs Ulayar. Un journaliste lui demanda comment elle avait survécu en tant que veuve, et elle répondit naturellement qu'elle priaait chaque jour pour les terroristes. «Je suis sûre que Dieu leur fera voir qu'ils ont tort», avait-elle ajouté. Ce jour-là, l'épouse du lieutenant-colonel Prieto était accompagnée de ses sept enfants et quatorze petits-enfants.

Elle rencontra à nouveau les Ulayars lors de la visite officielle du Prince Felipe en Navarre en novembre 2001. Le vaste programme comprenait une rencontre avec des victimes du terrorisme qui s'était tenue dans un hall de l'hôtel Blanca de Navarra. De nombreuses personnes qui avaient souffert directement des attaques de l'ETA en Navarre s'y

étaient rassemblées. Matilde Sáez de Tejada semblait heureuse en compagnie d'une de ses filles.

La troisième rencontre eut lieu à Etxarri. Ce qui se passa le 24 janvier 2004 permit de régler la dette de la société navarraise envers la famille Ulayar, mais aussi de reconforter les autres victimes du terrorisme qui assistaient à la réunion. Ce jour-là, Matilde Sáez de Tejada n'avait certainement pas manqué de renouveler ses prières pour les terroristes.

JOSÉ MIGUEL IRIBERRI CHRONIQUES POUR LA LIBERTÉ

José Miguel Iriberry se trouvait à la rédaction du *Diario de Navarra* lorsque Jesús Ulayar fut tué. Il ne se souvient pas quand il reçut la nouvelle, mais il suppose qu'il était déjà tard et qu'il finissait d'écrire une quelconque chronique. Après tout, il était l'un des quatre ou cinq journalistes de rue que comptait le journal à l'époque. Le reste était consacré à la sélection et à l'organisation des nouvelles envoyées par les agences. Le mot «rue» signifiait des journées imprévisibles qui pouvaient le conduire à un accident de la route, à une séance plénière municipale ou à un chupinazo. Ce dévouement varié l'avait amené à La Barranca à plus d'une occasion. C'est une région qu'il connaît bien grâce à la profession de son père, agent de la Renfe, et aux nombreux arrêts qu'il avait effectués dans toutes les gares de la vallée.

Le 27 janvier 1979, José Miguel Iriberry fut particulièrement choqué d'apprendre ce qui s'était passé: il connaissait personnellement la victime. Quelques années plus tôt, alors que Jesús Ulayar était maire d'Etxarri Aranatz, il l'avait interviewé à l'occasion des festivités du saint patron. Ces conversations annuelles étaient l'occasion pour les responsables municipaux de présenter leurs projets dans la presse et de parler de la situation et des problèmes de la ville. Jesús Ulayar fit de même, mais une photo reste gravée dans la mémoire de José Miguel Iriberry: tous deux avaient poursuivi leur conversation dans la rue et à un moment donné, des jeunes gens étaient passés en chantant et en dansant, se tenant par les épaules. L'un d'eux portait une bouteille, «probablement de cidre», et l'avait offerte au

maire, qui l'avait acceptée sans hésiter et avait bu quelques gorgées, pour le plus grand plaisir de la foule. C'est l'image qui est restée pour la postérité, un autre exemple de la nature ouverte et amicale de l'homme que ses bourreaux accuseront plus tard d'attitudes «anti-citoyennes».

José Miguel Iriberry imagine qu'il fit le trajet jusqu'au lieu du crime dans le taxi utilisé par les journalistes du *Diario* pour leurs déplacements. Il faisait nuit quand ils arrivèrent à Etxarri et il se souvient à peine des détails du voyage ou l'atmosphère qu'il trouva dans le village. «Je me suis souvent demandé si ce qui me reste est le souvenir originel ou le dernier des souvenirs successifs», s'excuse-t-il. Ce qui est resté inaltérable dans sa mémoire, c'est la lumière qui inondait la cuisine familiale. Avant d'entrer, il avait dû examiner, même furtivement, l'endroit où avait eu lieu l'attentat, le sang de la victime était encore sur le sol, et il avait parcouru plusieurs mètres dans le couloir dans une pénombre de sanglots et de conversations étouffées. C'est sans doute pour cela qu'il fut un peu ébloui en entrant dans la cuisine. Il y avait plusieurs personnes, mais il ne se souvient que de deux femmes - probablement Rosa Mundiñano et une de ses belles-sœurs, Martina ou Petra - et de Salvador, avec ses treize ans à jamais brisés. Une phrase que quelqu'un, peut-être Salvador lui-même, répéta à un moment donné lui est restée en tête: «Nous savons tous qui sont les coupables».

La scène qui se déroulait devant lui provoqua douleur et impuissance. Il y était allé pour faire un reportage, mais il respectait exquisément l'intimité tourmentée de cette famille qui lui avait ouvert les portes de sa maison. Il sait qu'à un moment donné, il avait parlé à Salvador, car dans la chronique du lendemain apparaissent plusieurs phrases textuelles du seul témoin de l'attentat. Le reste était un résumé de ce qu'il avait vu.

José Miguel Iriberry ressentit également de la peur cette nuit-là à Etxarri Aranatz: «Une peur personnelle qui combinait la peur de se rendre dans un lieu où un meurtre venait d'être commis, la peur de l'ETA, de ce qu'elle pourrait faire, et la peur pour ses collègues du journal, qui était alors fortement menacé par les terroristes». Et avec la peur, le chagrin: «Un chagrin infini pour ce que je voyais et ce que j'entendais, un chagrin qui vous laissait sans voix». Des années plus tard, lorsqu'il lut que «le chagrin est vécu comme une peur» dans le livre *A Grief in Observation* de C.S. Lewis, il se souvint de cette nuit à Etxarri Aranatz et des sentiments qui l'avaient secoué alors qu'il faisait son travail de journaliste.

Deux jours plus tard, il retourna au village de La Barranca pour faire un reportage sur les funérailles, mais ses souvenirs sont tout aussi fragmentaires: un groupe de personnes suivant la messe depuis l'extérieur de l'église, «l'irréversibilité du cimetière» et surtout, «la tragédie de la famille Ulyar», un drame qui ne fait que commencer.

Tous les médias ne traitèrent pas les événements de la même manière. Arcadi Espada, journaliste et professeur à l'université Pompeu Fabra, étudia les informations sur le terrorisme en 1979 et 1980 et arriva à la conclusion, comme il l'a écrit, que les journaux de ces années-là avaient «avalé» la mort. Sa référence à ce qui se passa à Etxarri Aranatz est la suivante: «28 janvier 1979. Un ancien maire d'Etxarri Aranatz, une municipalité basque, est tué. Les habitants ont informé *El País* que «la victime était considérée, dans certains secteurs du village, comme un confident de la Garde civile». Ce strambotto, ou similaire tend à être utilisé pour tous les décès de moindre importance. Ceux qui occupent à peine la moitié d'une colonne dans le journal. Il fonctionne très bien comme un coup de semonce. Je me souviens, du temps où je lisais ces journaux, de l'extrême consternation

que je ressentais si, pour une raison quelconque, incompetence ou impossibilité des rédacteurs, les journaux omettaient d'ajouter le strambotto. Je me souviens aussi que lorsque ma mère me donnait la nouvelle d'un attentat, je demandais immédiatement: «Civil ou militaire ?»

Et Arcadi Espada poursuit son tour d'horizon des archives des journaux: «7 mars 1979. Je suis confronté à des crimes depuis plus de deux mois. Je n'ai toujours pas trouvé que les auteurs de ces actes sont appelés des *terroristes*. Toutes les chroniques insistent sur les *auteurs, les jeunes, les commandos, les agresseurs* et autres du même type. Vingt ans plus tard, il est difficile de comprendre. Le terrorisme et les terroristes sont devenus des sujets tellement objectivables que les terroristes eux-mêmes admettraient presque qu'on les appelle des terroristes. Pas à ce moment-là, c'est évident. À l'époque, les gens criaient «*Vous, les fascistes, êtes les terroristes*, afin de libérer le reste des criminels du fardeau ignominieux de l'adjectif».

Il n'est pas facile de trouver un écho de ces caractéristiques dans les informations publiées dans le *Diario de Navarra* sur ce qui arriva le 27 janvier 1979.

Trois mois après l'assassinat de Jesús Ulyar, les premiers conseils municipaux démocratiques furent constitués et José Miguel devint responsable des informations municipales. Il n'était plus directement chargé des attentats de l'ETA, bien qu'il ait vécu de près celui perpétré par les terroristes contre José Javier Uranga le 22 août 1980. Il était dans la salle de presse, avec d'autres collègues. Ils s'étaient réunis pour se répartir les histoires de la journée lorsqu'ils entendirent un bruit qui, pour lui, ressemblait à une roue de camion éclatée tournant sur le macadam, ce qui arrivait assez fréquemment avec la circulation toujours dense de Cordovilla. Il ne fallut pas longtemps pour qu'ils apprennent que le rédacteur en chef du journal gisait sur le parking, avec 25

balles dans le corps. De l'agitation de cet après-midi-là, il se souvient de la joie qui l'envahit lorsqu'il entendit la nouvelle que le blessé était opéré: «A partir de ce moment-là, j'étais convaincu qu'il allait continuer à vivre».

Au conseil municipal de Pampelune, la proximité avec l'activité criminelle de l'ETA que lui conférait son poste le conduisit à se placer «professionnellement» du côté des partis démocratiques qui tentaient de mener à bien la transition face aux menaces de l'ETA et au discours vicié de leurs représentants politiques, alors regroupés dans Herri Batasuna. En ces années d'attentats fréquents qui donnaient lieu à des séances plénières de condamnation mouvementées, José Miguel Iriberry voyait les événements et les débats à travers le prisme de la nuit du 27 janvier 1979: pour lui, tous les crimes avaient des noms, des patronymes et des profils spécifiques parce que ce jour-là, il avait regardé sans intermédiaire le deuil d'une famille déchirée par les balles de l'ETA.

Son engagement vital et journalistique en faveur de la liberté lui valut des amitiés solides et durables avec certains conseillers. C'était l'époque du «courage» démocratique et il y avait un rapport qui n'avait pas besoin de mots, une complicité qui naissait presque inévitablement de principes et d'aspirations partagés. Le socialiste Joaquín Pascal, membre de plusieurs conseils, avait l'habitude de demander, lors de certaines séances difficiles, à quoi cela servait de parler de la ville si on ne défendait pas ensuite la vie des citoyens. On peut découvrir la même approche dans les chroniques de José Miguel Iriberry et dans sa rubrique *Plaza Consistorial*, si souvent une boussole pour avancer dans le paysage complexe de la politique et de l'actualité. Dans celle qu'il signa le 1er mai 2003, il faisait référence aux plateformes de citoyens contre la violence, mais peut-être parlait-il aussi de lui-même, de son

journalisme courageux et militant: «La défense de la ville, à proprement parler, commence par la défense de la vie des citoyens. C'est ce qui restera de ces années. Les travaux publics peuvent être réalisés tôt ou tard, mais c'est maintenant que les plateformes de liberté sont nécessaires. Pour qu'il y ait un avenir libre».

Mais si dans la vie de José Miguel Iriberry il y eut un conseiller de référence, c'est sans aucun doute Tomás Caballero. Il était bien plus qu'un conseiller, car il existait entre eux une amitié personnelle de longue date qui s'étendait également à leurs familles. Lorsqu'en 1971, Tomás Caballero se présenta aux élections municipales de l'époque pour le *tercio sindical*, José Miguel Iriberry, alors journaliste de 28 ans dans le secteur du papier, de la presse et des arts graphiques, lui donna son vote. Et il l'a toujours fait depuis, pourrais-je ajouter. Il vécut avec enthousiasme la période des conseillers dits sociaux, salua avec eux l'arrivée de la démocratie, suivit de près la création, la campagne et l'échec du Frente Navarro Independiente lors des élections de 1977, et maintint sa relation étroite avec le conseiller lorsqu'il quitta le conseil municipal et lorsqu'il fut ensuite nommé président d'Oberena. «Il avait douze ou quinze ans de plus que moi, mais il avait une personnalité tellement impressionnante, tellement séduisante, tellement suggestive, qu'il m'a captivé dès le premier instant», explique le journaliste. «Quand je pense aux personnes qui ont des principes et des valeurs, je pense toujours à lui».

Il vécut avec enthousiasme le retour de Tomás Caballero dans la vie municipale en 1995. La même année, le 23 janvier, l'ETA ouvre sa sinistre campagne contre les conseillers du PP avec l'assassinat de Gregorio Ordóñez. La liste des victimes s'allongera ensuite avec les noms de Miguel Ángel Blanco (13 juillet 1997), José Luis Caso (11 décembre 1997) et José Ignacio Iruretagoyena (9 janvier

1998). C'est précisément lors de la séance plénière qui a suivi ce dernier crime que Tomás Caballero fit l'intervention que les conseillers HB avaient portée devant les tribunaux. Quatre mois plus tard, il fut lui-même assassiné devant son domicile.

Sa mort marqua profondément José Miguel Iriberry, mais au lieu de le faire reculer dans ses convictions et ses chroniques, elle l'incita à s'engager encore davantage dans le combat que le conseiller et tant d'autres comme lui avaient laissé inachevé. Ses sentiments et ses raisons sont condensés dans l'article qu'il écrivit alors que des milliers de personnes de Pampelune défilaient devant la chapelle funéraire installée dans l'hôtel de ville. Il l'intitula «Tomás, mon ami, le peuple est avec toi» et le publia le lendemain, 7 mai 1998: «Personne ne pourra combler le vide laissé par Tomás Caballero, mais personne ne pourra non plus empêcher que son héritage de liberté et de tolérance, de paix et de démocratie, de coexistence et de volonté populaire demeure, plus vivant que jamais. Les meurtriers ont arrêté les battements de cœur d'un homme bon et ont apporté une immense douleur à sa famille, à ses amis, à ses collègues, à la société (...). Profondément solidaire et attaché à ses idéaux, Tomás Caballero aimait les autres autant que nous l'aimions. Comme nous l'aimerons toujours. Il représentait une chaîne de causes collectives et était porteur d'un message unique de paix dans la liberté. C'est pourquoi il a été assassiné. Parce qu'il représentait tout ce que les terroristes veulent détruire. Parce qu'il était un exemple de force et de conviction, un modèle de participation démocratique. Parce qu'il parlait de tolérance et de coexistence, de respect de la volonté du peuple, des droits de l'homme, de la vie. Parce qu'il appelait à l'union des démocrates contre l'ETA. C'est pourquoi il a été assassiné». A partir de ce jour, José

Miguel reprit en quelque sorte sur le papier la tâche que son ami s'était imposée au sein du conseil municipal.

L'une des manifestations de cet engagement fut une attention encore plus grande aux victimes du terrorisme. Il ne les a jamais ignorés, mais avoue avoir parfois ressenti un certain sentiment de culpabilité, de déplaisir personnel, en découvrant l'oubli dans lequel certaines d'entre elles ont vécu pendant de nombreuses années. «L'oubli de la société envers les victimes est l'oubli de chaque citoyen», insiste-t-il. «La dette que nous leur devons est absolument impayable. Si quelqu'un a fait preuve de compréhension, de tolérance et d'amour, c'est bien elles. Être contre l'ETA, c'est, aujourd'hui plus que jamais, être avec les victimes de l'ETA».

L'un des épisodes qui reflète la déclaration ci-dessus s'est produit en décembre 2000, lorsqu'il put saluer Salvador Ulayar 21 ans plus tard. Le garçon de 13 ans qu'il avait interviewé en 1979 était maintenant un père de famille de 35 ans, mais il n'arrivait toujours pas à digérer le meurtre qui avait interrompu sa vie en ce samedi pluvieux. La réunion eut lieu au *Diario de Navarra*. Voici comment le plus jeune Ulayar décrit la situation dans ses papiers: «Je visitais la salle de rédaction lorsque José Miguel Iriberry est sorti de son bureau et nous a salués, mes frères et moi. Souriant, lorsqu'il franchit la porte, il ne pensait probablement pas à la portée de son geste, car je le reçus comme s'il venait de beaucoup plus loin et non de la pièce qu'il venait de laisser derrière lui. Pour moi, il revenait de la lointaine obscurité de 1979, comme s'il avait encore sous le bras son cahier avec mes déclarations et qu'il était sur le point de me révéler je ne sais quoi, comme si quelques minutes auparavant il avait terminé son voyage depuis Etxarri et avait garé la même voiture qui le transportait alors devant le journal. C'est peut-être pour ça qu'il était plus âgé que je ne le pensais juste avant de le voir. Quarante kilomètres de route ne

font pas vieillir une personne à ce point. En vérité, vingt et un ans s'étaient écoulés et il me fallut quelques instants pour l'assimiler. Il n'était pas conscient des attentes irrationnelles que sa présence suscitait dans un coin inconnu de mon âme [...]. J'espérais que cet homme aux yeux et au visage inconnus tendrait la main et me rendrait une partie de moi-même, la solution, cette partie qui disparut la nuit du meurtre de Jesús Ulayar».

Ces retrouvailles le marquèrent, tout comme les larmes de la mairesse Yolanda Barcina après le meurtre de José Javier Múgica ou la lecture du dernier article de José Luis López de la Calle dans *El Mundo* alors qu'il avait déjà reçu la nouvelle de sa mort lorsqu'il était seul à la rédaction.

Le 24 janvier 2004, José Miguel Iriberry vécut le meilleur moment de sa vie à Etxarri Aranatz. La veille, il avait écrit un article intitulé «Los Ulayar», qui était à la fois une confession, un hommage et un appel. «Tout ce qui s'est passé autour de cet assassinat», déclarait-il en faisant référence à la mort de l'ancien maire, «est une démonstration claire de ce que la société sait aujourd'hui et que les tribunaux reconnaissent: l'ETA utilise non seulement les tireurs qui appuient sur la gâchette, mais aussi ceux qui justifient leurs crimes et les applaudissent afin que l'exemple se propage, contribuant ainsi à l'objectif de mettre fin à la démocratie. Du côté de la vie, de la paix et de la liberté ; face à cette histoire du mal, les Ulayar - la femme, les quatre enfants, la famille - ont écrit une histoire édifiante de la dignité humaine. Pour eux, comme pour toutes les victimes, la démocratie a une dette vraiment impayable. Parce qu'ils l'ont défendue en souffrant en silence, en revendiquant courageusement la mémoire des morts, en faisant confiance à l'État de droit. Et sans pouvoir exprimer le pardon parce qu'on ne le leur a pas demandé. Des années plus tard, l'un des fils avait déclaré qu'il pouvait ressentir de la

colère «mais grâce à la foi que mon père m'a enseignée, je ne ressens pas de haine». Il voulait seulement apprendre à ses enfants - les petits-enfants de Jésus - à respecter la vie. L'enseignement d'aujourd'hui est un double hommage à un homme de bien et à la dignité d'une famille, la leur. Les Ulayars».

BERRIOZAR LE CAS CONTRAIRE

Maribel Vals et Ana Tellechea se souvinrent à plusieurs reprises de leur village en marchant dans les rues d'Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004. Leur ville est Berriozar, où il y eut également un attentat de l'ETA: celui de Francisco Casanova Vicente, sous-lieutenant de l'armée, assassiné dans le garage de son domicile le 9 août 2000. Mais ce qui se passa dans la ville après le crime n'eut rien à voir avec ce qui s'était passé à Etxarri. La réaction fut plutôt l'inverse. «L'histoire de Berriozar est une histoire beaucoup plus satisfaisante», dit un jour Ana Tellechea pour résumer les changements.

Les deux femmes assistèrent sans hésiter à l'hommage rendu à Jesús Ulayar. Elles connaissaient l'histoire de la famille et avaient rencontré certains des frères lors de divers événements organisés par Libertad Ya et la Fondation Tomás Caballero. Elles étaient également engagées dans la cause de la paix et de la liberté depuis tant d'années que c'était tout naturel pour elles de s'y rendre.

Dans le cas d'Ana Tellechea, on peut dire que son voyage vers Etxarri avait commencé douze ou treize ans plus tôt. Elle vient de Beruete, une localité de Basaburúa Mayor où le basque est la langue courante des habitants. Elle s'installa à Berriozar pour des raisons professionnelles il y a des années. Là-bas, elle avait fini par s'habituer à vivre dans un centre-ville qui était presque un tableau d'affichage géant. Les affiches et les graffitis étaient devenus oppressants. Le contenu de tous ces slogans écrits sur les murs ou transférés sur des imprimés à l'iconographie récurrente avait toujours le même dénominateur commun: l'ETA, l'alternative KAS, l'indépendance, les prisonniers,

les «critiques» à la police, la torture... Il était difficile d'opposer, du moins publiquement. Au début des années 1990, plusieurs jeunes du village furent arrêtés pour avoir collaboré avec l'ETA. Les arrestations, ainsi que les plaintes qu'ils déposèrent pour torture et leur sortie de prison, avaient rendu l'atmosphère encore plus tendue. En juin 1990, lorsque deux membres de l'ETA furent retrouvés morts à la Foz de Lumbier, il y eut des manifestations qui se terminèrent par des barricades et des blocages de la circulation. Deux ans plus tard, la police accusa trois habitants d'avoir formé un groupe de soutien au commando Nafarroa de l'ETA. L'un d'eux était Jaime Iribarren, alors président du Conseil de la jeunesse de Navarre et plus tard membre du parlement régional pour Herri Batasuna. Certains des villageois fuirent en France lorsque les militants libérés dont ils dépendaient furent arrêtés et furent finalement retrouvés par les forces de sécurité françaises. En résumé, l'agitation était constante et tous les événements étaient liés entre eux.

Ce paysage parfois étouffant n'empêcha pas Ana Tellechea de continuer dans sa démarche. Il y eut même un moment où elle décida de défendre ouvertement ses convictions personnelles: «Dans ma famille, nous nous sommes sentis particulièrement touchés parce que nous sommes tous bascophones. L'ETA disait qu'ils étaient les représentants du peuple basque, mais je ne me sentais pas du tout représenté. Je ne savais pas comment le dire, comment l'exprimer».

C'est alors, en 1991 ou 1992, qu'elle entre en contact avec Javier Alcalde et Maite Mur, deux des vétérans de Gesto por la Paz. Ils lui expliquèrent leur point de vue et leur façon d'agir et Ana découvrit un canal approprié pour ses préoccupations. Elle entreprit immédiatement de créer un groupe à Berriozar.

Les premiers rassemblements n'étaient suivis que par elle et sa sœur Nerea, qui était elle-même l'une des promotrices du groupe Gesto à l'Université publique de Navarre. Chacune d'un côté de la bannière, les deux sœurs Tellechea suscitèrent d'abord l'étonnement de certains habitants et le mécontentement de ceux qui avaient jusqu'alors colonisé toute activité pouvant être qualifiée de «populaire». Petit à petit, de plus en plus de volontaires se joignirent à elles. Maribel Valls faisait partie de ceux qui partageaient ces idées.

A un moment donné, des divergences apparurent avec les responsables de Gesto por la Paz à Bilbao et le groupe de Berriozar se détacha de l'organisation. Ils maintinrent toutefois la tradition de se réunir en silence après un attentat.

La petite histoire des réunions pour la paix prit un tournant inattendu avec l'assassinat de Francisco Casanova. Le fanatique qui l'abattit le 9 août 2000 avait probablement en tête un ensemble confus de griefs historiques et d'aspirations libertaires, mais loin de le rapprocher de ses objectifs, le crime finit par entraîner une ville entière - Berriozar - dans la direction opposée. Francisco Casanova n'était pas une personne particulièrement connue dans la ville. Il était connu et apprécié par les habitants du lotissement Zortziko, où il vivait, par les membres du groupe «Ecos de Navarra», où il exprimait son amour des «jotas», et par ses collègues de la caserne d'Aizoáin, où il travaillait. Aujourd'hui, tout le monde sait qui il est et la grande majorité parle de lui avec affection et sympathie.

La comparaison avec Etxarri Aranatz est embarrassante. Si, dans la ville des Ulayar, les assassins furent nommés citoyens d'honneur par le conseil municipal et accueillis en héros à leur sortie de prison, la première réaction institutionnelle à Berriozar après l'attentat fut un

accord sur une motion de censure pour démettre José Manuel Goldaracena, d'Euskal Herritarrok, de sa fonction de maire. Il y avait alors cinq conseillers EH sur treize.

La première session plénière, qui s'était tenue à peine 24 heures après l'assassinat, était un préambule à ce qui allait suivre. Une vingtaine de sympathisants d'EH étaient présents, dont Jaime Iribarren. Plusieurs résidents se présentèrent également à l'hôtel de ville et exigèrent que le maire et les conseillers EH remplacent les lamentations par une condamnation ferme de ce qui s'était passé. L'atmosphère était très tendue. «Qu'est-ce que tu viens faire ici ?», cria l'une des personnes présentes à Iribarren. «Pour transmettre des informations, pour choisir qui sera le prochain sur la liste ? Et il lui donna un conseil: "Sortez !" L'ancien député HB répondit d'abord qu'il avait tout à fait le droit d'assister à la séance plénière, mais à l'instigation d'un collègue, il préféra garder le silence. Lorsqu'un des représentants de EH lut une motion alternative à celle présentée par le PSOE (quatre conseillers), IU (deux) et CDN (deux), les cris des personnes présentes s'intensifièrent. «Goldaracena, démission», s'exclama l'une d'elles, et une cinquantaine de voix commencèrent à scander ces deux mots. Une femme se demandait à haute voix «pourquoi» alors qu'elle pleurait amèrement au fond de la salle. Un homme résuma à voix haute les sentiments de beaucoup de personnes présentes. «Nous avons voté pour vous pour quelque chose», dit-il aux conseillers du PSOE, de l'IU et du CDN. «Unissez-vous et faites-les partir du bureau du maire».

Et c'est ce qui se passa. Quelques semaines plus tard, une initiative conjointe des trois partis démocratiques plaça le socialiste Benito Ríos à la tête de la municipalité. Le phénomène se reproduisit dans la rue. La mort de Francisco Casanova permit à de nombreuses personnes opposées à la violence de prendre le parti de défendre publiquement

leur position. Les plus actifs créèrent un collectif, *Vecinos de paz*, qui finit par multiplier les effectifs de la poignée de pionniers qui avaient commencé à se réunir dix ans plus tôt sous l'égide de Gesto por la Paz.

Vecinos de Paz ne fut jamais formellement constituée en association. Ses promoteurs choisirent ce nom parce que c'était le point de départ, le lien capable d'unir des personnes de différentes appartenances, âges et orientations politiques. «Nous sommes des personnes, nous avons une conscience et nous voulons la liberté, c'est ce qui nous unit», avaient-ils expliqué un jour à la journaliste Beatriz Arnedo.

Leurs principales activités furent les réunions organisées après les attentats, mais ils répandirent également la coutume de suspendre aux balcons et aux fenêtres des tissus avec deux mains blanches sur un fond bleu. Ce sont eux qui organisaient les actes d'hommage à Francisco Casanova à chaque anniversaire de sa mort et qui se rendaient aux réunions de la mairie pour soutenir les conseillers des partis démocratiques. Ils prirent peu à peu les rênes de la ville, des rênes qui pendant longtemps avaient été entre les mains de la gauche radicale nationaliste. L'effort fut considérable, mais il en valut la peine. «C'est difficile», reconnaissait Maribel Vals dans un article de presse, «mais quand vous vous couchez le soir et que vous analysez la journée, où vous avez échoué, ce que vous avez fait pour la vie et pour la liberté, vous respirez profondément et vous vous dites: «Un autre jour est passé, je me sens fière, et demain nous verrons ce qui se passera».

Le reflet de ces dispositions dans la vie quotidienne de ces dernières années offre plusieurs épisodes significatifs. Les Ulayars, par exemple, se sont plaints à plusieurs reprises du peu de soutien qu'ils avaient reçu de certains responsables de la paroisse. À Berriozar, le prêtre Domingo

Urtasun voyait ses homélies interrompues plus d'une fois par les applaudissements de l'assistance. L'une de ces occasions était lors de la messe célébrée à l'occasion du deuxième anniversaire de l'attentat. «La célébration de cette eucharistie en souvenir de Paco», avait-il alors déclaré, «est une nouvelle occasion de crier de toutes nos forces à l'ETA et à son entourage: Au nom de Dieu, arrêtez de tuer. Ne souillez pas l'honneur et les vertus de notre peuple par vos crimes».

D'autres prêtres, comme Jaime Larrínaga, curé de la ville de Maruri en Biscaye, subirent des pressions des nationalistes pour avoir fait de telles déclarations. Cependant, le conseil municipal de Berriozar nomma Domingo Urtasun citoyen d'honneur en octobre 2002. A ce moment-là, il n'était plus à la paroisse. L'idée était venue d'un groupe d'habitants qui recueillit 150 signatures et elles furent présentées à la session plénière par le conseiller du CDN, Santos Munárriz. L'idée, expliqua-t-il aux membres du conseil, était que «l'esprit» que le prêtre avait réussi à répandre dans la ville devait être maintenu chaque fois qu'il y avait «une attaque des violents».

Il y eut des événements plus singuliers à Berriozar. Le 25 septembre 2002, une manifestation fut organisée pour condamner la mort du garde civil Juan Carlos Beiro, assassiné à Leitza la veille. Plusieurs agents de la Garde civile surveillèrent l'événement. À la fin, l'une des personnes présentes prit la parole et déclara: «Nous voulons rendre hommage à la Garde civile pour avoir protégé la paix et la liberté». Dix habitants s'étaient ensuite approchés des gardes avec des roses blanches et les leur avaient offertes, en leur serrant la main ou en les étreignant. «Nous n'avions jamais vu une telle chose se produire à Berriozar auparavant», avoua plus tard le responsable de l'opération. «Nous

sommes émus. Après le meurtre de Francisco Casanova, beaucoup de choses ont changé dans cette ville».

Le 22 octobre 2003, quatre-vingt-dix personnes se rendirent à pied à la caserne d'Aizoáin, qui avait été attaquée la veille avec des lance-grenades et une voiture piégée destinée aux démineurs mais qui n'avait pas explosé. Il pleuvait et il faisait froid, mais personne ne manquait à l'appel. Lorsque le cortège atteignit la porte de l'enceinte militaire, l'un des participants s'adressa aux soldats qui s'y trouvaient: «Nous voulons que vous sachiez ce qu'une partie du peuple ressent à votre égard», leur dit-il.

Par la suite, les hommages successifs à Francisco Casanova avaient suscité un enthousiasme particulier chez les habitants. À Etxarri Aranatz, il fallut attendre 25 ans pour se souvenir publiquement de Jesús Ulayar, mais à Berriozar, il ne se passe pas un seul 9 août sans que plusieurs centaines de personnes descendent dans la rue pour rendre hommage au sous-lieutenant assassiné et soutenir sa veuve et ses deux enfants.

Le programme est similaire, avec très peu de variations: une «messe navarraise « dans l'église paroissiale de San Esteban et un festival de «jotas « sur la Plaza del Sol. L'auteur-compositeur-interprète José Vives est habituellement chargé du final avec sa chanson «Caminos a la paz» (Routes de la paix). Une grande partie du budget de ces manifestations - la sonorisation, un petit apéritif, un souvenir pour les artistes... - est couverte par les contributions volontaires des habitants du quartier. Depuis de nombreuses années, Maribel Vals couvre les rues de la ville - ces mêmes rues qui, il y a quelques années, étaient la chasse gardée du monde d'Abertzale - avec des affiches conçues par sa fille sur son ordinateur personnel.

Rosalía Sáiz Aja, la veuve du sous-lieutenant ne vit plus à Berriozar, mais elle assiste chaque année à

l'hommage rendu à son mari. Elle a encore de bons amis dans la localité et est consciente que la ville n'est plus la même depuis l'attentat: «Je sais que la peur a disparu», avait-elle déclaré lors de l'un des anniversaires.

Ce que Berriozar n'oubliera jamais, c'est le nom de Francisco Casanova, qui est lié à l'école de musique depuis septembre 2003. Le bâtiment, qui compte 25 salles de classe réparties sur deux étages, offre une infrastructure de premier ordre aux habitants - 215 la première année - et commémore en même temps l'homme dont la mort a définitivement changé l'histoire de la ville.

Les mains blanches que les personnes réunies à Etxarri Aranatz apposèrent le 24 janvier 2004 sur la maison de la famille Ulayar sont une réalité quotidienne et permanente dans le paysage urbain de Berriozar. Balcons et fenêtres annoncent à qui veut le voir que la ville est aujourd'hui un espace où règne la paix.

REYES ZUBELDIA ÊTRE VEUVE À LEITZA

Lorsque son mari fut assassiné le 14 juillet 2001, Reyes Zubeldia déclara qu'elle avait l'intention de continuer à se promener dans Leitza la tête haute. Le 24 janvier 2004, elle montra la même disposition à Etxarri Aranatz, un village semblable au sien à bien des égards.

Ce jour-là, lors de l'hommage à Jesús Ulayar, Reyes pensa à son mari à plusieurs reprises. Elle lui parlait pour lui dire à quel point elle appréciait d'être entourée d'autant de personnes bienveillantes: c'est ce qu'elle fait habituellement depuis que l'ETA lui arracha son mari avec une bombe sous son fourgon. «Ils voulaient me l'enlever, mais ils n'ont pas pu», expliqua-t-elle un an après le crime à la journaliste Natalia Ayarra. «Il est avec moi et je lui parle. Par exemple, quand les choses vont bien, je lui dis: «Tu m'as bien aidé, tu es un crack, comme tu t'occupes bien de moi». Et quand quelque chose ne va pas, je vais le blâmer: «Tu es tellement insouciant, tu aurais pu me prévenir, c'est pas sérieux». C'est comme ça que je lui parle très, très souvent».

Cette intimité partagée entre le Ciel et la Terre est la conséquence logique d'une relation très étroite qui a commencé le 2 février 1969 à Ohárriz, dans un noviciat de religieuses. Reyes était venu d'Amezketta, son village natal, pour assister à la profession solennelle de deux de ses amies. José Javier travaillait à l'époque comme chauffeur de taxi et avait emmené au couvent une famille de Leitza dont la fille prononçait également ses vœux. Il était temps de rentrer et Reyes manqua le bus qui l'aurait emmenée à Saint Sébastien à temps pour prendre le train pour Tolosa. Elle était bouleversée. José Javier lui proposa alors de l'emmener à Leitza, mais elle ne savait même pas si la ville était

proche ou éloignée de chez elle. Le jeune chauffeur de taxi lui dit de ne pas s'inquiéter, qu'il l'emmènerait à Amezketta après avoir déposé ses passagers à Leitza. Un an plus tard, ils étaient mariés.

Les premières années du mariage ne furent pas simples. Ils s'installèrent d'abord dans la ferme Basakabi, où vivait la mère de José Javier, qui était veuve. Il avait appris à prendre des photos pendant son service militaire à Melilla et à son retour, alors qu'il travaillait avec son frère à la station-service de Leitza, il commença à faire des photos de mariage. Reyes apprit à les développer à Tolosa et elle put ainsi aider son mari. Profitant de la construction d'un immeuble d'appartements dans la ville, ils y déménagèrent.

La naissance de leurs trois enfants augmenta leurs besoins. José Javier travailla quelque temps dans une auto-école, mais une autre auto-école ouvrit ses portes et les affaires périclitèrent, au point que le chef de famille se retrouva au chômage. Il fut un temps où il livrait du fourrage dans les fermes d'Irún, avec un beau-frère. En 1982, Reyes l'encouragea à chercher un local et à ouvrir un véritable magasin de photographie. Jusqu'alors, ils s'occupaient des commandes chez eux, au quatrième étage sans ascenseur. Ce nouveau commerce prit progressivement de l'ampleur et la famille put même profiter de quelques vacances: tous les cinq montaient dans une camionnette et se rendaient à Peñíscola, sans hôtels, appartements ou campings. Ils se garaient là où ils pensaient être le mieux et y séjournaient.

La relation de José Javier avec UPN arriva assez tard. Il avait toujours exprimé son souci des affaires du peuple, mais il n'avait aucun lien avec un quelconque parti. En revanche, l'un de ses frères, Rafael, collaborait avec l'Union indépendante de Leitza, un groupe qui cherchait à offrir un contrepoint à la majorité nationaliste de la ville. Mais

Rafael Múgica fut diagnostiqué d'un cancer: la maladie progressa inexorablement et, déjà très épuisé, il demanda à son frère José Javier d'aider les membres de l'Union indépendante de Leitza en son nom.

C'est ainsi qu'arrivèrent les élections municipales de 1999, les premières à être organisées en 24 ans de démocratie sans la pression des attentats de l'ETA. Le groupe avait décidé de ne pas se présenter, mais certaines personnes de Leitza les y encouragèrent. Ils leur suggérèrent même de se présenter avec UPN: ainsi, ils bénéficieraient du soutien d'une organisation solide pour compenser leur inexpérience. Il n'y avait pas beaucoup de volontaires pour faire partie de la liste et José Javier Múgica finit par proposer son nom. Et sa vie, en fin de compte. Reyes lui avait dit à plusieurs reprises qu'elle préférerait qu'il ne se présente pas: qu'il pouvait collaborer avec eux, mais de l'extérieur. Lorsque son mari lui annonça la démarche qu'il avait entreprise, elle réagit calmement: «Que veux-tu y faire ?», avait-elle dit. Et elle ajouta deux mots qui contenaient tout un monde de sentiments et d'intuitions: «Fait attention». Peu de temps après, José Javier devint l'un des deux premiers conseillers de l'UPN dans l'histoire de Leitza.

L'activité municipale se déroulait plus ou moins comme prévu - propositions, débats, séances plénières, votes... - mais d'autres ingrédients s'ajoutèrent rapidement... également prévus. Le conseiller municipal essayait de cacher à sa femme les insultes, les graffitis, les commentaires et tout autre incident susceptible de l'inquiéter, mais Reyes les découvrait souvent par des tiers.

La pression monta d'un cran lorsqu'en août 2000, leur fourgon fut incendié. «J'ai l'intention de continuer à siéger au conseil municipal en tant que conseiller», avait alors déclaré José Javier. Quelques jours après l'attentat, deux personnes de Herri Batasuna se présentèrent au domicile familial pour

s'excuser. Reyes les fit entrer dans la cuisine et les confronta: «Mais comment pouvez-vous venir me dire que vous êtes désolées!» Ce jour-là, elle sentit la conviction d'avoir fait un nouveau pas en avant face à l'injustice.

La femme de José Javier Múgica fut également très impressionnée par l'assassinat de Juan María Jáuregui dans la ville voisine de Legorreta. Jáuregui, un socialiste, avait été le délégué du gouvernement au Pays basque. L'ETA resserra son étau autour de lui à la fin de son mandat, mais il put se mettre se mettre à l'écart grâce à un emploi que le gouvernement lui avait offert à Aena, la société qui gère les aéroports espagnols. Lors de ses séjours au Pérou, il rendit visite à plus d'une occasion à une sœur religieuse que Reyes avait là-bas. «J'ai fait profil bas jusqu'à ce que Jáuregui soit tué», avait-elle avoué dans une interview. «J'ai fondu en larmes quand ils l'ont tué. J'ai pleuré, pleuré et pleuré. C'était comme si je m'étais retenue pendant des années. À partir de ce moment-là, j'ai parlé plus librement des choses que je désapprouvais». Ce jour-là, elle décida également que si quelque chose arrivait à son mari, elle emporterait ses cendres chez elle.

Il est difficile de vivre jour après jour sur le fil du rasoir. Comme Jesús Ulayar vingt ans plus tôt, José Javier Múgica dut s'habituer à la possibilité d'être éliminé par des terroristes. Il regardait attentivement sa camionnette avant d'y monter et de la démarrer, mais il savait que cette précaution ne garantissait pas la sécurité à 100%. Reyes s'habitua également à vivre avec la menace, pensant même parfois à l'endroit où ils le tueraient: à la mairie, dans le magasin, en sortant de la maison ?

Le 11 juillet 2001, le couple décida de prendre quelques jours de repos aux thermes de Fitero. On leur avait parlé de l'endroit et ils étaient impatients de le découvrir. Cela ne dura guère plus de 48 heures, mais cela

leur convenait très bien. Ils rencontrèrent le député Jaime Ignacio del Burgo, qu'ils connaissaient déjà. Ils bavardèrent amicalement, mais parlèrent très peu de politique. Le deuxième jour, ils allèrent à la messe et José Javier fit entendre sa magnifique voix de baryton pour dédier à la Vierge une de ses chansons préférées. Ensuite, ils allèrent prier devant l'image de Notre-Dame de la Solitude et ils lui dirent au revoir en chantant. Le conseiller municipal de Leitza aimait beaucoup chanter. Lors du dernier mariage auquel il avait assisté en tant que photographe, il découvrit qu'il n'y avait pas de chorale. Il trouva cela un peu triste, après avoir pris les photos, il se mit dans un coin de l'église et chanta plusieurs morceaux.

Ils retournèrent à Leitza le vendredi 13 juillet, à la nuit tombée. Samedi, Reyes Zubeldia et son mari prirent leur petit-déjeuner ensemble vers 9 h 45. Lorsqu'ils terminèrent, José Javier Múgica embrassa sa femme et lui donna une caresse affectueuse, puis il quitta la maison pour aller au magasin de photographie. Ils avaient l'habitude d'aller au magasin ensemble, mais Reyes avait une pile de vêtements à mettre dans la machine à laver et préféra rester à la maison. Elle s'attarda un peu dans la cuisine pendant qu'il descendait les quatre étages de l'escalier. À un moment donné, elle se dit: « Je vais regarder dehors et le voir monter dans la camionnette et s'en aller ». Elle se dirigea dans le couloir vers la fenêtre et c'est là que l'explosion eut lieu. Il n'y avait aucun doute dans son esprit. Lorsqu'elle regarda dehors, il vit le corps de José Javier à côté du véhicule, qui n'avait pas encore commencé à brûler.

Ce moment sépara la vie de Reyes Zubeldia en deux. Malgré le chagrin incessant, elle et ses enfants firent preuve d'un courage admirable dans les heures et les jours qui suivirent le crime. Ils assistèrent aux funérailles et à l'enterrement, et prirent part à la manifestation massive organisée à

Pampelune le lundi 16 juillet. Ce jour-là, sur la Plaza del Castillo, la veuve de José Javier Múgica eut l'agréable surprise de voir un groupe venu de Leitza avec sa propre bannière: «J'ai dit: Mais celui-ci est venu, et celui-là, et l'autre... ! J'étais très contente». Seulement 48 heures s'étaient écoulées et certaines choses commençaient déjà à changer. La séance plénière qui eut lieu à l'hôtel de ville la marqua également, notamment la petite discussion sur le dévoilement de l'image du Sacré-Cœur, comme l'aurait souhaité José Javier. C'est à cette époque qu'elle déclara avoir l'intention de continuer à marcher dans Leitza la tête haute.

Elle reprit rapidement sa marche quotidienne vers Gorritzaran, trois kilomètres aller et trois kilomètres retour, une occasion idéale pour réfléchir seule, prier et parler à son mari. Certains villageois avec lesquels elle n'avait pas eu de relations très fluides jusque-là venaient la saluer et discuter avec elle, même si beaucoup d'autres ne le faisaient pas à cause de ce qui pourrait (leur) arriver: «Les gens me soutiennent en me saluant, en me touchant, avec de petits gestes dont je suis très reconnaissante», avait-elle expliqué dans une interview. «Mais je sais qu'il y a des gens qui aimeraient venir me parler et qui ne le font pas par peur. Il y a une personne qui m'a dit un jour: «Au lieu d'aller par-là, pourquoi ne pas aller par-là», comme pour dire: «parlons un peu, mais discrètement». Les gens ont très peur.» Ce sont les mêmes personnes qui ont acheté des cuisinières à Jesús Ulyar ou à ses enfants pour se laver la conscience, pour se sentir mieux.

Elle n'avait pas peur de s'adresser aux conseillers d'Euskal Herriarrok ou à toute personne qu'elle jugeait appropriée. Un jour, lorsqu'elle se rendit à la mairie, elle découvrit que l'image du Sacré-Cœur était toujours recouverte. Elle en parla à un fonctionnaire de la mairie et ce dernier lui expliqua que des travaux étaient en cours et qu'elle

avait été couverte pour ne pas prendre la poussière. «Dites au maire que, si c'est la raison, je viendrai chaque semaine pour le dépoussiérer, mais le Sacré-Cœur, qu'on le voit», avait répondu Reyes.

Elle commença également à rencontrer d'autres victimes de l'ETA et à participer à des manifestations contre le terrorisme et en faveur de la liberté. Elle participa à plusieurs tables rondes organisées à Pampelune, se rendit à Madrid pour accompagner la famille Caballero dans le procès contre les assassins de Tomás, assista à l'investiture de Miguel Sanz en tant qu'invitée, visita le Parlement européen avec ses enfants et fut reçue par plusieurs représentants de l'UE, participa à la manifestation qui suivit le double crime de Sangüesa... En particulier, elle suivit de près tous les événements qui suivirent la mort du garde civil Juan Carlos Beiro, assassiné à Leitza le 24 septembre 2002.

On l'a parfois interrogée sur son attitude, son sourire, sa réaction déterminée. Elle a toujours réagi de manière naturelle: «Je pense que je m'en suis sortie sans penser aux autres. Je m'en suis sortie parce que je devais le faire. Beaucoup de gens me demandent ce que j'ai en moi pour être comme ça. Ma force vient de l'intérieur, ce que je fais c'est lui parler, faire beaucoup de marche et prier. Priez vraiment. Cela m'aide beaucoup».

D'une certaine manière, Reyes Zubeldia a parcouru, en quelques mois, le chemin que d'autres victimes du terrorisme et tant d'autres citoyens ont lentement parcouru pendant des années, voire des décennies. Et on pourrait dire la même chose de certains de ses concitoyens. Le lendemain du meurtre de José Javier Múgica, un groupe de voisins s'était rassemblé en silence devant l'hôtel de ville. Ils n'étaient pas très nombreux, mais leur initiative acquit une continuité qui aurait été impensable quelques années plus tôt. Depuis lors, il y eut un rassemblement à Leitza

pour condamner chaque attentat de l'ETA. Celui qui suivit la mort du garde civil Juan Carlos Beiro, le 24 septembre 2002, fut particulièrement émouvant. L'officier était stationné dans la caserne de la ville - un bâtiment délabré et triste qui n'a jamais obtenu l'autorisation du conseil municipal pour des rénovations - et mourut dans un attentat à la bombe que les terroristes avaient cachée à côté d'une pancarte, à la périphérie de la localité. Il était originaire des Asturies, avait 32 ans et était père de jumeaux âgés de cinq ans. Vingt-quatre heures après l'explosion, à midi, cinquante personnes se rassemblèrent sur la place avec une banderole contenant un slogan simple et direct: «Leitza et la Navarre pour la liberté». Le message était écrit en espagnol et en basque. Au-dessus de la tête des manifestants flottait l'ikurriña et le drapeau de Navarre placé sur un balcon de l'hôtel de ville. Aucun n'était en berne. Après quelques minutes de silence, Juana Sagastibelza, une habitante dirigea la prière de l'Angelus et d'un Notre Père. Puis, spontanément, les personnes rassemblées se rendirent à la caserne de la Garde civile pour présenter leurs condoléances aux collègues du caporal Beiro. Les trois gardes qui se tenaient à la porte les reçurent avec émotion. Le visage d'une femme pleurant dans la solitude pouvait être vu à travers l'une des fenêtres.

L'image de ce groupe rassemblé autour d'une bannière devint un emblème de la situation. «Les 50 de Leitza», c'est l'expression partagée par plusieurs commentateurs pour tenter de refléter l'atmosphère d'un village de près de 3 000 habitants qui n'a pas su descendre dans la rue pour pleurer un homme assassiné. «Quatre-vingt-dix pour cent des villageois n'approuvent pas ce qui s'est passé, mais ils ont peur, ils n'osent pas s'exprimer», avait expliqué Silvestre Zubitur, représentant de l'UPN au conseil municipal. En somme, ces 50 personnes qui terminèrent

leur rencontre en priant l'Angelus étaient l'embryon d'une réalité qui fait maintenant partie de la vie du village.

Un autre chapitre important de l'histoire récente de Leitza est celui qui s'est ouvert avec les élections municipales de 2003. L'UPN remporta les élections, bien que le plus grand pourcentage corresponde aux votes nuls qui avaient été revendiqués par le parti interdit, Batasuna. Daniel Múgica Zubeldia, le deuxième des fils de José Javier, fut l'un des conseillers régionalistes qui rejoint le conseil. C'était un successeur presque naturel. Dans une interview accordée 48 heures après la mort de son père, Daniel avait déclaré qu'une nouvelle habitude s'était déjà installée en lui: celle de se demander avant de prendre une décision ce que son père aurait fait. Cette boussole le conduisit deux ans plus tard à occuper le siège que les balles de l'ETA avaient voulu laisser vide.

Quelques semaines après son entrée en fonction, un événement fut organisé dans le village pour marquer le deuxième anniversaire de l'attentat. Une messe fut célébrée dans l'église paroissiale de San Miguel et une gerbe fut déposée sur le lieu du crime, à côté de la maison familiale. Après avoir écouté les *bertsos* de Pello Urquiola, Daniel Múgica résuma ses sentiments et ceux de sa famille en quelques mots: «Il y a des gens qui nous ont beaucoup soutenus, des gens qui ne nous connaissaient pas, avec lesquels nous n'avions pratiquement aucun contact, et qui maintenant nous saluent et nous regardent. C'est la seule façon de savoir s'ils sont avec nous. Nous savons que les gens ont encore peur, mais petit à petit, ils surmontent leur peur. Vous l'avez vu lors des élections».

La réalité enfermée dans ces phrases le reconforta d'une certaine manière le 24 janvier 2004 alors qu'il marchait avec sa mère dans les rues d'Etxarri Aranzat. Le village d'Ullayar avait encore un long chemin à parcourir.

MARÍA CABALLERO L'ENGAGEMENT DES VICTIMES

Le 24 janvier 2004, María Caballero fut la première à prendre la parole depuis le kiosque d'Etxarri Aranz. Il pleuvait un peu et il faisait complètement noir quand elle s'approcha du micro pour s'adresser aux deux mille personnes qui remplissaient la place. La maison des Ulayar, rue Maiza, était recouverte de mains blanches et les bennes à ordures que la mairie avait placées sur les lieux du crime reposaient pour la première fois à un autre endroit. La journée avait déjà mérité le nom d'«historique». «Bonjour et merci beaucoup d'avoir répondu à cet appel de Libertad Ya», furent ses premiers mots. «C'est un acte d'affirmation citoyenne auquel tous ceux qui sont ici participent à titre personnel. À vous tous, merci beaucoup».

María Caballero expliqua ensuite la nature de la plateforme citoyenne qui avait demandé cet hommage: «Libertad Ya est un collectif pluriel. Notre nom est un cri pour tous et partout afin de pouvoir penser, lutter, travailler, parler en toute liberté. Nous dénonçons les menaces, le chantage, le silence et les mensonges qui alimentent la violence et nous aimons une société plurielle qui respecte les autres. C'est un cri contre l'ETA et ses complices. C'est un cri qui invite à la réflexion, à l'engagement et à la mobilisation citoyenne».

Et elle révéla le sens des actes qui se déroulaient au cœur de La Barranca: «Aujourd'hui, notre cri veut honorer la mémoire de deux personnes: Francisco Berlanga, qui est mort en désamorçant une bombe à Pampelune le 2 janvier 1979, et Jesús Ulayar, qui a été ignoblement assassiné dans ce village le 27 janvier de la même année. Nous voulons

essayer d'apporter à leurs familles l'affection et le soutien que nous ne leur avons pas transmis à l'époque».

Très peu de ceux qui applaudirent chaleureusement ses paroles connaissaient les détails de l'itinéraire qui avait conduit María Caballero jusqu'à la plate-forme de ce kiosque. Ils savaient peut-être, certes, qu'elle était la fille de Tomás Caballero Pastor, conseiller municipal de l'UPN à Pampelune, assassiné le 6 mai 1998, mais ils étaient loin d'imaginer l'ampleur de son engagement pour la liberté. La mort de son père lui avait donné le statut de victime et renforcé l'héritage de valeurs et d'attitudes qu'elle avait reçu à la maison, mais son voyage vers Etxarri Aranatz avait commencé bien avant.

Elle a parfois raconté que dans ses premiers souvenirs de son père, celui-ci était déjà lié à l'activité syndicale et politique. En fait, María n'avait que trois ans lorsque Tomás Caballero devint président du Conseil des travailleurs en 1967. Lorsqu'il devint conseiller municipal de Pampelune en 1971, elle l'attendait dans le hall d'entrée de la mairie après avoir terminé ses cours de musique à Los Amigos del Arte. Le bâtiment municipal n'a «jamais eu de mystère» pour la jeune écolière.

Adolescente, elle s'était habituée à voir son père occupé, pressé par le temps, mais il ne lui a jamais manqué: les multiples obligations du conseiller ne l'empêchaient pas d'être très présent auprès de ses enfants, à leurs résultats scolaires, à leurs préoccupations. Ce furent des années agitées et difficiles, la politique et la rue étaient en constante ébullition et María Caballero sourit lorsqu'elle repense aux sit-in et aux grèves de ses années de lycée, et lorsqu'elle se rappelle que son père lui demandait les raisons de ces initiatives pour l'obliger à se confronter à elle-même et à être cohérente avec ses idées et ses décisions. Lorsque les premières élections démocratiques furent convoquées en

1977, María avait déjà quatorze ans et aidait son père à coller des affiches pour le Frente Navarro Independiente et à mettre dans des enveloppes la promotion électorale de l'époque. «J'ai toujours été très convaincue de son honnêteté personnelle et je n'ai jamais remis en question ce qu'il faisait, pas même lorsqu'il a décidé de revenir à la politique en 1995 et s'est présenté à l'UPN», avait-elle expliqué dans une interview. «Au fond, la vie de mon père n'appartenait pas qu'à nous», avait-elle ajouté. «Nous savons très bien qu'il n'est pas mort car il était notre père et qu'il nous aimait, mais pour s'être consacré à sa ville, qu'il aimait tant, comme il l'a fait».

Le 6 mai 1998, María s'était rendue au travail comme tous les autres jours à son poste d'assistante administrative au service d'urbanisme de la mairie de Pampelune. Son père était arrivé deux jours plus tôt du Japon. Elle lui avait parlé la veille, et il ne serait pas difficile de reprendre la conversation lors de la pause du matin: il lui suffisait de descendre du quatrième étage au troisième, où se trouvait alors le bureau du groupe municipal UPN. Cependant, la réunion s'avéra impossible. Elle était dans son bureau depuis un peu plus d'une heure lorsqu'elle reçut un appel téléphonique lui annonçant que «quelque chose» était arrivé à son père. D'une manière presque mécanique, elle avait quitté la mairie, pris la voiture et s'était dirigé vers l'hôpital de Navarre. Sa mère et ses frères et sœurs étaient déjà là. Les médecins tentaient toujours de ranimer Tomás Caballero, mais tous leurs efforts furent vains: quelques minutes plus tard, ils annoncèrent son décès.

Dans le discours qu'elle prononça à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004, ses convictions, ses souvenirs, sa douleur d'orpheline, et on pourrait presque dire tout son passé, palpitaient. «Nous, qui sommes des victimes plus récentes, avait-elle expliqué, avons reçu le soutien de personnes qui,

au moment des attentats que l'ETA a provoqués au début de la démocratie, n'ont pas eu l'occasion, le courage ou la possibilité de l'exprimer. Et nous sommes sûrs que ces expressions de sympathie et de proximité étaient pour toutes les victimes. Et à vous aussi. Aujourd'hui, avec la plus grande dignité sociale, nous sommes en mesure de transmettre aux personnes qui souffrent de ces atrocités que leur douleur est la nôtre. Qu'ils sachent que ces morts n'ont pas été vaines, qu'elles seront toujours dans notre mémoire car les victimes donnent un sens à notre liberté retrouvée. Une liberté qui s'étend, qui s'affirme et qui grandit, remplissant le vide d'une autre époque».

Ces dernières phrases sont étroitement liées à l'origine et à la trajectoire de Libertad Ya, une initiative à laquelle María Caballero a beaucoup contribué. Inspiré par Basta Ya et d'autres mouvements citoyens qui furent créés au Pays Basque après l'assassinat de Miguel Ángel Blanco en 1997, le collectif devint la voix de nombreuses consciences peut-être endormies ou paresseuses.

Si aujourd'hui les peñas de Pampelune se souviennent dans un communiqué de Germán Rodríguez, abattu lors des Sanfermines en 1978, Libertad Ya prépare un article dans lequel il détaille tous les attentats meurtriers perpétrés par l'ETA en Navarre, en citant nommément les 40 personnes qui ne pourront plus profiter des fêtes et qui ne seront jamais honorées par les peñas.

Si, à la fin de l'année, les entreprises et les institutions envoient des calendriers remplis de vœux et d'images heureuses, Libertad Ya distribue des milliers d'exemplaires du sien, afin que de nombreuses personnes aient toujours à portée de main - chez elles, sur leur lieu de travail - le souvenir de tous ceux que le terrorisme a effacés de la surface de la terre.

Si les victimes ont souffert d'une négligence de plusieurs décennies à laquelle il n'est plus possible de remédier, Libertad Ya tente d'atténuer un peu leur douleur et organise des hommages aux morts à l'occasion du 25e anniversaire des crimes.

Si un rassemblement pour la paix est organisé à Leitza, Andoáin ou Berriozar, Libertad Ya se mobilise pour renforcer l'initiative. Et s'il faut se rendre à Madrid pour soutenir une famille pendant le procès contre les membres de l'ETA qui ont assassiné le père ou le mari, on loue un bus et on traverse la moitié de l'Espagne aux premières heures du matin pour arriver à la Cour d'assises spéciale de Madrid à l'heure prévue.

Si jusqu'à la dernière association dispose désormais d'un *site web* pour se faire connaître et offrir un lieu de rencontre virtuel aux personnes intéressées, Libertad Ya conçoit le sien et propose à qui le souhaite des articles, des réflexions, des nouvelles, des documents et des liens sur la paix, le terrorisme ou la réponse des citoyens à la violence.

Il est facile de deviner que n'importe laquelle des initiatives décrites ci-dessus nécessite une quantité importante d'efforts. Celle qui s'est terminée le 24 janvier 2004 à Etxarri Aranatz fut le fruit d'une infinité de réunions, d'appels, de propositions, de voyages, d'articles, d'autorisations, de suggestions, de contrariétés et de bouleversements. Le résultat en valut la peine. «L'hommage à Jesús Ulayar que nous avons célébré aujourd'hui justifie à lui seul l'existence de Libertad Ya», déclara ce soir-là l'un des vétérans du collectif.

Mais il y a plus. Quinze jours après Etxarri, comme cela a déjà été rapporté dans les pages précédentes, un bus fut loué pour se rendre à Andoáin afin de rendre hommage à Joxeba Pagazaurtundua à l'occasion du premier anniversaire de son assassinat. Sur le chemin du retour,

lors la réunion improvisée qui rassemblait les passagers des deux côtés de l'allée, l'organisation d'un repas pour réunir les membres des plates-formes citoyennes opérant au Pays basque et en Navarre fut proposée. L'idée fit immédiatement son chemin: jusqu'alors, la plupart des rencontres avaient lieu lors de funérailles, de manifestations, de procès ou d'actes en mémoire d'une personne assassinée. Cette fois-ci, l'idée était de promouvoir quelque chose de plus festif, une rencontre sans aucune excuse chronologique qui servirait à se détendre, à renforcer les liens et à passer un bon moment.

Les détails furent réglés dans les semaines suivantes et l'événement fut finalement programmé pour le 24 avril, un samedi, dans le village d'Olite. Les attentats du 11 mars à Madrid refroidirent l'enthousiasme des promoteurs, mais après réflexion, le projet fut maintenu, bien que la soirée dansante ait été supprimée du programme.

La réunion fut un succès complet. Les deux cents participants furent accueillis par la maire d'Olite, la socialiste Mari Carmen Ochoa, dans la salle plénière de l'hôtel de ville. «Nous sommes fiers d'accueillir une réunion comme celle-ci et vous pouvez compter sur nous pour tout ce que vous voulez», leur avait-elle dit. Ensuite, tous les participants se rendirent à la cave coopérative Vega del Castillo, où se déroula le déjeuner.

Ce déjeuner fut très symbolique: répartis sur trois très longues tables, les convives offraient une représentation éloquente des personnes et des tendances apparemment disparates qui s'étaient rassemblées ces dernières années face au terrorisme de l'ETA. Des victimes des attentats de l'ETA étaient venues: trois des quatre frères Ulayar, la veuve de Tomás Caballero et plusieurs de ses enfants, les veuves des deux policiers nationaux assassinés à Sangüesa le 30 mai 2003, et Reyes Zubeldia, veuve de José Javier

Múgica. À côté d'eux, répartis sans ordre, se trouvaient des syndicalistes de l'UGT et des CCOO, malmenés dans de nombreux conflits de travail avant et après la mort de Franco, des conseillers municipaux de différentes localités de Navarre, des militants de différents partis, quelques journalistes, des membres du collectif Vecinos por la paz de Berriozar, des professeurs de l'UPV (Université du Pays basque) comme Aurelio Arteta, des prêtres comme Jaime Larrínaga - ancien curé de Maruri -, des professeurs de l'enseignement secondaire, des femmes au foyer, de vieux communistes endurcis par des années de clandestinité, des régionalistes de Leitza, des socialistes d'Ermua, des écrivains, des médecins, des bertsolaris, etc... L'un des coins de la salle à manger improvisée condensait particulièrement les origines hétérogènes des participants: il était occupé par Loyola de Palacio, commissaire européenne, militante éminente du PP, et, entourée de part et d'autre, par Patxi Iturrioz et Eduardo Uriarte, anciens membres de l'ETA. Patxi Iturrioz fut le leader du front ouvrier de l'ETA jusqu'à la cinquième assemblée de 1966, lorsque le secteur le plus nationaliste du groupe l'expulsa en l'accusant d'être «espagnoliste et anti-basque». Teo Uriarte est l'un des 16 militants qui étaient sur le banc des accusés lors du procès de Burgos en 1970, accusés d'avoir participé au meurtre de l'inspecteur Melitón Manzanás. Le tribunal militaire l'avait condamné à deux peines de mort, finalement commuées en prison à vie. Il bénéficia de l'amnistie après la mort de Franco, fut l'un des artisans de la dissolution de l'ETA politico-militaire et se retrouva dans Euskadiko Ezkerra, qui à son tour rejoignit le PSE. Il est aujourd'hui titulaire d'un doctorat en journalisme dont la thèse porte sur le traitement du terrorisme par les médias.

Lorsque María Caballero prit le micro au dessert pour rappeler l'objectif de la réunion et encourager les

personnes présentes à partager leurs réflexions, il lui était difficile de comprendre les chemins disparates qui avaient conduit à un rassemblement aussi important. Toutefois, si son père lui avait demandé pourquoi elle était là, comme il le faisait lorsqu'elle était au lycée, la réponse aurait été très claire.

Elle n'avait pas non plus de doutes le 24 janvier 2004, lorsqu'elle présenta une journée destinée à figurer dans les livres d'histoire. Ce jour-là à Etxarri Aranatz n'était qu'un chapitre de plus dans sa carrière, mais elle ajouta aussi quelques lignes - de sa propre écriture - aux paragraphes écrits précédemment par Jesús Ulayar, par Tomás Caballero, par tant d'autres.

IÑAKI ARTETA LES VICTIMES DANS L'OBJECTIF

Le 24 janvier 2004, Iñaki Arteta ne fut pas un participant comme les autres. Il s'était rendu à Etxarri Aranatz pour les mêmes raisons ou des raisons similaires à celles de beaucoup d'autres personnes qui ont déjà paru dans ces pages, mais aussi pour son travail: on pourrait presque dire qu'il vécut ce qui se passa ce jour-là à travers l'objectif de sa caméra vidéo. Alfonso Galletero, son fidèle scénariste, eut beaucoup de mal à le couvrir de son parapluie pour éviter que la pluie ne vienne brouiller les images. Iñaki Arteta ne voulait en manquer aucune: la douleur et l'émotion qui se reflétaient en même temps sur les visages des frères Ulayar, le regard perdu d'un jeune étudiant qui n'était pas encore né en 1979, les larmes qui glissaient silencieusement sur le visage d'un conseiller municipal qui avait traversé mille batailles plénières, les mains vigoureuses qui laissaient leur écriture blanche sur la façade de la vieille maison familiale... Ces scènes et ces gestes faisaient partie de son travail, certes, mais la détermination qui l'animait lorsqu'il les filmait transcendait le strict contenu de son métier.

En fait, il n'est pas facile de séparer la profession d'Iñaki Arteta du reste de sa biographie, du moins ces dernières années: il a tellement engagé sa vie et sa profession auprès des victimes du terrorisme que les Ulayars et bien d'autres l'associent inévitablement à une caméra de cinéma.

Le début de son engagement s'intitule «Sin libertad»: un court-métrage qu'Iñaki Arteta a réalisé par désir «civique» de prendre position contre le terrorisme. «Pourquoi prendre position ?» lui demanda le journaliste Ruperto Mendirry lors d'une interview. Sa réponse contient la clé

de sa présence à Etxarri Aranatz et de presque tout le reste: «C'est un engagement que chaque citoyen de ce pays devrait prendre. Le problème du terrorisme, de l'assassinat d'un de nos concitoyens, est un problème qui devrait tous nous toucher. La solidarité doit commencer par les personnes qui nous sont proches. Nous avons tous un certain esprit de solidarité, mais nous le canalisons souvent vers des problèmes qui sont géographiquement éloignés».

Il ne s'est pas trop éloigné de sa terre natale de Biscaïe pour trouver les histoires qui lui ont permis de façonner «Sin libertad». Toutes les personnes interrogées étaient basques comme lui, même s'il n'en connaissait aucun personnellement. Son inquiétude existentielle et son travail consciencieux finirent par produire un document bouleversant dans lequel les veuves, les persécutés, les gardes du corps, les dissidents, les mutilés et les penseurs s'unissent de manière improvisée dans une symphonie tragique qui résume éloquemment le passé et le présent. Le court-métrage fut récompensé à New York parmi 4 000 films et fut projeté à Hollywood, où certains spectateurs habitués au glamour et au faste du cinéma sous ces latitudes furent troublés de découvrir que des injustices parfaitement contemporaines pouvaient aussi se retrouver en Europe.

Le directeur fut particulièrement impressionné par le témoignage d'Inmaculada Iruretagoyena, sœur de José Ignacio, conseillère du PP à Zarautz, assassiné le 9 janvier 1999. Elle occupa ensuite un siège au sein du même conseil municipal et aurait pu rejoindre la liste des victimes de l'ETA si la bombe que les terroristes avaient placée dans une tombe familiale à côté de celle de sa famille avait explosé. Il a été révélé par la suite qu'ils avaient l'intention de la déclencher lors de l'hommage rendu au défunt par la famille, les amis et les membres du PP à l'occasion du troisième anniversaire du crime. Iñaki fut frappé par la manière dont Inmaculada

avait intériorisé une si grande souffrance et par la façon dont elle l'exprimait en le regardant dans les yeux.

Il a entendu des histoires très dures ces dernières années. Il a lui-même sauvé certaines d'entre elles de l'oubli dans lequel elles croupissaient depuis des décennies. Le court-métrage met en scène María del Mar Negro, la fille d'Alberto Negro, un ouvrier de la centrale nucléaire de Lemóniz qui mourut le 17 mars 1978 lorsque la bombe que des membres de l'ETA avaient réussi à poser à l'intérieur du site explosa. Devant les caméras, María del Mar fit une déclaration à laquelle les frères Ulyar auraient probablement souscrit: «Quand on est victime d'un attentat, on est déjà touché pour toujours. Quand il y en a un autre après, vous ne vous souciez pas de qui est le mort. À cet égard, vous devenez bien meilleur, bien plus propre, car vous ne faites plus aucune différence, vous ne voyez qu'une personne de plus qui a été tuée». Il a également interrogé Arate Zurutuza, veuve de Luis Domínguez, entrepreneur de pompes funèbres à Vergara, assassiné le 25 janvier 1980. La femme raconta avec courage comment il avait été tué: «Ils l'attendaient à la porte du cimetière. Ils l'ont appelé par son nom et il a essayé d'entrer dans des jardins à côté du cimetière. Ils lui ont tiré dans le genou. Quand il est tombé, il s'est mis à genoux, puis ils l'ont attrapé par les cheveux et lui ont tiré dessus six fois. Le journaliste «exilé» José María Calleja, présent à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004, fait partie des protagonistes de «Sin libertad». Ses mots furent à la fois une expérience personnelle et une évaluation des 25 histoires dans leur ensemble: «Les victimes du terrorisme sont d'abord insultées, puis assassinées, et enfin insultées à nouveau. Quelque chose que, comme nous le savons déjà et comme l'histoire nous le montre, les nazis ont déjà fait».

Iñaki Arteta connaît la portée des déclarations transcrites ci-dessus parce qu'il a côtoyé et côtoie de près,

presque familièrement, de nombreuses victimes, mais aussi parce qu'il a vécu directement certaines des conséquences de la pression imposée par le nationalisme au Pays basque: après la première de «Sin libertad» il perdit son emploi au Conseil provincial de Biscaye. «Ça fait mal quand les gens qui n'ont pas vu votre travail arrêtent de vous parler», avait-il dit un jour.

La revue *Papeles de Ermua* lui a dressé un portrait précis en quelques lignes : «Iñaki Arteta est un rebelle avec une cause: il supporte mal l'injustice, les préjugés, l'oubli, le mensonge, le cynisme, l'ingratitude... C'est un Basque dur et rieur qui n'est pas dupe de la réalité, c'est pourquoi il veut la changer: il n'abandonnera pas tant qu'il n'aura pas réussi à soumettre ceux qui tyrannisent sa terre et son peuple (...). Il est de ceux qui étouffent sans liberté».

Conscient que son court-métrage ne capturerait qu'une petite partie de la douleur causée par l'ETA, il décida de s'immerger dans les profondeurs du passé récent pour donner une voix à ceux qui furent acculés et réduits au silence pendant des années. C'est alors qu'il rencontra les Ulayars. Quelqu'un lui parla d'eux, il fit des recherches et les appela. L'entente fut presque immédiate. Avec leur histoire et celle de quinze autres familles, le réalisateur travailla pendant plus de deux ans sur un documentaire intitulé «Olvidados», qui était déjà bien avancé le 24 janvier 2004. À cette époque, Iñaki Arteta avait déjà établi une relation solide et amicale avec les quatre enfants de Jesús Ulayar Liciaga, auxquels il avait proposé un an plus tôt de revisiter les principales scènes de leur vie et de l'attentat qui les a laissés orphelins.

Le tournage, avec pratiquement aucun témoin, eut lieu le 1er mars 2003. L'équipe s'était retrouvée tôt le matin à l'auberge d'Aritzalko avec Jesús, José Ignacio, Mari Nieves et Salvador, et avait échangé quelques impressions

avant de se rendre à la maison familiale. Aucune instruction ou répétition ne fut nécessaire car tout se passa de manière improvisée: à peine étaient-ils descendus de leurs voitures respectives que Salvador avait déjà commencé à raconter ce qui s'était passé le 27 janvier 1979. «C'est ici qu'il est tombé», dit-il, et les caméras commencèrent à tourner. Ils enregistrèrent également quelques images à l'intérieur de la maison, froide et silencieuse après de longues années d'abandon, et se rendirent au cimetière en milieu de matinée, où les quatre frères et sœur déposèrent un bouquet de fleurs devant la niche contenant la dépouille de leur père. Cependant, la majeure partie du tournage se déroula chez l'un des Ulayar, au cours d'une très longue conversation qui permit de raviver les souvenirs familiaux les plus profonds.

Iñaki Arteta n'aurait pas pu faire un film comme celui-ci en 1979 parce que Jesús Ulayar était vivant, de plus à l'époque personne ne faisait de films sur les victimes. Cette année-là, l'ETA tua 84 personnes et l'année précédente, elle en avait tué 69, mais les deux seuls films sur le terrorisme étaient *El Proceso de Burgos*, d'Imanol Uribe, et *Operación Ogro*, de Gillo Pontecorvo. Le premier concerne le procès auquel seize militants importants de l'ETA de l'époque furent soumis en décembre 1970. Ils étaient accusés d'avoir participé à des degrés divers au meurtre de Melitón Manzanas. Parmi les accusés figurent Mario Onaindía, Teo Uriarte, Javier Izko de la Iglesia, Jokin Gorostidi, Gregorio López Irasuegui et les prêtres Julen Kalzada et Jon Etxabe. Le jugement comprenait plusieurs condamnations à mort qui finirent par être commuées, mais le film d'Uribe, l'un des tout premiers sur l'ETA à atteindre le grand écran, montre également l'audace des jeunes militants devant le tribunal, leur courage, la défense ardente de leur terre, les strophes d'*Eusko Gudariak* dans la salle d'audience. Le

film *Opération Ogre*, quant à lui, retrace l'attentat qui coûta la vie à l'amiral Luis Carrero Blanco le 20 décembre 1973. Jon Juaristi écrit que Pontecorvo voulait laisser une trace filmique de ses propres perplexités, peut-être pour ne pas tomber ouvertement dans le crime d'apologie du terrorisme. Quoi qu'il en soit, *Operación Ogro* est le deuxième film réalisé sur l'assassinat du numéro deux du régime: *Comando Txikia* de José Luis Madrid était sorti en 1977. À cette époque, le livre *Operación Ogro* fut également largement diffusé, dans lequel un certain *Julen Agirre*, qui s'est avéré être Eva Forest par la suite, interviewait les auteurs du magnicide.

Cette note historique nous permet d'improviser quelques conclusions: six ans après l'assassinat, les membres du *commando Txikia* apparaissaient déjà dans deux longs métrages, tandis que Jesús Ulayar et les 800 autres victimes de tant de commandos durent attendre plusieurs décennies pour que quelqu'un se souvienne d'elles sur celluloid. Le premier titre sérieux fut *Asesinato en febrero* (2001), d'Eterio Ortega, produit par Elías Querejeta, une histoire basée sur l'attentat qui a coûté la vie à Enrique Buesa et à son garde du corps, le policier Jorge Díaz Elorza.

Iñaki Arteta va remédier à cet oubli. Peut-être l'aurait-il déjà fait au moment où ces lignes seront publiées. Le court-métrage «Sin libertad» fut projeté à Pampelune le 6 mai 2002 à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort de Tomás Caballero. Son auteur aurait souhaité que le 24 janvier 2004, les participants à l'hommage à Jesús Ulayar aient pu voir une avant-première du long métrage: la partie sur la famille. Il avait tout préparé et avait même inclus dans la bande sonore un *aurresku* typique d'Etxarri que José Ignacio lui avait envoyé à la dernière minute. Mais les installations limitées fournies par le conseil municipal le privèrent, ainsi que les organisateurs de l'événement,

d'un lieu approprié pour la projection. En échange, il remit sa caméra sur son épaule, peut-être pour avoir une trace filmique du tournant définitif de l'histoire de la famille Ulayar en ce samedi pluvieux de janvier.

AUTRES MILITAIRES, SYNDICALISTES, ENSEIGNANTS...

Cela faisait de nombreuses années qu'un uniforme militaire n'avait pas été vu dans les rues d'Etxarri Arantz. Pourtant, le 24 janvier 2004, le général Sierra portait le sien avec un naturel absolu. Il était alors le commandant militaire de la Navarre, le chef visible de l'armée dans la région, et il voulait participer au rassemblement qui lui permettait de se souvenir de Jesús Ulayar et, avec lui, de tous ses collègues assassinés par l'ETA au cours des trente années précédentes.

Dans certaines des hagiographies du groupe terroriste - qui sont nombreuses - on explique que l'ETA a tué «près de vingt généraux» et on souligne que dans aucune des guerres auxquelles l'Espagne a été confrontée, il n'y a eu un tel nombre de victimes «de cette importance». Il n'est jamais mentionné que la guerre n'existe dans ce cas que dans l'imagination de ceux qui approchent leurs victimes par derrière et les abattent alors qu'elles se dirigent en toute tranquillité vers leur travail, qu'elles se promènent en famille ou qu'elles attendent que le feu passe au vert.

José Sierra connaît les circonstances de plusieurs de ces crimes et s'en souvient peut-être en marchant dans les rues qui furent la scène de la dure histoire des Ulayar. Il était accompagné de Julia, sa femme, et de nombreuses autres personnes qui ne considérèrent à aucun moment son uniforme impeccable comme une provocation ou une imposition, comme ceux qui suivirent furtivement la manifestation de l'intérieur de leur maison voulurent nous le faire croire par la suite. Pendant la messe dans l'église paroissiale de Nuestra Señora de la Asunción, le général finit

par s'asseoir sur un banc entre le président Miguel Sanz et Maribel, l'épouse de Salvador Ulayar. Le jeune fils de ce dernier, Jaime, quatre ans, ne tenant pas en place, José Sierra lui offrit sa casquette pour le distraire.

Le vétéran militaire ne pouvait pas se douter qu'un mois et demi plus tard, il deviendrait lui aussi une victime lorsque les attentats du 11 mars à Madrid déchiquetèrent le corps de son fils Federico Miguel. Il avait suivi les pas de son père dans l'armée, à 37 ans il était aguerri par des missions de paix successives dans les Balkans. Lui et sa femme Leila avaient une petite fille.

Salvador Ulayar fit une liaison entre les deux épisodes - l'hommage à son père à Etxarri Aranatz et les attentats du 11-M - dans quelques paragraphes de ses mémoires spontanées: «Comment pouvions-nous même soupçonner l'enfer qu'allait vivre la famille de ce gentil homme qui avait offert sa casquette comme jouet. Comment aurais-je pu savoir que quelques semaines plus tard, il ferait partie de notre famille de familles victimes du terrorisme. Je connais très peu le général José Sierra et nous avons seulement échangé quelques lignes de condoléances lors de l'assassinat de son fils. Lorsque nous nous sommes rencontrés, nous n'avons échangé que quelques phrases, bien que très riches en contenu, intenses et vraies. Je ne l'ai rencontré qu'à trois reprises ces derniers mois, à l'occasion de certains événements. Ses yeux, son visage, son tempérament, traduisent la cordialité, la sérénité et la tempérance, et donnent un aperçu d'un grand homme. Bon et fort, avec un regard franc et de fortes convictions».

La présence du général Sierra à Etxarri Aranatz le 24 janvier 2004 était significative, mais le contraste entre son uniforme et l'origine et la condition de certaines des personnes qui marchaient à ses côtés l'était encore plus. Des profils très différents sont apparus dans cet ouvrage,

mais ils ne sont qu'un tout petit échantillon du caractère hétérogène des personnes qui assistèrent à l'hommage à Jesús Ulayar.

À quelques mètres du commandant militaire de la Navarre défilait Ramón Ibarrola San Martín, syndicaliste chevronné et, ces dernières années, membre actif de Libertad Ya. Si en 1971, lorsqu'il fut inculpé par le Tribunal de l'ordre public - l'intimidant TOP du défunt régime franquiste - quelqu'un lui avait dit que dans les années suivantes, il participerait à une manifestation aux côtés d'un général de l'armée espagnole, il ne l'aurait pas cru.

Ramón avait quinze ans quand, en 1966, il assista à sa première célébration du 1er mai en dehors des structures officielles du *Sindicato Vertical*. La manifestation, comme prévu, fut dispersée à coups de matraque par les forces de l'ordre, les « gris », mais elle le marqua d'une façon particulière. Il rejoint les Comisiones Obreras et, en 1971, il fit partie des victimes de la descente massive de la police à Pampelune, un épisode que certains associent à l'origine du syndicalisme actuel en Navarre. Il essaya ensuite d'exercer et de défendre ses droits syndicaux à Potosas, d'où il fut licencié en 1974.

C'est cette longue histoire de lutte syndicale qui, des années plus tard, l'a conduit à s'engager activement dans la lutte contre le terrorisme, principal ennemi de la liberté dont il n'avait pu profiter pendant les années de la dictature. En mai 2003, avec sept autres camarades d'autrefois, il signa un article percutant intitulé «Pour la démocratie et la liberté». Le texte fut publié dans le *Diario de Navarra*. «Nous partons du critère communément partagé», déclaraient-ils, «que la démocratie a été établie avec succès dans toute l'Espagne, à la seule exception du Pays basque et de la Navarre. Nous constatons que la situation dans notre communauté exige de plus en plus que tous les

démocrates prennent une position claire pour défendre la démocratie. Nous ne pouvons et ne devons pas rester silencieux plus longtemps. Nous percevons que la crise actuelle des valeurs démocratiques parmi nous exige que nous dépoussiérions les vieux guerriers et que nous nous élevions à nouveau contre la barbarie et la déraison. Nous nous sentons obligés d'affirmer catégoriquement que le Pays basque et la Navarre sont l'exception à la démocratie en Espagne et dans tout le monde civilisé».

Ils soutenaient de façon raisonnée l'interdiction d'Herri Batasuna et de la marque électorale qui suivit, se souvenaient de Tomás Caballero et de sa mort aux mains de l'ETA et encourageaient tout le monde à lutter pour une véritable démocratie: «Nous ne pouvons et ne devons plus détourner le regard. Chaque jour qui passe sans que tous les citoyens fassent ce qui est en leur pouvoir, nous permettons à quelques perturbés de nous pousser vers le précipice. Il est nécessaire de prendre conscience que la défense de ce que nous avons est le travail de tous, qu'il est temps de risquer une partie de notre confort pour défendre et améliorer ce qui a demandé beaucoup d'efforts et de sacrifices».

Après cela, Ramón Ibarrola reprit la plume pour rappeler aux dirigeants de son syndicat qu'il était très bien de manifester contre la guerre en Irak, mais que le plan Ibarretxe ou l'assassinat de deux policiers nationaux à Sangüesa appelaient à des mobilisations de même ampleur, voire plus. Mécontent de l'oubli dont les victimes de l'ETA ont souffert pendant tant d'années, il a même présenté une proposition de communiqué lors d'une réunion d'une certaine importance que les Comisiones Obreras tinrent à Pampelune. Il reconnaît dans le texte une certaine paresse dans le passé et encourage à la compenser par un

plus grand soutien, mais son initiative ne rencontre pas un grand succès.

À Etxarri Aranatz, Ramón Ibarrola fut l'un des responsables de la peinture bleu clair de la façade de la maison des Ulayar afin que les personnes présentes puissent y apposer leurs mains blanches. La tâche s'avéra être presque une anecdote dans une biographie pleine d'affiches, de graffitis et d'autocollants nécessairement clandestins.

Quoi qu'il en soit, ses anciens combats syndicaux sonneraient comme un lointain passé aux oreilles de certains de ceux qui laissaient leurs paumes marquées sur le mur qu'il avait coloré: plusieurs d'entre eux n'étaient même pas nés lorsque l'ETA a assassiné Jesús Ulayar. Ils marchèrent donc aux côtés de Ramón Ibarrola ou du général Sierra sans savoir que leurs histoires individuelles étaient directement liées à l'histoire qu'ils avaient étudiée au lycée.

Parmi les jeunes qui se rendirent à Etxarri Aranatz figuraient des étudiants et des diplômés de l'Université publique de Navarre. Certains appartenaient au Grupo Universitario, un collectif constitué au sein du corps étudiant pour faire face à la présence agressive d'Ikasle Abertzaleak, l'association étudiante promue par le nationalisme radical.

La coexistence ne fut jamais facile, et même le groupe Gesto por la Paz, créé lors de l'enlèvement de José María Aldaya, dut subir les contre-manifestations lors de plusieurs de leurs rassemblements. C'est pourquoi la table ronde organisée par Grupo Universitario avec Gotzone Mora eut une valeur particulière, ce fut peut-être le témoignage le plus emblématique de la façon dont un centre éducatif peut devenir un espace dépourvu de liberté. Eduardo Prieto et David Sáiz contribuèrent beaucoup à l'initiative de cet événement. Tous deux se retrouvèrent à Etxarri Aranatz le

24 janvier 2004, où ils purent saluer une nouvelle fois leur interlocutrice.

Les mains de Gotzone Mora furent les premières à *tacher* la vieille maison de la Calle Maiza. Professeur de sociologie à l'université du Pays basque, elle eut sans doute le temps de conclure que le sombre village de La Barranca qu'elle venait de visiter était une représentation à plus grande échelle du paysage dans lequel elle vivait au quotidien. Il y a une anecdote qu'elle racontait souvent et qui résume bien le ton de ses journées sur le campus. C'était un jour ordinaire en classe. Elle avait donné un devoir à ses élèves et ils le remettaient avant de quitter la classe. Il en restait six ou sept, quand l'un d'eux s'approcha d'elle et lui dit: «Voici ma copie d'examen, mais je voudrais aussi expliquer que vous, en tant que dirigeant socialiste, êtes un ennemi du peuple basque, un obstacle à l'indépendance de notre nation, et que vous devez donc être exterminée». Gotzone Mora finit de ranger les devoirs, retrouva son calme et sortit dans le couloir, où l'attendaient ses gardes du corps. Le jeune homme qui lui avait adressé la phrase entre guillemets était le fils d'émigrants. Elle corrigea sa copie d'examen comme n'importe quelle autre et lui donna la note qu'elle pensait qu'elle méritait: «A».

Mariée, mère de trois enfants, conseillère municipale socialiste de Getxo, Gotzone Mora aurait pu garder cet épisode et bien d'autres pour elle, mais non, elle préférait les faire connaître, elle veut qu'on sache à quoi ressemble le quotidien de certaines facultés du Pays basque. Pour la même raison, elle a dénoncé ouvertement et à plusieurs reprises *l'impôt révolutionnaire* que l'UPV verse à l'ETA en accordant à ses prisonniers toutes sortes de facilités. Il se peut que Vicente Nazábal, le meurtrier de Jesús Ulayar, aujourd'hui avocat à Pampelune, doive une partie de son diplôme à cette relation fluide. Durant la conférence

qu'elle donna à l'UPNA à l'invitation de Grupo Universitario, Gotzone raconta des cas de militants de l'ETA qui avaient passé des examens et des sujets de leurs diplômes alors que l'on ignorait où ils se trouvaient.

Il y a quelques années, elle s'est confiée au journaliste d'*El País*, Pablo Ordaz. Ses réponses désinvoltes, publiées dans un reportage intitulé «Pars ou tais-toi !», montrent à quel point chaque jour peut être difficile quand on essaie d'être cohérent avec ses propres convictions, avec sa liberté: «Le recteur m'a même dit: «Tu peux aller dans la ville de ton choix et, si tu préfères rester chez toi, je t'envoie ton salaire». J'ai dit non, je ne veux pas rejoindre la longue liste des exilés. Combien de professeurs sont déjà partis ? vingt, peut-être trente ? Et le pire, c'est que cela n'affecte pas seulement votre vie professionnelle: j'ai des amis qui ne veulent plus aller déjeuner avec moi, et c'est très dur. Les gens ont peur quand ils me voient entrer dans la faculté avec des gardes du corps, au cas où l'ETA déciderait de me tuer. Tu ne sais pas à quel point je me sens seule. Moi qui suis célèbre à la faculté parce que je parle tout le temps, je me sens abandonnée. Parfois, ils me crient «Espagnole de merde, retourne en Espagne». L'autre jour, une étudiante s'est présentée devant moi et m'a dit: «Ça fait peur, hein ?». Les gardes du corps m'ont fait signe de ne pas lui répondre et j'ai continué mon chemin, parce qu'en plus: si tu leur réponds, même tes collègues te reprocheront ton attitude et t'accuseront de les provoquer. Cette situation est monstrueuse. Je me sens à l'écart. J'ai l'impression que pour beaucoup de gens, le problème vient de moi et non de l'ETA».

À Etxarri, même si ce n'était que pour quelques heures, Gotzone Mora put compenser ses difficultés quotidiennes par les encouragements et l'affection que lui prodiguèrent les nombreux participants à l'hommage à Jesús

Ulayar, si différents les uns des autres, mais tous engagés d'une manière ou d'une autre dans la même cause.

Les récits de ceux qui soutinrent l'appel de Libertad Ya ce jour-là pourraient multiplier les pages de ce livre et ajouter des détails et des nuances aux événements décrits, mais ce qui était fondamental, c'était le désir partagé de gagner un nouvel espace de liberté.

VÍCTOR MANUEL ARBELOA UNE PROMENADE À ETXARRI

Víctor Manuel Arbeloa participa à l'avance à l'hommage rendu à Jesús Ulayar. Le 19 janvier 2004, cinq jours avant l'événement promu par Libertad Ya, il parcourut les rues et les environs d'Etxarri Aranatz en compagnie de Jesús et José Ignacio, les deux fils aînés de l'ancien maire. L'excursion était en même temps une promenade dans le centre de la ville, dans l'histoire et dans sa propre biographie, toujours si étroitement liée à la cause de la liberté. Le résultat de cette initiative fut publié quelques jours plus tard dans les pages du *Diario de Navarra*.

Écrivain, historien, poète et homme politique de longue date, il a transcrit un jour les paroles de son admiré Václav Havel lorsqu'il reçut un doctorat *honoris causa* de l'Université de New York. La politique, expliquait le président tchèque de l'époque, est «un domaine de l'activité humaine où la tentation de prospérer par des moyens malhonnêtes peut être plus forte que dans d'autres domaines, et où l'exigence d'intégrité humaine est donc plus grande». Il ajouta: «Il n'est pas vrai que les personnes idéalistes ne sont pas faites pour la politique. Il faut seulement que leurs idéaux soient accompagnés de patience, de considération, de sens de la mesure et de compréhension pour les autres. Il n'est pas vrai que seules les personnes insensibles, cyniques, arrogantes, hautaines ou conflictuelles peuvent réussir en politique».

Víctor Manuel Arbeloa pourrait se regarder sans crainte dans le miroir de ces mots car les caractéristiques citées par Havel correspondent précisément à sa longue

carrière, à commencer par les années de la fin du franquisme, lorsque lui et d'autres promurent la refondation du Parti socialiste de Navarre, en passant par son étape institutionnelle - le Parlement de Navarre, le Parlement européen.....- et se terminant par la période de crise qui fissura son parti dans les années 90, des étapes diverses et uniques qui, dans son cas, ont toujours eu pour dénominateur commun la liberté et la défense de la Navarre. «La politique est avant tout l'art de changer chacun de nous et le monde en mieux», disait Václav Havel, et c'est ce qu'il a toujours essayé de faire, plus ou moins consciemment. C'est également le cas lorsqu'il décide de retourner à Etxarri Aranatz pour découvrir la vie et l'exemple de Jesús Ulayar.

L'érudit qu'il est n'eut pas besoin d'une bibliographie ou d'archives pour documenter le contexte de ce voyage: il lui suffit de revoir mentalement ses visites précédentes pour trouver un résumé éloquent des changements que la ville a subis au cours des trente dernières années. En 1976, par exemple, il vint au village pour participer à un cours sur la doctrine sociale de l'Église. L'idée était venue de la paroisse, dont Don Tomás Lizarraga était alors responsable, et les séances avaient lieu dans le cinéma de la paroisse. Il participa à une table ronde sur la situation politique et put constater depuis le podium que le public reflétait «clairement» les tensions du moment. Jesús Ulayar avait démissionné de son poste de maire quelques mois plus tôt et les premières élections municipales de la période démocratique n'auraient pas lieu avant trois ans, mais la pression du nationalisme s'échappait déjà de tous les pores de la ville. Et pas seulement à Etxarri. L'atmosphère de l'époque était inflammable en de nombreux endroits et Víctor Manuel Arbeloa mit toute son énergie et même ses vers au service de la paix. Cette même année, conscient du poids presque insurmontable du passé récent, il ajouta

sa signature à celles de Julio Caro Baroja, Gabriel Celaya, Blas de Otero, Carlos Garaikoetxea et Tomás Caballero dans une lettre adressée au roi Juan Carlos, récemment proclamé. La lettre demandait ouvertement une amnistie totale, sans exclure les auteurs de crimes de sang. «Profondément préoccupés par l'avenir de notre peuple», disait le texte, «nous avons été témoins de l'échec de la politique répressive appliquée avec ténacité pendant de nombreuses années pour tenter de résoudre les problèmes». Face à la spirale de la violence, nous croyons à une solution démocratique et, comme premier pas vers celle-ci, à l'amnistie».

Mais les coïncidences entre les partis politiques nouvellement légalisés n'ont guère dépassé ce stade. Peu après l'envoi de la missive, le 16 janvier 1977, le PNV voulut faire d'Etxarri Aranatz la nouvelle Estella du 14 juillet 1931. En d'autres termes, «un lieu emblématique du pouvoir municipaliste basque», selon les propres termes d'Arbeloa. Elle n'aboutit pas parce que le gouvernement interdit le rassemblement et parce que la participation des représentants municipaux fut plutôt faible. «Malgré tout, écrit-il, «lors de cette réunion enthousiaste, tenue dans la salle plénière municipale, il a été clairement annoncé et proclamé ce que le nationalisme indépendantiste basque allait réaliser dans les années à venir».

Son passage en politique et dans les institutions lui donna rapidement une perspective privilégiée pour percevoir les questions sous-jacentes qui couvaient dans ces années tendues de la transition. Dans un article qu'il écrit en 1988 et qui s'intitulait «La resistencia de los navarros» («La résistance des Navarrais»), il résume ainsi la situation: «C'était l'époque où l'ETA tuait à tour de bras et où Herri Batasuna se répandait dans toute la Navarre et assistait au Parlement foral, duquel, à un moment dramatique, j'ai dû les expulser pour ne pas nous renvoyer tous chez nous.

Nafarroa Euskadi da était devenu un cri de guerre, scandé par tous ceux qui voulaient se dire progressistes ou de gauche, par tous ceux qui disaient vouloir combattre le fascisme, la réaction et le conservadurisme». L'«obsession» du PNV pour la Navarre, ajoutait-il, a pris l'ampleur d'un «cauchemar» à l'époque où Carlos Garaikoetxea était à la tête du gouvernement basque.

Fin février 1979, un mois après l'assassinat de Jesús Ulayar, Víctor Manuel Arbeloa retourna à Etxarri pour participer à un meeting électoral. Il était alors l'un des candidats du PSOE. La réunion devait se tenir dans un bar au centre de la ville, mais l'endroit était entouré de dizaines de personnes prêtes à le boycotter. Par prudence, les organisateurs du rassemblement décidèrent de l'annuler. Quelque chose de similaire arriva au même moment à plusieurs membres de l'UPN qui avaient l'intention de présenter le programme de leur parti nouvellement fondé. Depuis lors, aucun des deux grands partis de Navarre ne se présenta aux élections municipales locales.

Sa facette d'historien et d'écrivain l'amena à revenir quelque temps plus tard pour situer les personnages et les événements de *Blancos y Negros*, «le roman sectaire d'Arturo Campión». Il avait parcouru les rues et les quartiers de l'ancienne bastide construite contre «les méchants castillans de Guipúzcoa». En effet, certains livres d'histoire font remonter la naissance de la ville d'Etxarri Aranatz à 1312, lorsque «les gens du pays» demandèrent au gouverneur Enguerrand de Villers de construire une palissade pour les protéger de leurs voisins, qui attaquaient constamment la région. «Le gouverneur accorda une lettre de population qui contenait d'importants privilèges (même si elle maintenait le statut social des colons, nobles et paysans) et prévoyait les structures nécessaires au gouvernement de la municipalité», explique l'historien Luis Javier Fortún. Les

attaques des Guipuzcoans ne cessèrent pas malgré cette initiative et, en 1351, Charles II complète la charte de 1312 par de nouveaux privilèges et entreprend la construction d'une muraille de pierre pour faire de la ville une véritable place forte. «C'est peut-être à partir de ce moment-là que la charte de Pampelune a commencé à être utilisée dans la ville», se risque Fortún.

Lors de cette promenade autour des personnages de Campión, Víctor Manuel Arbeloa put constater que les graffitis et les slogans en faveur de l'ETA étaient déjà nombreux dans les rues de la ville. Il les découvrit «encore plus nombreux et plus persuasifs» lorsqu'il se rendit avec quelques amis à la célébration de la Nafarroa Oinetz: il trouva une rue principale transformée en «une exposition et une exaltation des prisonniers de l'ETA». «Il y a des villes qui semblent être occupées par l'ETA», écrit-il en décembre 2003, sans se référer à un lieu précis, mais en pensant sûrement à la patrie des Ulayar. Et il expliqua la raison de sa déclaration: «Pendant des semaines, des mois et même des années, des graffitis atroces, des drapeaux et des emblèmes de l'extérieur, des caricatures répugnantes, des moqueries macabres pendant les fêtes patronales, des centaines de panneaux de signalisation effacés ou détruits parce qu'ils étaient écrits en espagnol étaient et sont toujours présents. (...) Alors que partout ailleurs dans le monde, toute tentative terroriste ou fanatique de sécession se heurte à une volonté patriotique ferme et reconnue, ici, même dans les meilleurs moments, on ne travaille et on ne se bat que «pour la liberté», donc, dans l'abstrait, comme s'il existait une liberté qui ne s'incarne pas dans quelque chose et pour quelqu'un».

Alors qu'il se rendait à Etxarri Aranatz à une autre occasion pour rendre visite à la famille d'une religieuse

qu'il avait rencontrée à Dakar (Sénégal) lorsqu'il était député européen, quelqu'un cassa les phares de sa voiture.

Il n'était pas facile de s'échapper du contexte lors de la visite du 19 janvier 2004. L'après-midi froid et ensoleillé permit de distinguer la neige sur les chaînes de montagnes Aralar et Satrustegui, un paysage apaisant face à la galerie de graffitis qu'il retrouva en ville. Plusieurs d'entre eux apparaîtront dans son article: «Amnistia», «Gora ETA», «Presoak kalera», «Diario de Navarra» à côté d'une croix gammée, «Policía asesina», «Hau ez da Ezpainia» (Ce n'est pas l'Espagne) ou «Luis askatu». Luis était Luis Mariñelarena, un habitant du village, condamné pour le meurtre de Fernando Buesa et du policier Jorge Díaz.

Víctor Manuel Arbeloa et ses deux guides passèrent par le site controversé des écoles nationales, qui abrite aujourd'hui, «comme le voulait le maire Ulayar», le fronton, la cafétéria, la bibliothèque et la maison de retraite provisoire.

Ils remarquèrent également à proximité l'*alkartetxe* d'Eusko Alkartasuna - «EA-PNV abertzale faltsuak zarete» (EA-PNV, vous êtes de faux patriotes) -, ils passèrent devant la mairie - avec un mémorial au prisonnier Bautista Barandalla de part et d'autre de la façade -, et traversèrent les nouveaux quartiers de Malkarramendi et Aldapasoro pour terminer dans la zone industrielle, le long de l'ancienne route, «où prédomine l'usine Ufesa, qui fait aujourd'hui partie du groupe Siemens, pour laquelle le maire Ulayar s'est tant battu pour maintenir sa stabilité et sa continuité».

Au cimetière, ils furent accueillis par un graffiti sur le mur extérieur: un tricorne barré d'un X et, à côté, l'interjection «alde» (dehors). À l'intérieur du cimetière, Víctor Manuel Arbeloa fut ému par l'épithète à la première personne qui accompagne la dépouille de l'ancien maire et par la phrase évangélique que ses enfants ont placée sous le

texte en basque. Sur les tombes voisines, parmi les photos et les symboles religieux, locaux ou professionnels, il découvrit bientôt une carte d'Euskalherria avec l'anagramme d'ETA à l'intérieur.

Ils retournèrent ensuite au centre-ville, dans le quartier Mundiño, et visitèrent la maison à trois étages où Jesús Ulayar Liciaga est né et où se trouvait le cercle catholique dirigé par ses parents. La dernière étape de la promenade les conduisit sur les lieux du crime: le numéro 4 de la rue Maiza, la place que le jeune Salvador Ulayar, treize ans, traversa derrière les meurtriers et le chemin qu'ils empruntèrent pour s'enfuir du village.

Alors qu'ils s'éloignaient du village en empruntant la route qui mène à Lizarrusti, Víctor Manuel Arbeloa regarda à nouveau la neige fraîche qui recouvrait les pentes de San Donato. La raison est expliquée dans le dernier paragraphe de son article: «J'ai besoin de voir quelque chose de propre, de pur, qui m'éloigne de tant de cruauté, de férocité et de dégradation inhumaine».

SOEURS SANZ BIURRUN 25 ANS SANS CARLOS

Jesús Ulayar Liciaga est l'une des quatre personnes assassinées par l'ETA en Navarre en 1979. Francisco Berlanga Robles fut la première personne tuée au cours de cette année de plomb qui fit 85 victimes dans l'ensemble du pays, il fut également honoré à Etxarri-Aranatz le 24 janvier 2004. Après lui, Pedro Fernández Serrano et Carlos Sanz Biurrun furent également assassinés.

Pedro Fernández, né dans un petit village de Salamanca et venu à Pampelune après avoir vécu quelques années à Mañeru, était le propriétaire de la cafétéria Moicano de la rue Navarro Villoslada, à quelques mètres du gouvernement civil. L'établissement était fréquenté par des policiers et des fonctionnaires, et le propriétaire fut menacé à plusieurs reprises pour les avoir servis. Le 5 avril 1979, des terroristes cachèrent une bombe dans le réservoir des toilettes. L'engin explosa à 23 h 30, au moment où Pedro Fernández vérifiait les toilettes avant de fermer. Il avait 29 ans, était marié à Raquel Martínez Aubán, originaire d'Esnoz, dans la vallée de l'Erro, et père de deux enfants de quatre et cinq ans.

L'inspecteur de police Carlos Sanz Biurrun avait bu des dizaines de cafés au Moicano. Il fut sans doute profondément ému par la mort de Pedro Fernández, tout comme les autres clients. Six mois plus tard, le 8 octobre, deux hommes armés de l'ETA le criblèrent de balles dans la Bajada del Labrit, tout près de son domicile. Il était marié à Teresa Ilarregui, décédée des suites d'une maladie en 1992.

Carlos Sanz avait deux sœurs cadettes: María Elena et Paquita. Cette dernière n'était qu'à trois semaines de son

accouchement lorsque l'attentat eut lieu et le médecin lui conseilla de rester à la maison. Elle ne put donc assister aux funérailles dans l'église paroissiale de San Miguel ni à l'enterrement qui fut très suivi et eut lieu sous une pluie torrentielle. Elle mena à terme sa grossesse sous comprimés de Valium.

En revanche, les sœurs Sanz Biurrun ne manquèrent pas une seule des manifestations organisées à Etxarri-Arnatz le 24 janvier 2004. Elles connaissaient les Ulayar parce qu'elles avaient assisté à plusieurs réunions de l'Association des victimes du terrorisme et parce qu'elles vivent à Zizur Mayor tout comme José Ignacio. Lorsqu'on encouragea dans le micro les personnes présentes à apposer leurs mains sur la façade de la maison familiale, Paquita et María Elena se rapprochèrent et laissèrent la marque de leurs paumes à côté de celles d'autres personnes, connues et inconnues. Ces mains étaient les leurs, mais elles représentaient aussi, d'une certaine manière, le policier exemplaire assassiné 25 ans plus tôt, «l'homme fondamentalement bon, ouvert et compréhensif, tout en gentillesse et en sympathie», selon le portrait publié en première page du *Diario de Navarra* le lendemain du crime. Pendant l'hommage à Jesús Ulayar, il fut presque inévitable pour María Elena et Paquita de rafraîchir leurs souvenirs de leur frère.

Carlos Sanz Biurrun est né à Guenduláin, un vieux manoir du village de Zizur, à une quinzaine de kilomètres de Pampelune. Ses parents travaillaient comme journaliers au service du propriétaire terrien et il grandit avec ses sœurs dans un environnement rural en voie d'extinction. Le lieu conservait encore l'ancienne église paroissiale de San Andrés et le palais à créneaux qui, cinq siècles plus tôt, avait appartenu à Francés de Ayanz, mais il avait perdu la dynamisme d'autrefois : l'école s'était vidée, il n'y avait plus d'enfants qui couraient et criaient dans les rues et

plusieurs maisons se fissuraient à cause des secousses que les mines de Potasas provoquaient silencieusement dans le sous-sol.

En 1953, Carlos entra au séminaire diocésain de Pampelune. Il avait treize ans et faisait partie d'une classe où figuraient également Jesús Labari, aujourd'hui curé de San Lorenzo, à Pampelune, et Martín Sanz Belarra, de Baquedano, qui perdit un bras lors des attentats du 11 mars 2004 à Madrid. Comme eux, il étudia la philosophie et la théologie pendant des années, déterminé à être ordonné, mais il eut un moment de doute et «il préféra y renoncer plutôt que d'être un mauvais prêtre», selon ses sœurs.

Il pensa ensuite à valider les études qu'il avait effectuées pour obtenir un diplôme d'enseignant, mais la relation avec une connaissance d'Astráin qui avait rejoint la police l'amena à envisager la possibilité de suivre ses traces. Ses sœurs se souviennent de l'enthousiasme avec lequel il pédalait chaque jour sur sa bicyclette jusqu'au quartier de la Chantrea, à Pampelune, où il se préparait aux examens d'entrée.

Il intégra le corps de police en 1962 et sa première affectation fut Bilbao. L'ETA n'était alors qu'un groupe subversif qui tentait de se faire connaître par des graffitis et des bannières éphémères. Certains livres d'histoire expliquent que le premier attentat sérieux planifié par le gang fut le déraillement d'un train transportant des ex-combattants de ce qui était appelé l'armée nationale au cours de l'été 1961. Le convoi se rendait à San Sebastian à l'occasion des manifestations organisées pour commémorer le 18 juillet. Plusieurs membres de l'organisation qui avait vu le jour trois ans plus tôt parmi les jeunes nationalistes retirèrent quelques boulons de la voie ferrée et desserrèrent les liens qui reliaient les rails, mais le train accomplit le voyage prévu sans trop de complications. Certains textes écrits dans

le milieu de l'ETA faisaient de cet attentat frustré le lancement des «activités» du groupe, mais il est aujourd'hui admis que la bombe qui explosa le 27 juin 1960 à la gare d'Amara à Saint-Sébastien était également due à l'ETA. L'engin - qu'un appel anonyme attribuait à l'époque à un prétendu DRIL (Directorio Revolucionario Ibérico de Liberación) - causa la mort de la jeune Begoña Urroz Ibarrola, très probablement la première victime mortelle du groupe terroriste. Les trois explosifs artisanaux placés en décembre 1959 sur trois points considérés comme «symboliques» étaient également l'œuvre de l'ETA: le gouvernement civil d'Álava («comme représentation de l'État espagnol»), un commissariat de police de Bilbao («comme représentation de la répression») et le journal *Alerta* de Santander, qui appartenait à la chaîne de presse Movimiento («comme représentation de l'ennemi idéologique»).

Carlos Sanz Biurrun écoutera avec intérêt les épisodes évoqués lors de son séjour dans la capitale biscayenne. L'enthousiasme et la fougue de ses 22 ans ne permettaient pas de prévoir que ce groupe, qui se qualifiait comme la «résistance basque» et qui prétendait se regarder dans les miroirs de l'Indochine, de l'Algérie, de l'Angola et du Vietnam, finirait par lui ôter la vie quelques années plus tard.

Il retourna bientôt à Pampelune, où il intégra la brigade d'investigation criminelle, l'actuel groupe de la police judiciaire. La ville connaissait alors des années relativement calmes et le jeune officier apprit à connaître par leur nom les nombreux délinquants qui passaient par les cellules du commissariat. Il avait établi une relation proche de l'amitié avec certains d'entre eux.

María Elena Sanz, de dix ans plus jeune que son frère, se souvient l'avoir croisé dans la rue alors qu'il conduisait un détenu avec une familiarité absolue. Paquita fut même

la cause involontaire de la fuite d'un de ces petits voleurs. Elle était pensionnaire à Dominicas de la Calle Descalzos et un jour, pendant la récréation, elle alla avec d'autres camarades de classe sur la Plaza del Castillo. Elle y rencontra Carlos, qui marchait avec deux autres personnes, et courut pour l'embrasser. Son irruption perturba la progression du petit groupe et le «jeune garçon» qui se trouvait au milieu s'enfuit sans que ni Carlos ni son compagnon ne puissent le rattraper. Paquita était inquiète, mais les agents minimisèrent l'importance de ce qui s'était passé. «Ne t'inquiète pas, il ne recommencera plus», lui dirent-ils. Lorsqu'elles reviennent sur ces anecdotes, sur l'affection incommensurable qu'elles avaient pour leur grand frère, María Elena et Paquita terminent toujours leur récit par la même conclusion: «Nous étions si fières de lui».

Cependant, tandis que Carlos Sanz Biurrun et les autres agents de la brigade prenaient la mesure de la délinquance plus ou moins habituelle que peut abriter une ville moyenne, l'organisation clandestine qui, peu de temps auparavant, avait attiré l'attention dans les commissariats de San Sebastián et de Bilbao, commençait à se faire remarquer à Pampelune également. Le 22 décembre 1964, à 3 h 15 du matin, un engin explosif fut déclenché au Monumento a los Caidos, sur la place Conde de Rodezno. Les auteurs avaient placé deux charges, mais une seule avait fonctionné. L'endroit était également jonché de tracts expliquant la raison de l'attentat, et de graffitis en guise de couverture idéologique. Sur l'un d'eux, on pouvait lire: «La Navarre pour les Navarrais». Et un autre: «Dieu-Patrie-Roi = Opium». Bien qu'il y eut peu de dégâts matériels, l'écho de l'explosion mit plusieurs jours à se dissiper. L'attaque fut revendiquée par *Iratxe*, un groupe que l'ETA elle-même avait promu peu avant pour agir dans la région. *Iratxe* distribuait une revue du même nom un peu partout

dans Pampelune, Estella et Olite, et après 18 mois, elle finit par abandonner son nom pour fusionner «officiellement» avec ETA. Ses dirigeants expliquèrent dans un communiqué de l'époque que l'union était due à «la coïncidence totale des points de vue», mais la décision relevait davantage de la propagande car les deux organisations étaient une seule et même entité depuis leur création.

Le 16 janvier 1965, presque au moment où le texte d'*Iratxe* fut rendu public, plusieurs policiers abordèrent Jokin Gárate, un militant de l'ETA originaire d'Algorta et jugé par contumace la semaine précédente, dans le centre de Pampelune. Les agents lui demandèrent ses papiers et le jeune homme prit la fuite. Ses poursuivants utilisèrent leur arme et Gárate fut blessé à la cuisse. L'activiste fut arrêté. C'était probablement la première confrontation en Navarre entre un membre de l'ETA et les forces de sécurité.

Deux semaines plus tard, le 2 février, la police arrêta à Elizondo la jeune Française Christianne Etxaluz, militante d'*Enbata* - un groupe proche de l'ETA créé en 1963 de l'autre côté des Pyrénées - qui se rendait à Pampelune pour suivre des cours, car elle étudiait à l'université de Navarre. Elle fut accusée d'avoir participé à l'attentat du Monumento a los Caidos.

Carlos Sanz Biurrun fut le témoin direct de ces arrestations, mais aussi de l'événement important qui eut lieu le 5 janvier 1969. Deux mois plus tôt, la police avait arrêté Arantza Arruti Odriozola, responsable de l'organisation terroriste dans la région. La jeune femme fut emmenée à la prison de Pampelune, où elle fut placée en détention. Son mari, Gregorio López Irasuegui - l'un des militants les plus en vue de la bande - et Javier Izco de la Iglesia - accusé d'être l'auteur de l'assassinat de Melitón Manzanos - se rendirent à la prison dans l'intention de la libérer. Tous deux étaient armés et attaquèrent les officiers, mais Izco

reçut une balle au poumon, le blessant grièvement. López Irasuegui fut également arrêté. Quelques mois plus tard, Arruti, López Irasuegui et Izco deviendront trois des protagonistes du procès de Burgos.

Cette même année 1969, un autre incident majeur se produisit: le 6 avril, coïncidant avec la célébration de l'Aberri Eguna, deux militants de l'EGI, le mouvement des jeunes du PNV, perdirent la vie près d'Ostiz, dans la vallée de l'Ulzama, lorsque l'engin qu'ils préparaient à l'intérieur d'un Morris explosa. Les morts, tous deux originaires de Pampelune, étaient Joaquín Artajo Garro et Alberto Azurmendi Arina. Artajo avait déjà rejoint l'ETA à cette date.

Carlos Sanz ne pouvait s'empêcher de ressentir un certain malaise face à la présence croissante de membres de l'ETA dans les faits décrits ci-dessus. Ses proches lui suggèrent de repasser son diplôme d'enseignant et de se réorienter, mais il préféra rester policier. «Si seulement ça pouvait arranger les choses», avait-il l'habitude de dire quand on lui parlait de changer de travail. L'attentat à la bombe du 6 mars 1972 contre le monument au duc d'Ahumada et l'enlèvement de l'industriel Felipe Huarte en janvier 1973 ne le firent pas changer d'avis. Il continua à se préoccuper des détenus, en aidant les proches qui venaient au commissariat et en essayant de rendre les services qu'ils lui demandaient, qu'ils soient en son pouvoir ou non.

L'attentat qui coûta la vie à Joaquín Imaz le 26 novembre 1977 augmenta de plusieurs degrés son inquiétude et celle de ses proches. Les assassinats de l'ETA commencèrent à devenir fréquents dans ces années-là et sa sœur María Elena se souvient encore du vertige qu'elle ressentait lorsque les informations annonçaient un nouveau crime: «Que ce ne soit pas Carlos, que ce ne soit pas Carlos», se répétait-elle.

À cette époque, la mère de l'inspecteur fut victime d'une hémiplegie et passa deux mois à l'hôpital de Navarre. Il trouvait le temps, chaque jour, de se rendre au centre hospitalier pour la nourrir. Il rencontrait souvent ses sœurs et beaux-frères et ceux-ci ne pouvaient manquer de remarquer les mesures de sécurité qu'il avait intégrées dans sa vie quotidienne: lorsqu'il quittait le bâtiment ou s'approchait de la voiture, il passait toujours devant, attentif à toute présence étrange.

Il est probable qu'il ait discuté de ses préoccupations avec Pedro Fernández au bar du Moicano. Le propriétaire du café avait signalé les menaces reçues à la police, et il semble logique de penser qu'il reprendrait le sujet au cours d'une conversation plus discrète autour d'une tasse de café. Ce qui est sûr, c'est que sa femme, Raquel Martínez, qui travaillait également dans le café, se souvient parfaitement de Carlos Sanz, des nombreux cafés qu'elle lui avait servi et des cigares qu'il fumait parfois après le déjeuner. Plus d'une fois, elle le voyait discuter avec son mari, sans se douter à l'époque que l'une des raisons de ces conversations était liée à l'organisation terroriste qui allait finir par leur ôter la vie à tous les deux.

Carlos Sanz était une personne méthodique, aux habitudes régulières, et il n'était pas difficile pour ses meurtriers de voir qu'il rentrait tous les jours à 14h45 chez lui, au numéro 28 de la rue Tejería. Le 8 octobre 1979, ils l'attendirent dans la Bajada del Labrit et le criblèrent de balles alors qu'il venait de garer sa Seat 132. Il en reçut deux dans la tête et les autres le touchèrent à la poitrine. Il mourut sur le coup.

Les coups de feu alertèrent les voisins et certains d'entre eux eurent le temps de voir un jeune homme «d'environ 25 ans», avec une barbe, portant une chemise «grise à carreaux» et tendant les bras tandis que son arme était

toujours pointée vers le policier. Presque tous identifièrent immédiatement l'homme qui se vidait de son sang sur le trottoir, car ils l'avaient croisé des dizaines de fois, car ils avaient échangé leurs impressions sur mille choses, car ils l'appréciaient. «Quand je l'ai vu, j'ai compris qu'il s'agissait du policier qui vivait dans notre rue», avait déclaré une voisine à la presse. «Il portait le costume gris qu'il avait l'habitude de porter très souvent. Il était très amical et saluait en passant. Il avait un gros chien que les enfants connaissaient bien parce que dès qu'il le sortait dans la rue, ils venaient vers lui».

María Elena Sanz fut appelée par une amie qui vivait à côté du Labrit. «Il y a eu un attentat contre ton frère», lui dit-elle, «mais ne t'inquiète pas, car une ambulance est arrivée et l'a déjà emmené». L'incertitude les rongant, elle et son mari se précipitèrent à l'hôpital de Navarre, mais leurs espoirs furent anéantis dès leur arrivée: le corps sans vie de Carlos gisait dans une salle des urgences.

La chapelle funéraire fut installée dans la salle du trône du gouvernement civil. María Elena Sanz garde en mémoire une scène singulière qui se déroula à l'intérieur. Plusieurs collègues de l'inspecteur assassiné veillaient son corps et des membres de sa famille et des amis le pleuraient en silence, lorsqu'un homme à l'air négligé entra dans la pièce, peut-être un délinquant que Carlos avait arrêté à une certaine occasion. Le nouveau venu se dirigea directement vers le cercueil et, l'embrassant, s'exclama: «Vous étiez comme mon père ! Cette apparition rompit la formalité du deuil, mais ne surprit aucune des personnes présentes: tout le monde savait combien les voyous habituels appréciaient le défunt. Ces mêmes liens expliqueront plus tard pourquoi les gitans apportèrent des fleurs sur sa tombe pendant des années.

Les funérailles furent célébrées par Javier Lorente, le prêtre qui l'avait marié quelques années plus tôt en la paroisse de Zizur Mayor. Dans son homélie, il cita des mots qu'un jeune Jean-Paul II venait de prononcer en Irlande : «Que personne n'appelle le meurtre par un autre mot que meurtre».

Le cortège funéraire fit deux fois le tour de la Plaza de las Merindades -puis de la Plaza del General Mola - avant de se diriger vers le cimetière. Des centaines de personnes descendirent dans la rue pour un dernier adieu au policier assassiné et une très longue file de voitures suivit le corbillard jusqu'au cimetière de Pampelune, où sa dépouille fut enterrée. Les quatorze couronnes de fleurs qui furent déposées sur sa tombe révélaient en quelque sorte l'affection que tant d'habitants de Pampelune avaient pour le défunt.

Les frères Ulayar ont raconté plus d'une fois le choc qu'ils avaient ressenti en voyant leur chienne, *Chiqui*, gémir et pleurer à côté du corps sans vie de son maître. La réaction du berger allemand de Carlos Sanz fut très similaire. L'animal s'arrêtait, les yeux tristes, à côté des vêtements de l'inspecteur qu'il découvrait dans différentes parties de la maison. Et pendant des mois, lorsque Teresa Ilarregui l'emmenait se promener, il s'asseyait invariablement à l'endroit exact où il avait été abattu, sans qu'il soit possible de le faire bouger.

Cependant, il fallut 25 ans pour que quelqu'un se souvienne du policier de Pampelune sur la scène du crime. C'était le 9 octobre 2004. Comme elle l'avait fait à Etxarri-Aranatz, Libertad Ya appela à un acte civique pour rendre à Carlos Sanz Biurrun et Pedro Fernández Serrano l'hommage qu'ils n'eurent pas lorsque l'ETA mit fin à leurs jours. L'événement eut lieu à la Bajada del Labrit, à l'endroit même où l'inspecteur était tombé sous les balles. Et si Paquita et María Elena avaient apposé leurs mains blanches sur la maison Ulayar neuf mois plus tôt, c'est

Salvador, le plus jeune de la fratrie, qui leur offrit un bouquet de fleurs. Il représentait la gratitude de toutes les personnes présentes pour tant d'années de dignité au milieu de la douleur et de l'abandon.

INDICE ONOMASTIQUE

Abril, María Carmen, 159
Aguilar García, José, 159-166
Aguirre, Juan Mari, 75
Aizpún Tuero, Jesús, 151
Alcalde, Javier, 167-170, 198
Alcocer Jiménez, Jesús, 181-182
Aldaya, José María, 173-174, 177, 235
Apesteguía, Asun, 172
Aramburo, Pilar, 51, 52, 82
Arbeloa Muru, Víctor Manuel, 128, 151, 177, 239-245
Arnedo Urtasun, Beatriz, 201
Arregui Izaguirre, Joseba, 184
Arregui Letamendía, Rosario, 122
Arregui Maiztegui, Susana, 164
Arroyo, Maribel, 71, 81, 82, 229
Arroyo González, Sebastián, 180
Arruti Odriozola, Arantza, 252
Artajo Garro, Joaquín, 253
Arteta, Aurelio, 221
Arteta, Iñaki, 223-228
Artolazábal, Eloy, 58
Arza Muñuzuri, Juan Manuel, 127, 185
Astráin, Jesús Ignacio, 151, 247
Atarés Peña, Juan, 164
Ayarra, Natalia, 205
Ayuso, María Luisa, 164,
Aznar, José María, 154
Azpíroz, Javier, 61

Baena Martín, José Manuel, 92-93
Baglieto, Ramón, 83
Balduz Calvo, Julián, 151
Barcina Angulo, Yolanda, 60, 107-111, 146, 195
Barros Ferreira, José Ricardo, 183

Beaumont Etxeberria, Iñaki, 105
Beiro, Juan Carlos, 202, 211, 212
Berlangua, Francisco, 46, 91-96, 140, 215, 247
Blanco Garrido, Miguel Ángel, 177, 192, 218
Borbón, Felipe de, 92, 185
Broseta Pont, Manuel, 126
Bueno Asín, Jesús, 127
Buesa, Fernando, 51, 58, 244
Burgo Tajadura, Jaime Ignacio del, 36-37, 209

Caballero Martínez, Ana, 149
Caballero Martínez, Javier, 154, 157,
Caballero Martínez, José Carlos, 149, 154
Caballero Martínez, María, 48, 147, 149, 215, 216, 218, 221
Caballero Martínez, Tomás, 149
Caballero Pastor, Tomás, 48, 58, 82, 84, 133-134, 144, 151-154,
156, 192, 193, 197, 216, 217, 220, 232, 239, 241
Calleja, José María, 48, 82, 149, 225
Campión, Arturo, 242-243
Caro Baroja, Julio, 241
Carrero Blanco, Luis, 228
Casals, Pau, 46
Casanova Vicente, Francisco, 197-204
Celaya, Gabriel, 241
Cervera Soto, Santiago, 152
Chourraut Burguete, Javier, 156
Cuesta, Cristina, 167-169

Delclaux Zubiría, Cosme, 177
Delibes, Miguel, 90
Díaz Elorza, Jorge, 51, 228, 244
Díaz de Cerio, Gerardo, 172-174
Domínguez, Luis, 225
Domínguez Iribarren, Florencio, 122

Echarri, Blanca, 52, 87
Elías, Pilar, 83
Elola, Patxi, 83

Embid Luna, Julián, 57, 60
Erice, Javier, 151
Eseverri Chávarri, Juan Antonio, 94
Espada, Arcadi, 189, 190
Etxabarri, Peio, 43, 140
Etxabarri Garro, Juan María, 107
Etxabe, Jon, 227
Etxabe Orobengoa, Juan José, 122
Ezpeleta, Eradio, 101, 153

Fernández Álvarez, Antonio, 160
Fernández de Garayalde, Andrés, 29
Fernández Serrano, Pedro, 247, 254, 256
Ferri Pérez, José, 160
Fidalgo, Ana María, 160
Forest, Eva, 228
Fortún, Luis Javier, 242
Franco Bahamonde, Francisco, 23, 78, 103, 221

Gabeiras Montero, 184
Galdós Arsuaga, Mercedes, 121, 161, 179
Galletero, Alfonso, 223
Gandhi, 168
Gangoso Otero, Julio, 160
Garaikoetxea Urriza, Carlos, 241-242
Gárate, Garbiñe, 169
Gárate, Jokin, 252
García, Alfredo, 104
García de Dios, Ángel, 127
García Garrancho, Mariano, 99-105
García Pérez, Julio, 151
García Villoslada, Jesús, 160
Garmendia, Estíbaliz, 118
Goldaracena, José Manuel, 200
Goldáraz Aldaya, Javier, 164
González Fontana, Miguel, 153
Goñi, Florencio, 151
Gorospe Lertxundi, Pedro María, 179,

Gorostidi, Jokin, 227

Havel, Václav, 239-240

Huici Mendiola, Francisco Javier, 35

Ibarrola, Agustín, 58, 119

Ibarrola San Martín, Ramón, 233-235, 250

Iglesias Zamora, Julio, 176

Imaz Martínez, Joaquín, 60, 92, 253

Iriarte, Luis María, 103-104

Iribarren, Jaime, 198, 200

Iriberrí Rodríguez, José Miguel, 8, 24, 76, 107, 187-189, 191, 192-195

Irujo, Manuel, 122

Iruretagoyena Larrañaga, Inmaculada, 224

Iruretagoyena Larrañaga, José Ignacio, 152, 192, 224

Iturrioz, Patxi, 221

Izko de la Iglesia, Javier, 227

Izquierdo, José María, 164

Jáuregui, Juan María, 208

Jáuregui, Ramón, 115

Jiménez Fuentes, Fernando, 92, 96

Juaristi, Jon, 228

Kalzada, Julen, 227

Kiroga Astiz, Santi, 152

Lacasta Egea, Koldo, 152

Lander Azcona, Jesús María, 151

Lanza del Vasto, 168

Larrínaga, Jaime, 202, 221

Lasa Mitxelena, Juan Lorenzo, 180

Lasarte, José Manuel, 61

Latienda Urroz, Chon, 51

Layana, Ramiro, 151

Legorburu, Juan José, 161

Lewis, C. S., 189

Liciaga, Inés, 18, 44, 140

Lizarraga, Tomás, 240

Lizarralde Urreta, Juan María, 161

López, María José, 43

López de la Calle, José Luis, 58, 116

López González, Manuel, 93

López Irasuegui, Gregorio, 227, 252-253

Lujúa Gorostiola, José Miguel, 180

Madrid, José Luis, 228

Malón Nicolao, Jesús, 151

Manzanas, Melitón, 221, 227, 252

Mariñelarena Garciandía, Bautista, 51

Mariñelarena Garciandía, Luis, 51, 244

Mariñelarena Imaz, Peio, 65

Martín Hernández, Bonifacio, 57, 60

Martín Villa, Rodolfo, 184

Martínez de la Fuente, José Ramón, 179

Martínez Oroz, Pilar, 8, 133, 144, 153, 158

Mauleón, Javier, 20

Mediavilla, Miguel Ángel, 168

Meijide, José Ignacio, 168

Melville, Herman, 55

Mendiry, Ruperto, 223

Mora, Gotzone, 84, 235-237

Música Astibia, José Javier, 108, 143, 195, 207-211, 221

Música Astibia, Rafael, 207

Música Zubeldia, Daniel, 213

Muguruza, Josu, 172

Munárriz, Santos, 202

Mundiñano Ezcutori, Rosa, 7, 19, 25, 32, 85, 88, 90, 133, 136, 137, 139, 143, 160, 179, 185, 188

Mur, Maite, 172, 198

Nagore Cavero, Jorge, 181

Navarro Florido, Lina, 7, 91-96, 140, 141, 144

Nazábal Auzmendi, Juan, 30, 31, 36, 55, 65, 91

Nazábal Auzmendi, Vicente, 31, 34, 35, 37, 46, 53-55, 57, 65, 74,
79, 89, 158, 236
Negro, Alberto, 225
Negro, María del Mar, 225

Ochoa, Mari Carmen, 220
Olaiz Rodríguez, Jorge, 105
Ollo Casas, Adriana, 5
Ollo Casas, José Luis, 5
Onaindía Nachiondo, Mario, 227
Ordaz, Pablo, 237
Ordóñez, Gregorio, 192
Oroz, Luis, 61
Ortega, Eterio, 228
Ortega Lara, José Antonio, 173, 177
Otero, Blas de, 241

Pagazaurtundua Ruiz, Iñaki, 114
Pagazaurtundua Ruiz, Joxeba, 118, 116, 219
Pagazaurtundua Ruiz, Maite, 7, 48, 83, 113, 116, 118, 119, 148,
158
Palacín Pellejero, Tomás, 182
Palacio, Loyola de, 221
Pascal, Joaquín, 184, 191
Pegenaute, Pedro, 151
Pena, Enrique, 172
Percáz, Andrés, 54
Pérez Calvo, Alberto, 58
Pérez de Obanos, José Joaquín, 128
Pérez de Viñaspre, Joaquín, 93
Petri, Alberto, 152
Picatoste González, José, 170
Pontecorvo, Gillo, 227-228
Portell, José María, 122
Postigo Mejías, Ángel, 180
Prieto, Eduardo, 145, 235
Prieto García, José Luis, 179-185
Puig Maestre, Francisco, 180

Querejeta, Elías, 228

Ramírez, Pedro J., 126
Recasens, Félix Antonio, 151
Repáraz Lizarraga, Jesús María, 31
Ríos, Benito, 200
Rodríguez, Natividad, 58
Rodríguez Sáiz, Germán, 95, 218
Roig, Manuel, 63
Roig Ulayar, Adriá, 61
Roig Ulayar, Julia, 61
Roldán, Luis, 160
Román Casasola, Antonia, 99-103
Romeo Rotaache, Ramón, 183
Rosón, Juan José, 124, 184
Rubenach Roig, Germán, 164-165
Ruiz Langarica, Miguel Ángel, 105, 146
Ruiz Hernández, Francisco, 180
Ruiz Romero, Francisco, 134, 157
Ryan, José María, 183

Sáenz de Santamaría, José Antonio, 124, 184
Sáez de Tejada, Matilde, 8, 179, 180, 185-186
Sagardía, José Martín, 179
Sagastibelza, Juana, 212
Sáiz, David, 235
Sáiz Aja, Rosalía, 203
Sanchís, Ima, 114
Sanz Biurrun, Carlos, 180, 247-256
Sanz Sesma, Miguel, 60, 102, 211, 232
Saralegui, Francisco José de, 151
Sarasola Arregui, Ceferino, 93
Savater, Fernando, 55
Sebastián Aguilar, Fernando, 154
Sierra, Federico Miguel, 231
Sierra, José, 231-235

Tejero Molina, Antonio, 183
Tellechea Echarri, Ana, 173, 197-199
Tellechea Echarri, Nerea, 173, 199

Ulayar, José Miguel, 18, 44
Ulayar Arroyo, Daniel, 61, 71
Ulayar Arroyo, Jaime, 71, 230
Ulayar Echarri, Juan, 61
Ulayar Huici, Eugenio, 31
Ulayar Liciaga, Jesús, 7, 9-11, 17-30, 31-32, 35-37, 43, 45, 47-49,
51-52, 57-67, 71, 74, 83, 85-91, 99-103, 111, 113, 118, 121, 123,
133, 135-140, 150, 152, 156, 159, 163, 167, 176-177, 179, 187,
190, 195, 197, 203, 205, 208, 210, 215, 219, 222, 226-228, 231,
233, 235, 237, 239-240, 242, 245, 247-248
Ulayar Liciaga, Martina, 29, 53, 67, 81, 188
Ulayar Liciaga, Petra, 29, 53, 188
Ulayar Mundiñano, Jesús, 19, 28, 30, 41-43, 45-47, 85, 141, 144,
146-149, 236, 239
Ulayar Mundiñano, José Ignacio, 7, 19, 21-22, 27-28, 30, 32-33,
35, 37, 44-45, 51-53, 68, 76, 79, 81, 85, 89, 110, 119, 121, 137,
142, 156-157, 226, 228, 239, 248
Ulayar Mundiñano, Mari Nieves, 7, 43, 45-46, 63-69, 85, 89,
175, 226131-132
Ulayar Mundiñano, Salvador, 7, 19, 24-25, 28, 31, 34, 38, 45-46,
66, 71, 76-90, 113, 118, 131, 142, 143, 146, 149, 156, 158, 188,
194, 226-227, 232, 245, 257
Uranga Santesteban, José Javier, 8, 58, 83, 121-126, 129, 131, 184,
190
Urbiola Machinandiarena, José Antonio, 128
Uriarte, Eduardo, 221
Uribe, Imanol, 227
Urquiola, Pello, 213
Urralburu Tainta, Gabriel, 54, 151, 160
Urtasun, Domingo, 202

Vals, Maribel, 197, 201, 203
Vélez, Vanessa, 83
Viguria, Albito, 151

Villers, Enguerrand de, 242
Visiedo Calero, Juan José, 182
Vives, José, 203

Zabalza Gárate, Mikel, 169
Zaldúa Corta, José María, 179
Zubeldia, Reyes, 8, 143, 205, 209, 211, 213, 220
Zubieta Zubeldía, Juan José, 164-165
Zubitur, Silvestre, 212
Zurutuza, Arrate, 225

Le 27 janvier 1979, l'ETA a assassiné Jesús Ulayar Liciaga à Etxarri-Aranatz Liciaga, qui avait été maire de la ville entre 1969 et 1975. Sa veuve et ses quatre enfants vivent depuis une dure histoire de douleur et de solitude. Le conseil municipal lui-même a ajouté à l'infamie du crime en désignant les auteurs, arrêtés en octobre 1979, comme ses citoyens d'honneur. Lorsque les meurtriers sont sortis de prison quelques années plus tard, une grande partie de la ville les a accueillis en héros et leur a fait l'honneur d'inaugurer les fêtes patronales.



Le 24 janvier 2004, deux mille personnes se sont réunies à Etxarri-Aranatz pour rendre hommage à Jesús Ulayar et apporter à sa famille le soutien et l'affection qu'elle n'avait pas eues au cours des 25 années précédentes. *Retour à Etxarri-Aranatz* est un voyage à travers les histoires qui ont convergé ce jour-là au cœur de *la Barranca* et un résumé de l'héritage que le terrorisme a laissé en Navarre.



FUNDACIÓN TOMÁS CABALLERO



FUNDACIÓN
VÍCTIMAS
DEL
TERRORISMO